



## Le défi allemand

« La question allemande reste ouverte tant que la porte de Brandebourg est fermée. » Cet aphorisme avait été formulé en 1984 par Richard von Weizsäcker, alors bourgmestre de Berlin-Ouest avant de devenir président de la République fédérale. Les deux brèches de cinq mètres qui ont été percées dans le mur, de part et d'autre de la célèbre porte, marquent une nouvelle étape du règlement de cette « question allemande » qui a joué un tel rôle dans le déroulement de la guerre froide. En dépit de l'accélération de l'histoire, qui provoque une sorte d'ivresse dans l'esprit des Allemands de l'Est comme de l'Ouest, on n'efface pourtant pas du jour au lendemain ce que quarante années de division ont installé de réflexes d'habitude, de confort même. Cela vaut aussi bien pour les Allemands eux-mêmes que pour leurs voisins et alliés.

Sur la principe, tout le monde est d'accord, ou à peu près : l'unité de la nation allemande se fera, parce que les Allemands le veulent. C'est ce que M. François Mitterrand a réaffirmé au cours de sa visite en RDA. C'est également la conviction des pays réunis au sein de l'OTAN et celle du président Bush. Les objections et les mises en garde formulées par Moscou ressortissent plus à la tactique qu'à une opposition fondamentale : cette fameuse « carte allemande » ne sera pas jouée inconsidérément et sans de solides garanties par un Mikhail Gorbatchev soucieux de ménager des militaires dont le soutien lui est absolument nécessaire.

CERTAINS dirigeants politiques ouest-allemands, comme l'ancien chancelier Willy Brandt, tiennent à souligner que l'objectif à atteindre n'est pas la réunification : ce terme évoque par trop l'ordre ancien d'Europe et le monde ont eu à souffrir de deux reprises au cours de ce siècle. L'Allemagne, c'est un fait, effraie toujours : non plus par sa puissance militaire, mais par le risque de déséquilibre qu'elle crée sa supériorité économique sur le continent. L'union économique de l'Allemagne de la RFA et de la RDA a toutes chances de précéder l'union politique.

CETTE perspective constitue un défi pour une Communauté européenne qui a bien du mal à faire avancer le grand projet défini par Jacques Delors. Marché unique, union monétaire, banque centrale, tous ces éléments d'une construction encore instable doivent être rapidement mis en place si l'on veut préserver l'Allemagne de la tentation de définir seule son destin.

La conjoncture est favorable : l'immense majorité des Allemands et la quasi-totalité des dirigeants politiques sont convaincus que l'unité du pays ne peut se réaliser que dans le cadre d'une Europe plus unie, plus solidaire.

Les combats d'arrière-garde d'une Margaret Thatcher crispée sur des positions dépassées par le mouvement de l'histoire, sont de nature à favoriser, chez nos voisins allemands, une attitude de repli sur soi, sur ses richesses et sa conscience nationale retrouvée. C'est alors que l'on aurait de vraies raisons de craindre une Allemagne dont l'agressivité s'est toujours nourrie du culte de sa différence.

Lire nos informations page 6

M 0147 - 1223 0 - 4,50 F



3790147004500 12230

Cédant à la pression des manifestants à Bucarest et dans d'autres villes roumaines

## Le président Ceausescu a abandonné le pouvoir

Un « Front de salut de la patrie », dirigé par M. Manescu, ancien ministre des affaires étrangères, est constitué

Le régime de Nicolae Ceausescu s'effondre sous la pression populaire. Vendredi matin 22 décembre, on indiquait de sources diplomatiques occidentales à Bucarest que le dirigeant roumain avait quitté le pouvoir. Selon d'autres sources, Nicolae Ceausescu était en fuite.

La radio roumaine aurait annoncé vendredi matin 22 décembre que l'état d'urgence avait été proclamé sur l'ensemble du territoire de la Roumanie. Au même moment, l'agence est-allemande ADN citait la télévision de Bucarest annonçant que le ministre roumain de la défense, le général Vasile Milea, s'était suicidé après avoir été accusé d'avoir agi « en traître » et diffusé de fausses informations.

Les correspondants à Bucarest de plusieurs agences de presse des pays socialistes, dont l'agence soviétique Tass, indiquaient par ailleurs que des forces de sécurité avaient de nouveau ouvert le feu vendredi matin sur des manifestants qui se dirigeaient vers le centre de Bucarest.

La situation est de plus en plus confuse au pays du « conducteur », où paraît maintenant régner un climat quasi insurrectionnel. Un diplomate occidental en poste à Bucarest a affirmé que certaines unités de l'armée chargées de maintenir l'ordre se retiraient, et que certains membres des forces de sécurité déposaient leurs armes. « Cela ressemble à la fin du régime », a-t-il ajouté.

Des scènes de fraternisation entre manifestants et militaires sont, d'autre part, rapportées par le correspondant à Bucarest de l'agence bulgare BTA, qui décrit une population en liesse montant sur les camions militaires et les chars. Enfin, le mot d'ordre de grève générale lancé dans la nuit par les étudiants paraissait très largement suivi, non seulement

Un Front du salut de la patrie, dirigé par l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Manescu, a proclamé qu'il avait pris le pouvoir. Auparavant, une manifestation monstre s'était déroulée dans le centre de la capitale, abandonnée par les forces de l'ordre.

dans la capitale, mais également dans les principales villes de province.

Le pouvoir de M. Ceausescu avait déjà été sérieusement ébranlé au cours des émeutes de la journée de jeudi, qui avaient éclaté au moment même où il prononçait un discours, soudain interrompu par des lueurs.

Les forces de sécurité avaient alors très violemment réagi, tirant sur les manifestants et en écrasant plusieurs sous les roues des blindés. Selon des sources concordantes, le nombre des morts s'est chiffré par dizaines. A Timisoara, où les incidents ont éclaté le week-end dernier, les manifestants ont pratiquement pris le contrôle de la ville, d'où l'armée s'est retirée. Un Comité pour la démocratie socialiste a été formé, qui exige le départ immédiat de M. Ceausescu.



Lire

■ La manifestation du 21 décembre. ■ La fermeture de la frontière hungaro-roumaine. ■ Les réactions internationales. ■ La « préoccupation » des députés soviétiques... pages 4 et 5

## Le vague à l'âme des parlementaires

Estimant leurs pouvoirs de plus en plus grignotés, députés et sénateurs s'inquiètent du dédain de l'exécutif et du mépris de l'opinion

La session d'automne qui s'achève a été celle d'un malaise grandissant et persistant du Parlement. L'anti-parlementarisme se porte bien en France, constatent amèrement députés et sénateurs. Certains ne craignent pas d'agiter dans l'hémicycle le spectre de février 1934 quand les ligues se promettaient de jeter « les députés à la Seine ». Même au Sénat, les épaisses moquettes semblent soudain impuissantes à amortir l'écho du doute : quelle image donnons-nous ; à quoi servons-nous ?

La réflexion tragi-comique d'Alain Poper à la présidence du Sénat, les allées et venues du

mistigri de l'amitié des défilés liés aux campagnes électorales, l'absentéisme parlementaire, les séances peu dignes du mercredi après-midi à l'Assemblée ont contribué à alourdir un climat de méfiance vis-à-vis de la classe politique en général, et du Parlement en particulier. De ce point de vue, l'élection de M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois (FN) à Dreux a retenti, à droite comme à gauche, comme un avertissement cuisant.

Aussi, des sénateurs, toutes tendances confondues, se sont mis au travail ensemble pour tenter de redonner du tonus à

leur maison et à leurs débats. A l'Assemblée nationale, des groupes de travail sur l'Europe ou sur l'immigration se sont constitués. Mais ce sursaut est encore invisible pour l'opinion publique, qui reste marquée par les images de l'hémicycle aux trois quarts vides, ou bien par celle d'un député - M. de Villiers - secouant peu dignement les grilles de l'annexe de l'Assemblée après une échauffourée avec la police devant le Quai d'Orsay, à la suite d'une manifestation.

PIERRE SERVENT

Lire la suite page 7

### L'épreuve de force au Panama

Les Américains font face à une résistance imprévue

page 3

### La relance du dialogue euro-arabe

La conférence de Paris a surtout une portée symbolique

page 6

### Fin de la grève des NMPP

Un accord de modernisation a été signé entre la direction des Nouvelles Messageries de la presse parisienne et le Syndicat du Livre

page 11 - section B

### La saison des opéras italiens

Vépres et matins siciliennes

page 9 - section B

### AFFAIRES

- Le géant de l'économie indienne
- Le défi du nouvel aéroport d'Osaka

pages 27 à 30 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34 - section C

## Ariane, « Vas-y ma belle... »

Il y a dix ans, le premier vol de la fusée européenne faisait taire tous les sceptiques et mettait l'Europe sur orbite

« Allez, vas-y Gaston ! A toi. » Bien que tendu par l'émotion, Gaston a basculé d'une main ferme les contacts, établi les connexions dans les circuits, et trompé l'ordinateur de bord. Pendant un instant, il a pris le pas sur la machine, un peu comme l'astronaute de 2001, l'Odysseée de l'espace lorsqu'il déconnecte l'ordinateur fou de son vaisseau. Et puis il a rendu la main à l'informatique pour que s'écrive en Guyane un nouveau conte de Noël.

C'était il y a dix ans : le 24 décembre 1979. Depuis des mois, les promoteurs de la fusée européenne Ariane attendaient de voir leur enfant s'envoler pour son premier vol. Depuis des mois ils avaient à cœur d'effacer le goût amer des précédents pro-

grammes de fusées européennes marqués par d'innombrables séries d'échecs. Une première date de tir avait été fixée au 8 décembre 1979 pour la mise à feu du nouveau lanceur européen. Mais différents petits problèmes obligèrent les responsables à reporter le lancement au 15 décembre. Ariane, en grande vedette qu'elle n'était pas encore, se fit donc désirer. Et comme si cette attente n'était pas suffisante, elle fit mieux encore pour ménager sans doute le suspense.

Après un compte à rebours parfait, l'Europe put assister en direct à la télévision à l'allumage des quatre moteurs du premier étage et aussi... à leur extinction presque simultanée. Décollage avorté. Consternation ! Les vieux

démons de l'Europe spatiale reprenaient-ils le dessus. Une enquête rapide montra que le lanceur s'était « mis en sécurité » en raison d'une surpression dans un circuit moteur. La situation était ennuyeuse, mais elle n'était pas encore catastrophique. Au point que l'on envisagea tout aussitôt une nouvelle mise à feu pour le 23 décembre.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Lire la suite page 12 - section B

### SANS VISA

Accueil-test au Pakistan

- La Laponie à moteur
- La table ● Les jeux

pages 16 à 18 - section B

*Le Rouge et le Noir*

500 QUESTIONS DE MOÏSE A TINTIN

**Le jeu des amoureux de la littérature**

PLAID

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,20 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F ; États-Unis, 425 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 150 dr. ; Japon, 90 y. ; Israël, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 G. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (other), 2 S.



## DÉBATS

Religion

## L'enfant Jésus de Prague

par Henri Madelin

VOICI revenu le temps de Noël, ce temps où la lumière brille dans les ténèbres, ce moment où l'hiver est déjà vaincu par la poussée du printemps qui s'annonce dans l'obscurité.

Noël, c'est une naissance pour nous ; c'est un « ailleurs » qui nous fait signe. Puisqu'il s'agit d'un enfant qui vient au monde, c'est le monde qui change, qui se voit autrement. La nouveauté qui survient se lit sur le visage du nouveau-né et elle danse dans les yeux de ceux qui le regardent. C'est comme au premier matin de la Création : Dieu dit : « Que la lumière soit ! », et la lumière fut.

Ce même Dieu est tout près de nous si nous croyons qu'il est aussi celui qui brille au fond de nos cœurs et parle au plus intime de la conscience qui s'interroge.

Lumière primordiale qui triomphe des ténèbres menaçantes, clarté intérieure qui chasse les doutes et les incertitudes, présence souveraine d'un enfant qui apparaît au milieu des calculs et des ruses sur la terre des hommes.

« Pour que fût un commencement, un homme a été créé, avant que nul autre ne fût. » Représentait cette formule de saint Augustin, Hannah Arendt ne craint pas de dire que ce commencement de l'homme n'est pas autre chose que le commencement du monde. Ce n'est pas le début de quelque chose, mais de quelqu'un. Avec l'homme est venue au jour une nouveauté radicale.

Voici que vient « la plénitude des temps ». Après la longue traversée des temps anciens, c'est Dieu lui-même qui se rend visible : Dieu devenu enfant, Dieu fait homme. S'interrogeant sur cette longue suite de générations, Teilhard de Chardin y voit

une patiente préparation du rassemblement chrétien : « Les prodigieuses durées qui précèdent le premier Noël ne sont pas vides du Christ, mais pénétrées de son influx puissant. C'est l'agitation de sa conception qui ramène les masses cosmiques et dirige les premiers courants de la biosphère. C'est la préparation de son enfantement qui accélére les progrès de l'instinct et l'éclat de la pensée sur terre. »

Lumière à nouveau traversant les ténèbres pour réhausser inégalement la dignité de l'homme. Jérusalem, Athènes et Rome avaient déjà goûté à la liberté. Mais le Christ la prend en charge pour que nous gardions le souffle de cette liberté donnée à l'origine. Homme pour tous, homme pour les autres, homme qui vient briser la haine qui divise les hommes : « Par son incarnation, le fils de Dieu s'est en quelque sorte uni lui-même à tout homme. » Dieu avec des mains d'homme, une intelligence d'homme, un cœur d'homme, selon l'enseignement du dernier concile (Gaudium et spes, n° 22).

## Les idées du mensonge

A Noël, cet homme a le visage mystérieux d'un enfant. Un petit sans défense et livré à la tendresse des autres. Devant lui, comme devant d'autres, les violences les plus épaisses, les violences les plus insensées, les arrogances les plus folles prennent soudain un air vieillot. La vénérité éclate quand le nouveau-né paraît.

Devant l'enfant de Noël, cette année encore, en tout pays du monde et en toute condition, les pauvres ont des chances de trouver la force pour se mettre en travers du mépris ou des

habiletés des puissants. Cet enfant est donné pour tous. Il indique les sources non polluées qui permettent aux hommes d'aujourd'hui de vivre dans leur diversité. Il est pour les gens de l'Ouest.

Eux ont à apprendre qu'il convient sans cesse de découvrir la qualité, la beauté, le secret derrière les chantages du quantitatif, les amoncellements stériles, les cohortes de voyous et de marchands. Car ces hommes redoutent les originalités et les insouciances bien ancrées. Dans la nuit de Noël, le silence était habité par de singulières présences, et l'empire déjà suivait son cours avec César Auguste aux commandes et les bureaucrates en charge de la comptabilité démographique.

Quant aux gens de l'Est, ils respirent en ce moment l'atmosphère de Noël. N'ont-ils pas, par leur courage simple et leur refus des idéologies trompeuses, défroncé les idées du mensonge et de la prévarication ? N'ont-ils pas infligé de cruels démentis à tous les savares trop sûrs de leurs calculs ? N'ont-ils pas déjoué les pronostics d'une science qui parlait d'un futur « nécessaire », « inéluctable », « inévitable », en faisant les beaux jours de quelques gazettes ?

Des hommes, au-delà de l'Elbe, ont été des passeurs. Ils s'occupaient des intérêts publics à l'heure où chacun croyait qu'il était bon de chaque comme tout le monde à ses affaires privées. Ils tiraient contre l'indifférence, cette laque cachée qui ronge les sociétés de l'Est et de l'Ouest. L'ordre impérial régnait, mais des consciences restaient vigilantes : une lumière brillait dans la nuit que seuls de simples « bergers » étaient capables de décrypter avec émerveillement.

Havel déclare à la foule pragoise massée sur la place Wenceslas que la révolution tranquille « est née de la révolte contre la violence, le secret, l'intrigue, la magie, les privilèges et les persécution ». Il demande qu'aujourd'hui « la vérité et l'amour l'emportent sur le mensonge et la haine ».

Cette Bonne Nouvelle n'est pas loin de celle qu'apporte « d'en haut » l'Enfant Jésus de Prague. Les vrais valeurs ne sont-ils pas ceux qui n'abdiquent pas, qui ne plient pas les genoux devant les fausses idoles, qui ne désespèrent jamais de cet « homme qui passe infiniment l'homme » ?

Le chemin parcouru à l'Ouest et à l'Est depuis quelques décennies oblige à pousser quelques croyances cosmétiques ou cinématographiques. La chrétienté, dès lors, n'est plus vaine à apparaître comme l'incarnation de ce doux rêveur aux mains pures et aux ailes candides, tourné vers un au-delà chimérique qui le dispenserait de participer aux tâches communes. Au contraire, il se pourrait qu'aujourd'hui la foi au Christ de Noël soit un chemin privilégié pour habiter intensément le monde des hommes, affronter en profondeur la dure réalité des choses, transformer des échecs et des espoirs au nom d'une Espérance.

Angelus Silesius, ce mystique et poète venu des profondeurs de l'Europe centrale, voulait déjà être un veilleur de l'âme en face du mystère de Noël. Ne disait-il pas : « C'est en toi que Dieu doit naître. Que Christ naisse mille fois à Bethléem, et non en toi, tu restes perdu pour jamais » ?

► Henri Madelin, jésuite, est directeur du Centre Sèvres, à Paris, et maître de conférences à l'Institut d'études politiques.

## Le Mur et les autres

par Jean-François Six

CE jeune couple s'était payé le voyage à Berlin ; on les interroge devant une brèche du Mur : « Nous sommes venus voir l'Histoire », disent-ils. L'Histoire n'est pas toujours ce qu'on voit. De même que le psychanalyste recherche le discours qui est sous le discours, n'avons-nous pas à nous demander ce qui est au-delà du visible, au-delà d'une brèche dans un mur ? A travers cet événement-symbole, cette prise du Mur comme jadis la prise de la Bastille, par le fait d'un peuple et de la liberté, n'avons-nous pas à scruter ce qui se désire « au-delà » ? Et le faire, puisque se termine la décennie 80, en vue de l'ultime décennie du deuxième millénaire ? Qu'allons-nous découvrir ?

Ce n'était pas à Berlin seulement qu'il y avait un Mur. La décennie 80 s'est tout particulièrement spécialisée en la construction de multiples Murs. D'anciens penseurs aussi l'inverse, et que se soit mis en place, en cette décennie, d'extraordinaires réseaux de communication, des TGV, des minitel, faisant sauter toutes les frontières et toute ligne de démarcation. C'est vrai. Mais qu'y a-t-il en même temps que l'essor de ces passe-murailles ? L'explosion et l'immense contagion d'un mal planétaire qui s'empare à pétrifier sur place chaque personne, chaque peuple.

On a beaucoup parlé, depuis dix ans, soit de l'individu quand on portait un regard de sociologue, soit de l'individualisme et c'est alors un regard de moraliste ; le premier constatant, le second déplorant cette situation où ce « chacun pour soi » qui semble être une marque essentielle de notre époque. Il faut d'abord admettre le fait : en même temps que s'est développée une internationale des droits de l'homme, le monde s'est quadrillé en juxtapositions d'individus ou de groupes qui se sentent réfugiés derrière leurs murs. Ce n'est pas seulement l'Angleterre, et avec elle M<sup>rs</sup> Thatcher, qui est une île, mais toutes sortes d'institutions qui, depuis dix ans, se sont corporalisées en îles ; ce mal créé par le poids de l'autre, la panique devant l'autre, il faut bien l'appeler par son nom : l'isolementisme.

La tâche essentielle à laquelle sont appelés les êtres humains de la

dernière décennie d'avant l'an 2000 semble bien être celle qui consistera à se « désenclaver ». Tâche qui ne peut pas ne pas être soustraite des religions, lesquelles ont toutes tendance à vouloir de leurs fidèles qu'ils s'enferment dans des conduites et des pratiques intégrales. Tâche qui ne peut pas ne pas être requise des politiques, lesquelles, faute parfois d'élan et d'idées, se dispersent en nos monnaies de courants et de petites idéologies. Tâche qui ne peut pas être présentée à chaque citoyen qui, au lieu de la tentation de se confiner frileusement à l'abri derrière les murs de la chapelle ou du monument auquel il se réfère, doit apprendre à s'avancer à visage découvert, en personne libre qui ne se cache pas derrière un mur mais qui aime chercher en conscience sa part de vérité et qui a le courage de sa conviction.

## Un certain silence

Un certain abandon de souveraineté doit donc être demandé à toutes les nations pour faire survivre notre planète ; un certain silence doit être demandé aux religions qui montreront ainsi leur respect pour les autres, ceux qui ont d'autres convictions que la leur ; une certaine auto-restriction de revendication doit être demandée aux idéologies qui voudraient s'afficher et s'imposer à tout propos ; un certain apprentissage de la mesure, cette pondération qui consiste à ne pas vouloir tout exiger, le beurre et l'argent du beurre ou les appropriations illimitées, cet apprentissage n'a-t-il pas à être mis en œuvre par chacun de nous ?

Arrivé à ce point d'acquit et d'étonnantes réalisations, l'être humain n'a-t-il pas aujourd'hui, plutôt que de vouloir s'exercer continuellement de sa puissance, n'a-t-il pas à rechercher cette joie qui consiste à savoir limiter ses appétits, à savoir établir des plages et des espaces verticalement à tous, sans murs de séparation, à savoir gérer la réciprocité, les droits et les devoirs à la fois de tous et de chacun ? Nul ne peut plus être une île.

► Jean-François Six est président de l'association Droits de l'homme et solidarité (DHS).

## Un prêtre au Panthéon

par Pierre Pierrard

Le mardi 12 décembre 1989, j'ai eu l'immense joie d'assister, au Panthéon, à l'arrivée du corps de l'abbé Henri Grégoire, transféré du cimetière Montparnasse, où il reposait depuis le 31 mai 1831.

J'avais été invité à un double titre : comme président de l'Amitié judéo-chrétienne de France, une association qui peut bien considérer qu'Henri Grégoire, l'émancipateur des juifs, fut son lointain inspirateur ; comme historien aussi, puisque, depuis dix-huit mois, je m'efforce de débarrasser cette haute figure de prêtre et de citoyen de la patine et des injures du temps : me situant en cela dans le sillage de Bernard Plongeron, probe historien qui est tout, excepté un « panégyriste », et dont j'aurais tant voulu que ce 12 décembre, aboutissement de vingt années de travaux et d'efforts, fût « son » jour.

Henri Grégoire est le premier prêtre à entrer au Panthéon. Et cependant les prêtres ne l'ont pas accompagné. Il aurait été le dernier à s'en étonner lui qui, jusque dans son agonie, put mesurer ce qu'ont d'indestructibles les petites et la rancune ecclésiastiques. Mais, de même qu'en 1831 des milliers d'étudiants et d'ouvriers, étrangers à l'Eglise, accompagnèrent son corps jusqu'au cimetière ; de même, en ce 12 décembre 1989, Henri Grégoire fut entouré d'une foule comme il les aimait : une foule où ses concitoyens de Lorraine — son pays natal — et du Loiret-Cher — le département dont il fut l'évêque — côtoyaient des diplomates et des intellectuels, des croyants et des non-croyants, des juifs reconnaissants et des Noirs en pleurs.

Dans la crypte du Panthéon, de ce monument admirable qui est

beaucoup mieux qu'une « église désaffectée » : un des hauts lieux de l'histoire humaine par la valeur de ceux qu'elle abrite, Henri Grégoire, qui fut l'ennemi de tous les despotismes, sera en excellente compagnie.

S'il ne risque pas d'y rencontrer Marat, expulsé de ces lieux dès septembre 1795, il y trouvera, outre les conventionnels Jean-Antoine-Nicolas de Condorcet et Gaspard Monge, qui furent à la fois de grands serviteurs de la science fondamentale et deux des plus hautes consciences de la Révolution : Voltaire le déiste, qui combattit toutes les oppressions, la torture, les tribunaux iniques, l'inégalité des charges ; Victor Schoelcher l'agnostique, qui, en 1848, remit ses pas dans les pas de Grégoire pour obtenir la définitive suppression de l'esclavage colonial ; le panthéiste Victor Hugo, qui accepta vingt années d'exil parce qu'il ne voulait pas cautionner un coup d'Etat immoral ; Emile Zola l'anticlérical, qui risqua sa vie et sa carrière à défendre la cause d'un obscur capitaine israélite injustement condamné ; le socialiste Jean Jaurès, qui crut ingénuement pouvoir jeter son corps, bientôt fracassé, au travers de la route qu'allaient emprunter des millions de jeunes hommes votés à la mort par une Europe dite chrétienne ; l'Africain Félix Eboué, à qui Grégoire poura rappeler que, dès 1790, il avait annoncé que, « un jour, des députés de couleur franchiraient l'océan pour venir siéger à la Diète nationale » ; le radical Jean Moulin, qui préféra mourir plutôt que de livrer à l'ennemi les secrets les plus lourds du monde...

► Pierre Pierrard, historien, est l'auteur de *L'Eglise et la Révolution*. (Nouvelle Côté, 1988).

## BIBLIOGRAPHIE

« Le Rêve de Compostelle », par un groupe de théologiens et de sociologues français

## L'utopie européenne de Jean-Paul II

FAUX ou vrai procès ? Est-il une société pluraliste, dont le cœur avait été le prêtre, et le rejet intrinsèque d'un Occident qui aurait perdu son âme en libérant la raison.

Pour ce pape, les crises européennes — « décolonisation de la société, effondrement des valeurs et de la morale, envahissement d'une technique sans repères ni éthique — sont d'abord des crises chrétiennes. En s'émancipant d'une tutelle divine qui avait fait son unité, le Vieux Continent est devenu la proie de toutes les divisions et des pires aberrations, dont la plus paroxystique fut l'holocauste et Auschwitz le symbole.

modernité, entre le dialogue avec une société pluraliste, dont le cœur avait été le prêtre, et le rejet intrinsèque d'un Occident qui aurait perdu son âme en libérant la raison.

Pour ce pape, les crises européennes — « décolonisation de la société, effondrement des valeurs et de la morale, envahissement d'une technique sans repères ni éthique — sont d'abord des crises chrétiennes. En s'émancipant d'une tutelle divine qui avait fait son unité, le Vieux Continent est devenu la proie de toutes les divisions et des pires aberrations, dont la plus paroxystique fut l'holocauste et Auschwitz le symbole.

## Divorce avec la société moderne

Pour ce Polonois, le lien entre religion, culture et nation est indissoluble. C'est la croix qui a fait l'histoire et la cohésion de l'Europe. Les racines de la culture européenne sont des racines chrétiennes, comme le montre le rayonnement d'un Benoît à l'Occident, d'un Cyrille ou d'un Méthode dans les pays slaves. Le pape en fait les saints patrons de l'Europe. Partout où il va et là où il ne peut aller — comme à Kiev en 1988 pour le millénaire du baptême de Vladimir — il insiste sur la fidélité des peuples d'Europe à leur commune origine chrétienne.

Entend-il pour autant « fonder, comme dit Paul Ladrière, l'unité européenne du troisième millénaire sur l'unité chrétienne du premier millénaire » ? Oui, pensent ses procureurs. Les discours moraux, les actes symboliques, mais aussi certaines formes de gouvernement de l'Eglise, le choix des hommes aux sièges épiscopaux, le soutien à des associations et à une presse qui priment une nouvelle vigueur de l'affirmation catholique : tout serait mis au service de ce projet de « nouvelle évangélisation » du Vieux Continent.

Mais celle-ci ressemble fort à un bond en arrière dans l'histoire, dans le culte des premiers martyrs, le martyre des saints, le retour aux pèlerinages, qui au Moyen Âge transportaient toute l'Europe, celle des gneux comme celle des rois, sur la route de Saint-Jacques à Compostelle. Sans doute, le rappel de cet héritage chrétien commun à l'Est et à l'Ouest du Vieux Continent n'est-il pas étranger aux événements actuels dans les pays socialistes. Il a contribué à l'ébranlement de la conscience historique de l'Europe. C'est une dimension très actuelle à laquelle on ne rend pas justice.

Mais, plus profondément, n'est-ce pas un divorce avec la société moderne qui est proposé ? Identifier l'Evangile avec le passé idéalisé du christianisme en Europe est un langage irrecevable par beau-

coup dans les continents colonisés, évangélisés par la croix et par l'épée, mais ici même. Si la sécularisation est pour le pape le début de la gangrène, pour d'autres, au contraire, la fin du système d'emprise de l'Eglise catholique a été le début d'une libération et d'une prise en compte des droits de l'homme qui avaient été, jusqu'à là, y a-t-il, constamment niés.

Le fond du malentendu est là. Quand il est à Paris, un Lech Wałęsa déplore l'affaiblissement spirituel de l'Occident. Quand il est à Varsovie, c'est vers le même Occident qu'il tourne la tête. Le tableau du déclin moral de l'Europe et du monde moderne qui fonde tout le discours — ou l'utopie — sur la « nouvelle évangélisation » est contredit par la formidable résurgence de l'Ouest des peuples de l'Est, qui n'ignorent plus de quel côté se trouvent la démocratie, le pluralisme et la liberté.

HENRI TINCO

(1) *Le Rêve de Compostelle : vers la restauration d'une Europe chrétienne ?*, ouvrage collectif écrit sous la direction de René Lemaire et en hommage au Père Marie-Dominique Chenu. Les principaux collaborateurs sont Paul Blanchard, Paul Ladrière, Bernard Quelquenne, Jean Delmon, Louis de Vaucelles. Le Centurion, 366 p., 140 F.

## VOS VŒUX PAR TELEPHONE

NOUVEAU ! Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez

Le Monde sur MINITEL 3617 tapez ALLOLM

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Faivet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Correspondant en chef : Claude Sales  
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél : (1) 42-47-97-27

Telex MONDOPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81



PANAMA : tandis que le bilan des pertes s'alourdit

# Les forces américaines font face à une résistance inattendue

Est-ce déjà l'enlèvement ? Dans un climat d'anarchie et de pillage, les troupes américaines qui ont entamé, jeudi 21 décembre, l'occupation de la ville de Panama se heurtent encore à la résistance inattendue d'éléments isolés des Forces de défense panaméennes (FDP) et des miliciens des « bataillons de la dignité », fidèles au général Manuel Antonio Noriega.

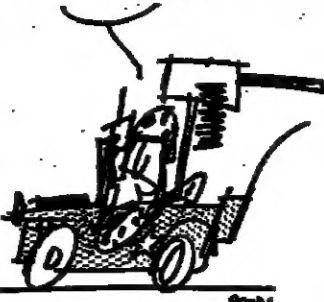
L'ancien « homme fort » du Panama — dont la tête a été mise à prix à un million de dollars par Washington — court toujours, non sans avoir lancé un dernier appel radio (impossible à localiser) pour appeler à la lutte. Et depuis les rumeurs les plus incontrôlables circulent à son sujet. En faisant irruption dans une de ses résidences sur la côte, un groupe de soldats américains l'ont « rattrapé de peu », trouvant sur place des « cigarettes fumées et des sacs de farine ». D'autres témoins affirment l'avoir vu se diriger à la tête d'un commando armé en direction de San José du Costa Rica ; d'autres encore croient savoir qu'il s'est enfui en Colombie, au Mexique ou en République dominicaine. Selon la télévision israélienne, qui se base sur ses propres sources, le général panaméen

et son proche conseiller, l'Israélien Mike Harari (un ancien du Mossad, les services secrets israéliens), se cacheraient dans l'île de Contadora dans le golfe de Panama. Mais comment savoir ?

Une autre rumeur, persistante celle-là, ne faisait-elle pas état de la présence de M. Noriega dans les locaux de l'ambassade du Nicaragua ou même dans ceux de l'ambassade de Cuba, toutes deux cernées par les troupes américaines ? Ce qui devait déclencher dans la soirée de jeudi une « mini-guerre des ambassades », le président nicaraguayen, Daniel Ortega ayant immédiatement demandé à six blindés de l'armée sandiniste de prendre position autour de l'ambassade américaine à Managua pour « prévenir d'éventuelles altérations ». Blindés qui devaient être quelques heures plus tard.

En attendant, au cours de cette journée de jeudi considérée comme « cruciale » par l'état-major américain, certains buts ont été atteints : d'abord, le canal interocéanique de Panama fermé mercredi au trafic a pu être rouvert, au moins partiellement ; ensuite, les troupes qui contrôlent le pont commandant l'accès à la ville tiennent aussi les abords du palais de l'Assemblée législative où Guillermo Endara, vainqueur des élections de mai dernier à Panama qui avaient été invalidées par le général Noriega, est

MISSION ACCOMPLIE. NORIEGA S'EST ENFUI SANS LE CANAL !



considéré comme le président « légitime » du pays par Washington, a lancé un appel aux forces armées panaméennes pour qu'elles manifestent leur « loyauté ».

Annouçant au cours d'une conférence de presse qu'il « assumait les pouvoirs de la présidence », celui qui fut le chef de l'opposition anti-Noriega, a décidé d'instaurer un couvre-feu d'une durée « illimitée » entre minuit et six heures du matin, pour aider à rétablir le calme en ville.

Car outre les combats et les tirs sporadiques, la ville est surtout la proie des pillages, notamment dans le quartier populaire de San Miguelito. Comme nous l'a expli-

qué au téléphone un diplomate occidental en poste à Panama : « Apparaissent les forces armées panaméennes assurant le maintien de l'ordre, une tâche que s'assument évidemment par pour l'instant les soldats américains. En ville, c'est l'anarchie la plus totale : pillage, règlements de comptes, rançons, prises d'otages, les armes circulent partout, d'une rue à l'autre on ne sait pas qui contrôle, y compris d'anciens détenus de droits communs ! Dans ces conditions presque aucune information n'est vérifiable, aucun bilan fiable. »

Pour tenter d'arrêter le vague de pillages, particulièrement aux abords de Noél, les troupes américaines ont déployé, jeudi matin, des auto-mitrailleuses sur les principales artères de la capitale, tandis qu'une prime de cent cinquante dollars était offerte à qui remettrait spontanément son arme.

Par ailleurs, le Pentagone a en beau déclarer jeudi matin que « toute résistance organisée avait cessé », force lui a été de reconnaître que de multiples « poches de résistance subsistent ». Et un accrochage très sérieux s'est déroulé l'après-midi même sur l'avenue Argentina dans le centre de la capitale, où des « bataillons de la dignité » se sont heurtés à des patrouilles américaines. D'autres combats avaient repris dans le

quartier de San Miguelito, mais la situation était plus confuse encore dans le reste du Panama.

A Chitre, la quatrième ville du pays, à 250 kilomètres à l'ouest de la capitale, un officier des FDP a déclaré à l'Agence France Presse : « Nous sommes avec le général Noriega jusqu'à la dernière cartouche. Nous allons résister. » De leur côté les troupes loyales au général Noriega ont abandonné les positions qu'elles tenaient à Faso-Canoas, à la frontière avec le Costa Rica pour se replier en territoire panaméen, selon des témoins, afin de bloquer une éventuelle avancée américaine sur la route panaméricaine.

## Un journaliste

Le lieutenant-colonel Aquilino Sierro, haut responsable de l'armée panaméenne et beau-frère de M. Noriega, ainsi que plusieurs officiers des FDP se sont rendus, mais les troupes américaines n'ont pour l'instant capturé que mille cinq cents militaires panaméens sur un effectif total évalué à dix mille et les stratèges américains craignent que beaucoup ne se soient fondus dans la population civile ou s'en soient pris à la fuite pour organiser dans la région occidentale du pays, plus propice, une future guérilla.

Dans la confusion générale, il semble que des soldats américains se soient rendus coupables d'une « bavure » particulièrement meurtrière lors de l'opération de « nettoyage » lancée jeudi matin contre l'hôtel Marriott dans le centre de Panama. Les forces américaines ont donné l'assaut alors que le bâtiment avait déjà été abandonné par les partisans du général Noriega, qui l'avaient investi la veille. C'est alors, selon la version rapportée par une rédactrice du journal *El País* qui se trouvait sur place, que des soldats américains « présentant des signes d'une extrême nervosité » ont tiré sur un groupe de journalistes qui se retiraient, sans avoir pas eu l'autorisation d'entrer dans l'hôtel.

Au cours de l'incident, le photographe espagnol Juan Antonio Rodriguez, d'*El País*, a été tué, ainsi que le photographe français de l'agence Sygma, Patrick Chauvel, qui a été grièvement touché par une balle dans l'abdomen.

Enfin les responsables américains sont toujours sans nouvelles des civils disparus ou pris en otage, dont le nombre n'a pu être établi avec certitude. Parmi ces derniers figurent un producteur de la chaîne de télévision américaine CBS, ainsi que onze scientifiques et techniciens — dont cinq Américains — de l'Institut Smithsonian de Washington qui travaillaient au Panama.

M.-C. D.

## Manifestations et protestations dans le monde

Manifestations anti-américaines et protestations se sont multipliées jeudi dans le monde, tandis que l'URSS et les Etats-Unis se livraient aux Nations unies à une rude bataille de procédure pour savoir quel sera le diplomate panaméen autorisé à prendre la parole devant le Conseil de sécurité, à la demande du Nicaragua, débat de l'intervention américaine au Panama.

Il s'agit de savoir qui du représentant approuvé par le général Noriega, M. Miria Bellavie ou de celui désigné par le nouveau président panaméen Guillermo Endara, M. Eduardo Vallarino, sera invité dans la salle du Conseil. L'ambassadeur soviétique à l'ONU, M. Alexander Belonogov, a estimé que l'on devait entendre le premier quel que soient les appréciations que l'on puisse avoir au sujet du général Noriega ; l'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, considère lui, que ce ne peut être que M. Vallarino, même s'il représente un gouvernement que seuls les Etats-Unis reconnaissent pour le moment.

Jeudi après-midi, le Conseil avait poursuivi le débat sur le fond et entendu plusieurs pays, qui se sont tous prononcés contre l'intervention militaire américaine. Seul le Salvador l'a approuvée. Mercredi, l'URSS, la Chine et le Nicaragua l'avaient également condamnée. La Grande-Bretagne l'avait approuvée, la France « regrettée » et le Canada « comprise ».

Le président cubain Fidel Castro a dénoncé jeudi « la brutale agres-

sion dont font l'objet le peuple et le gouvernement panaméen de la part du gouvernement américain », dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar. L'intervention américaine a pour but d'imposer « un régime fasciste qui se prépare à l'occupation continue du canal de Panama ». Cuba a également protesté contre la présence de troupes américaines autour de son ambassade à Panama.

Des manifestations se sont déroulées jeudi près de plusieurs ambassades des Etats-Unis dans le monde, notamment en Amérique latine.

A Mexico, près de trois mille manifestants ont jeté des pierres, des bouteilles et des déchets contre la façade de l'ambassade américaine aux cris d'« Assassins, assassins » ou de « Yankee hors du Panama ». La coalition des partis de gauche péruviens Izquierda Unida (IU, marxiste) avait organisé jeudi après-midi une manifestation dans le centre de Lima à laquelle ont assisté près d'un millier de personnes pour demander la suspension des relations diplomatiques avec les Etats-Unis.

A Asuncion, au Paraguay, une centaine de jeunes gens ont manifesté devant l'ambassade des Etats-Unis et brûlé des drapeaux américains. A La Paz, en Bolivie, un attentat à la dynamite a été commis par un groupe terroriste contre l'ambassade des Etats-Unis, par « solidarité avec le peuple panaméen ».

## M. Bush se dit « frustré » de voir le général Noriega lui échapper

Les lendemains déchantent déjà. Jeudi, au deuxième jour de l'intervention des troupes américaines à Panama, les inconvénients de l'opération ont commencé à apparaître, tandis que le bilan des victimes s'alourdissait, et que l'on craignait que les soldats américains ne soient appelés à rester longtemps sur place, ne serait-ce que pour assurer l'ordre.

### WASHINGTON

Certes, presque personne ne songe à reprocher au président Bush sa décision d'intervenir, et les principaux quotidiens — *New York Times*, *Washington Post*, *Wall Street Journal* — ont publié des éditoriaux approuvant nettement l'opération. De leur côté, les porte-parole de l'administration et le Pentagone dressent un bilan satisfaisant des événements, soulignant que toute résistance organisée a cessé, et que les forces de défense panaméennes (l'armée) ont été réduites, et que les autorités civiles commencent à se mettre en place. Jeudi, M. Guillermo Endara, le nouveau président installé dans ses fonctions par les Etats-Unis qui violent en lui le vainqueur incontestable de l'élection du printemps dernier, est apparu pour la première fois en public, dans le palais

de l'Assemblée nationale, fortement gardé par les troupes américaines.

Mais les images marquantes de cette deuxième journée composaient un tableau beaucoup moins réconfortant : il y a eu des scènes de pillage massif dans les rues de Panama, et surtout les premiers cercueils des soldats tombés au combat sont arrivés aux Etats-Unis, ceux de quatre membres d'une unité d'élite de la marine, les « Seals » (phoques), tués mercredi lors de l'assaut lancé contre un aéroport d'où, pensait-on, le général Noriega pourrait tenter de prendre la fuite.

Jeudi soir, le bilan officiel des pertes américaines s'élevait à 21 militaires tués et un disparu, 208 militaires blessés, et un civil américain (une enseignante) tué. Cinquante-neuf tués avaient été dénombrés parmi les militaires panaméens, mais les porte-parole des forces américaines ne disposaient toujours d'aucun chiffre, pas même d'une estimation, concernant les civils panaméens. La plus grande incertitude régnait toujours sur le sort d'un nombre — d'ailleurs indéterminé — d'otages, en particulier américains, qui seraient situés dans des endroits différents à l'intérieur de Panama, et treize autres emplacements dans la ville même de Panama. L'offre d'une récompense de un million de dollars a apparemment libéré les langues et les imaginations, mais n'a pas forcément été d'une très grande aide.

Mettre la main sur le général Noriega est de toute évidence, et même si les officiels s'en défen-

dent, la priorité numéro un, car l'enjeu est d'une importance considérable, aussi bien en termes politiques que militaires. Plus de 50 % des Américains, selon un sondage réalisé par ABC, estiment que l'opération lancée à Panama serait un échec si l'ex-« homme fort » du pays parvenait à s'échapper.

## Chaque vie est précieuse

Un peu plus tôt, et sur un ton grave, le président américain avait évoqué ses pertes esquivées au Panama. Il a reconnu qu'il savait, en lançant l'opération, qu'un certain nombre de pertes seraient inévitables. « Chaque vie est précieuse », a-t-il ajouté, mais « cela en valait la peine ».

Pour le reste, M. Bush a admis ressentir une certaine « frustration » à l'idée que le général Noriega lui a échappé. Jeudi, les Américains ont continué leurs intensives opérations de recherche, mais sans résultat apparent. Selon le chef d'état-major adjoint, le général Kelly, les Américains ont reçu des « informations » localisant l'ex-dictateur dans trois pays étrangers, douze endroits différents à l'intérieur de Panama, et treize autres emplacements dans la ville même de Panama. L'offre d'une récompense de un million de dollars a apparemment libéré les langues et les imaginations, mais n'a pas forcément été d'une très grande aide.

Mettre la main sur le général Noriega est de toute évidence, et même si les officiels s'en défen-

Dans l'immédiat, plutôt que de s'attaquer à ces garnisons, les troupes américaines, désormais fortes de 25.000 hommes, s'emploient plutôt à prendre fermement le contrôle de la ville de Panama, c'est-à-dire à faire disparaître la menace causée par la présence de nombreux membres des « bataillons de la dignité » commandés par le général Noriega. En la tâche, l'annonce officielle d'intervention n'en était vendue qu'à son troisième jour, mais déjà on se demandait avec insistance à Washington combien de temps les troupes devront rester sur le terrain. « Le temps qu'il faudra », répondent à l'unisson les responsables. Un temps qui, déjà, semble bien long.

JAN KRAUZE

## Le PCF demande au gouvernement français de condamner l'agression

L'Humanité du vendredi 22 décembre, tirant à la « une », « Busherie au Panama », publie une déclaration du bureau politique du PCF à propos de l'intervention américaine. Le bureau politique « condamne l'inadmissible invasion militaire au Panama », qui « méprise le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Selon la direction du PCF, « le comportement impérialiste est toujours le même » et « l'extrême gravité de l'action américaine et de ses conséquences ne rend que plus inacceptable l'attitude des autorités françaises qui refusent de condamner et tentent de justifier l'agression ». Le bureau politique ajoute : « Ne pas condamner et laisser faire, c'est encourager les Etats-Unis à menacer directement le Nicaragua, Cuba, tous les Etats indépendants et souverains (...). La France a le devoir impératif de condamner l'intervention américaine au Panama (...). Elle se doit de proposer aux Douze d'en faire de même. »

## CHILI : malgré la demande du président élu Le général Pinochet persiste à vouloir rester à la tête de l'armée

SANTIAGO de notre correspondant

Une semaine, jour pour jour, après avoir remporté l'élection présidentielle, M. Patricio Aylwin s'est rendu, jeudi 21 décembre, au palais de la Moneda où il a eu un entretien de cinquante minutes avec le général Pinochet. La rencontre confirme la volonté de dialogue affichée, dès le lendemain des élections générales, tant par le régime sortant que par la Concertación pour la démocratie dont M. Aylwin était le candidat. « La conversation a été placée sous le signe du sérieux et du respect mutuel », a affirmé M. Aylwin à la sortie du palais présidentiel.

Mais aucun accord substantiel n'est encore envisageable. Il est vrai que les principaux thèmes abordés par les deux hommes ne s'y prêtent guère. Le président élu a suggéré qu'il serait « préférable pour le pays » que le président sortant ne demeure pas commandant en chef de l'armée de terre, même si la Constitution lui en donne le droit. Le général Pino-

chet a rétorqué que « sa permanence à la tête de l'armée garantissait la loyauté de celle-ci envers les institutions ».

Autre point épineux : les neuf sénateurs désignés par les autorités, qui permettront à la droite de contrôler la chambre haute. Six ont déjà été nommés : trois sont des officiers supérieurs en retraite, et les trois civils sont des inconditionnels du régime en place. C'est ainsi que prend fin la disgrâce de M. Sergio Fernandez, le « père » de la Constitution de 1980, qui fut par deux fois chef du gouvernement, le dernier, en 1988, coincé dans le fiasco avec la défaite du général Pinochet au plébiscite. M. Fernandez s'emploiera désormais à défendre son œuvre sur les bancs du Sénat.

M. Aylwin a confié à son interlocuteur, apparemment impatiente, « son inquiétude pour l'avenir », celle de voir les milieux conservateurs renforcer leurs positions au Parlement par un biais aussi peu démocratique.

GILLES BAUDIN

## Vivre en Tsar est un art.



Paflo Van Clee







## EUROPE

et les réactions à travers le monde après la répression

### Les manifestations de réprobation se multiplient

A la demande de la RFA, de l'Autriche et de la Hongrie, le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir vendredi après-midi 22 décembre afin d'examiner la situation en Roumanie. Dans la matinée de vendredi, la diplomatie roumaine n'avait pas réagi à l'annonce de cette réunion.

Judi, les manifestations se sont multipliées : à Belgrade, à Stockholm, à Tel-Aviv, à Paris, à Vienne, des rassemblements ont eu lieu devant les ambassades de Roumanie. A Paris, le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor a reçu l'ambassadeur roumain en France, auquel il a fait part de sa « profonde préoccupation ».

En Tchécoslovaquie, le Parti communiste a décidé jeudi soir de suspendre immédiatement ses relations avec le Parti communiste roumain, et lui a envoyé une lettre de réprobation. Le gouvernement a rappelé son ambassadeur à Bucarest pour consultation et annoncé qu'il suspendrait toutes les négociations en cours avec Bucarest.

La Hongrie envisage quant à elle de suspendre l'accord d'amitié et de coopération qui la lie à la Roumanie depuis 1948, a annoncé jeudi son ministre des affaires étrangères, M. Gyula Horn. Le même jour, le gouvernement est-allemand a rappelé en consultation son ambassadeur à Bucarest et le ministre des affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur roumain à Berlin-Est pour lui faire part de la condamnation par la RDA des violences en Roumanie.

De source diplomatique, on indique à Vienne que les tensions au sein du pacte de Varsovie pourraient poser des problèmes lors des négociations Est-Ouest sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. « On redoute que la Hongrie refuse de s'asseoir à la même table que la Roumanie, son allié du pacte de Varsovie », a affirmé un diplomate occidental.

Le gouvernement britannique a appelé jeudi soir « tous les pays » du monde à s'unir pour condamner les actions des autorités roumaines. Selon le Foreign Office, les deux pays membres de la CEE étudient la possibilité de rappeler leurs ambassadeurs en poste en Roumanie. Un porte-parole a précisé qu'il ne s'agit que d'une mesure parmi d'autres que les Douze étudient actuellement.

De son côté, après avoir lancé « les jours de ce régime sont comptés, mais à quel prix ! », le président François Mitterrand a déclaré, jeudi, à Leipzig : « La Roumanie est un pays souverain, qui peut intervenir ? Et si oui de quels principes ? C'est de Roumanie seule que doit venir la réponse, mais avec le soutien moral, intellectuel et pratique des autres peuples de l'Europe ».

Le chancelier Helmut Kohl a exigé « la fin immédiate de la répression » en Roumanie et « l'ouverture d'un dialogue avec les citoyens ». La RFA a demandé à tous ses ressortissants de quitter provisoirement la Roumanie (cet appel ne concerne pas les diplomates, la RFA n'ayant pas l'intention de rompre ses relations diplomatiques). Plusieurs pays, dont le Canada, l'Italie, ont appelé d'urgence leur ambassadeur à Bucarest.

Les Etats-Unis sont en train de réexaminer « avec attention » les liens qu'ils ont encore avec le régime de M. Ceausescu. Les derniers événements « remettent sérieusement en question la poursuite des liens restants dans les domaines de la coopération économique et scientifique », a indiqué M. Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat, qui a précisé que l'ambassade des Etats-Unis à Bucarest avait démissionné jeudi, lors d'une manifestation dans la capitale, « de très jeunes gens tués par les armes automatiques des forces de sécurité gouvernementales ».

En Chine, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a estimé jeudi à Pékin que le régime de M. Ceausescu « est à même de régler de façon appropriée ses propres affaires ».

### Moscou : le Congrès des députés exprime sa « sérieuse préoccupation »

Le Parlement soviétique a exprimé vendredi 22 décembre, dans une résolution approuvée par une écrasante majorité du Congrès des députés, sa « sérieuse préoccupation » face à la violence en Roumanie. Les autorités gouvernementales sont cependant plus embarrassées. Interrogé jeudi sur les informations faisant état de plus de mille morts en Roumanie, M. Perfilov, porte-

parole du ministère soviétique des affaires étrangères, avait déclaré que si ces informations se confirmaient, l'URSS exprimerait sa « compassion » et ses « regrets ». Toutefois, avait-il ajouté, « la glasnost [transparence] n'a pas encore atteint la Roumanie », et le gouvernement soviétique ne possède pas d'autres informations pour le moment. — (AFP.)

#### MOSCOU

de notre correspondant

L'Etat insurrectionnel en Roumanie a plongé les autorités soviétiques dans le plus grand embarras. Le signe le plus évident de cette gêne se manifeste par la persistance, jusqu'à vendredi matin, du silence des responsables du Kremlin devant les massacres de Timisoara et les violences de Bucarest.

Prendant la parole devant le congrès des députés du peuple, M. Gorbatchev avait affirmé, jeudi 21 décembre qu'il ne disposait pas de suffisamment d'informations pour être en mesure d'évaluer correctement la situation en Roumanie. Le dirigeant soviétique a reconnu toutefois que les événements de Timisoara et de Bucarest suscitaient une vive inquiétude chez les élus de Moldavie, une République soviétique limitrophe avec la Roumanie.

Il a précisé que l'ambassadeur roumain à Moscou avait été convoqué au ministère des affaires étrangères et que l'ambassadeur soviétique à Bucarest avait reçu pour consigne d'informer son gouvernement. Dès que toutes les informations seront réunies, a expliqué M. Gorbatchev, le Congrès des députés se prononcera sur la réaction à adopter.

Paradoxe qui ne manquerait pas d'être savoureux s'il ne concernait des événements tragiques, mais aussi signe des temps nouveaux, la très officielle agence Tass fournissait entre-temps pendant toute la journée de jeudi de nombreux reportages sur la situation à Bucarest.

rest, éclairant de façon semble-t-il assez complète l'évolution des événements dans la capitale roumaine. Les correspondants de l'agence soviétique sont en effet les seuls journalistes étrangers présents actuellement à Bucarest, avec ceux des agences hongroise (MTI), Yougoslave (Tanjug) et d'Allemagne de l'Est (ADN).

Même le journal du soir de la télévision soviétique, « Vremia » (Le Temps), a évoqué jeudi soir les troubles à Bucarest et présenté quelques images de la télévision roumaine sur la manifestation de « soutien » au président Ceausescu qui devait ensuite dégénérer.

L'embarras des autorités soviétiques était visible jeudi au Congrès. Les journalistes présents ont ainsi pu voir M. Gorbatchev s'entretenir quelques instants en privé avec son ministre des affaires étrangères M. Chevardnadze. La Roumanie, ou le Panama, figurait très vraisemblablement au centre de ce concubule. Car l'intervention des Etats-Unis contre le général Noriega place Moscou dans une situation très inconfortable, notamment pour des raisons de politique intérieure.

Le Kremlin a déjà condamné de façon mesurée l'entreprise américaine et ne peut par conséquent dénoncer avec une vigueur les violences en Roumanie, un pays « allié » faisant partie du pacte de Varsovie. Une dénonciation virulente du régime Ceausescu, après la condamnation de principe de l'aventure au Panama, pourrait susciter de sévères protestations et accusations des conservateurs.

Des officiels soviétiques ne cachent pas pour autant leur inquié-

tude sur l'avenir politique de la Roumanie, aucune force constituée, mise à part l'armée, ne semblant à même de remplacer Ceausescu, qui a fait patiemment pendant son long règne le vide autour de lui.

C'est sans doute bien la première fois que l'agence Tass contribue à informer le monde sur les événements dans un pays de l'Europe de l'Est. Selon l'agence soviétique, qui fait preuve dans cette affaire d'une transparence inhabituelle, le calme était revenu vendredi aux premières heures de la matinée à Bucarest, et la place de l'université, où s'étaient rassemblés la veille des milliers de manifestants, était sous le contrôle des autorités.

Toujours selon Tass, les forces de l'ordre roumaines ont fait usage de leurs armes, jeudi, à Bucarest. L'agence soviétique n'a toutefois pas fourni un bilan des victimes.

Un journaliste de l'agence soviétique a rapporté, dans la nuit de jeudi à vendredi, un dialogue qu'il venait d'avoir avec un officier roumain et qui donne une idée de l'atmosphère qui règne dans Bucarest.

« J'ai entendu des coups de feu. Sur qui tiraient-ils ? Y a-t-il des victimes ? », demande le journaliste soviétique. « Pas une seule », répond, imperturbable, l'officier.

« Mais j'ai vu qu'on transportait des blessés et j'ai vu des ambulances », rétorque le journaliste.

La réponse du militaire mérite de figurer dans l'anthologie des pertes des régimes dictatoriaux. « C'étaient des personnes qui n'avaient pas réussi à avoir un repas, qui se sont surexcitées et qui se sont évanouies. » — (Inédit.)

### M. Barre regrette que l'ambassadeur de France n'ait pas été rappelé

Au-delà de la condamnation unanime, en France, de la répression en Roumanie, l'éditorialiste de l'organe du RPR, la Lettre de la Nation, évoque un « devoir d'ingérence » dans « la droit international concret [...] lorsque les droits de l'homme sont menacés ». Citant également l'intervention américaine en Amérique centrale, Georges Brousseau affirme : « C'est donc en fonction de ce « devoir d'ingérence », que la communauté internationale et notamment le gouvernement français, ainsi que les formations politiques, devront prendre position au sujet des événements qui se déroulent en Roumanie et au Panama. La communauté internationale, l'Europe et le gouvernement français ne peuvent se borner à « déplorer » ou même à « condamner » les massacres (en Roumanie) (...). C'est également en vertu de ce « devoir d'ingérence » que doit être appréciée l'intervention américaine au Panama. Face à un dictateur corrompu, impliqué de surcroît dans le trafic de la drogue, les Etats-Unis ont décidé d'assumer leurs responsabilités. »

De son côté, M. Raymond Barre a déclaré, jeudi 21 décembre, au micro d'une radio lyonnaise qu'il aurait souhaité que la France rappelle son ambassadeur à Bucarest : « Il ne s'agit pas de fermer l'ambassade [...] mais que la présence de l'ambassadeur soit remise en

cause ». M. Barre, qui pense qu'« il faut souhaiter que le régime [roumain] s'écroule le plus vite possible », a exprimé son accord avec les déclarations de M. Michel Rocard mercredi à l'Assemblée nationale. M. Hervé de Charrière, ancien ministre et député UDF du Maine-et-Loire a affirmé jeudi que « l'indifférence et l'inaction de la part des gouvernements européens seraient inacceptables ». L'ancien ministre a déclaré qu'« une fois de plus l'action de la France consiste à commenter les événements, pas à tenter de les infléchir ». A Strasbourg, M. Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, a demandé jeudi aux autorités roumaines de cesser la répression et de respecter les droits de l'homme.

M. Alain Poirer, président du Sénat a déploré jeudi, sans toutefois citer notamment la Roumanie, notamment « les événements tragiques et sanglants » à l'Est, tandis que les sénateurs ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes.

Deux membres du gouvernement français, MM. Brice Lalonde et Bernard Kouchner, étaient présents lors de la manifestation organisée jeudi soir devant l'ambassade roumaine, notamment par la coordination des villages roumains. Quelques deux mille personnes étaient présentes à cette manifestation, où se

sont retrouvées des délégations des jeunes démocrates-associés aussi bien que de la CFDT et de FO. Les manifestants, essentiellement des collégiens roumains, ainsi que des intellectuels ou des parlementaires français, scandaient en particulier « Ceausescu assassin » et certains d'entre eux tenaient des bougies allumées. De son côté, une délégation du Secours populaire s'est rendue à l'ambassade pour exprimer sa réprobation.

Parmi les initiatives en France face aux événements de Roumanie, la ville de Valenciennes (Nord) devait mettre vendredi ses drapeaux en berne.

« L'Humanité » condamne la répression. — Qualifiant, notamment, le conducteur roumain de « sinistre prophète », Charles Silvestre, dans l'éditorial de l'Humanité du vendredi 22 décembre, affirme notamment : « Il n'aura pas fallu longtemps pour vérifier que le régime Ceausescu, ce n'était pas le communisme, mais le bain de sang (...) Quand, échauffé à vouloir mater des opposants, on massacre jusqu'à des enfants, on signe son indigence. (...) Sans doute est-ce là, dans ce malheureux pays (...), la dérive, la « folie », le caractère ubuesque du pouvoir autoritaire ont été poussés le plus loin. »

#### URSS

### Le comité central du parti va débattre de la sécession du PC de Lituanie

Le comité central du Parti communiste de l'Union soviétique se réunira en plénum extraordinaire « dans les prochains jours » pour examiner la décision du congrès du PC de Lituanie, qui a proclamé mercredi (le Monde du 22 décembre) son indépendance à l'égard du PCUS, a annoncé jeudi 21 décembre M. Gorbatchev.

Lisant devant le Congrès des députés de l'URSS un « message » adressé aux communistes de Lituanie, M. Gorbatchev a indiqué que le bureau politique, « après avoir pris connaissance des informations sur la décision de votre congrès de réorganiser l'organisation républicaine lituanienne du PCUS en parti communiste autonome, estime que cette décision ne peut être interprétée autrement que comme un pas vers le retrait du Parti communiste lituanien du PCUS. » « Etant donné que cela ne concerne pas seulement le PC lituanien, ajoute-t-il, mais tout le Parti communiste soviétique, le bureau politique a décidé de convoquer d'urgence le plénum du comité central. »

Par ailleurs, environ 160 députés du congrès du PC lituanien qui avaient voté contre la modification des statuts de ce parti et son retrait du PCUS ont tenu jeudi à

Vilnius une conférence au cours de laquelle ils ont créé « un bureau d'organisation qui participera à la préparation d'un congrès extraordinaire des communistes attachés au principe d'un PC soviétique unique », annonce l'agence TASS.

### Renforcement qualitatif de la flotte soviétique en Méditerranée

Rome (AFP). — Trois semaines après le sommet américano-soviétique de Malta, les Soviétiques ont réagi à leur façon au rejet américain de leur proposition de retirer les flottes des Deux Grands de la Méditerranée en renforçant qualitativement la présence de la V<sup>e</sup> escadre par l'arrivée d'unités nucléaires. De source américaine en Italie, on a appris, jeudi 21 décembre, que trois unités parmi les plus grosses de la flotte soviétique sont entrées la semaine dernière en passant par le détroit de Gibraltar, remplaçant numériquement des unités sortantes de la V<sup>e</sup> escadre mais renforçant considérablement le potentiel de cette escadre.

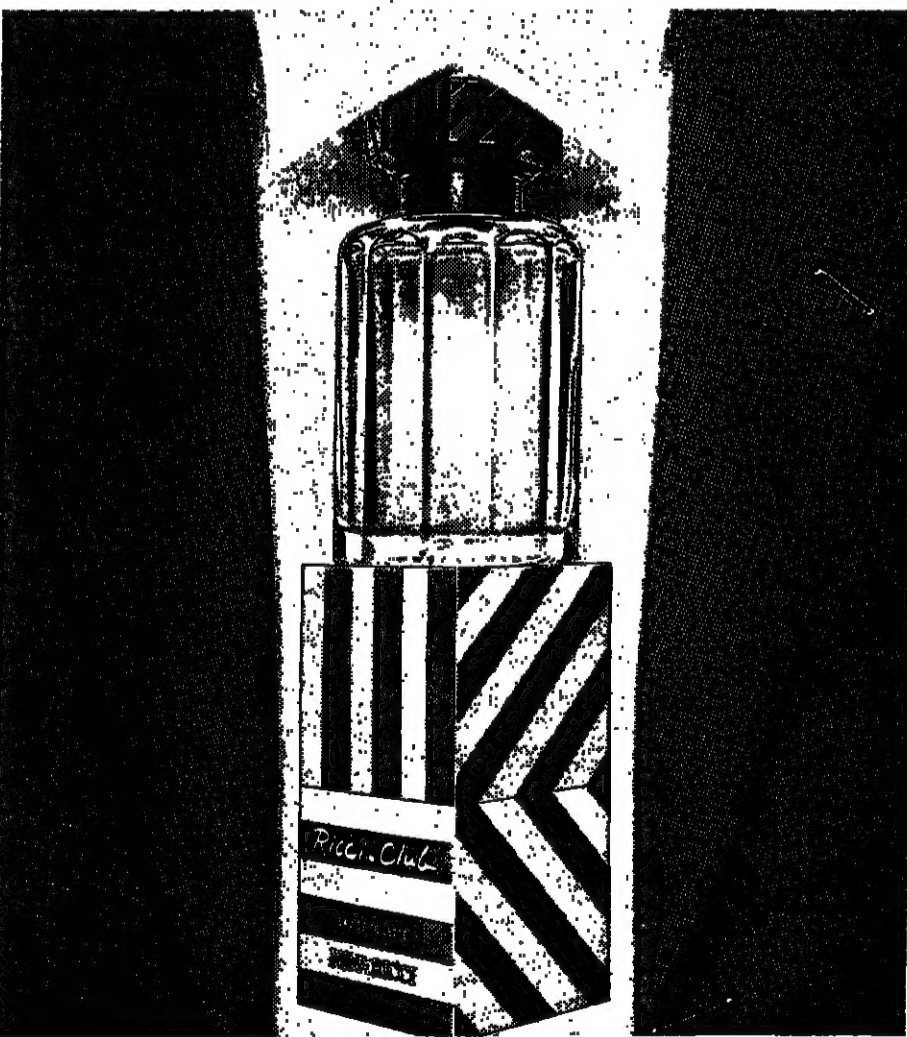
A Londres, un porte-parole militaire américain a confirmé, de son côté, que le croiseur à propulsion nucléaire Kirov, le contre-torpilleur Sovremenny et un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de la

classe Charlie, étaient effectivement entrés en Méditerranée, et qu'ils étaient susceptibles d'être armés de missiles nucléaires. C'est la première fois depuis 1984 que le Kirov vient patrouiller en Méditerranée. Long de 248 mètres pour un déplacement de 28 000 tonnes, le Kirov est un puissant lance-missiles équipé notamment de missiles de croisière, avec trois hélicoptères de lutte anti-sous-marins Kamov (Helix).

Six mille soldats soviétiques restent de Hongrie en 1990. — L'URSS procédera en 1990 au retrait de six mille soldats et de cent vingt chars de Hongrie, a annoncé, jeudi 21 décembre, le ministre soviétique de la défense. Seront également retirés de Hongrie quarante avions et cent quatre-vingts véhicules blindés, précise un communiqué du ministère. — (AFP.)

### Ricci-Club

UNE HARMONIE CONTEMPORAINE



NOUVELLE EAU DE TOILETTE POUR HOMME

NINA RICCI



## EUROPE

La visite du chef de l'Etat en RDA

## M. François Mitterrand a conquis les étudiants de Leipzig

M. François Mitterrand devait quitter Berlin-Est pour Paris, vendredi 22 décembre en début d'après-midi, à l'issue d'une conférence de presse au cours de laquelle il devait dresser le bilan de sa visite officielle en RDA.

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

« Nous voulons rentrer ! Nous voulons rentrer ! » scandaient quelques centaines d'étudiants à la porte d'un amphithéâtre trop petit pour les contenir tous. M. Mitterrand, à la tribune, au fond de la salle, puis à l'extérieur, à l'entrée de la ville, a répondu à ces appels. « Qu'on les laisse entrer... » La foule s'est assise dans les moindres recoins et jusque sur la tribune, où elle vint s'accrocher au pied du président français. Le public était conquis et M. Mitterrand à son tour. Il avait pu tout promettre aux étudiants de l'Université Karl-Marx de Leipzig, dont les demandes furent heureusement modestes.

Il était venu, jeudi 21 décembre, prendre contact avec ce qu'il avait appelé, la veille, « le peuple allemand de la RDA », dans cette ville, berceau de la révolution tranquille, qui, en trois mois, a tout ébranlé en Allemagne de l'Est. « J'ai besoin de connaître les réponses que vous faites aux questions soudaines que l'histoire vous pose », dit-il aux étudiants. Il n'en fut pas vraiment le temps, mais du moins put-il se faire une idée de la sensibilité politique de ces jeunes gens, contestataires mais néanmoins très sages, de leur absence

totale d'émancipation et de leur sérieux.

Que pensez-vous du désarmement nucléaire ? De l'intervention américaine au Panama ? De la situation en Roumanie ? Quels seront les rapports de la maison commune européenne avec le tiers-monde ? En quoi la France peut-elle aider la RDA ? Question qui revient à plusieurs reprises et à laquelle le président n'a pas répondu d'autre réponse que celle du projet d'accord de coopération, en négociation avec la CEE. Ne croyez-vous pas que l'antifascisme légitime l'existence de l'Etat allemand ? Avez-vous l'intention d'ouvrir un centre culturel français à Leipzig ? Les applaudissements ont éclaté lorsque M. Mitterrand a répondu « oui », comme quand il a promis la gratuité des visas pour les jeunes Allemands de l'Est désireux de se rendre en France, ou quand il a annoncé qu'il demandera à ses partenaires de la Communauté d'ouvrir leurs universités aux étudiants de l'Europe de l'Est.

Applaudissements encore quand il dit : « On ne peut pas rayer d'un trait la réalité européenne, telle qu'elle s'est constituée après la deuxième guerre mondiale », ou que les alliances sont un élément de la stabilité. Silence poli, en revanche, lorsqu'il explique, comme il l'avait fait la veille, que l'unité allemande dépend d'abord du peuple allemand, qu'elle doit être aussi démocratique que pacifique.

En allant visiter, après l'université Karl-Marx, les églises Saint-Nicolas et Saint-Thomas, d'où partirent les premières manifestations, et la Gewandhaus, où le chef d'orchestre Kurt Masur — grande

figure du Nouveau Forum — lui offrit un rapide concert, M. Mitterrand remonta aux sources pacifistes, religieuses et morales de la révolution d'octobre est-allemande, à ce qu'elle a, en quelque sorte, de plus rassurant.

Il avait eu, avant cette visite à Leipzig, un entretien à Berlin-Est avec le premier ministre, M. Hans Modrow. « Vous êtes l'un des hommes sur lesquels l'équilibre européen repose en ce moment », avait-il dit à M. Modrow, bien convaincu lui-même que c'est de ce rôle de garant de la stabilité en RDA qu'il tire, jusqu'aux élections de mai, l'essentiel de sa légitimité.

M. Mitterrand a également eu, dans la soirée, une longue conversation avec le nouveau chef du PC, M. Gysi, avant d'offrir une réception à toute la fine fleur de l'intelligentsia de l'opposition et des nouveaux dirigeants politiques est-allemands.

CLAIRE TRÉAN

■ Six accords de coopération. — La France et la RDA ont signé, jeudi 21 décembre dans la soirée, six accords de coopération, à l'initiative de l'agence est-allemande ADN. Un programme de coopération économique, industrielle et technique pour les années 1990-1994 prévoit notamment de soutenir les initiatives des entreprises en matière industrielle, agroalimentaire, énergétique, de l'informatique, de l'électronique et des télécommunications. Les autres accords concernent la double imposition et la protection de l'environnement, les échanges de jeunes et le développement des relations culturelles.

## La porte de Brandebourg est rouverte en présence de MM. Kohl et Modrow

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Les troupes de frontière est-allemandes ont ouvert, dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 décembre, un nouveau passage dans le mur de Berlin, la porte de Brandebourg, symbole de la division de l'Allemagne et, aujourd'hui, symbole de réunification. Il est 0 h 40 quand la première plaque se lève au bout d'un filin tiré par une grue. On aperçoit côté ouest les premiers rangs de la foule qui s'avance lentement vers la porte. Sous les projecteurs, les reflets mauves des rangées de tilleuls se mêlent dans la nuit à ceux d'un vert intense, du quadrangle qui coiffe le monument tourné vers l'avenue Unter den Linden.

Les trois couleurs, noir, or et rouge, frappées de l'emblème de la RDA, flottent au-dessus de la porte, se mêlant à celles du Reichstag, dont la masse sombre se découpe à quelques centaines de mètres à peine de la brèche, de l'autre côté du mur.

L'ouverture du passage à la porte de Brandebourg devait être inaugurée officiellement, vendredi à 15 heures, par les maires des deux Berlins, en présence du chancelier Kohl et du premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow. Une bonne partie du gouvernement de la RFA, et de nombreuses autres personnalités de l'Est et de l'Ouest étaient attendues pour ce moment historique.

## En l'honneur des rois de Prusse

65,5 mètres de large, 26 mètres de haut, construite en style néoclassique sur le modèle des Propylées de l'Acropole, la porte de Brandebourg, œuvre de l'architecte Karl Gotthard Langhans, a été ouverte au trafic sans cérémonie particulière en 1791. Elle était le couronnement architectural de l'avenue de prestige des rois de Prusse, Unter den Linden (Sous les tilleuls). Le passage sous l'arche centrale était réservé au roi, puis à l'empereur. Le dernier d'entre eux, Guillaume II, aimait à la franchir en faisant fièrement retentir l'avertisseur de sa limousine.

Les jours de victoire, les troupes glorieuses y défilèrent devant le peuple en liesse. Elle fut aussi le témoin des heures sombres : la défaite de la Prusse, humiliée par Napoléon I<sup>er</sup>, qui lui fit perdre pour un temps le quadrangle qui la

surmonte. L'empereur la fit transporter à Paris comme butin de victoire, ce qui lui valut une réputation tenace de « voleur de chevaux ».

Rapportée en 1814 par les troupes prussiennes, le quadrangle et la déesse de la paix qui le conduisit ne survécurent pas aux bombardements de 1945. Ils furent cependant refondus en 1958 à partir des pierres originales et remis en place, à l'exception de l'aigle prussien et de la croix de fer, dont ne voulurent pas les dirigeants communistes de RDA.

La limite entre le secteur soviétique et le secteur britannique avait été fixée à quelques dizaines de mètres à l'ouest d'une porte qui, après avoir symbolisé la grandeur de l'Allemagne, témoignait de la permanence du désir d'unité de Berlin.

L.R.

mière plaque, les têtes de Jack Lang et de Brigitte Sazay, interprète officielle de François Mitterrand, apparurent dans la brèche du côté ouest.

Deux passages doivent être ouverts de chaque côté de la porte, dont tout le périmètre couvert de pelouses doit devenir une zone de promenade. L'axe formé par l'avenue des Linden et l'avenue du 17-Juin sera fermé à la circulation. De toute façon il n'était guère pensable d'ouvrir le mur face à la porte. Les Allemands de l'Est ont construit à cet endroit un arc de cercle de trois mètres d'épaisseur de béton, capable de résister à un char.

HENRI DE BRESSON

mière plaque, les têtes de Jack Lang et de Brigitte Sazay, interprète officielle de François Mitterrand, apparurent dans la brèche du côté ouest.

Deux passages doivent être ouverts de chaque côté de la porte, dont tout le périmètre couvert de pelouses doit devenir une zone de promenade. L'axe formé par l'avenue des Linden et l'avenue du 17-Juin sera fermé à la circulation. De toute façon il n'était guère pensable d'ouvrir le mur face à la porte. Les Allemands de l'Est ont construit à cet endroit un arc de cercle de trois mètres d'épaisseur de béton, capable de résister à un char.

HENRI DE BRESSON

mière plaque, les têtes de Jack Lang et de Brigitte Sazay, interprète officielle de François Mitterrand, apparurent dans la brèche du côté ouest.

De mai à octobre 1986, MSF s'était retiré d'Aweil pour des raisons de sécurité, mais la mission était revenue depuis février 1989. Après une interruption d'un mois, les vols de MSF avaient pu reprendre dimanche dernier, les autorités de Khartoum ayant donné leur feu vert.

MSF a qualifié d'« acte criminel » les tirs à l'origine de l'accident. Ses responsables s'interrogeaient jeudi sur l'avenir de leur présence au Soudan. Certains envisageaient de rapatrier les quelques quarante personnes de l'organisation qui travaillent au sud du pays.

MSF avait installé une mission dans cette localité du sud du Soudan où affluent les réfugiés chassés par les combats dans la région et entreprend actuellement de réhabiliter l'hôpital local et de gérer un centre nutritionnel.

L'aviation, qui se rendait à Khartoum, avait décollé de l'aéroport d'Aweil dans la matinée. Selon des témoins, il fut assailli touché à l'aile droite par des tirs et s'écrasa à quelques kilomètres plus loin. L'appareil ne pouvait être confondu avec un appareil militaire, a déclaré un représentant des Nations unies dans la région. Selon MSF à Paris,

## PROCHE-ORIENT

La relance du dialogue

## La conférence euro-arabe de Paris a surtout une portée symbolique

Réunis à Paris à l'initiative de M. Mitterrand, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne et de la Ligue arabe devaient marquer symboliquement, vendredi 22 décembre, la relance du dialogue euro-arabe.

La France achève sa présidence de la CEE sur un défi : relancer, entre l'indifférence des uns et le scepticisme des autres, un dialogue euro-arabe qui, s'il ne rentre pas dans la catégorie des initiatives mort-nées, est resté à l'état d'avorton depuis que l'idée en fut lancée, à la fin de l'été 1973. Jeudi 21 décembre et vendredi 22 décembre, une kyrielle d'experts, puis trente-quatre ministres, vingt-deux Arabes et douze Européens, se sont livrés à une véritable opération de réanimation.

C'est en novembre 1973, à l'occasion du conseil européen de Copenhague qu'est formée l'idée d'une coopération entre pays du nord, du sud et de l'est de la Méditerranée. En cette époque de prospérité pétrolière arabe, les Européens sont demandeurs. Communauté et Ligue arabe s'entendent en 1974 sur l'ouverture d'un « dialogue » euro-arabe, sur le principe d'une coopération « d'ensemble à ensemble », et non plus seulement fondée sur des relations bilatérales.

Scepticisme des partenaires de la France

Dans les premières années, les contacts ont été réguliers. Mais une bureaucratie écumante ainsi qu'une indifférence croissante de part et d'autre, auxquelles sont venues s'ajouter des différends d'ordre politique (terrorisme, conflit israélo-arabe, exclusion de l'Egypte de la Ligue arabe...), ont fini par paralyser cette coopération.

La relance, tentée aujourd'hui, est due à l'initiative de la Ligue arabe. En octobre dernier, le secrétaire général de la Ligue, M. Chadi Klibi, est parvenu à convaincre M. Mitterrand de sortir le dialogue de sa léthargie par un geste spectaculaire : la convocation d'une conférence réunissant ministres européens et arabes (voir l'interview de M. Klibi dans le Monde du 21 décembre). Le 25 octobre, le président en exercice de la Communauté a annoncé à Strasbourg, où il s'adressait au Parlement européen, son intention

d'organiser une telle conférence avant le 31 décembre, c'est-à-dire avant la fin de la présidence française de la CEE.

Cette annonce a surpris tout le monde, en Europe et dans le monde arabe, où, malgré « l'activisme » de M. Klibi en la matière, les réactions ont été claires et révélatrices d'une certaine indifférence. Côté européen, les partenaires de la France n'ont pas caché leur scepticisme et même leurs réticences devant ce projet, que certains considéraient comme inutile ou prématuré. Paris est tout de même arrivé à les convaincre, y compris Londres qui, sans totalement renoncer à ses objections, a accepté de se faire respecter par le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, bien que la Grande-Bretagne n'entretienne plus de relations diplomatiques avec Damas et Tripoli pour cause de terrorisme.

A vocation surtout « technique » — économique et culturelle —, du moins aux yeux des Européens, la nouvelle ère du dialogue euro-arabe s'est ouverte, jeudi, sur une réunion d'experts ayant pour tâche d'entourer un certain nombre de projets dont la mise au point avait, en fait, été « bouclée » pour l'essentiel au cours des dernières semaines. Il s'agit notamment d'une rencontre, dans une ville arabe, ayant pour thème les relations culturelles euro-arabes, d'un symposium sur la promotion et la protection des investissements, d'une conférence euro-arabe sur la définition des contrats commerciaux, d'une rencontre de la jeunesse européenne et arabe à Olympie en 1990 et de l'établissement d'une coopération en matière urbaine.

Toujours dans le domaine « technique », ces mêmes experts avaient également pour mission d'alléger les structures du « dialogue » afin d'en accroître l'efficacité. Là aussi, tout le travail de fond avait déjà été fait auparavant : création de deux groupes ministériels, l'un européen et l'autre arabe, qui se réuniront régulièrement et dont la fonction consistera à discuter des problèmes politiques ainsi qu'à donner une impulsion à la coopération technique ; réactivation de la commission générale qui n'aura à traiter que des problèmes économiques ; réduction à trois (au lieu de sept) du nombre des commissions techniques. Seule divergence, finalement surmontée : les Européens privilégiant la légèreté des structures, que les Arabes auraient voulu plus contraignantes.

YVES HELLER

Cette réforme vise notamment à dissocier le technique du politique, à éviter les interférences qui ont été l'une des causes de l'échec du dialogue ces dernières années. Les ministres des affaires étrangères ne doivent se réunir qu'une fois, vendredi, sans ordre du jour et sans que les débats donnent lieu à un communiqué commun. Il a fallu du doigt aux Européens pour convaincre leurs partenaires arabes de la nécessité d'éviter le redoutable exercice du communiqué commun qui risquait d'enliser l'ensemble du dialogue dans des querelles sans fin.

Querelles politiques

Chaque ministre a donc tout loisir de débattre du sujet politique de son choix, et l'on s'attendait, de source diplomatique arabe, à ce que le débat soit largement occupé à l'initiative de la Libye et de la Syrie par le problème des sanctions décidées en 1986 par la CEE à l'encontre de ces deux pays pour punir leur implication dans des actes de terrorisme en Europe. La question israélo-arabe ainsi que le Liban et le conflit irano-irakien devaient aussi grandement alimenter les interventions.

Mais — ce qui ne place peut-être pas la coopération euro-arabe sous les meilleurs auspices — les querelles politiques ont été et déjà fait leur apparition, avant même la « réouverture » du dialogue. A peine la question de la participation libyenne était-elle réglée, non sans que le colonel Kadhafi se soit livré à de très violentes attaques contre la France, que la crise libanaise venait provoquer quelques remous dans les rangs arabes. Président en exercice du conseil des ministres de la Ligue arabe, Omar, qui devait coprésider la conférence, aux côtés de M. Roland Dumas, a été mis sous pression pour qu'il laisse sa place au Liban, représenté par M. Sélim Hoss, premier ministre et ministre des affaires étrangères du président Elias Hraoui. D'autre part, la presse syrienne, qui a récemment souligné le « défi » que représentait pour les Arabes l'échec européen de 1993, mettait mercredi l'échec du dialogue euro-arabe sur le compte de l'« indifférence » des Européens à l'égard des « droits arabes » face à Israël.

Cette conférence, qui devait être clôturée vendredi après-midi par des discours de M. Mitterrand et du roi Hassan II du Maroc, président en exercice du sommet arabe, a un rôle purement symbolique ; marquer en grande pompe le redémarrage d'un dialogue dont la tonalité dominante sera culturelle et qui sans doute ne trouvera pas avant longtemps sa vitesse de croisière.

## AFRIQUE

SOUDAN

## Un avion de Médecins sans frontières abattu dans le Sud : quatre morts dont trois Français

Un avion de l'association humanitaire Médecins sans frontières (MSF) a été touché par des tirs jeudi matin 21 décembre au sud du Soudan, et s'est écrasé peu après avoir décollé de la localité d'Aweil ; cet accident a entraîné la mort des quatre personnes à bord, dont trois Français.

Selon l'association à Paris, les quatre victimes sont respectivement : Yvon Feliot, le pilote, Laurent Fernet, trente-deux ans, logisticien de MSF, le docteur Jean-Paul Bescond, trente-trois ans, et Franzer Arjaba, un technicien soudanais travaillant pour le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM) ; organisme d'aide humanitaire présent à Aweil aux côtés de MSF.

MSF avait installé une mission dans cette localité du sud du Soudan où affluent les réfugiés chassés par les combats dans la région et entreprend actuellement de réhabiliter l'hôpital local et de gérer un centre nutritionnel.

L'aviation, qui se rendait à Khartoum, avait décollé de l'aéroport d'Aweil dans la matinée. Selon des témoins, il fut assailli touché à l'aile droite par des tirs et s'écrasa à quelques kilomètres plus loin. L'appareil ne pouvait être confondu avec un appareil militaire, a déclaré un représentant des Nations unies dans la région. Selon MSF à Paris,

l'association humanitaire n'avait fait l'objet d'aucune menace particulière et entretenait dans cette zone « de bons rapports avec tout le monde ».

De mai à octobre 1986, MSF s'était retiré d'Aweil pour des raisons de sécurité, mais la mission était revenue depuis février 1989. Après une interruption d'un mois, les vols de MSF avaient pu reprendre dimanche dernier, les autorités de Khartoum ayant donné leur feu vert.

MSF a qualifié d'« acte criminel » les tirs à l'origine de l'accident. Ses responsables s'interrogeaient jeudi sur l'avenir de leur présence au Soudan. Certains envisageaient de rapatrier les quelques quarante personnes de l'organisation qui travaillent au sud du pays.

MSF avait installé une mission dans cette localité du sud du Soudan où affluent les réfugiés chassés par les combats dans la région et entreprend actuellement de réhabiliter l'hôpital local et de gérer un centre nutritionnel.

L'aviation, qui se rendait à Khartoum, avait décollé de l'aéroport d'Aweil dans la matinée. Selon des témoins, il fut assailli touché à l'aile droite par des tirs et s'écrasa à quelques kilomètres plus loin. L'appareil ne pouvait être confondu avec un appareil militaire, a déclaré un représentant des Nations unies dans la région. Selon MSF à Paris,

لجنة طبية  
مصر

TUNISIE

## Les islamistes dénoncent un « simulacre de démocratie »

TUNIS

de notre correspondant

Le chef du mouvement islamiste Ennahdha, Rachid Ghannouchi, vient subitement de durcir le ton. Finies les généralités dans lesquelles il se complaisait. Dans une toute récente déclaration à RFI, il accuse le président Ben Ali de ne pas avoir tenu les promesses qu'il lui avait faites en novembre 1988 concernant la reconnaissance de son parti et de ne rechercher qu'un « simulacre de démocratie ».

Aujourd'hui, ajoute-t-il, « le pouvoir continue de traiter avec nous par le biais de son appareil policier, comme à l'époque de Bourguiba ».

Comme en écho à ce nouveau langage, le mouvement Ennahdha vient de publier à Tunis un communiqué qui revêt, contrairement à l'habitude, une connotation religieuse très marquée. Ce texte justifie la grève de la faim des étudiants de l'université Zitouna (le Monde des 13 et 16 décembre), qui a pris fin mardi, et dénonce les violences auxquelles se seraient livrées récemment les forces de police dans une mosquée, à la périphérie de la capitale. Il est signé par M. Ali Laaridj, qui succède à M. Abdelfatah Mourou — considéré, à tort ou à raison, comme un « modéré » — en tant que « porte-parole par intérim » d'Ennahdha.

En l'absence de M. Ghannouchi, M. Laaridj, qui fut condamné à mort par contumace en septembre 1987, avant d'être gracié puis libéré quelques mois plus tard, a été interrogé, mercredi 20 décembre, pendant près d'une dizaine d'heures, dans les locaux du ministère de l'Intérieur, sur la teneur de ce communiqué, considéré comme diffamatoire à l'égard de la police. Un procès-verbal a été dressé, et, indiquant les milieux politiques, l'affaire va suivre son cours judiciaire normal.

La tension ainsi entretenue depuis quelques semaines risque de retarder l'octroi aux islamistes de l'autorisation de publier leur journal. Mais sont-ils finalement si pressés d'exprimer publiquement, et surtout clairement, les positions de leur mouvement sur tous les problèmes qui concernent la société tunisienne ?

MICHEL DEURÉ

■ Bob Denard quitte l'Afrique du Sud. — Bob Denard, qui avait été « provisoirement » accueilli en Afrique du Sud après son départ des Comores, devait quitter Johannesburg, vendredi 22 décembre, pour la France, après avoir réuni une conférence de presse. Le mercenaire français est l'objet de poursuites judiciaires en France pour sa participation à une tentative de coup d'Etat au Bénin en 1977.

## L'opposit

Le mouvement de dénonciation des pratiques de la police tunisienne a été relancé par le mouvement Ennahdha. Les islamistes dénoncent un « simulacre de démocratie » et accusent le président Ben Ali de ne pas avoir tenu les promesses qu'il lui avait faites en novembre 1988 concernant la reconnaissance de son parti et de ne rechercher qu'un « simulacre de démocratie ».

Aujourd'hui, ajoute-t-il, « le pouvoir continue de traiter avec nous par le biais de son appareil policier, comme à l'époque de Bourguiba ».

Comme en écho à ce nouveau langage, le mouvement Ennahdha vient de publier à Tunis un communiqué qui revêt, contrairement à l'habitude, une connotation religieuse très marquée. Ce texte justifie la grève de la faim des étudiants de l'université Zitouna (le Monde des 13 et 16 décembre), qui a pris fin mardi, et dénonce les violences auxquelles se seraient livrées récemment les forces de police dans une mosquée, à la périphérie de la capitale. Il est signé par M. Ali Laaridj, qui succède à M. Abdelfatah Mourou — considéré, à tort ou à raison, comme un « modéré » — en tant que « porte-parole par intérim » d'Ennahdha.

En l'absence de M. Ghannouchi, M. Laaridj, qui fut condamné à mort par contumace en septembre 1987, avant d'être gracié puis libéré quelques mois plus tard, a été interrogé, mercredi 20 décembre, pendant près d'une dizaine d'heures, dans les locaux du ministère de l'Intérieur, sur la teneur de ce communiqué, considéré comme diffamatoire à l'égard de la police. Un procès-verbal a été dressé, et, indiquant les milieux politiques, l'affaire va suivre son cours judiciaire normal.

La tension ainsi entretenue depuis quelques semaines risque de retarder l'octroi aux islamistes de l'autorisation de publier leur journal. Mais sont-ils finalement si pressés d'exprimer publiquement, et surtout clairement, les positions de leur mouvement sur tous les problèmes qui concernent la société tunisienne ?

■ Bob Denard quitte l'Afrique du Sud. — Bob Denard, qui avait été « provisoirement » accueilli en Afrique du Sud après son départ des Comores, devait quitter Johannesburg, vendredi 22 décembre, pour la France, après avoir réuni une conférence de presse. Le mercenaire français est l'objet de poursuites judiciaires en France pour sa participation à une tentative de coup d'Etat au Bénin en 1977.

La tension ainsi entretenue depuis quelques semaines risque de retarder l'octroi aux islamistes de l'autorisation de publier leur journal. Mais sont-ils finalement si pressés d'exprimer publiquement, et surtout clairement, les positions de leur mouvement sur tous les problèmes qui concernent la société tunisienne ?



## POLITIQUE

Le rejet de la motion de censure sur les conventions médicales

## L'opposition fait, pour la première fois, le plein de ses voix à l'Assemblée nationale

La motion de censure déposée par l'opposition sur le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Sécurité sociale et à la santé n'a pas été adoptée, seuls les groupes RPR, UDF et UDC ayant voté pour. Avec 265 voix (sur les 289 requises pour la majorité absolue), l'opposition a toutefois fait le plein de ses voix. Au groupe RPR, seul M. Jean Charbonnel (Corrèze) n'a pas voté la censure. Aucune voix n'a, en revanche, manqué aux groupes UDF et UDC. M. Raymond Barre ayant cette fois joint son bulletin à ceux du groupe centriste. Quatre non-inscrits sur seize ont également participé au vote : MM. Léon Bertrand, Jean Royer, Maurice Serghieva et M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois.

Cette motion de censure, la quatrième depuis le début de la session parlementaire, est celle qui a remporté le plus de voix. Le 9 octobre, la motion déposée par le seul groupe RPR sur la loi de programmation militaire avait réuni 159 voix pour. Celle déposée le 23 octobre sur la première partie de la loi de finances (recettes) avait recueilli 240 voix, celle déposée le 20 novembre sur l'ensemble du budget en avait recueilli 254.

Les trois présidents de groupe de l'opposition, MM. Bernard Pons (RPR), Charles Millon (UDF) et Pierre Méhaignerie (UDC), qui avaient parrainé cette quatrième motion de censure, pouvaient être satisfaits jeudi 21 décembre. Après les débats difficiles de l'après-midi, cette session budgétaire s'achevait enfin par une incontestable démonstration d'unité de l'opposition. Pour la première fois aussi, et en raison d'une conjonction de refus venant tant des groupes de droite que des députés communistes, M. Michel Rocard avait été contraint de renoncer à son sacro-saint principe du respect du débat parlementaire. Dès l'aube, en première lecture, vendredi 15 décembre, le projet de loi relatif à la Sécurité sociale et à la santé — dans lequel le gouvernement avait introduit un amendement très contesté ouvrant aux caisses d'assurance-maladie et aux syndicats médicaux la possibilité de mettre en place des conventions distinctes entre médecins généralistes et spécialistes — le premier ministre avait eu recours à l'article 49-3 de la Constitution, avant même que la discussion ait pu s'engager.

C'est autant le fond du projet de loi que la méthode employée,

dénoncée par l'ensemble des groupes de l'opposition et par le PC comme l'expression d'un « mépris » du gouvernement à l'égard du Parlement, que cette motion entendait censurer. Il y a donc eu jeudi soir deux débats. Un débat politique et un débat de médecins.

Un débat politique tout d'abord, tous les créateurs rivalisant d'indignation contre « le coup de force du gouvernement ». Premier à monter à la tribune, M. Bernard Pons (RPR) ne s'était muni que de quelques notes éparses mais de poids : un florilège de citations sur la nécessaire respect du gouvernement à l'égard du Parlement extraites des interventions de... MM. François Mitterrand et Michel Rocard. « On est loin de l'ouverture », a observé le président du groupe RPR, les députés revêtus des insignes de leur fonction se font moquer par les forces de l'ordre, les parlementaires demandent en vain au gouvernement les informations dont ils ont besoin, les ministres répondent avec des mois de retard à leurs questions et dévient les bancs du gouvernement aux questions du mercredi, le premier ministre use et abuse de l'article 49-3. « Le Parlement, conclut M. Pons, est devenu le lieu où s'exprime officiellement le mépris du gouvernement pour l'opposition. »

## Un débat de médecins

Des propos auxquels M. Gilbert Millet (PC) souscrivait bien volontiers, en s'ajoutant à son tour contre le « bâillonnage complet des députés » et la « désinvolture affichée à l'égard de leur pouvoir de légiférer ». Pour l'opposition communiste, « il y a là, de la part du gouvernement, une volonté manifeste d'abaisser le Parlement, qui ne peut que choquer tous les députés de ce pays ». Quant à M. Adrien Zeller, qui s'exprimait au nom de l'UDC, il a souligné les « contradictions » du premier ministre. En refusant le débat, a-t-il lancé M. Zeller à l'adresse de M. Rocard, « vous portez atteinte à votre propre crédibilité et vous discréditez le Parlement, en le privant de toute possibilité de s'exprimer et de vous interroger ».

Mais les parlementaires entendaient bien reprendre, par le biais de cette motion de censure, la liberté de s'exprimer qui leur avait été refusée au fond sur le projet de loi relatif à la Sécurité sociale. Aux considérations politiques, s'est donc ajouté un débat de médecins : le docteur Pons, le docteur Millet, le professeur Mattei, face au docteur Le Guen (PS). Seul M. Adrien Zeller ne pouvait se prévaloir d'aucun diplôme de médecine, mais un titre d'ancien ministre (secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale) valait bien un serment d'Hippocrate.

« Le gouvernement, a rappelé M. Zeller, avait inscrit la protection sociale au titre des grands chantiers qu'il souhaitait voir ouvrir rapidement. Je ne vois rien venir de tout cela, par contre, je vois des infirmières qui restent mobilisées et déçues, des hôpitaux publics inquiets face à la lente mais permanente hémorragie de leurs praticiens, des pensions de vieillesse qui stagnent (le jour, une politique au jour le jour). Soulignant la nécessité de traiter le problème de la maîtrise des dépenses d'assurance-maladie et de l'adaptation du système de protection sociale, M. Zeller a ajouté : « Plus on attend, plus il sera difficile, plus nous creuserons notre retard sur les pays d'Europe comparables. (...) C'est quand nous saurons traiter ce problème avec courage, avec l'esprit de dialogue et en dehors de toute attitude idéologique et toute volonté de recherche de culpabilité ou de bouc émissaire, que nous mériterons d'être une démocratie adulte et responsable. »

M. Pons n'a pas hésité à fustiger un amendement qui risquait, selon lui, de « bouleverser l'avenir de la médecine française ». Et après avoir imposé à ses collègues une longue digression historique sur la lutte contre la tuberculose, le rein artificiel et la mise au point de la dialyse, M. Pons conclut dans un élan de lyrisme que, « en cette veille de Noël », il souhaitait « sortir de l'hémicycle en rassurant le corps médical, en lui disant qu'il y a ici des hommes et des femmes qui n'acceptent pas que soit porté un coup fatal aux principes auxquels ce corps est attaché ». M. Millet n'a pas eu le temps de mots assez durs pour exprimer, sous les applaudissements de l'opposition, des mesures qui signifient « la destruction de cette garantie fondamentale pour l'accès de tous aux soins, pour l'égalité de tous devant la santé, pour la qualité de la médecine et ces libertés essentielles du choix du médecin et de la prescription que constitue l'exercice d'une convention nationale entre les syndicats médicaux et les caisses d'assurance-maladie ».

Mais, a précisé M. Millet, ce refus radical du projet gouvernemental n'inciterait pas pour autant le groupe communiste à joindre ses voix à une motion de censure de l'opposition, qui, « quand elle était en pouvoir, a tant fait pour démolir le système de santé français ». Et c'est finalement sous les lazzis des députés RPR, UDF et UDC que le député communiste a conclu : « C'est du terrain, où se retrouveront pour agir assurés sociaux et intéressés, que viendra la véritable censure de la politique du gouvernement ».

C'est en qualité de « professeur de médecine, chef de service en pédiatrie et génétique médicale »,

que M. Jean-François Mattei a pris la parole, au nom du groupe UDF. Précis, prêt à soumettre des « propositions » au gouvernement, le tout nouvel élu des Bouches-du-Rhône ne s'en est pas moins livré à une critique féroce du projet gouvernemental : « Il n'est pas digne de profiter des difficultés de quelques médecins généralistes pour mettre en péril tout un système qui jusqu'à là a donné toute satisfaction et est cité en exemple dans le monde entier. (...) Et cette politique est aussi dangereuse, car vous engagez un nivellement par le bas qui conduit à la dégradation de l'ensemble. (...) Le corps de santé est unique, comme l'est le corps humain. On ne peut pas le diviser. »

M. Mattei, qui faisait ainsi sa véritable rentrée parlementaire, ne pouvait toutefois pas conclure ses propos sans donner à ses collègues des gages de son talent politique. Relevant qu'il y avait « dans notre société certains domaines qui ont valeur de symboles et qu'on ne peut modifier ainsi à la légère », le député-médecin a ajouté : « L'éducation nationale en est un exemple, vous l'avez découverte en 1984. Nous avons aujourd'hui le sentiment que, sans vous en rendre compte peut-être, vous êtes en train de faire avec la médecine libérale ce que vos amis avaient tenté avec l'enseignement libre. » De quoi faire regretter aux trois malheureux députés socialistes présents, l'appel au « front républicain » qui, il y a quelques semaines seulement, a permis à M. Mattei de l'emporter contre sa rivale du Front national.

## « Messieurs les censeurs, bonsoir ! »

C'est par un tonitruant « Messieurs les censeurs, bonsoir ! », que M. Jean-François Mattei a ouvert son discours de défense de la politique du gouvernement. Pour le député socialiste, bien seul pour faire face à cette débauche de critiques, la majorité ne pouvait « rester insensible aux difficultés que rencontrent certains praticiens, tout particulièrement les jeunes et les généralistes (...), alors que 25 % des spécialistes concentrent 55 % des revenus de la profession ». Reprochant au gouvernement de M. Chirac d'avoir « pénalisé » le secteur I (aux honoraires conventionnés) au profit du développement du secteur II (honoraires libres), M. Le Guen a estimé que ce « dédoublement de la médecine de protection sociale. Nous ne pouvons pas accepter un dédoublement entre le coût des soins et leur remboursement ».

C'est justement en présence de M. Jacques Chirac, arrivé dans l'hémicycle pour la circonstance, que M. Michel Rocard a pris la parole pour répondre lui aussi par un double discours à un double

débat. Faisant siennes les remarques de M. Le Guen sur le danger de l'instauration d'une médecine « à deux vitesses », M. Rocard a observé que « le libre accès aux soins n'était plus aujourd'hui garanti partout, en raison du développement du secteur à honoraires libres, c'est-à-dire concrètement que certains Français doivent désormais payer davantage pour se soigner ». Si les médecins travaillent « dans des conditions difficiles », a reconnu M. Rocard, il en va de même de bien d'autres professions. Et le respect que nous avons tous pour le corps médical ne saurait nous faire oublier que le revenu des professions non salariées a augmenté plus et plus vite que celui des salariés dans les dernières années.

Face à l'augmentation des dépenses de santé, due notamment à une hausse de 14 % en 1989 des prescriptions médicales, « seul un gouvernement irresponsable s'abstiendrait de réagir », a précisé M. Rocard, en demandant « ne supprime pas le système conventionnel antérieur, mais se borne à l'enrichir d'une possibilité supplémentaire » en permettant de conclure des conventions séparées, même avec les seuls médecins généralistes. Dès la prochaine session parlementaire, le Parlement aura à débattre « de l'ensemble du problème de notre protection sociale », a précisé M. Rocard, en souhaitant que pourront être alors évités « les faux procès et les vraies inévitables ».

Mais c'est, on s'en doute, aux réponses aux critiques politiques que le premier ministre avait apporté tous ses soins. Il n'était pas question pour M. Rocard de laisser aux autres le soin de tirer seuls les leçons de cette session

parlementaire. On crie au coup de force ? Il réplique que le gouvernement n'a eu recours au 49-3 que sur quatre textes et qu'en revanche quinze autres ont été « au minimum consentuels et souvent unanimes ». Parmi eux figurent des textes « essentiels pour la vie des Français, comme celui sur le surendettement, le commerce et l'artisanat, la navigation aérienne ou la protection sociale complémentaire ». On lui reproche de mépriser le Parlement ? Vingt-trois des trente textes adoptés l'ont été par accord entre les deux Assemblées.

On critique l'absentéisme gouvernemental ? Alors là, M. Rocard veut bien faire amende honorable, même s'il demande le bénéfice des « circonstances atténuantes ». Il est vrai que le président de la République lui-même a tancé les ministres sur ce point. « S'agissant de la présence des ministres en séance, je suis tout prêt à admettre qu'elle n'a pas toujours été ce qu'elle aurait dû être. (...) Cette critique, le gouvernement l'accepte donc, et il veillera à ne plus l'encourir à la prochaine session. » Mais un engagement en appelle un autre, a observé le premier ministre en insistant sur la « discipline parlementaire » qui ont assisté aux débats sur l'Europe, le code pénal ou le logement des plus démunies... Bref, à la seule exception de la présence des ministres le mercredi après-midi et au-delà des impressions qu'a pu laisser l'installation de l'article 49-3, M. Michel Rocard estime que le gouvernement « a fait sa part du travail dans le bon fonctionnement du Parlement ».

PASCALE ROBERT-DIARD

Les clubs  
Perspectives et Réalités  
renforcent  
leur organisation

Les clubs Perspectives et Réalités créés par M. Valéry Giscard d'Estaing en 1965 veulent « exister pleinement ». Pour ce faire, M. de Charette a proposé, jeudi 21 décembre, une série de mesures visant à « renforcer leur organisation pour passer à la vitesse supérieure ». L'action devant accompagner la réflexion, les clubs auront désormais « des ambitions électorales » et leur représentant au sein de la commission « élections » de l'UDF, M. Michel d'Ornano, devrait avoir un rôle accru. Pour autant, M. de Charette n'entend pas transformer les clubs en parti classique. « Nous ne sommes pas un parti, il n'y a pas de carte, en fait nous préférons ce que seront les partis modernes parce que les militants traditionnels ne conviennent pas à la société française », a-t-il indiqué.

M. de Charette a enfin présenté le nouvel organigramme des clubs. M. Michel d'Ornano devient conseiller auprès de M. Valéry Giscard d'Estaing. MM. Georges de Brémont d'Art et Jean-Jacques Descamps seront conseillers du délégué général. Trois secrétaires généraux sont par ailleurs nommés : M. Pierre Lequiller, chargé du débat politique, M. Bernard Lehideux, chargé de l'organisation et M. Georges de la Loyère qui avait en charge l'animation des clubs.

Le groupe UDC saisit  
le Conseil constitutionnel

Le groupe centriste de l'Assemblée nationale a annoncé qu'à son initiative soixante députés de l'opposition allaient saisir le Conseil constitutionnel sur les trois projets de loi pour lesquels le ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, premier ministre par intérim, avait engagé, la semaine dernière, la responsabilité du gouvernement (article 49-3), au nom du premier ministre, M. Michel Rocard, alors en voyage à l'étranger. « La Constitution ne permet pas à un ministre d'engager la responsabilité du gouvernement ; c'est à la fois

la lettre de la Constitution, son esprit et sa pratique », estime M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne). « C'est d'autant plus grave que M. Jospin était premier ministre par intérim, alors que le décret fixant son intérim n'était pas publié et donc n'était pas opposable. Cette pratique est anti-constitutionnelle et nous allons déposer trois recours sur les projets de loi de programmation militaire 1990-1993, de loi de finances 1990 et relatif à la Sécurité sociale et à la santé », précise le député centriste.

Le FN crée des incidents  
au conseil municipal de Roubaix

Des militants d'extrême droite ont gravement perturbé mercredi 20 décembre la réunion du conseil municipal de Roubaix, à tel point que M. André Dilligent, sénateur et maire (CDS), a fait appel à la police municipale et à la police nationale pour faire évacuer la salle. A plusieurs reprises, les éléments perturbateurs étaient intervenus dans le public, lançant des quolibets et des sifflets lorsque s'exprimaient les élus de la majorité et de l'opposition de gauche, et applaudissaient les interventions des élus du Front national. Ceux-ci ne s'en sont pas privés, com-

ment régulièrement la parole à leurs collègues. Parmi eux, M. Jean-Pierre Gendron, gendre de M. Le Pen, a notamment tenu des propos très virulents à l'adresse de M. Salem Kaes, adjoint au maire, qui avait porté la contradiction face au leader du Front national sur le plateau de TF1 lors du débat opposant celui-ci à M. Tapie. Plusieurs élus ont été insultés et même menacés au moment de l'évacuation de la salle par la police. — (Corresp.)

Vers l'annulation  
des élections municipales  
de Cannes

M. Noël Chahid-Nourai, commissaire du gouvernement sur les élections municipales de Cannes, qui avait vu M. Michel Mouillot (PR-UDF) l'emporter sur le maire sortant, M<sup>me</sup> Anne-Marie Dupuy (RPR), a présenté devant le Conseil d'Etat ses conclusions.

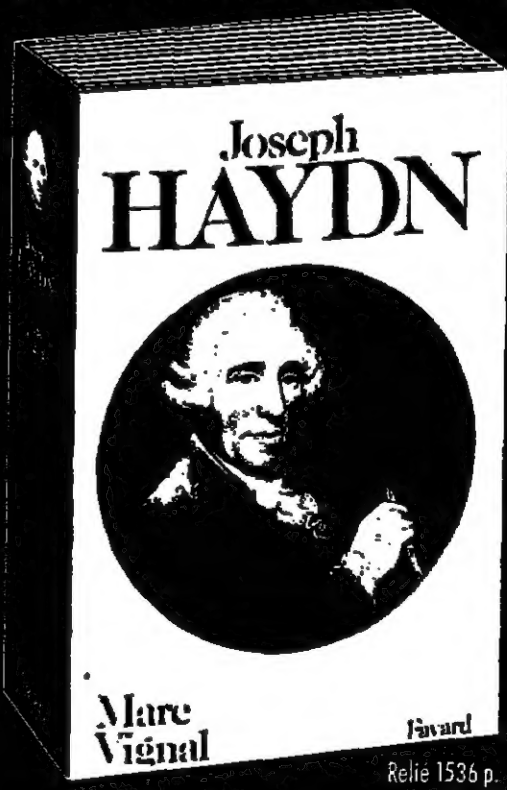
M. Chahid-Nourai a rappelé que des tracts anonymes contenant des imputations et des accusations concernant la vie privée de M<sup>me</sup> Dupuy avaient été massivement diffusés à Cannes avant le premier tour du scrutin.

Il a estimé que la nature et la violence des accusations excédait largement le stade de la polémique électorale et que leur effet n'avait pu être bénéfique pour M<sup>me</sup> Dupuy, contrairement à ce que soutenait M. Mouillot.

Il a ajouté que l'effet de ces tracts sur le résultat avait pu se prolonger durablement, même après le premier tour, que leur contenu excédait par sa nature toute possibilité de réponse utile, et que l'écart de voix était de surcroît relativement réduit (581 voix sur un total de 35 744).

M. Chahid-Nourai a conclu à l'annulation des élections, le Conseil devant se prononcer vendredi après-midi.

**HAYDN**  
Prix du meilleur livre 1989  
sur la musique  
Prix Orphée 1989  
Prix Bernier  
de l'Académie des Beaux Arts



La "somme" sur le père de la  
musique viennoise.

La Musique  
chez  
**FAYARD**







10. Shakespeare à la Corniche - François Mitterrand au nouveau théâtre de Nice

12. Les dix ans d'Arlette - Pas de F-15 pour la marine

14. Remous chez les juges antiterrorisme  
22. Tennis : l'avenir de Monica Seles

## Ouverture de la saison des opéras italiens

# Vêpres et matines siciliennes

Thèse : la Scala n'est plus ce qu'elle était, mais la passion ne s'y apaisera jamais. Antithèse : en Sicile, certains réfléchissent à une meilleure façon de travailler. Synthèse : l'opéra italien se porte irrémédiablement bien.



LEU ET MAROTI

Ah ! les teignes, Ah ! les chiens. Le pire est qu'il n'y a pas de la culture et de l'opéra, ces hyènes de la Scala. Ces graines de justiciers du pontail qui, ce mois-ci, soir après soir (1), conspuent consciencieusement les *Vêpres siciliennes*. Et si seulement il n'était pas si perfide, pas si nuancé, ce langage codé - huées rageuses, sifflets moqueurs, murmures amnésés, silences glacés, jets de fleurs trop modestes pour être homages - par lequel ces lycionnes impitoyables manifestent à tel chanteur leur désapprobation narquoise, à tel autre leur ostracisme irrévocable, et parfois, quand le profane s'y attend le moins, à tel artisan de premier plan une indulgence inconditionnelle. Car l'une des lois de la sentimentalité italienne, appliquée à l'opéra, est que l'on pardonne quand on admire vraiment, surtout lorsque l'admiration va jusqu'à l'adulation.

Dès le 7 décembre, date d'ouverture traditionnelle du prestigieux établissement, les spectateurs de la Scala ont donc pardonné à Riccardo Muti, leur très aimé directeur musical, sa décision d'ouvrir la saison avec les *Vêpres siciliennes* : un opéra que les meilleurs spécialistes jugent pourtant aujourd'hui insupportable en raison de la crise qui touche les voix verdiennes (soprano et ténor essentiellement) ; une trame d'histoire aussi sanglante qu'inévitable ; un hymne au patriotisme sicilien quand l'île était, il y a bien longtemps (1821), occupée par les méchants Français ; cinq longs actes coupés de surcroît (selon les normes de l'opéra romantique à la Meyerbeer) d'un ballet interminable. Bref, une œuvre que Verdi n'aimait pas, qu'il dut passer sa vie à traquer pour désarmer la censure italienne après la création parisienne, et qui, si elle est marquée par sa volonté de renouveau, qui l'anima au milieu des années 1850, n'a comme principal intérêt que d'être le chaînon manquant entre *Traviata* et la magnifique *Simon Boccanegra*.

Donc, les Italiens n'ont pas tenu rigueur au successeur d'Abbado de la bizarrerie de son choix, quoique charivari qui l'ensuivit. Pas plus qu'ils ne lui avaient reproché l'an dernier le choix d'un opéra très rarement chanté de Rossini : ce *Guillaume Tell* très chahuté également (le *Monde* du 13 décembre 1988), œuvre elle aussi quasiment inébranlable que Muti ne s'est pourtant pas privé d'enregistrer dans la foulée (2).

Ce qu'on pourrait donc reprocher, sur le principe, au nouveau Toscanini, c'est de se soucier comme d'une guigne de l'accueil, bon ou mauvais, rencontré auprès du public milanais par les œuvres contestables qu'il choisit une fois l'an de programmer. Mais de beaucoup se préoccuper, en revanche, des besoins du marché discographique dans lequel ces œuvres vont venir se placer. Muti occupe sur ce marché, grâce à sa position à la Scala, une place enviable qui lui permet de tester sur scène pendant tout un mois, puis d'enregistrer avec une distribution plus à l'aise en studio que sous les feux de la rampe, des opéras qui, comme par

hasard, manquent au catalogue. C'est le cas, après *Guillaume Tell*, de ces *Vêpres siciliennes* bientôt publiées par EMI et dont le seul enregistrement disponible (avec Arroyo et Raimondi, direction Levine) remonte à 1973. Les bonnes ventes d'un gros coffret de CD peuvent ainsi compenser de ce fait un accueil live mitigé.

### Cactus et sourires en coin

Muti, à la veille de la première milanaise (raout préféré des milieux italiens de la finance, des médias et de la mode), avait conseillé à son public, par télévision interposée, d'oublier ses habitudes mondaines pour s'écouter que la musique, Verdi, et lui-même dans la fosse. Le chef fut suivi au-delà de toute espérance. Il fut applaudi à tout rompre pour ses coups de bonton rythmiques, ses fortissimo tannins, son égoïsme apollinien, son apparente indifférence à l'égard de ses chanteurs souvent éplorés ; applaudi aussi, et ce n'est que justice, pour son charisme proprement toscannien. Quant à ses interprètes - les mêmes à peu près que ceux de *Guillaume Tell* l'an dernier - livrés aux déficiences de leur virtuosité et à sa caractéristique de leur style, lâchés comme dans une

arène au-dessus de cette fosse déchaînée, ils se firent proprement écaler ; écartés par la presse spécialisée ; renvoyés sans ménagement dans leur foyer lors même de la paisible représentation dominicale à laquelle il nous a été donné d'assister. Cela avec une cruauté mêlée d'humour dont, hors de la péninsule, on n'a même pas idée : public chantant la fin d'un air en sourdine pour aider le ténor égoïste (Chris Merritt) que sa corpulence, seule, rapproche aujourd'hui de Pavarotti ; on lui cherchait d'ailleurs un remplaçant à Milan) ; silence de glace, stigmatisant les aigus stridents et les coups de glotte suicidaires de Cheryl Studer (dans un rôle de passionaria amoureuse à jamais marqué, il est vrai, par Callas en 1951, et repris une seule fois entre-temps à la Scala par Renata Scotti en 1970, ce qui veut tout dire).

Dès la première, la basse de Burchard avait été remplacée, sans explication, par celle de Furialetto, ce dont personne ne se plaignit ; dans le rôle du terroriste Procula, le Leporello de Karajan restera le seul vrai héros de cette production botteuse. Baryton à la voix solide, posée, mais si prosaïque, Giorgio Zancanaro aurait presque pu faire office de brillant second. Las ! Nul n'ignore en Italie que ce baryton fut, avant de se reconverter dans le bel canto, capi-

## Des voix mythiques venues d'antan

Le disque comptait est devenu - paradoxe ! - un véhicule privilégié pour les enregistrements historiques. Après les pianistes, les chefs d'orchestre, les grands violonistes, ce sont les chanteurs d'autrefois qui bénéficient laser. Si certains enregistrements ont donné lieu à des « reconstructions numériques » dans des studios sophistiqués, d'autres ont été filtrés afin d'éliminer au maximum les bruits de fond de la gomme laque (avec des résultats parfois peu probants : en étant les grattements, on enlève une bonne partie du volume des voix). Il semble que ce soient les Anglais de Nimbus qui aient trouvé la bonne solution pour la réédition de cires vénérables, parfois presque centenaires. Tout simplement, en faisant jouer les vieux soixante-dix-huit tours par des phonographes d'époque devant le pavillon desqueles les techniciens ont placé un micro. Il fallait y penser ! La présence des voix est étonnante, la son excellente. Une qualité à vrai dire jamais atteinte par les autres systèmes.

● Les rescapés de Nimbus. - *Great singers (1909-1938)* : Tetrizzini, Caruso, Stracciari, Turner, Gigli, etc. ; 1 CD NI 7801.

*Divas (1906-1935)* : Tetrizzini, Melba, Patti, Lehmann, etc. ; 1 CD NI 7802. *Enrico Caruso* : 1 CD NI 7803. *Giovanni Martinelli* : 1 CD NI 7804. *Rosa Ponselle* : 1 CD NI 7805. Distr. France : *Worner Music*. Tél. : 42-22-60-11.

● Les antiques de Music Memorabilia. - Aurelio Pertile Pertile, le « ténor de Toscanini », dans un récital Leoncavallo, Mascagni, Verdi, Giordano... 1 CD MM-Virgin 30233. Et dans *Aida*, à la Scala de Milan, direction Sabajno : 2 CD MM-Virgin 30228. Récital Cesar Vezzani, « ténor héroïque » : 1 CD MM-Virgin 30228. Caruso : *Airs napolitains* : 1 CD MM-Virgin 30220. Distr. Virgin France, 11, place des Vosges, 75004 Paris, tél. : 40-29-00-00.

● Viennent de paraître. - Les grands moments de Joan Sutherland (1959-1972), prime donne assoluta (Offenbach, Donizetti, Gounod, Verdi, etc.) : 1 CD Decca 425 605-2.

Musiques de ballet des opéras de Verdi (*Macbeth*, *I Vespri siciliani*, *Don Carlos*, *Aida*, *Otello*), orchestre du théâtre de Bologne, direction Chailly : 1 CD Decca 425 108-2. A.R.



Josephine Barstrow dans *Salomé* à l'opéra de Palermo

Une scène des *Vêpres siciliennes* dans le décor, et la mise en scène controversée de Pier Luigi Pizzi

théâtres d'Italie - c'est par de tels actes d'indépendance que Palermo creuse la distance. On y chante encore plus rarement Strauss (comme d'ailleurs Debussy), le public exigeant de comprendre les mots qu'on lui chante et faisant précéder de l'adéquation de l'émission et de la nuance vocale au sens de la phrase, son principal critère d'appréciation de l'art des chanteurs.

### Drame de la cruauté

Mais le public du Politeama a applaudi debout la *Salomé* de l'Anglaise Josephine Barstrow, mise en scène par le Français Claude d'Anna, dirigée par l'Allemand Wolfgang Rennert, le gros de la distribution (impeccable jusqu'au plus petit rôle) étant à moins de la moitié nationale. D'abord parce que les Italiens aiment trop l'opéra pour être chauvins (sa première rang de leurs idoles : l'Espagnol Domingo, le Canadien Vickers, l'Australienne Sutherland, les Américaines Horne, Cuiaberti, Samuel Ramey dans Rossini, sans oublier Callas, évidemment). Ensuite parce qu'il s'agissait d'une des plus belles représentations possibles de ce drame de l'hygiène et de la cruauté.

La quarantaine fiévreusement assumée jusqu'à la totale nudité (à l'issue d'une danse des sept voiles d'une bizarrerie barbare), Barstrow charge d'électricité tout son rôle de vierge folle, sans forcer la voix une seule fois, avec parfois des frémissements de chat. Plus sensuelle que vraiment belle, elle crée le vide autour d'elle, et domine malgré d'invisibles *plumitifs* un orchestre grouillant, animé obscurément de louches fermentations, traversé d'éclairs mortels : Rennert dirige les Strauss les plus sulfureux comme s'il avait lui-même copié la partition sous le regard du maître.

Barstrow, que la France connaît à peine, mais qui a chanté *Salomé* sur les meilleures scènes, représente un cas exceptionnel : celui d'une totale identification psychologique et corporelle à un rôle aussi périlleux (au féminin) que celui d'*Otello*. A ce niveau, la beauté de la voix - dans son cas, incontestable - n'est plus qu'un détail (3).

ANNE REY

(1) Prochaines représentations des *Vêpres siciliennes*, les 23, 27, 30 décembre 1989, les 5, 6, 7, 1990, Scala de Milan. Tél. : 19/39 28-87-92-46.

(2) Un coffret de deux disques compacts Philips : 422391-2.

(3) Prochaines représentations de *Salomé* et de *Bastien et Bastienne* : les 23, 27 et 29 décembre, au Teatro Politeama, Palermo. Tél. : 19/39 91-58-36-00.

taîne des motards. Son apparition en gouverneur français des *Vêpres* (transposées par le metteur en scène à la fin du dix-neuvième siècle), sa réincarnation botte, sanglée, cambrée, en une variété de CRS, débâta dans le public des sourires en coin. Ce ne fut pas la moindre des erreurs commises par le décorateur et metteur en scène Pier Luigi Pizzi. La deuxième étant d'avoir éclairé les grèves siciliennes - que de cactus, que de galets, que de barques échouées ! - par des projecteurs d'aéroport. La dernière étant d'avoir fait se dérouler les trente-cinq minutes du ballet (avec Patrick Dupond, s'il vous plaît) devant un fond de scène plus empourpré et plus endiamanté qu'une poitrine de douairière sicilienne. Pizzi, qui est tout sauf un directeur d'acteurs, peut avoir comme décorateur (son premier métier) un goût décidément épouvantable.

Aux festivités milanaïses succède, chaque année, à moins d'une semaine d'écart, l'ouverture de la saison lyrique sicilienne. Classée second, par la qualité et l'originalité de ses productions, sur la liste des douze opéras nationaux subventionnés par l'Etat italien et les régions, l'Opéra de Palermo est clairement resté à-bas comme une anti-Scala. Pas de chef célèbre au poste permanent de directeur musical ; pas d'enregistrements à la clé. En contre partie, une indépendance complète par rapport au marché du disque. Une programmation conçue sur l'ensemble de l'année comme un menu varié, inattendu, équilibré ; programmation complétée par des récitals, des concerts symphoniques décentralisés ; couronnée enfin, d'*Aida* à *Forcy and Bass*, par une saison d'été proposée à des dizaines de milliers de spectateurs dans un immense amphithéâtre à ciel ouvert, au centre d'un magnifique jardin fleurant bon le jasmin.

### Le « Parrain » à Palermo

La fierté du théâtre de Palermo, outre un palmarès impressionnant (216 représentations lyriques ou chorégraphiques à l'année, 152 concerts, 16 000 abonnés, 1336 manifestations gratuites), est au fond de pratiquer ce métier à vocation éducative et populaire comme on le faisait au siècle dernier. De ne viser qu'à l'efficacité, au prix d'énervantes discussions au sein d'une équipe aussi diverse que compétente et soudée. D'ignorer les courants d'opinion, les cabales, les pressions, dans un environnement politique pour le moins mouvementé. De croire davantage à l'association des compétences et à leur nécessaire complémentarité qu'à l'attrait des stars, étoilées filantes du chant et de la direction d'orchestre dont le départ laisse ensuite toute une équipe désemparée.

Palermo possède avec le Teatro Massimo (palais mi-hollywoodien mi-riscontien construit au début du siècle, que la municipalité a enfin décidé de sauver), avec les souvenirs d'une époque où l'opéra était roi dans la cité, un bâtiment aux dimensions surhumaines mais à

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO - HONOLULU - HONG KONG  
12, PLACE VENDÔME 75001 PARIS - Tél. : (1) 42.60.32.82  
OUVERT LES DIMANCHES 17 ET 24 DÉCEMBRE DE 10H À 19H 30  
46, AVENUE GEORGE V 75008 PARIS - Tél. : (1) 49.54.08.35  
OUVERT LES 4 PREMIERS DIMANCHES DE DÉCEMBRE DE 14H À 20H







# COMMUNICATION

Fin de la grève dans la distribution de la presse

## La direction des NMPP et le Livre CGT ont signé un accord sur la modernisation

Après dix-neuf heures de négociation marathon, la direction des NMPP, les éditeurs de presse et le syndicat CGT du Livre ont abouti, vendredi matin, à un accord global mettant fin à une semaine de conflit qui a gravement perturbé la distribution de la presse. Un texte sur la modernisation des NMPP, contrepartie de la prime de 6 000 F attribuée aux ouvriers, a été élaboré dans l'après-midi du jeudi 21 décembre, puis discuté dans les moindres détails à partir de 23 h 30. Ce texte a été signé sous le contrôle de M. Bernard Wouts,

administrateur général du Monde et président de la commission du suivi. Il reste fidèle au « projet de protocole d'accord de modernisation » soumis le 19 décembre à la CGT par la direction des NMPP et respecte les accords du 30 mars 1989. Il prévoit un délai pour la fermeture des deux anciens réseaux des messageries (ARM) de Roubaix et de Poitiers qui constituait un des points d'achoppement entre le syndicat et la direction des messageries. Le syndicat CGT des NMPP avait déjà accepté le

21 décembre les conditions posées par les patrons de presse à la reprise des négociations. Les piquets de grève avaient évacué les imprimeries et les centres de distribution. Dans l'après-midi de jeudi, le Monde et France-Soir sont sortis sans entraves et ont été distribués par les ouvriers non grévistes des NMPP. Il en allait de même, vendredi matin, pour tous les quotidiens nationaux.

Les prises de position politiques sur le conflit se sont multipliées au cours des dernières heures. M. Raymond Barre a déclaré qu'il fallait se montrer « implacable à l'égard de travailleurs disposant d'un monopole, bénéficiant de conditions de rémunération, de congés, d'indemnités exceptionnelles élevées ». MM. Robert Pinard et Eric Rault, députés RPR, ont demandé que « des poursuites soient engagées contre les responsables » des récents incidents provoqués par les grévistes. M. Yves Briaud, président du CNI, estime qu'il est « de la responsabilité des sociétés de presse de briser de tels monopoles et urgent de mettre en place d'autres circuits de distribution ».

Les sanctions contre la Cinq

## Le CSA pourrait se montrer clément à l'égard de la chaîne de M. Hersant

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) devait rendre public, vendredi 22 décembre, de nouvelles sanctions contre la Cinq. Attendues depuis des mois, redoutées par la chaîne, celles-ci s'annonçaient — sauf ultime rebondissement — plus clémentes que prévu.

Avantage de l'équité et d'amener progressivement la chaîne à une programmation plus diversifiée, plus proche de son projet d'origine. C'est ainsi que les « sages » pourraient demander à la Cinq d'investir une quarantaine de millions de francs supplémentaires dans la production : une amende de 12 millions de francs versée sur le compte de soutien aux industries audiovisuelles, complétée par 30 millions de commandes supplémentaires (dont 2,5 allant aux dessins animés).

Mais à côté de cette sonde mensurée, les « sages » s'apprêtent à sanctionner de façon beaucoup plus sévère la diffusion de téléfilms érotiques ou violents. Ce sont cette fois, 5 millions de francs que la Cinq — comme M 6 — pourrait être amenée à déboursier.

P.-A. G.

### Le communiqué final

« La négociation entre la direction générale des NMPP et la section Messagerie-CGT s'est déroulée pendant dix-neuf heures sous l'égide du Syndicat de la presse parisienne, présidé par M. Jean Miot, et le Comité intersyndical du Livre parisien, conduit par M. Roger Lascary, sous le contrôle de M. Bernard Wouts, président de la commission du suivi du Conseil supérieur des Messageries et de M. Jacques Piot, membre de cette même commission et secrétaire général de la FILPAC-CGT. La direction des NMPP a obtenu l'accord sur le plan suivi et détaillé de modernisation qu'elle demandait.

En contrepartie, elle a accordé strictement la prime de modernisation conventionnelle de la presse parisienne.

Le conflit est terminé. La presse parisienne paraît normalement. »

## M. Tasca : « Ceux qui freinent l'évolution prennent le risque de porter atteinte à l'existence des NMPP »

Dans la soirée du jeudi 21 décembre, M. Catherine Tasca a pris position sur le conflit des NMPP. Le ministre délégué à la communication, qui souhaitait que les négociations engagées dans l'après-midi débouchent rapidement sur l'adoption d'un plan de modernisation, a notamment déclaré :

« Le conflit des NMPP empêche depuis six jours la libre distribution des quotidiens parisiens pour le plus grand dommage de l'information des lecteurs et de l'équilibre économique des journaux. Le libre exercice du droit de grève ne peut en aucun cas

justifier la destruction de biens et moins encore les violences physiques aux personnes. Sur ce plan les événements survenus cette nuit me paraissent totalement condamnables.

« Ce conflit est essentiellement celui de la modernisation. La presse parisienne depuis 1976 a été sans cesse en train de moderniser ses imprimeries grâce à un dialogue social permanent. Il est maintenant nécessaire d'adapter aussi l'organisation de la distribution en intégrant les nouvelles conditions d'impression et en modernisant l'outil de travail des NMPP.

« Ceux qui aujourd'hui freinent une telle évolution prennent le risque de porter atteinte à l'existence même des NMPP, seul système qui, par son caractère coopératif, met tous les titres de presse à égalité de chance et est ainsi une des conditions du pluralisme. Si la défiance des NMPP devait conduire à la recherche de solutions de remplacement plus individualistes, il est clair que ce serait au détriment des titres les plus faibles. »

## M. Alain Lefebvre achète les Editions de la Table ronde

Les Editions de la Table ronde, fondées en 1944 par Roland Landenbach, passent sous le contrôle de M. Alain Lefebvre, fondateur et animateur, avec son épouse Elisabeth, du groupe de presse Média. Aux termes de l'accord qui devait être signé le 22 décembre, M. Alain Lefebvre achète 76 % du capital de la maison d'édition.

M. Gwen-Aël Bolloré, soixante-quatre ans, présidait depuis trente ans aux destinées des Editions de la Table ronde, dont il possédait 51 % du capital. Il y a deux ans, il avait fait appel à son neveu, M. Vincent Bolloré — le dynamique président de Bolloré Technologies — pour renforcer le capital de la maison et tenter de lui insuffler, avec des capitaux frais, un nouvel élan.

M. Vincent Bolloré a-t-il jugé que cette opération de rénovation n'avait pas donné les résultats escomptés ? Voulait-il simplement, comme il l'affirme aujourd'hui, permettre à son oncle, « désireux de prendre sa retraite, de trouver un acquéreur dans de bonnes conditions » ? Toujours est-il qu'il se retire aujourd'hui de la Table ronde, dont il possédait personnellement 35 % des parts. Tout comme Grasset, qui en détenait encore 10 %.

Comme ses prédécesseurs, M. Alain Lefebvre, quarante-deux ans, veut redonner aux Editions de la Table ronde le prestige littéraire dont elles jouissaient dans les années qui suivirent la Libération. A cette époque, la maison de Roland Landenbach s'était illustrée dans la publication des livres de la droite littéraire et des « bisessards » — Blondin, Nimier, Laurent, Anouilh, Déon — en réaction contre la suprématie de la gauche intellectuelle et des « romans engagés » de Gallimard. Puis, sans perdre tout à fait son identité militante droitiste, la maison s'était un peu assoupie, ne parvenant pas à attirer vers elle une équipe solide d'écrivains de renom.

M. Picolet reste, pour l'heure, à la direction de la maison, mais son propriétaire compte bien prendre lui-même les affaires en main. M. Alain Lefebvre, il est vrai, se situe politiquement dans la même tradition. Il avait lancé, en 1982, un hebdomadaire, Magazine hebdo, qui entendait être le fer de lance de la droite « dure » contre le pouvoir socialiste. Depuis l'échec, rapide, de cette tentative, M. Lefebvre cherchait de nouvelles activités.

P. L.

**24-25 DEC.**  
 9H30. Camille Claudel.  
 18H00. Astérix chez les bretons.  
 21H30. 3 places pour le 26.  
 23H15. L'étudiante.  
 10H40. La Bamba.  
 20H30. Buggy Malone.  
 00H15. Oliver's Story.

**31 DEC. - 1<sup>er</sup> JANV.**  
 9H05. 3 places pour le 26.  
 10H45. Eclair de lune.  
 18H00. Fievel et le nouveau monde.  
 21H30. La comtesse aux pieds nus.  
 10H30. Vivre et laisser mourir.  
 20H30. Astérix chez les bretons.  
 24H00. Sans peur et sans reproche.

**CANAL+ DE FÊTES**  
 Bonne fête, bons films, bon Canal+.

**CANAL+**  
 LA TELE PAS COMME LES AUTRES

## Une lettre de M. Dominique Wallon, directeur du CNC

A la suite de notre article : « TFI mène l'enquête » (Le Monde daté 17-18 décembre), M. Dominique Wallon, directeur général du Centre national de la cinématographie (CNC), nous écrit :

Selon cet article, des informations recueillies à l'initiative de TFI sur l'œuvre de fiction littérale « Desacralité », la statuette maléfique, auraient constitué « un coup de main » bénévoles donné (...) au CNC ainsi qu'au CSA, pour « aider » ces deux organismes à reclasser cette œuvre diffusée sur M6, de téléfilm en film. Les faits rapportés dans cet article suffisent cependant, pour peu qu'on veuille bien de bonne foi en rétablir l'enchaînement réel, à démontrer l'absurdité de cette accusation. C'est, en effet, dès le 24 août — près de deux mois avant les recherches préliminaires à TFI — que le CNC, consulté par le CSA, a pu écrire à ce dernier que cette œuvre était, au regard des critères en usage, une œuvre cinématographique américaine distribuée en salles dans son pays d'origine, sous le titre The Power. Aucune « enquête » supplémentaire ni « coup de main » n'étaient donc nécessaires.

[Nous remercions aussi des désagréments du directeur général du CNC sur une quelconque collaboration entre nos services et TFI, désagréments que nous avons déjà pris soin de mentionner dans notre article. Nous maintenons néanmoins l'intégrité de nos informations sur l'enquête menée par la Une aux dépens de M6. De plus, nous sommes aujourd'hui en mesure d'affirmer que le bureau départemental de TFI consulté à la même époque sous « enquête » sur « Alley Cat », fiction diffusée par la Cinq sous le nom d'« Epreuve de force », le samedi 25 février 1989 à 20 h 30.]

## Un comité d'experts pour la production d'A 2 et FR 3

M. Marcel Jullian a présenté le 20 décembre à la presse les membres du conseil de création et d'accueil des projets. Cet organisme, commun aux deux chaînes publiques A 2 et FR 3, réunit quinze personnalités : M<sup>mes</sup> Caroline Tresca, Anne Gallimard, Sabine Mignot et Hélène Grimaud, MM. Michel Serres, Jacques Martin, Pierre-André Boutang, Daniel Karlin, Bernard Pivot, Frédéric Mitterrand, Georges Wolinski, Cyril Vigulier, Yves Perinoff et Laurent Petit-Gérard. Il sera présidé deux fois par mois par M. Marcel Jullian.

Le comité, qui se veut une force de proposition, accueillera, sélectionnera, complètera les projets qui lui seront envoyés en matière de fiction et de documentaire de création. Il en suscitera d'autres, travaillant beaucoup sur l'écriture et jouant pratiquement un rôle de « superproducteur ».

[Il est difficile de trouver une cohérence dans le choix des personnalités appelées à participer à ce comité. On peut faire assemblée un philosophe comme Michel Serres et Jacques Martin, l'animatrice acrobate Caroline Tresca et le responsable d'« Océaniques », Pierre-André Boutang ? Sans oublier les musiciens et scientifiques qui étaient allégrement ministres ou responsables de variétés... La recette n'est pas nouvelle : en 1974, Marcel Jullian, prenant en main la deuxième chaîne de télévision, avait déjà créé un « comité de programmes ». Mais il comprenait alors des personnalités de la télévision : Claude Barma, Armand Jammot, Pierre Tchernia ou Charles Daudouet — C.H.]



## SCIENCES

## Les dix ans d'Ariane

Suite de la première page

Des équipes supplémentaires, envoyées de métropole, vinrent apporter leur concours à celles de Kourou et pendant huit jours on travailla vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Avec même la bénédiction du grand frère américain, pour qui Ariane n'était pas encore un concurrent. A la station de mesure et de localisation de la NASA, située dans l'île d'Ascension, on se déclara en effet prêt à assurer le suivi de ce tir expérimental en dépit de la proximité des fêtes de Noël. « Ayez confiance, dirent ses responsables à leurs collègues guyanais. Allez-y. On sait ce que c'est ».

## « Vas-y ma belle t'as un quart d'heure »

Ce fut peu de chose, se souvient Hubert Palmieri, alors chef de mission pour ce vol, mais cela nous a reconfortés. « Hélas, une anomalie de fonctionnement due à une fausse information contraignit les équipes à reporter une nouvelle fois le tir de vingt-quatre heures. Ce serait donc pour Noël si Ariane le voulait bien. Et elle le voulait bien, mais non sans réticence. Car par trois fois il fallut arrêter le compte à rebours et recommencer les opérations.

Le troisième incident était d'autant plus agaçant qu'il s'agissait d'une panne idiote. Pour des raisons inconnues, le compte rendu d'une opération de fermeture d'un

clapet ne parvenait pas à l'ordinateur de bord. Et la machine, en gendarme rigoureux, refusait de donner son feu vert à la mise à feu des moteurs. Que faire ? Tromper l'ordinateur et lui faire prendre des vessies pour des lanternes. On bricola donc un « circuit-leurre », et c'est ainsi qu'au milieu d'une check-list aussi ennuyeuse qu'électorale on entendit cet ordre inattendu donné au fameux Gaston.

Il était à ce moment-là presque 17 h 15. Le ciel de la savane guyanaise s'embrasa soudain. Une nouvelle étoile apparut alors au-dessus de la jungle. Petite bougie ténue, Ariane commença à s'élever, mètre après mètre. Puis elle prit de l'assurance, de la vitesse, et s'élança enfin vers l'espace tandis que ses nombreux péra s'accompagnaient de la voix : « Vas-y ma belle, t'as un quart d'heure maintenant pour nous montrer ce que tu sais faire ».

Ce qu'elle savait faire, elle le montra ce jour-là, en réussissant une mise en orbite parfaite. Certes, pour ce premier vol inaugural, elle n'était pas chargée d'un satellite prestigieux, mais d'un banal lot d'aluminium de près de 1 400 kilos et d'une capsule technologique italienne d'environ 200 kilos. Qu'importe la gloire. Car Ariane était pensée d'un plus grand trésor encore. L'espoir pour les Européens, fraîchement reconciliés et enfin cohérents, de disposer de leur propre famille de lanceurs et de s'affranchir ainsi des inévitables



FANCHO

pressions que les Américains n'auraient pas manqué de faire peser sur la clientèle européenne pour ses lancements de satellites si le programme Ariane avait échoué.

« Quand la satellitisation d'Ariane a été confirmée, raconte Hubert Palmieri, je suis resté sans voix, la gorge serrée, les larmes aux yeux. » Enfin le succès après sept ans d'efforts ininterrompus. Que dire de la fête qui suivit ? On s'en doute. Ce fut un sacré Noël sous les tropiques. D'autant plus réussi que les caprices du compte à rebours avaient réservé une belle surprise aux équipes. En se rendant sur l'aire de lancement, juste après le tir, elles découvrirent que l'évacuation du trop-plein d'oxygène liquide nécessaire au moteur du

troisième étage avait créé un maquis de neige. Une bataille de boules de neige sur fond de jungle s'ensuivit alors... malgré une température caniculaire.

En accomplissant un parcours sans faute à son premier essai, Ariane faisait taire tous les sceptiques. Le succès devenait européen, alors que les mauvaises langues n'auraient pas manqué de qualifier un échec de français. Car ce sont bien les Français qui, en décembre 1972, ont fait accepter à l'Europe l'idée de développer un nouveau lanceur de satellites. Le projet était d'autant plus audacieux que l'Europe spatiale venait de s'écrouler avec l'explosion en vol à son premier tir — après de nombreux

essais infructueux et des milliards de francs dépensés — de sa fusée Europa-2.

Convaler l'Europe de remettre de l'argent dans une paroielle affaire, alors que les sirènes américaines juraient qu'elles fourniraient à tous, et sans contrainte aucune, des lanceurs de satellites, ne fut pas un mince combat. Et si il fut gagné en juillet 1973, c'est bien parce que la France finançait le projet Ariane à près de 64 %. Europa-2 et ses coûteux feux d'artifice furent oubliés, et Ariane, développée en six ans par une cinquantaine d'industriels européens pour un coût de 4 292 millions de francs (prix 1978).

## Défaut de jeunesse

Le pari n'était pas gagné pour autant. Car même si Ariane réussit dès son premier essai, elle n'avait pas encore l'effluve d'une vedette. Ce n'était qu'un lanceur de dissuasion dont les capacités commerciales étaient loin d'être démontrées. D'ailleurs, à peine décrochées les guirlandes du premier tir, Ariane se rappela au bon souvenir des sceptiques en explosant en vol lors de son second essai en mai 1980. La cause ? Un défaut de jeunesse dû à une insuffisance de recherche et de développement sur les moteurs du premier étage, pourtant réputés rustiques !

De quoi inquiéter l'Organisation internationale de télécommunications par satellite (Intelsat), que Frédéric d'Allest, aujourd'hui président d'Arianespace (1), et Raymond Orty, de l'Agence spatiale européenne, avaient réussi à convaincre bien avant le premier tir de voler sur Ariane. Un bien beau succès commercial pourtant, obtenu, il faut bien en convenir, au prix d'un tarif très économique consenti au groupement international. La rumeur raconte même qu'un des responsables d'Intelsat déclara à l'époque qu'il « n'est plus à l'époque qu'à un tel prix il était difficile de refuser ».

Non contents de devoir apporter des solutions fiables aux problèmes techniques rencontrés sur le premier étage, les promoteurs d'Ariane se devaient aussi d'améliorer ses performances et de démontrer que le lanceur européen pouvait emporter 1 750 kilos en orbite, soit 150 kilos de plus que lors du premier vol. Et ce à bref délai, dans la mesure où les Américains risquaient de rattraper le marché mondial des lancements de satellites. Ce qui fut fait. Mais ce qui a permis plus tard encore Ariane auprès de la clientèle, ce fut la monumentale erreur de stratégie faite par les Américains.

Trop sûrs de leur technique et de leurs succès passés — ne pas sur la Lune qui veut — ils crurent habile de confier tous leurs lancements de satellites à la toute nouvelle navette spatiale. Hélas, l'engin se révéla fort coûteux à exploiter et pas toujours adapté à mettre en orbite deux satellites de deux tonnes chacun, alors qu'il pouvait en emporter quatre. Très vite, il apparut donc que l'abandon d'un peu bâillif des lanceurs conven-

tionnels américains, c'est-à-dire les fusées consommables de type Ariane, au profit de la navette ouvrait une brèche, dans laquelle les Européens se sont engouffrés avec joie.

## Naissance d'une géante

Certes, les choses n'allèrent pas toutes seules. Et chacun se souvient qu'en septembre 1983 et en mai 1986 les Européens durent faire face à une nouvelle crise, Ariane ayant par deux fois explosé en vol à la suite de défaillances constatées dans le fonctionnement de son troisième étage, merveille de technique brûlant de l'oxygène et de l'hydrogène liquides. Ces contretemps auraient pu être fâcheux si la navette américaine n'avait pas connu tant de difficultés et surtout si il n'y avait pas eu cette effroyable explosion en vol de Challenger.

Ce n'est pas être cynique que de le dire. Cela a profité à Ariane et à ses dirigeants, qui, en même temps qu'ils réglaient les problèmes des différents étages du lanceur européen, ont eu l'intelligence, pour mieux répondre aux besoins du marché, de développer une véritable famille de lanceurs. Les performances passèrent ainsi rapidement de 1 750 kilos avec Ariane-1 à 2 000 kilos avec Ariane-2, puis à 2 450 kilos avec Ariane-3. Aujourd'hui, ces « ancêtres » sont oubliés, et Ariane-4, la géante de la famille capable d'emporter plus de quatre tonnes en orbite dans sa version la plus puissante, occupe avec force le devant du marché.

Aussi ne faut-il guère s'étonner que les responsables d'Ariane espèrent, forts de seize lancements consécutifs réussis depuis septembre 1987, afficher désormais de séduisantes ambitions : « Rayonner chaque année dix des vingt satellites que le monde occidental aura à lancer à partir de 1992. » Ce ne sera sans doute pas simple, dans la mesure où les Américains ont relancé leur production de lanceurs classiques (Fusée Delta de McDonnell Douglas, Atlas de General Dynamics et Titan de Martin Marietta) et où arrivent sur le marché des concurrents venus de l'Est. Chinois et surtout Soviétiques dont les fusées russes et surpassement tournent comme des horloges.

Cela n'empêche pas les Européens de croire en leur bonne étoile au point même qu'ils ont signé sans hésiter le 15 février dernier un contrat de 18 milliards de francs portant sur la commande de cinquante Ariane-4. Preuve que la petite fusée européenne a bien réussi en dix ans, ce que nos partenaires européens ne contestent guère. N'ont-ils pas demandé, le temps passant, à accroître leur participation financière dans ce programme et dans celui qui lui succédera à la fin du siècle avec la construction de la fusée supergigante Ariane-5 ?

JEAN-FRANÇOIS AUGERAU

(1) Société chargée de la promotion commerciale du lanceur européen.

## JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHIER

LANCER, aujourd'hui, une pétition nationale sur le droit de vote des étrangers, c'est inviter à une communion solennelle le cousin paillard qui raccommode des guisoises ; ou demander que montre ses progrès en lecture le bambin de la maison dont nul n'ignore qu'il n'est pas doué. Semer la confusion et la honte, c'est à la portée du premier venu.

Sous le couvert de la sollicitude et du respect de l'opinion, cette initiative n'est qu'un coup bas, et des plus médiocres, une manœuvre, et des plus malhonnêtes. Non pas contre le gouvernement, mais contre le peuple, à qui M. Chirac ne voudrait donner la parole que pour l'entendre dire des horreurs !

Prenez l'ex-premier ministre au pied de la lettre et imaginez, pour les besoins du raisonnement, que son initiative est loyale. Que va-t-elle révéler ? Que va-t-elle empêcher ou apporter ? A titre subsidiaire, que peut-elle provoquer dont son auteur se défendrait en jurant qu'il n'a pas voulu ça, selon l'expression de tous les Ponce Pilate dont l'Histoire est riche ?

Compte tenu de l'ampleur de l'entreprise (on parle de cinq millions d'exemplaires dont il serait intéressant de connaître le coût et le financement), il va fatalement se trouver un nombre immense de citoyens pour y répondre. Compte tenu de ce que l'on sait de l'opinion, les pétitionnaires, à peine sollicités... vont majoritairement faire connaître leur hostilité au vote des étrangers. Croit-on que le maire de Paris, lorsqu'il ne s'agit pas d'être du président de la République, joue autrement qu'à coup sûr ?

RÉPONSE floue à une question sans rigueur. Ce qui est en cause, dans le débat politique présent, c'est le vote éventuel des immigrés de longue date aux scrutins locaux. Mais la pétition laisse entendre que des Marocains ou des Portugais pourraient, au lendemain de leur arrivée, désigner le président français.

Question imprécise pour une réponse impossible. La pétition met totalement de côté le fait légal qu'il y a, en tout cas, deux sortes d'étrangers en France : les ressortissants de la Communauté et les autres ; et alors que ceux de la première catégorie ont évidemment vocation à être électeurs ailleurs que dans leur Etat d'origine. C'est aussi le cas des Français s'ils sont installés en dehors de l'Hexagone. L'Europe sera cela ou ne sera pas.

Même s'il est vrai que, pour l'heure, on n'en prend pas le chemin après le refus de l'Allemagne fédérale de signer cet accord de Schengen (du nom d'une ville du Grand-Duché de Luxembourg) qui devait autoriser le libre et totale circulation des citoyens du Benelux, de la RFA et de la France, quel avertissement que l'on circule maintenant de Bretagne en Bourgogne et de Bavière en Palatinat.

Que devrait apporter ce coup de génie du patron du RPR ? Rien. Ou le pire. L'opinion a sur ce terrain les nerfs à fleur de peau. La prévisible résultat d'une telle pétition ne

## Etrangers

peut qu'encourager les passions, et non pas les calmer.

Empêcher ? Pas davantage puisqu'il n'y a pas lieu. Le président de la République a redit, il n'y a pas deux semaines, que le projet ne pouvait pas être à l'ordre du jour. Ce n'était même pas une habileté tactique.

Que risque-t-il de sortir, en revanche, de ce prétendu appel à la démocratie ? Rien d'autre qu'un soutien aux rigorisateurs de M. Le Pen. D'ailleurs, une telle initiative, comment se fait-il qu'elle ne soit pas venue de lui ? Où avait-il la tête ? Et si M. Chirac ne s'était pas fait son commode-voyageur, le Front national aurait eu bonne mine d'avoir ainsi lancé une telle pétition. Mais il faut dire tout de suite que M. Chirac n'est pas aussi seul qu'il le croit.

Lorsqu'il se trouve, pas plus tard que mardi dernier, un comité interministériel consacré à « la maîtrise des flux migratoires », où était présent ce qu'il y a de plus huppé au gouvernement, pour envisager d'installer des camps de rétention aux frontières afin que ne risquent pas de pénétrer sur le territoire des demandeurs d'asile qui n'ont pas de titre à cela, on se dit qu'il y a du consensus là-dessous et que les anciens condisciples de l'ENA se transmettent les bonnes idées en même temps que le pouvoir lorsqu'ils se succèdent à l'Hôtel de Matignon.

Mais guidés par qui pour être aussi inventifs ? Quelle conclusion tirer de la question posée en fin de la première ministre qui présidait ce comité sur les « flux » ? « A-t-on assez de matière, aurait-il dit, pour que l'opinion soit convaincue que nous travaillons sur ce sujet ? » A-t-on, en effet, découvert ces « actions spectaculaires » après lesquelles courait le comité interministériel, ou de quoi définir ces « mesures » que suggérât l'un des participants tout en se demandant lesquelles ?

QUE la France ne soit pas en état de secourir tous les sinistrés de la planète, c'est l'évidence. Que la notion de réfugié ait changé de nature lorsqu'elle est passée du politique à l'économique, chacun en convient. Que ce glissement, qui n'est certes pas que sémantique, mais arithmétique, appelle des décisions cruelles, il faut y consentir.

Mais sous la pression de quoi et de qui ? Des événements et des faits dont le gouvernement aurait pris conscience dès les premiers moments ? De sa lucidité ? De son courage ? Non pas. Cette soudaine diligence ministérielle ne doit être cherchée qu'à travers des glissements de M. Le Pen et du tocsin de Dreux, relayée par la pauvre invention de M. Chirac. Qu'on ne se récrie pas. Qu'avait-on fait avant ? Le gouvernement n'agit pas, il réagit. Il court après le temps au lieu de le devancer. Il paraît une ombre à la recherche de ce qui la crée.

Supposons que, « miraculeusement », parce que les modifications à la loi de 1953 sur le droit d'asile, les représentations diplomatiques auprès des pays d'émigration et Dieu sait quelle poudre de perlimpinpin auraient eu de l'effet, il ne se trouve plus un réfugié, faux persécuté mais véritable affamé, pour se présenter aux frontières, encore moins pour les franchir, qui en serait le résultat ? Nul.

Si l'état d'exaspération de l'opinion est ce qu'il est, au point que M. Le Pen y puise à la louche une clientèle que M. Chirac lui dispute, l'arrêt des « flux migratoires » ne serait qu'une victoire pour l'avant-veille.

Les données du problème sont pourtant d'une simplicité biblique. L'opinion croit qu'il y a trop d'étrangers. Le croient aussi ceux que cela ne dérange pas. Ce nombre ne peut pas être (significativement) diminué.

Il est donc totalement inutile, superflu et vain de s'acharner à dire que l'opinion a tort, ou bien qu'il n'y a pas « tant que cela » d'étrangers, ou encore que quelques dizaines de milliers d'entre eux vont être expulsés en affirmant que des couleurs socialistes (le café sera servi gracieusement) les chassera de M. Pasqua pour le Mal.

Il n'est pas moins absurde de lamoyer qu'il est mal, injuste et infondé de crier « aux ! » à l'étranger. Les larmes n'ont jamais été un incendie.

Avant d'être déplorable ou condamnable, un fait est un fait. C'est en le considérant tel qu'il est, assurément déplaisant mais peu importé, qu'il faut bander les épaules et non pas commenter ce fait ou tourner autour pour se figurer qu'on ne le voit pas.

Ce n'est plus à la loi ou aux procédures, fusées-elles « expéditives », de calmer cette fièvre, c'est à la politique, mais qui songe encore à cela ?

Ce n'est pas aux proclamations qu'il faut demander le maintien de la paix civile, mais aux faits : à ces fameuses cages d'ascenseur que M. Rocard avait présentées comme un symbole de son action future lorsqu'il parvint au pouvoir. Il n'a pas dépassé le rez-de-chaussée.

Toutes tendances confondues, le langage des hommes politiques est celui de la précipitation et de l'effarement, si ce n'est de la panique. Mais si ces gouvernements en sont la proie, inavouée encore mais déjà perceptible, qui s'étonnerait qu'elle devienne un sentiment dominant chez les gouvernés, pour aboutir à cette société désolée dont il y a déjà trop d'indices ?

P.S. Sans que ces pénibles réveils en soient la cause, l'hypothèse d'une échappée la semaine prochaine n'est pas à écarter.

(1) M. Jean-Louis Schlegel, rédacteur en chef de la revue *Expo*, l'a parfaitement démontré dans son « libre opinion » publiée le 14 décembre sur le journal *Libération* sous le titre « La répression contre la démocratie ». Juste avant que certains ne se mettent à jouer pour de vrai *Force 431* en poursuivant la diffusion de l'écrit au nom de la liberté ou de quelque chose d'approchant.

## La fin de l'expérience Hydra-IX

## Le record des plongées de longue durée

L'expérience de plongée profonde Hydra-IX s'est terminée le 21 décembre à Marseille. Elle avait commencé le 9 octobre et avait pour but de faire vivre et travailler dans les caissons de la Comex quatre plongeurs (deux de cette société de travail offshore et deux de la marine nationale) pendant plus de deux mois sous mélange respiratoire hydrate, fait d'hydrogène et d'oxygène.

Mais le 27 octobre, un plongeur de la marine nationale avait « craqué » : il a été placé dans un caisson particulier pour être décompressé. Le 29 octobre, un plongeur de la Comex demandait aussi à sortir. Et le 7 novembre, la marine nationale faisait sortir son deuxième plongeur. Les deux premiers défilants avaient été remplacés depuis le 30 octobre par Régis Peltier et le 6 novembre par Louis Schneider, tous deux de la Comex.

Au total, un seul plongeur, Armand de Néchand de Féral, a passé soixante-trois jours en caisson — record absolu de durée — dont deux jours à 300 mètres, vingt-trois jours à 225 mètres et encore 23 jours à 200 mètres.

Les premiers abandons ont été provoqués par une narcose due à l'hydrogène et ayant entraîné des troubles du comportement.

Hydra IX a montré que, pour des plongées de courte durée, l'hydrure ne peut être utilisé à des profondeurs de plus de 240 à 250 mètres (180 à 200 mètres pour des plongées de longue durée).

Mais l'hydrogène est plus « confortable » à respirer que l'hélium, qui entre pour une grande part dans les mélanges respiratoires habituels et qui ne provoque pas de narcose. Il semble donc qu'on va s'orienter vers l'usage d'un mélange hydrogène-hélium-oxygène.

## ENVIRONNEMENT

Alerte au nuage toxique à Bâle. — Lors du transvasement d'acide chloro-sulfonique d'un wagon-citerne dans une cuve de l'entrepôt du groupe chimique suisse Ciba-Geigy, à Bâle, un nuage toxique s'est formé au-dessus de la ville à la suite d'une fuite, jeudi 21 décembre. Les pompiers des trois groupes chimiques bâlois ont été mis en état d'alerte et la population a été couverte à rester confinée chez elle. La fin de l'alerte a été annoncée une heure après son déclenchement, sans qu'aucun habitant ait été incommodé. — (AFP.)

## La marine à acheter le

La marine à acheter le... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

La marine à acheter le... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

La marine à acheter le... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

La marine à acheter le... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

La marine à acheter le... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

La marine à acheter le... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)

La marine à acheter le... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)



# SOCIÉTÉ

## DEFENSE

Pour remplacer les Crusader de ses porte-avions

### La marine devra renoncer à acheter le F-18 américain

Le gouvernement n'autorisera pas la marine nationale à acquérir, neufs ou d'occasion, aux États-Unis, la quinzaine d'avions de combat F-18 par lesquels elle souhaitait remplacer, après 1993, ses vieux intercepteurs Crusader de défense aérienne embarqués sur ses porte-avions *Foch* et *Clemenceau*. La solution retenue consistait à moderniser les Crusader actuels,

Depuis plusieurs mois déjà, la marine nationale a préparé le dossier du remplacement de ses Crusader, qui ont été achetés il y a plus d'un quart de siècle à la société américaine LTV et qui arrivent à bout de souffle en 1993. A moins de s'en remettre à l'option d'abandonner toute défense aérienne de ses porte-avions à partir de cette date, l'état-major n'a jamais caché qu'il préférerait, à la rénovation des Crusader qui en prolongerait momentanément l'existence opérationnelle dans des conditions relativement acrobatiques, la solution d'un achat à la marine américaine d'une quinzaine de F-18 de seconde main, le temps d'attendre le RafaleACM.

Le groupe Dassault, qui construit le Rafale, et l'armée de l'air française, qui a commandé la version air (ACT) pour avion de combat tactique) de ce nouvel appareil, ont toujours estimé que l'acquisition de F-18 par la marine serait considérée, à l'étranger, comme un acte de défiance envers une production nationale dont saurait tirer commercialement avantage la concurrence aéronautique sur les marchés extérieurs.

Pour sa part, la marine a expliqué que le F-18 était une solution provisoire, entre 1993 et 1998, avant l'entrée en service du Rafale qu'elle reste décidée à acheter à raison de quatre-vingts exemplaires environ, pour remplacer après l'an 2000 les Super-Etendard embarqués sur porte-avions.

Du point de vue des marins, la rénovation des Crusader n'est pas d'un grand intérêt, s'agissant d'un avion technologiquement et militairement dépassé. Cette modernisation, qui se fera sous le contrôle technique et industriel de Dassault,

dans l'attente du Rafale, dont le développement de la version navale (ACM) devrait être accéléré de façon à être prête en flottille opérationnelle en 1998, voire dès 1997. Au ministère de la défense, où l'on convient qu'une décision de principe a été arrêtée, on se refuse à tout commentaire sur l'imminence de l'annonce publique d'un tel choix.

L'option ainsi arrêtée en faveur du Crusader intervient à un moment où, d'autre part, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, est attaqué par la direction de son parti, qui l'accuse indirectement de trop céder à la pression des états-majors dans un contexte de désarmement. L'échec du F-18 semble aller plutôt à l'encontre de cette argumentation.

J.L.

#### Un Parlement divisé

Au dernier Salon aéronautique du Bourget, des industriels français, qui accompagnaient M. François Mitterrand, disent aujourd'hui se souvenir de propos du chef de l'Etat favorables au projet de rénovation du Crusader. Au Parlement, les commissions spécialisées de la défense se sont montrées partagées sur le sujet, celle du Sénat étant partisan du F-18 et celle de l'Assemblée plébiscite pour un Crusader modernisé.

En préconisant l'abandon d'une solution américaine, les experts du ministère de la défense ont opté pour une formule censée préserver les intérêts de la construction aéronautique nationale. La charge de travail récupérée par l'industrie française, avec la rénovation du Crusader, et les crédits économisés par rapport à un achat de F-18 donneront toutes ses chances au Rafale pour les années à venir. D'autant que, dans ces conditions, la sortie en production de la version ACM pourra être quelque peu accélérée pour être disponible au bénéfice du porte-avions *Charles-de-Gaulle* en 1998.

## EDUCATION

Une exposition sur la surdité à la Sorbonne

### « Le pouvoir des signes »

Il aura suffi d'un petit curé janséniste, l'abbé de l'Épée, pour bouleverser la vie de milliers de sourds dont, jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, on ne savait que faire. Mais qui se souvient de ce pédagogue en soutane ? L'histoire de la surdité, et de la minorité culturelle privée de sons et de paroles, reste à écrire. C'est tout l'intérêt de l'exposition « Le pouvoir des signes, sourds et citoyens » organisée à l'occasion du bicentenaire de la mort de l'abbé de l'Épée et ouverte sous la superbe coupole de la chapelle de la Sorbonne (1).

Outre une dizaine d'espaces thématiques et chronologiques présentant les principaux acteurs de la saga, parfois dramatique, des « mal entendants », cette exposition propose également des conférences, des ateliers de communication non verbale, des films et offre un lieu réservé aux enfants avec jeux, projections « vidéo » et livres.

Parmi les moments forts de cette exposition, on remarquera l'illustration de la prise de conscience par l'abbé de l'Épée d'un phénomène ignoré jusqu'alors : les sourds communiquent naturellement entre eux avec des gestes. A partir d'une observation, il fera une pédagogie. Il ouvre en 1760 une école qui vivra grâce aux subsides alloués par Louis XVI. En 1789, en même temps que la monarchie, l'abbé meurt. La Législative, en solution, reprend son œuvre et l'établissement du religieux devient l'Institut national des sourds-muets, l'ancêtre de l'Institut national des jeunes sourds de la rue Saint-Jacques, à Paris.

D'une affaire d'instruction sous l'Ancien Régime, la surdité devenait, avec la Révolution, une affaire nationale. Toujours la même méthode : le « geste » qui sera plus tard la « langue des signes française » avec sa grammaire et sa syntaxe. On croyait définitivement enterrer le vieil enseignement qui s'acharnait à « vouloir faire parler les sourds-muets ». En 1880, au congrès de Milan, c'est la rupture. Les parti-

sans de la parole « à tout prix » l'emportent sur les pédagogues du geste. Il faudra attendre près de cent ans pour retrouver le précieux langage du geste. Un vrai chemin de croix. On attache les mains des jeunes sourds-muets pour qu'ils ne puissent plus, pour l'exprimer, se servir de leurs mains.

#### Deux millions et demi de personnes

En 1967, encore, le célèbre rapport Peyssard affirmait : « Le langage gestuel est prosaïque ». Résistant à l'absurdité, les gestes se perpétuent grâce aux internats d'enfants sourds et aux communautés d'adultes. Exclues des classes officielles, les gestes se transmettent dans les cours de récréation. Enfin, en 1976, la langue des signes retrouve droit de cité dans les établissements spécialisés. L'ostracisme est levé. Les sourds-muets ne sont plus des indiens. C'est le début d'une reconnaissance du droit à la différence. On en arrive même à créer un *esperanto des malentendants* : le « gestuno ».

Aujourd'hui, la communauté sourde est reconnue comme telle », affirme M. Patrick Monod-Gairaud, directeur de l'Institut national des jeunes sourds qui ajoute : « Il ne s'agit plus en 1989 de revendiquer mais de construire ».

Vaste tâche pour une population de quatre cent mille enfants de trois à seize ans atteints de surdité moyenne et pour trente mille enfants, de la naissance à dix-huit ans, victimes de surdité profonde. Alors que le nombre de malentendants en France s'élève à deux millions cinq cent mille personnes...

JEAN PERRIN

(1) « Le pouvoir des signes sourds et citoyens ». Jusqu'au 22 janvier 1990. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. (Vendredi jusqu'à 21 heures.) Prix d'entrée : 20 francs.

## JUSTICE

Condamné, sans confusion des peines, à vingt puis à cinq années de réclusion

### Jean-Charles Willoquet va bénéficier d'une libération conditionnelle

Jean-Charles Willoquet, quarante-cinq ans, qui avait été condamné à vingt ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris en 1977, sera remis en liberté conditionnelle mercredi 27 décembre. Détenu à la prison de Clairvaux (Aube), Jean-Charles Willoquet avait tenté de s'enfuir du palais de justice de Paris en juillet 1975, avec l'aide de sa femme Martine, déguisée en avocate. Il avait alors ouvert le feu, blessant grièvement deux gendarmes, avant de prendre deux magistrats en otages. Ces derniers avaient été libérés quelques minutes plus tard sur un parking.

Arrêté six mois plus tard à Paris, Jean-Charles Willoquet avait été condamné, une première fois, par la cour d'assises de Paris, le 25 mars 1977, à vingt ans de réclusion criminelle pour des agressions à main armée. Six jours plus tard, la même juridiction lui infligeait une nouvelle

peine de vingt ans de réclusion pour les deux tentatives de meurtre et la prise d'otages commises lors de sa tentative d'évasion. La cour d'assises avait ajouté à ces condamnations une peine de cinq ans pour son évasion.

#### « La volonté populaire »

Les deux peines de vingt ans furent automatiquement confondues, comme le prévoit le code pénal, mais celle de cinq ans était restée à part. L'avocat de Jean-Charles Willoquet s'en était étonné. « Certains jurés, je dis bien certains, se sont plaints auprès du président de la République parce qu'on leur avait dit que toutes les peines seraient confondues, explique M. Henri Juramy. Ils avaient condamné mon client à vingt ans, pas à vingt-cinq ».

Jean-Charles Willoquet était, compte tenu des remises de peine, fin de purger ses vingt années de réclusion le 7 juillet dernier. Mais la veille, la Cour de cassation, compétente pour accorder le bénéfice d'une confusion des peines, avait empêché sa sortie.

Saisi par le garde des sceaux, les juges soulignent que « la peine réprimant l'évasion était prononcée sans préjudice des plus fortes peines encourues pour d'autres crimes ou délits commis dans ses violences par le détenu évadé ».

Jean-Charles Willoquet était donc resté en prison. Une libération conditionnelle lui a toutefois été accordée ce mois-ci. « Sa libération est motivée par le respect de la volonté populaire », a déclaré son avocat en faisant allusion aux « assurances » sur la confusion des peines données aux jurés en 1977.

“AUTOUR DE MINUIT”,  
UNE COLLECTION QUI N'A PAS FINI  
DE FAIRE JAZZER.



GITANES  
Jazz

HDM



Autour de Minuit, les plus belles ballades et les meilleurs blues d'Ella Fitzgerald, Miles Davis, et bien d'autres remasterisées et présentées d'après les bandes originales des grands catalogues Verve et Mercury. Autour de Minuit, près d'une centaine de titres, en disque compact et en cassette. Une collection à prix moyen, à écouter jusqu'au petit matin.



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Après une décision administrative du président du tribunal de Paris

## La querelle sur le sort des juges antiterroristes s'amplifie

M. Patrick Lalande, premier substitut au parquet de Paris, vient d'être désigné comme chef de la section antiterroriste qui va bientôt quitter, contre son gré, M. Laurence Le Vert, premier juge d'instruction à Paris (le Monde du 14 décembre). Alors que la droite, relayée par un petit nombre de magistrats parisiens, accuse le ministre de la justice de démanteler les moyens judiciaires de lutte contre la terreur, une nouvelle petite guerre vient de s'ouvrir au tribunal de grande instance de Paris. Sur décision de son président, M. Robert Diet, les juges chargés des instructions antiterroristes qui avaient demandé jusqu'ici à en être déchargés se verront à nouveau, confier, par roulement, des dossiers de droit commun. Cette décision contribue à alimenter la querelle.

M. Pierre Arpaillange porte-t-il délibérément atteinte à l'organisation de la lutte antiterroriste dans le domaine judiciaire ? C'est le thème d'une campagne déclenchée depuis quelques semaines. On venait d'apprendre que Mme Laurence Le Vert, qui aurait préféré rester à son poste à la tête de la quatrième section du parquet de Paris — section « antiterroriste » — venait de « passer au siège » et d'être nommée premier juge d'instruction, fonction qu'elle devrait occuper au début du mois de janvier.

Parité de certains cabinets d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, de divers bureaux de parquets en colaire, l'accusation, sans nuances, était remontée jusqu'au garde des sceaux au cours des questions d'actualité au Palais-Bourbon le 12 décembre. Le ministre de la justice est beau s'indigner du fait que la détermination du gouvernement à lutter contre la terreur soit mise

en doute, des bancs de l'opposition, et particulièrement du RPR, la fronde était montée. « Il est nul ! », s'exclamait M. Jean-Louis Debré (RPR), ancien juge d'instruction. « Il est désemparé », renchérisait M. Robert-André Vivien (RPR). « Débranché », s'époumonait, toujours pour le compte du RPR, M. Eric Rasout.

Il ne servit à rien que M. Arpaillange explique que Mme Le Vert avait toutes les qualités du monde, et que sa nouvelle affectation était une promotion, suite logique de sa carrière. D'autant que le Palais de justice continuait à briser des réminiscences de juges antiterroristes, dont certains considéraient, à tort ou à raison, que l'on ne les respectait plus comme naguère.

## Un tableau de roulement

Et voilà qu'à point nommé pour alimenter la querelle, M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, usant à son tour de ses prérogatives, jette à son tour un peu d'huile sur le feu. Conscience de la loi du 6 juillet dernier sur la détention provisoire, une disposition du texte prévoyait qu'à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1989 la désignation des juges d'instruction dépende d'un tableau de roulement (et ne se fasse plus par choix), à l'exception des magistrats spécialisés comme ceux chargés de la lutte antiterroriste.

Le 27 septembre, dans la salle du conseil attenant à la première chambre du TGI, se tint, en conséquence, autour de M. Robert Diet, du premier vice-président chargé du service pénal, M. Cammet, et des juges d'instruction concernés — parmi lesquels deux juges antiterroristes, MM. Rivière et Vuillemin — une réunion pour déterminer les modalités d'application de ce nouveau fonctionnement.

Fortement discutée sur son principe — certains y voient la possibilité pour la police comme pour le parquet de choisir leur juge de prédilection (1), — cette disposition a été créée des remous. Mais la loi entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre, le tableau de roulement, irrévocablement, devait donc être établi. On aboutit dès lors à un calendrier très précis — dix-huit feuillets — qui déterminent, du 1<sup>er</sup> décembre au 1<sup>er</sup> avril, semaine par semaine, quel juge est de permanence.

Surprise : les juges antiterroristes — ils sont quatre aujourd'hui — qui jusqu'ici, assuraient bien les permanences de week-end et des jours fériés, mais transmettaient ensuite les dossiers de droit commun à leurs collègues, devront désormais les conduire jusqu'à leur terme. C'est ce que décide une ordonnance datée du 1<sup>er</sup> décembre et signée par M. Diet. Si cette décision réjouit ceux des juges d'instruction qui n'apprécient guère la caste que forment leurs collègues de l'antiterrorisme, dotés de moyens qu'ils jaloussent parfois (voyages à l'étranger, prime, voiture de fonction et gardes du corps), la mesure vient à point nommé pour les adversaires politiques du garde des sceaux.

## Le fait accompli

Ceux qui estiment que M. Arpaillange « veut la peau des juges antiterroristes » voient là une volonté pernicieuse du ministre : fonder dans la masse ces juges par trop « vedettisés », en les encombrant de dossiers qui les empêcheraient de travailler correctement, à l'heure, pour tant, ou des menaces prédictes pèsent sur la France. En réalité, le ministre de la justice a été mis devant le fait accompli. La décision de M. Diet est une décision très personnelle d'administration

de la justice qui n'a — affirme-t-on — pas été concertée avec le garde des Sceaux. A la présidence du TGI de Paris, on estime que, « pour ceux qui chercheraient à tirer la prétexte à querelle, cette querelle serait bien mince ». Dans une note d'explication datée du 19 décembre, le premier vice-président chargé des affaires pénales, M. Michel Cammet, précise que le nombre d'affaires confiées aux quatre juges d'instruction antiterroristes, n'a pas été supérieur à quatorze au cours des derniers mois. Encore ne s'agit-il pour la plupart que d'affaires contre X, « quelques fois sans réelle gravité, en tout cas ne nécessitant pas dans l'immédiat d'actes répétés d'investigation ». Autrement dit, ces juges pour l'essentiel gèrent des cabinets en voie d'extinction — du moins peut-on en avoir l'espoir. La surcharge de travail est évaluée à vingt ou trente dossiers supplémentaires pour chacun des quatre juges. « L'apport des dossiers de droit commun dans chaque cabinet confine donc à l'homéopathie », conclut M. Cammet.

Il reste qu'au moment où un lobby fort actif et très habile tente d'accréditer la thèse que le garde des sceaux veut brader les moyens de lutte antiterroriste, l'incident ne manquera pas d'alimenter la polémique et de conforter certains magistrats dans l'idée qu'ils sont moins aimés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient hier.

AGATHE LOGEART

(1) On considère qu'à Paris 60 % des 550 informations judiciaires ouvertes chaque année sont des affaires dites « de courtes », c'est-à-dire ouvertes à l'initiative du parquet, hors procédure d'urgence. Ce fut le cas des affaires judiciaires les plus importantes de ces dernières années et les plus controversées, par exemple les affaires Luchetti, Carriou et de développement en Belgique.

## FAITS DIVERS

## Un marin américain tué à Marseille

Archibald Lasse, un marin américain du porte-avion *Forrestal*, se baignait dans la mer à Marseille, le 22 décembre, à deux heures du matin, par des températures, non loin du quartier de la Caspière, à Marseille. Selon les premiers éléments de l'enquête, le marin se

trouvait assis sur un banc, lorsque des coups de feu de fusil de chasse ont été tirés par des inconnus. Une personne qui se trouvait à côté du marin a été grièvement blessée. Le marin s'est, semble-t-il, retrouvé au milieu d'un règlement de comptes entre revendeurs de drogue.

Attentat à l'explosif chez un restaurateur algérien. — Un attentat à l'explosif a endommagé la vitrine et le véhicule d'un restaurateur algérien à Vaujours (Seine-Saint-Denis), mercredi 21 décembre. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, n'a pas fait de victimes. Selon les premiers éléments de l'enquête, deux boules de pétanque contenant des explosifs ont été projetées par des inconnus sur la devanture du restaurant. La première a fait de légers dégâts sur la vitrine, la seconde a endommagé la voiture du restaurateur. Le restaurant « le Bacarra » avait déjà fait l'objet d'un attentat, après son ouverture, en octobre 1987. Les

malfructeurs avaient tenté le même type de bombe. Les enquêteurs se refusent à tout commentaire, mais certaines sources faisaient état, jeudi 22 décembre, d'attentats « à caractère raciste ».

Salicide d'un détenu à Hôpital d'Arcy. — Un détenu, M. Abdel Malek Chérif, cinquante et un ans, s'est pendu, mardi 19 décembre, dans sa cellule de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines). M. Chérif, qui a profité de l'absence de ses compagnons de cellule pour mettre fin à ses jours, purgeait une peine de quatre ans de prison pour attentat à la pudeur.

**IFAW POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX**

A la veille de la visite en France de M. Roh Tae Woo, président de la République de Corée du Sud, prévoyant une visite de millions de gens qui ont les animaux. Nous savons que les Coréens du Sud ont choisi de manger des chiens et des chats. Ce qui nous fait, c'est la manière dont ils sont sacrifiés : les chiens sont suspendus par le cou ou par une corde au bout d'un poteau, les chats sont brûlés vivants par le feu de la paille. Ces animaux nous méritent un meilleur sort. Si l'on ne peut pas les manger, nous devons les élever comme des animaux de compagnie. Nous savons que les chiens et les chats sont les animaux les plus proches de l'homme. Nous savons que les chiens et les chats sont les animaux les plus proches de l'homme. Nous savons que les chiens et les chats sont les animaux les plus proches de l'homme.

**CHANGING THE WAY WE THINK**

Fonds international pour la protection des animaux. Fondateur Brian Davies

## CAMPUS

## Échec à l'échec

Comment éviter la spirale de l'échec scolaire dans un collège situé dans une zone défavorisée ? Sans doute en commençant par déborder la mobilisation générale de tous les personnels de l'établissement et en définissant des actions propres à contraindre chaque type de difficulté. C'est ce que vient de faire, avec une très détermination, les parents d'élèves PCPE du collège Sisley de l'île Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Dans ce secteur de la banlieue nord de Paris, où les résultats scolaires comptent parmi les plus médiocres du pays, des parents ont constitué tous les acteurs de la vie scolaire (professeurs et personnels, administration, parents, élus et animateurs) pour dresser un bilan et proposer des solutions.

Le document qui résulte de ce travail pourrait utilement servir de grille d'analyse dans bien des établissements du même type. Comment établir ou améliorer les relations parents-professeurs, intégrer les parents d'origine étrangère, limiter les dégâts de la télévision, lutter contre les dégradations matérielles, organiser le soutien des élèves en difficulté ? Des tableaux synthétiques décrivent chaque obstacle et mettent en regard les actions à proposer aussi bien aux élèves et aux parents qu'aux professeurs, à l'administration et aux partenaires extérieurs. Un document d'actualité, à l'heure où chaque établissement est censé réfléchir sur son « projet ».

Ph. Be.

► « Propositions pour faire échec à l'échec scolaire au CES Alfred-Sisley ». Renseignements au (1) 46-20-23-08.

## Aliments extrêmes

Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de biologie appliquée à la nutrition et à l'alimentation (ENSBANA) ont organisé le 19 janvier 1989, un colloque professionnel sur le thème : « L'alimentation de l'extrême ». A partir de 9 h 30, interventions et débats sur l'alimentation et l'utilisation des aliments consommés dans des situations extrêmes (grand froid ou apesanteur, par exemple).

► Contact : bureau des élèves de l'ENSBANA. Tél. : 80-33-66-62 ou 80-33-66-01.

## Informatique

Le dernier numéro du magazine *Avenir de l'ONISEP* est consacré aux formations et aux débouchés de l'informatique, et non de l'information, comme nous l'avons imprimé par erreur dans « Campus » du 16 décembre.

► Renseignements complémentaires sur 3615 ONISEP.

## RELIGIONS

## Les offices de Noël à Paris

## Culte catholique

ÉGLISE DE LA MADELEINE place de la Madeleine (8<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 18 heures : messe anticipée ; 23 heures (ouverture des portes à 22 h 30) : veillée internationale, lectures en langues étrangères ; 23 h 45 : procession à la crèche ; il est né le divin enfant ; suivi de la messe de minuit pour choisir, deux organes et quatre instrumentaux de M.A. Charpentier.

Lundi 25. — Messes à 9 heures, 10 heures, 11 heures, 12 h 30 et 18 heures ; 11 heures : grand-messe solennelle (Messe de Noël de M.A. Charpentier).

ÉGLISE SAINT-GERVAIS place Saint-Gervais (4<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 21 heures : méditation musicale à l'orgue des Couperin ; 21 h 30 : vigiles de la Nativité, avec les fraternités monastiques de Jérusalem ; 23 heures : messe.

Lundi 25. — 8 heures : laudes de la Nativité ; 11 heures : messe solennelle ; 18 h 30 : vêpres.

BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR 25, rue du Chevalier-de-La-Barre (18<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 21 heures : concert d'orgue par Naji Hakim ; 21 h 45 : messe. A la crypte : 23 heures : veillée musicale ; 24 heures : messe de minuit.

Lundi 25. — 11 heures : messe pontificale célébrée par Mgr Badier, Chanoine grégorien et polyphonique par la maîtrise de Montmartre ; 16 heures : vêpres ; 18 heures : messe chantée.

SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS 2 place du Louvre (1<sup>re</sup>)

Dimanche 24. — 22 heures : concert d'orgue ; 22 h 30 : veillée ; 23 heures : messe de la Nativité (chants traditionnels et motets).

Lundi 25. — 8 h 30-10 heures : messes ; 11 h 15 : messe avec chant ; 16 h 30-17 h 30 : intégrale des noëls de Daquin (première partie) ; 17 h 30 : messe avec chant.

CHAPELLE SAINT-BERNARD-DE-MONTFARNASSE

Dimanche 24. — 22 heures : vigile et nuit de Noël.

Lundi 25. — 11 heures : messe.

ÉGLISE SAINT-SULPICE place Saint-Sulpice (6<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 23 heures : veillée de Noël ; 24 heures : messe de minuit.

Lundi 25. — 10 h 30 : messe solennelle.

PAROISSE SAINT-EUSTACHE-SAINT-LIEU 2, impasse Saint-Eustache (1<sup>re</sup>)

Dimanche 24. — 19 heures : messe avec chants de Noël traditionnels et grandes orgues ; 22 h 30 : veillée de la nuit de Noël et messe, chœurs de Saint-Eustache et grandes orgues.

Lundi 25. — 9 h 45 : messe avec orgue et chants de Noël ;

Trois nouveaux évêques catholiques nommés en Tchecoslovaquie

La nomination des rapports entre le Saint-Siège et la République tchèque se poursuit. Jean-Paul II a pu nommer, jeudi 21 décembre, trois nouveaux évêques dans le pays, à la suite d'un accord entre Mgr Francesco Cossentino, ambassadeur itinérant du pape dans les pays de l'Est, et le vice-premier ministre tchèque, M. Josef Hromádka, ou visite officielle au Vatican.

Ces trois nominations concernent Mgr Karel Otčenasek, soixante-neuf ans, nommé évêque du diocèse de Hradec Králové, dont il était l'administrateur apostolique, mais empêché depuis presque quarante ans d'exercer ses fonctions ; Mgr František Vavák, soixante-trois ans, évêque d'Olešnice, diocèse dont il était l'administrateur apostolique depuis juillet, et Mgr Jan Hlída, soixante-six ans, nommé évêque de Prostějov. Le premier, Mgr Otčenasek, avait été emprisonné en 1950, puis condamné aux travaux forcés, autorisé ensuite à exercer son ministère sacerdotal comme simple curé d'une petite paroisse.

A la suite de ces nominations, il reste cinq diocèses vacants sur treize. — (AFP)

## Culte orthodoxe

11 heures : grand-messe solennelle, avec les chœurs de Saint-Eustache et grandes orgues.

Palais des congrès porte Maillot

Dimanche 24. — 23 h 30 : veillée et messe de minuit, Les Petits Chanteurs à la croix de bois, de nombreux artistes, dont Robert Hossein, Guy Béart, Jacques Martin, Francis Laienne, Yvette Horner, participeront à l'office. L'homélie sera prononcée par l'abbé Pierre.

(Entrée gratuite sur invitation à retirer aux guichets du Palais des congrès, de 12 h 30 à 19 heures. Tél. : 43-38-09-18).

## Culte protestant

ÉGLISE ANGLICANE DE SAINT-GEORGES 7, rue Auguste-Vacquerie (18<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 22 h 30 : messe de minuit avec procession et bénédiction de la crèche.

Lundi 25. — 10 h 30 : eucharistie chantée.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ANNONCIATION 19, rue Cortambert (18<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 22 heures : culte de Noël présidé par les pasteurs Pierre Cochet et Jean-Marie Viollet.

Lundi 25. — 10 h 30 : culte de Noël présidé par le pasteur Pierre Cochet.

ÉGLISE RÉFORMÉE DU SAINT-ESPRIT 5, rue Roqueline (8<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 18 heures : récital d'orgue par Georges Lartigau (œuvres de J.-F. Dandieu, Scheidegger, Buxtehude, J.-S. Bach) ; 18 h 30 : service liturgique, Sainte Cène. Chœurs sous la direction de Denise Fitzpatrick.

Lundi 25. — 10 h 30 : culte de Noël, Sainte Cène, prédication par le pasteur Philippe Bertrand.

ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE LUTHÉRIENNE paroisse des Billettes 24, rue des Archives (4<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 20 heures : office de la vigile de Noël.

Lundi 25. — 10 h 30 : office du jour de Noël.

PAROISSE SAINT-MARCEL 24, rue Pierre-Moïse (5<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 22 h 30 : office de la vigile de Noël.

Lundi 25. — 10 h 30 : office du jour de Noël.

PAROISSE SAINT-JEAN 147, rue de Grenelle (7<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 21 heures : office de la vigile de Noël.

Lundi 25. — 10 h 30 : office du jour de Noël.

PAROISSE DE LA RÉDEMPTION 16, rue Chausat (9<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 19 h 30 : office de la vigile de Noël.

Lundi 25. — 10 h 30 : office du jour de Noël.

Culte orthodoxe

CRYPTÉE DE LA SAINT-TRINITÉ 12, rue Daru (8<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 18 h : vigile ; Lundi 25. — 10 h 15 : liturgie eucharistique.

NOTRE-DAME-JOIE-DES-AMÉLIÉS 4, rue Saint-Vincent (18<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 22 h 30 : vigile ; 23 h 30 : liturgie eucharistique.

SAINT-STÉPHANE 7, rue Georges-Szcs (18<sup>e</sup>)

Dimanche 24. — 18 h : liturgie en arabe.

Lundi 25. — 10 h : liturgie en grec.

Crèches de Noël. — La Caisse nationale des Monuments historiques et des sites organise le lundi 25 décembre de 14 h 30 à 17 heures un circuit en autocar permettant de découvrir les crèches les plus belles et les plus intéressantes de la capitale.

► Inscription préalable au service des visites-conférences de la Caisse nationale des Monuments historiques, 62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris, tél. : 42.74.44.50 ou 42.77.15.88. Tarif : 110 F.

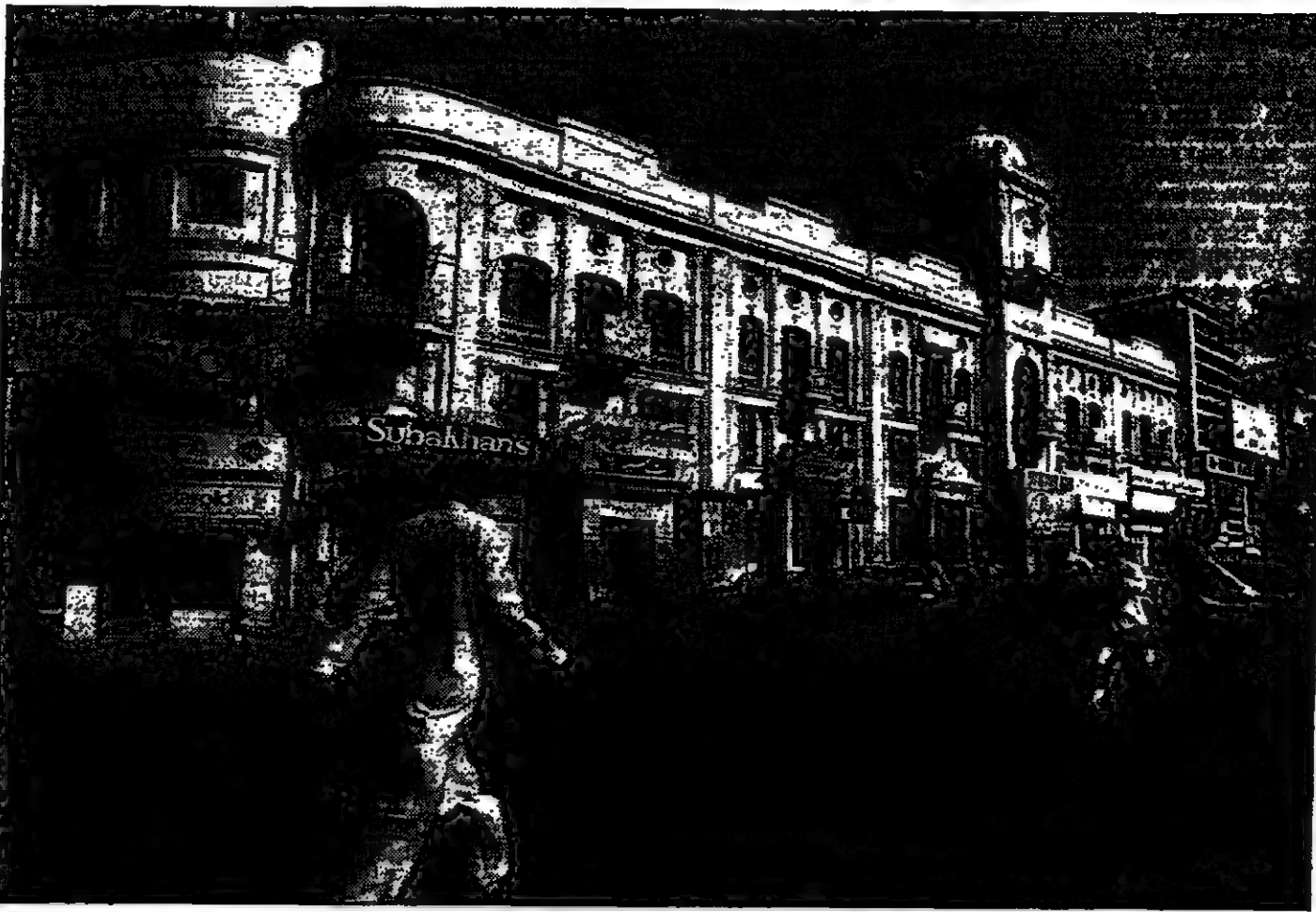
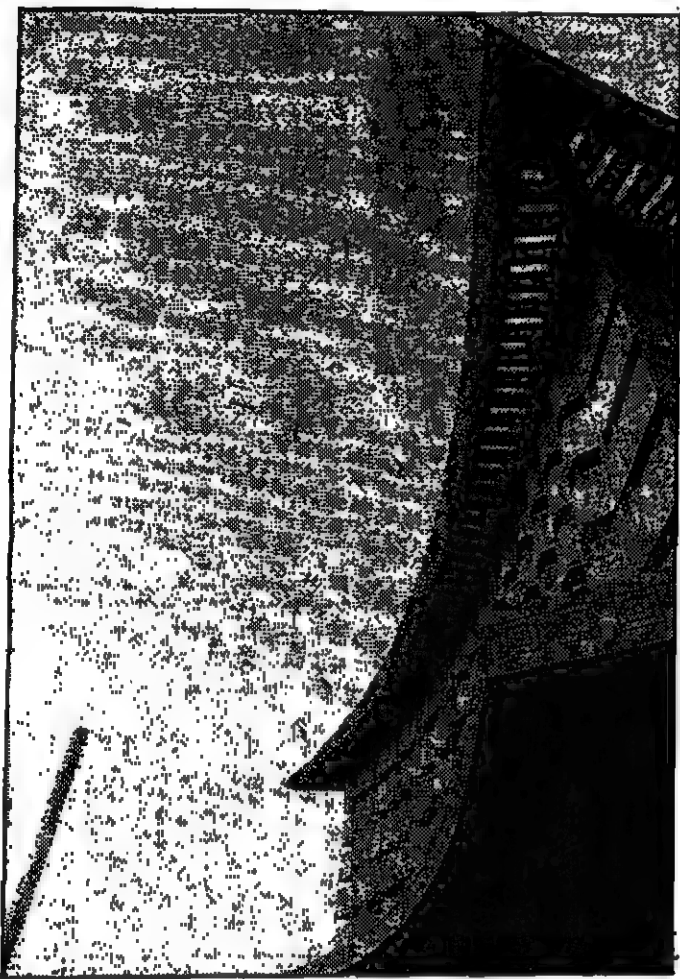
## Le jeune

Le jeune... (Texte partiellement visible et coupé à droite de la page)



## SANS VISA

Afin d'améliorer l'image de leur pays, les Pakistanais jouent une carte nouvelle : l'islam aimable de Benazir Bhutto. Mais c'est loin d'être suffisant pour faciliter la vie du voyageur.



## Accueil-test au Pakistan

**L**AHORE et les jardins de Chahimar, cet automne, ont retrouvé quelques jours un peu du fastueux moghols. Cette ville, dont les musulmans d'Asie tiennent qu'il n'est pas si tant qu'on ne l'a pas vue, cette cité qui, avec Delhi, gouverna l'un des plus puissants empires islamiques du monde mais n'est plus, depuis le partage des Indes en 1947, que le chef-lieu d'un demi-fief, accueillait donc une grande convention internationale sur le tourisme et la culture au Pakistan.

C'était la première manifestation de ce genre depuis que Benazir Bhutto est devenue il y a un an, non pas « la première musulmane chef d'Etat » (ça s'était déjà vu et on plus elle n'est pas présidente), mais la première musulmane portée par le suffrage universel à la tête d'un

gouvernement (Le Monde du 8 juillet).

Quoique de nouveau encadrée, la fille d'Ali Bhutto, escortée par sa mère et adjointe, son mari et une suite digne du Grand Mogol, avait tenu à ouvrir en personne ces assises, par un discours exprimant avec conviction ses vœux sur la mise en valeur culturelle-touristique du val de l'Indus. Cette « descente » au grand air à Lahore lui permettait aussi de venir naviguer sur ses terres le chef-ministre du Pendjab, le *milieu* (1) Nawaz Sharif, grossoulet milliardaire islamiste opposé à tout ce qu'approuve Islamabad.

Celle que ses ennemis, et ils sont légion parmi les élites sociales, pourraient traiter de « maigre milliardaire moderniste », s'est lancée à Lahore dans une description exaltée des « attraits méconnus du Pakistan » qui vont, il est vrai, des

antiquités bouddhiques de Taxila aux plages à tortues de Karachi, des lacs himalayens propres comme au matin du monde aux forteresses mahométanes surgissant, oubliées, de déserts intacts (Le Monde du 22 octobre 1988).

Tout cela, selon le premier ministre, mérite d'être proposé au reste de la planète et « les installations hôtelières, touristiques et ludiques pourront désormais être exemptées d'impôts durant dix ans ». Les hommes d'affaires, les voyageurs d'une trentaine de nationalités présentes au congrès se sont frottés les mains. « Le Pakistan s'ouvre ! », « Le Pakistan emboute le pas à l'Inde ! ».

## Architecture et préjugés

Ces discours, ces propos sonnent d'autant mieux qu'ils étaient tenus dans le Centre des arts El Hamra (2), vaste ensemble de briques et de verdure qui, en plein Mall de Lahore, dit superbement « avec le seul langage artistique impossible à travestir, celui de l'architecture » — la vitalité culturelle d'une nation de cent millions d'âmes généralement regardée de l'extérieur comme arriérée ou paralysée par la misère.

Il suffit parfois d'un bâtiment bien conçu, moderne et en même temps intégrant toutes les vertus nationales de l'architecture en briques, vitres, rose de Mohenjodaro l'Indique ou de Lahore l'Islamique, comme c'est le cas dans cet El Hamra où au crayon de Nanyar

Ali Dada, pour seconner bien des préjugés sur une contrée.

La conjoncture politique, depuis que règne la *mohtarma* (3) Benazir, se prête d'ailleurs *urbis et orbi* à cette remise en cause de la mauvaise réputation du Pakistan. Le dictateur séculophobe, Zia avait projeté élever l'image d'un peuple arriéré se repaissant de l'ingélation publique. Benazir personnifie au contraire un islam aimable et séculophobe.

La « reine » gouverne-t-elle aussi ? On peut se poser la question quand on la voit se casser les ongles chaque jour que Dieu fait sur le haut mer de refus, amalgame de rhétoriques fulminantes contre les femmes au pouvoir, de béguins jaloux de la beauté distinguée de la *mohtarma*, de richards qui n'entendent pas cesser de s'enrichir sur le dos de paysans et d'ouvriers déçus de Benazir ; de militaires sérieux, liés à toutes sortes de trafic d'armes ou de drogues et auxquels le premier ministre fait mine de s'attaquer.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ  
Lire la suite page 17

## Le jeune homme et le monstre

**L**A réputation de Karachi n'est plus à faire : une mégapole anarchique de 10 millions d'âmes (le *dandees*), aurait précisé Frantz Fanon (1), souffrant quotidiennement de la peste, des épidémies interethniques, du brigandage, de la drogue, de la pollution, et l'en passe (Le Monde du 8 juillet).

Et pourtant ce « monstre » qui reste la porte et, si l'on ose dire, la « vitrine » principale du Pakistan, a su séduire un jeune homme timide et menu de vingt-huit ans. En est née une idylle contrastée, à la Cocteau en somme.

Farouk Sattar, médecin tranquille et barbu, appartenant à la communauté des moujahirs, importante par le nombre (15 à 20 % des 100 millions de Pakistanais et quelque 80 % des Karachiites) mais sous-représentée en politique, est le jeune éternel.

Les moujahirs sont des musulmans sunnites ou chiites qui se sont enfilés de l'Hindoustan lors du partage de l'Empire des Indes en 1947. Tous les Karachi n'étaient pas totalement étrangers à la famille Sattar, puisque celle-ci fait partie de ces musulmans sunnites du Sind émigrés depuis des siècles dans la région de Bombay, et qui sont en quelque sorte revenus au bercail lors de la création du Pakistan. Pour corser encore le paysage, Farouk a épousé une Bihari, fille de ces mahométans émigrés du Bihar indien au Ben-

gale pakistanais, puis venus, quand ils l'ont pu, au Pakistan-Occidental lorsque le Pakistan-Occidental est devenu le Bangladesh en 1974.

Qu'est-ce qui a pu jeter le docteur Sattar dans la galère nommée Karachi, dont il est devenu maître l'an passé, à la tête de 232 conseillers municipaux dont l'âge moyen avoisine trente ans et de 43 000 employés de la ville (12 000 à Marseille, qui compte dix fois moins d'habitants que Karachi) ? « L'envie irrépressible de soigner cette cité débordante de vitalité et de jeunesse, et en même temps déjà grabataire, l'envie de m'attaquer à chacun de ses grands maux qui ont nous insécurité, soit, transports impossibles et égouts surchargés. »

Programme salutaire minimum pour une ville naissante abandonnée à des notables retranchés dans leurs villas superprotégées (M. Sattar habite un secteur classe moyenne) et leur verbiage abstrait. Mais le nouveau mayor a-t-il les moyens de rendre vivable une cité où il faut souvent acheter son eau, où s'élargit chaque jour « le plus grand bidonville d'Asie » (Orangi-Town) et où 35 % des habitants recensés (ceux-ci représentent la moitié de la population réelle) ne peuvent payer aucune taxe locale.

« Ma demande d'assistance financière fédérale est pour l'instant sans réponse, bien que

70 % des impôts récoltés dans le pays par Islamabad viennent de Karachi. Ce que vous voyez comme un caduc de pauvreté est également une ville riche avec son port, son aéroport, ses industries, ses artisans, mais la municipalité est démunie d'argent et aussi de moyens médicaux pour agir sur les mentalités : pas de radios privées, pratiquement pas d'accès à la télévision d'Etat. Et une trentaine d'agences autonomes constituent autant d'îlots territoriaux (le quartier résidentiel de la Défense) ou sectoriels (l'électricité) échappant à la mairie. »

## L'eau, d'abord l'eau !

Dès lors, n'était-ce pas une gageure de se faire élire ? Sur-tout quand on sait que le parti des moujahirs auquel appartient M. Sattar a récemment, pour de mauvaises raisons politiques, retiré son soutien à Benazir Bhutto, autre Karachiite ayant également intérêt à améliorer le sort d'une corruption où les quartiers les plus déshérités ont ardemment voté pour elle. Tout espoir de coopération entre Benazir et Farouk en faveur de Karachi s'est-il donc évanoui ?

Le maire ne répond pas, mais il n'a pas rencontré le premier ministre depuis juin. Il préfère énumérer ce qu'il compte à tout le moins mettre sur les rails avant son éventuelle réélection dans trois ans : « L'eau, d'abord l'eau, car l'insécurité, je ne peux

la traiter que par la bande, n'ayant droit qu'à mes quatre gardes du corps pour toute police municipale. Pour l'eau, nous avons en revanche réussi à intéresser la Banque mondiale et d'autres organisations internationales afin de doubler progressivement d'ici à l'an 2000 le liquide disponible. »

Quant aux eaux usées, les quatre cinquièmes sont encore déversés dans la mer d'Omari, salissant nos rivages. Une compagnie britannique doit commencer, en janvier 1992, des travaux devant permettre de ne plus déverser que trois cinquièmes des eaux non durées dans la mer, en attendant mieux. Le maire, enfin pour lequel France, Suède et Japonais nous ont fait des propositions, dépend encore d'une décision fédérale... »

D'ici là, pour retenir ses visiteurs, Karachi dispose en tout cas, outre d'une xénophilie spontanée, d'un éventail d'excellents hôtels, de restaurants abordables et variés et d'un personnel qui, dans le délabrement général, a su maintenir une qualité de travail et de rapports humains se référant aux bons côtés de la civilisation moghols et du British Empire ; deux facteurs dont cet édile intrépide mais négligé semble également l'héritier.

J.P.P.H.

(1) 1925-1961. Théoricien anticolonial du tiers-mondisme, auteur notamment des *Damns de la Terre*.

## A bord d'Avianca

La première compagnie aérienne des Amériques

L'histoire d'AVIANCA commence le 5 décembre 1919. La première compagnie aérienne des Amériques vient de naître. Aujourd'hui avec deux vols par semaine en Boeing 747 au départ de Paris Roissy Charles de Gaulle 1 en direction de Bogotá et de toute l'Amérique andine, AVIANCA vous transporte au pays du soleil.



Décembre  
La Feria de Cali  
Janvier  
Les plages de Cartagena  
Février  
Le Carnaval de Barranquilla

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine.



AVIANCA  
9, bd de la Madeleine  
75001 PARIS  
Tél. : 42 60 35 22





# SANS VISA

## LA TABLE

### Cuisinières de Normandie

#### La Chaumette

Christine Fréchet, Bretonne émigrée en Normandie, propose « son » ardoise. Des plats ayant le double mérite de partir de produits frais et bien choisis pour arriver à des créations savamment habillées. Sa spécialité de langoustines est aux herbes rouges, sa lotte est accompagnée d'un coucou parfumé à la menthe, ses filets de pigeon sont escortés d'une tourte aux câpres et le ris de veau d'un coulis de poireaux. Sans doute cela ne vaut point le détour d'un inspecteur du Michelin, mais en cette ville peu gastronomique c'est une halte bien agréable à découvrir. Menu à 129 F et carte (compteur 300/350 F.).

#### LA CHAUMETTE

17, rue Racine, 76800 Le Havre. Tél. : 35-43-66-80. Fermé samedi midi et dimanche. Chiens acceptés. AE-DC-CB.

#### La Cache Ribault

Rouen, c'était la tradition de La Couronne, illustre vieille maison des Dorn. Mais entre le Gros Horloge et le palais de justice, c'est en cette vieille maison normande à pans de bois que Patricia Maître régale ses clients de plats allégrement cuisinés, de la farandole des terrines au jambon à l'os au cidre, de l'assiette du pêcheur normand au chou farci, de la ribouille, enfin, symbole de cette cuisine solide et simple. Menus à 120 F et à 175 F, et carte (compteur 250 F.).

#### LA CACHE RIBAUT

10, rue du Tambour, 76000 Rouen. Tél. : 35-71-04-82. Fermé dimanche soir. Chiens acceptés. AE-CB.

#### Le Pavé d'Auge

Une ancienne halle bien restaurée d'un petit village « sauvegardé » de deux cent quatre-vingt habitants. La patronne, Odile Engel, en cuisine, anime le terroir gourmand d'une façon agréablement, des huîtres cuites ou moules au cidre, soles de ligne ou barbes crémeuses, poulet valais d'Auge ou canard au pommeau, avec au dessert une tarte Tatin digne des sœurs celières. Les tripes et l'andouille sont artisanales et les fromages (la célèbre triologie normande) excellents. Menus à 125 F, 200 F, 250 F, et carte (compteur 300 F.).

#### LE PAVÉ D'AUGE

Place du Village, 14430 Bouvron-en-Auge. Tél. : 31-79-26-71. Fermé lundi soir et mardi. Chiens acceptés. DC-CB.

#### Le France

Evelyne Laroux, outre deux petits menus, propose un menu-carte (125 F) parfaitement bien venu, en accord avec sa cuisine simple et régionaliste, très féminine, tels le paracé de poissons fins ou les pâtes fraîches aux langoustines. Ce n'est pas de la grande cuisine, mais cela mérite un pèlerinage !

#### LE FRANCE

5, rue au Char, 14100 Lisieux. Tél. : 31-62-03-37. Fermé lundi. Parking : gare routière. Chiens acceptés. CB.

#### Les Ellysées

A deux pas des Champs-Élysées, dans la rue Vernet, relativement calme, le lieu Hôtel Vernet vient d'être repris, réajusté, apportant aux touristes un haut lieu de la cuisine. Son restaurant, Les Ellysées, est double : une salle claire aux tables espacées, suivie d'un jardin d'hiver au toit vitré reflétant le ciel de Paris, et la salle, disait le poète, sachant rire en pleurs.

Une carte courte signée Yves Toubiane, ancien adjoint de Biscaye au Royal Monceau, de l'intuition d'huîtres et escargots en garniture (110 F) au foie gras frais à la cuisson et gelée de corail (150 F), de l'escalope de ris de veau aux échalotes de saint-jacques (190 F) au cœur de filet grillé béarnaise (175 F), jusqu'aux desserts (la tarte soufflée mandarine - 70 F - est un chef-d'œuvre), les prix sont, en le voit, conséquents, mais il existe un menu à 240 F qui n'a rien d'un coussin de saumon mariné, avant la fricassée de rognons à l'ancienne et le paracé de glaces et sorbets. Dommage que les fr-

mages ne soient pas compris, d'autant qu'ils sont fermiers et viennent de La Ferme Saint-Hubert (50 F).

La cave est encore en constitution, le bar agréable, le salon d'attente élégant, et le personnel est... de police.

#### LES ELYSÉES

Hôtel Vernet, 25, rue Vernet, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-43-10. Fermé le dimanche. AE-DC-CB.

#### L'Endroit

Nouveau et « bon » Endroit, puisqu'aux mains de Marcel Goareg, que l'on a connu avec « papa » à L'Auberge de l'Argot bretonnais. Les vœux chez eux, dans un cadre qui ne pourra que s'améliorer (trente couverts), mais c'est un début à encourager, d'autant que la carte est dédiée « aux gens que l'on aime, car rien sans amour ».

La poisson domine, de la terrine de thon frais aux épinards (37 F) au velouté de crustacés (38 F), en passant par le lotte rôtie et navets à l'huile de noix et miel (57 F) et par le dos de saumon cuit à l'uni et au vinaigre de mûres (52 F). Mais aussi le foie gras, l'andouillette AAAA à la vapeur de cidre, sarrasin de bœuf (85 F), le filet de bœuf à la fe de vin (99 F). Deux desserts (le 24 à 29 F) qui conduisent à des additions de 250 F, sans oublier un menu à 75 F.

#### L'ENDROIT

10, rue de l'Expérience, Paris-13<sup>e</sup>. Tél. : 45-89-14-08. Fermé le samedi midi et le dimanche. L. R.

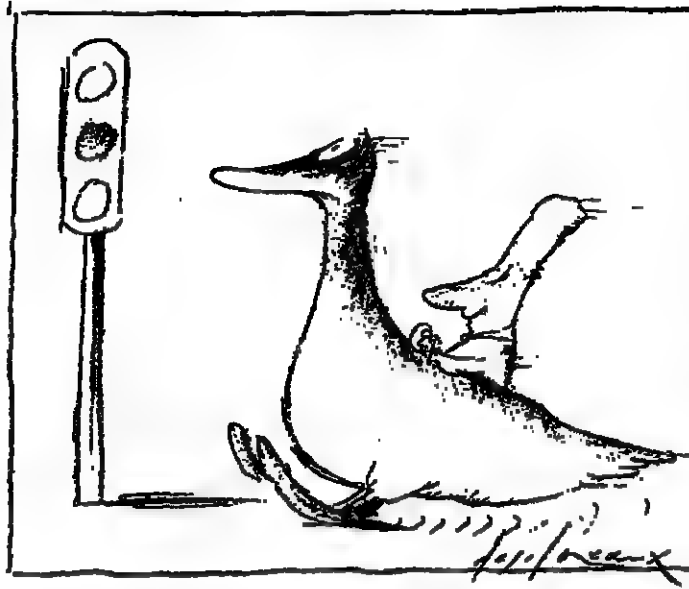
### Le canard à l'orange

Mais où est passée la bigarade, « sorte de citron trop amer pour être mangé cru » ?

COMME l'orange, le bigaradier est un citrus, venu comme lui de l'Asie orientale et importé en France vers les années 1550. Au dix-septième siècle, La Quintinie décrivait son fruit ainsi : « Espèce d'orange qui est jaune, verdâtre, amère, et son jus est acide ». En 1768, le Cammélisme français précisait que la bigarade sert « à mettre sur des dormants, ou dans des saladiers pour servir de salade » et qu'on la confit de même que les citrons, ajoutant qu'on en fait grand usage en Allemagne, où l'on prétend qu'elle fortifie l'estomac.

Et si cette « sorte de citron trop amer pour être mangé cru », selon la définition d'Alexandre Dumas dans son Grand Dictionnaire de cuisine, ne pousse guère que sauvage sur notre côte azurienne, elle fut peut-être d'abord exportée depuis les Indes néerlandaises jusqu'en Hollande, où elle donna naissance, à Schiedam, « la ville aux cent distilleries », au célèbre curaçao.

Quand imagine-t-on de s'en servir pour faire une sauce ? On trouve en tout cas dans la Science du maître d'hôtel confiseur, publié à Paris en 1776, une recette de glace de bigarades. Et Carême nous donne celle de la sauce à la bigarade pour gibier et volaille. En 1887, enfin, Gustave Caillé, dans



son Cuisinier moderne propose sa recette de canard sauce bigarade : « Videz, flambez et trousses votre canard en entré, faites-le braiser et mouillez-le au vin blanc et un peu de sauce espagnole ; ajoutez-y le zeste d'une bigarade que vous ciselez et que vous faites blanchir. Servez lorsque votre canard est cuit et votre sauce réduite à point ».

pas tout naturel que l'on accommode à cette sauce venue d'un fruit asiatique le canard, originaire, lui, de Chine ?

Reste à choisir ce canard dont, en dehors du « sauvage », il existe en France diverses espèces. Les principales sont le nantais (croisement annuel avec le sauvage), le barbare, le canard de ferme (le fameux canard rouennais n'est autre qu'un nantais étouffé au lieu d'être saigné) et le péjonnais, plus petit, au bec jaune. Notons, pour l'anecdote, que le nantais ne porte ce nom que parce qu'autrefois, expédié par chemin de fer, il partait de la gare de Nantes. C'est en effet et bien plutôt un canard vendéen, de Challans et à l'emour !

Les ! Il existe de plus en plus sur les marchés, à côté des canards d'élevage traditionnels, ceux (17 millions de tonnes, précise Jérôme Stern dans son Dictionnaire des aliments) d'élevage quasi industriel. Le consommateur aura à se méfier.

On trouve assez rarement, au restaurant, sur les cartes, le canard à l'orange. Quelqu'un (c'est plus facile à trouver et être les fils d'un maître d'hôtel-traicteur, race tendant à disparaître ; et du reste le client semble préférer cette banalisation), l'on peut lire « filets de canard à l'orange ». A Paris, ce n'est que chez Lasserre que, tous les jours de l'année, le canard à l'orange (ils viennent de Challans) est proposé, servi à l'ancienne et, incontestablement, le meilleur que l'on puisse déguster ainsi.

LA REYNIÈRE

(1) A noter que si, en général, les ouvrages culinaires d'autrefois traitent de bigarade (avec deux « r »), les dictionnaires n'emploient qu'un seul « r ». Le mot expédictif vient, d'après le Petit Robert, du mot « bigarot » (1651), et les Provençaux le prononcent déjà alors « bigarado », probablement du mot bigarot.

### Nymphéas

#### Sauce Monet

Si, à l'aube de la nouvelle décennie, il ne devait y avoir qu'un livre de bourse à ouvrir, ce serait sans conteste celui que la cuisine des Reia et Châteaux vient récemment de récompenser (1). L'honnête homme croit tout savoir de Claude Monet et de sa demeure - aujourd'hui musée - de Giverny. Il ignore pourtant le plus souvent ce qui, pour n'être pas l'essentiel, n'en a pas moins tenu une place considérable dans son existence : la passion, ou plus exactement l'obsession, de la table et de la cuisine. En publiant de la plus belle manière qui soit les Carnets de cuisine de Monet, les Editions du Chêne font plus que photographier des paysages et une intimité culinaires : elles mettent en scène la table à la fin de ce siècle qui avait grandi en l'inventant.

Préface de l'ouvrage, les Carnets récemment retrouvés des recettes mises au point par le peintre et qui, entre pleins et débiles à l'encre violette, disent mieux que tout l'ordonnement des mets et des vins. Giverny, d'ailleurs, pour reprendre le mot de Jules Renard, « s'écrit dans un village pour être le centre du monde ». Et pour Monet, le centre de ce monde fut le partage de sa nourriture. Un partage organisé, dirigé, imposé en tout point par le maître des lieux, ce bénédictin torturé par la qualité de la chair et le déroulé des plats, mais qui « ne touchait jamais une casseroles » et qui ne mit jamais la main à la pâte.

Cette double obsession de la qualité et de l'harmonie préfigurait à sa manière l'investissement des meilleurs chefs d'aujourd'hui, qui n'en finissent plus de remonter en amont, vers le végétal, l'animal et la vigne. Sans doute parce qu'ils ont fait le tour de leur technique et qu'ils ne sont plus qu'à la recherche de l'authenticité de ce qu'ils transforment. A cet égard, il y a quelque chose d'incomparablement moderne chez Monet, qui, avec ses proches, plante, explore et invente dans son jardin de Florimond, Monet qui, à quelques jets de grains des nymphéas, sélectionne aussi ses volailles, pour lesquelles il fait tenir un registre d'échantillons.

A Giverny, on découvre le champagne dans des carafes, on invente et on codifie, on met la lumière et la vie en tranche avant de les réinventer sur table et sur nappes. Ainsi, jour après jour, pendant un demi-siècle, a-t-on respecté un rituel absolu qui fait de la table ce qu'elle devrait toujours être, c'est-à-dire, bien au-delà de la nécessaire rencontre gustative, une croyance partagée.

JEAN-YVES NAU

(1) Les Carnets de cuisine de Monet, de Claire Joyet et Jean-Marc Toulouze. Photographies de Jean-Bernard Naudin. Préface de Joël Robuchon. Editions du Chêne. 240 F.

Cette rencontre, organisée à l'Hôtel de Crillon, avec l'aide de quelques-uns des plus grands chefs de Bordeaux, a également permis de distinguer Jean-Paul Kauffmann pour son ouvrage Le Bordeaux retrouvé.

### GASTRONOMIE

POUR VOS INVITATIONS  
**LE SOUFFLÉ**  
Sa bonne cuisine française ne sera oubliée  
Menu à 180 F NET  
35, rue de Mont-Thabor  
(au-dessus de la place Vendôme)  
22 ans d'existence - 42-60-27-18 F/dim.

La Villa Créole  
**NOËL ET St-SYLVESTRE**  
comme aux Antilles  
Menu 300 F  
JOUR DE L'AN 690 F  
Bouquet compris  
ORCHESTRE, DANSES, COTILLONS  
19, rue d'Antin, 21, 47-42-84-82

**OPUS**  
CAFÉ DE LA MUSIQUE  
ET DES ARTS LYRIQUES  
107, Champs-Élysées  
75001 Paris

Ensemble STRINGS and Co  
dirigé par Stefan Maria Lang  
Chanteur lyrique  
Alexandre Marchal  
Soirée viennoise du nouvel an  
Menu GASTRONOMIQUE : 880 F  
par pers. champagne compris  
Sur réservation - Tél. : 40-38-59-57

**DIEP A L'OPÉRA**  
RÉVEILLON DANSANT  
DE LA SAINT-SYLVESTRE  
380 F VIN COMPRIS  
Ambiance, avec discojockey  
cotillons, jusqu'à l'aube  
Le plus grand restaurant chinois à Paris  
sous sa coupole : 350 places, cadre somptueux  
28, rue Louis-le-Grand (21)  
Réservation : 47-42-31-58 et 94-47

## INDEX DES RESTAURANTS

### Spécialités françaises et étrangères

ANTILLAISES	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	LYONNAISES	CATALANES	INDIENNES	PORTUGAISES
<b>DOUCEURS DES ILES</b> 3, rue de Brémilles, 9 <sup>e</sup> Tél. : 45-26-58-20. Discothèque	<b>RELAIS BELLIAM</b> , 37, r. François I <sup>er</sup> , 47-23-54-24. Jusqu'à 22 h 30. Carte déjeun. Fermé samedi, dimanche.	<b>LA FOUE</b> , 2, rue Clément (9 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourchettes.	<b>LA SARDANA</b> , 4, rue de Chaligny, 12 <sup>e</sup> . T.L.J. 43-43-02-84. Spéc. catalanes et frang.	<b>MAHARAJAH</b> 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain, M <sup>e</sup> Montparnasse. S'ICE NON-STOP j. 22 h 30. Vend. sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	<b>SAUDADE</b> , 34, r. des Bourdonnais, 1 <sup>re</sup> (Châtelet), 43-36-30-71. Serv. j. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PÉRENNITÉ. PRIZ MARCO POLO CASANOVA 82.
BOURGUIGNONNES	MAÎTRE CORBEAU	SARLADAISES	DANOISES ET SCANDINAVES	SAPNA	THAILANDAISES
<b>CHEZ PIERROT</b> , 18, rue E.-Marcel, 45-45-48/17-44. F. sam. dim. Cuisine bourguignonne.	43-27-19-20 F. sam. Dg. dim. 4, rue d'Armaillé, 17 <sup>e</sup> . Parking souterr.	<b>LE SAKLADAIS</b> , 2, r. de Vienne, 8 <sup>e</sup> , 45-22-23-62. Diner péjonnais 130 F a.s.	142, m. des Champs-Élysées. 43-59-28-41. COPENHAGUE, 1 <sup>er</sup> étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	160, r. de Charonne, 12 <sup>e</sup> . F. dim. 43-46-73-33. Mangas, bonne cuisine. Cuis. raffinée.	<b>CHIENG-MAI</b> , 12, r. Frédéric-Sauton, 5 <sup>e</sup> . 43-25-45-45. F. dim. Dg. T.L.J. 90,30 F.S.C.
CREOLES	LA COUR COLBERT	SUD-OUEST	ETHIOPIENNES	ITALIENNES	VIETNAMIENNES
<b>LA VILLA CRÉOLE</b> , 19, rue d'Antin, 2 <sup>e</sup> . F. dim. 47-42-64-92. NOËL et St-SYLVESTRE Comme aux Antilles	12, rue Hôtel-Colbert (5 <sup>e</sup> ). 43-54-61-59. T.L.J. Cadre XVII <sup>e</sup> ambiant. PMR 200 F.	<b>LE REPAS DE CANTON</b> , 4-6-25-44, 1 <sup>er</sup> étage de l'Hotel de Clugny (11 <sup>e</sup> ). F. sam. dim.	<b>LATABLE DE L'ŒUF</b> , 14, r. F.-Flocon, 18 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim. 46-06-72-01. Menu 80, 120 F. Carte env. 100 F	<b>L'APPENNINO</b> , 61, rue Amiral-Mouchet, 13 <sup>e</sup> . 45-59-08-15. F. dim. lunch. ÉMILIE-ROMAGNE.	<b>NEM</b> , 66, 66, rue Lauriston (16 <sup>e</sup> ). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
ARTOIS ISIDORE	42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim.				

Jeppico 1550



# SANS VISA

## VOYAGES

### La Laponie à moteur

Bruit et fureur dans des paysages qui n'en demandent peut-être pas tant

ROVANIEMI  
(Laponie finlandaise)

L'AVION s'est posé comme sur du velours, ses roues n'ont pas bronché au contact de la piste cimentée et glacée. A trois mille kilomètres au nord de Paris, sur le Carole polaire arctique, au cœur de l'hiver, il est naturel d'affronter des températures de moins vingt à moins trente degrés et de se retrouver, à trois heures de l'après-midi, en pleine nuit polaire. Il est tout aussi normal d'être accueilli par des ruines et un Père Noël figés dans la neige et pétrifiés par le froid. Ce sont là, en effet, les deux grandes « figures » de la Laponie finlandaise, ce pays du « bout du monde », qui demeure l'une des dernières contrées sauvages d'Europe.

Ici, le désert de neige s'étend à perte de vue. La forêt où se mêlent pins, bouleaux et épicéas, dense autour de Rovaniemi, s'éclaircit au fur et à mesure de notre remontée en direction du Nord. Pendant l'hiver, elle accueille, pour mieux les protéger, élan, élan, caribou, caribou, caribou, on entend l'odeur de la viande rôtie. Toute une faune qui, tapie dans des caches recouvertes par la neige, attend que s'achève un hiver souvent éprouvant.

Pour les voyageurs du Grand Nord, c'est l'heure de se transformer en hommes des grands froids. Déjà revêtus d'une succession de pulls et de pantalons, il leur faudra

endosser de larges combinaisons-bouées, chausser d'épaisses bottes et calfeutrer leurs têtes, car ici les morsures du froid n'épargnent aucune partie du corps.

La Laponie se traverse raquette aux pieds — pour les sportifs, — à ski de fond — pour les autres, — ou en motoneige, pour les plus pressés et les moins regardants. L'engin est, en effet, aussi puissant que bruyant. Une légère pression sur l'accélérateur et il pousse tel un cheval sauvage, impatient de s'élaner sur la piste. La vitesse croît irrésistiblement, la poudre blanche s'envole tout autour du carterage tandis que défilent les kilomètres. La moto des neiges aurait tout pour plaire si elle n'émettait pas autant de décibels et de vapeurs d'essence, et si elle n'éloignait pas de sa trajectoire la vie animale qui occupe ces admirables territoires. Envoyés les bêtes et les hiboux grand duc, chassés les lynx, renards, ours bruns et autres loups. Quant aux deux cent mille habitants de la Laponie finlandaise, — ils s'écartent prudemment des immenses baïes afin d'éviter de se retrouver face à face avec les conducteurs de ces drôles de machines. Ces bêtes « à tout faire » (on utilise la viande pour d'excellents ragouts aux sautelles, la peau pour se protéger contre le froid, les bois comme éléments de base pour des produits artisanaux et, bien entendu, la force de travail) sont ainsi trop souvent absentes du paysage lapon. Elles seront cependant

au rendez-vous de « la ferme des rennes » de Nappajärvi et après de Joulupukki, le Père Noël finlandais, qui vous attend au bord d'une route ou dans une galerie marchande.

Le moment est venu de mettre le cap sur le Grand Nord et le lac Inari, situé à deux cent cinquante kilomètres du Cercle polaire. Nos « skidoo » escaladent les collines, glissent le long des rivières, se faufilent dans les forêts, traversent à vive allure de vastes clairières. Dans le pays lapon, une quarantaine de sommets seulement dépassent mille mètres d'altitude. Ils dominent un paysage tout entier laminé par l'érosion glaciaire. Ici, la nature engourdie par le froid se drape des plus sublimes couleurs lorsque les pâles rayons du soleil la caressent et font scintiller de mille feux les cristaux de neige qui la recouvrent.

Dans ces immenses étendues vierges, les Finlandais ont installé dans les lieux les plus favorables quelques stations de ski (comme Saurisjärvi) et des étapes chaudes pour recevoir les amateurs de raids à ski de fond ou en motoneige. Ceux qui se sont fixés pour destination le lointain océan Arctique l'atteindront après cinq ou six jours d'efforts et huit cents kilomètres d'une « piste » que la neige et le vent ne tarabotent pas à effacer, garantissant les emprunts éphémères laissés par les chenilles de ces engins ivres d'espace.

CLAUDE FRANCLION

### Carnet de piste

Grand spécialiste de l'hiver nordique, Scanditours (36, rue Tronchet, 75009 Paris, tél. : 47-42-80-00) propose un choix de formules pour découvrir la Laponie (en Finlande, en Norvège et en Suède), ses habitants et les sports d'hiver qui s'y pratiquent : randonnées à ski de fond, expéditions en traîneaux à chiens et circuits en motoneige tel que celui décrit dans notre reportage. Ceux-ci ne nécessitent aucun entraînement particulier mais une bonne condition physique et un goût pour l'aventure. Le froid est souvent intense mais l'air, très sec, permet de supporter des températures qui flirtent avec les -20 degrés. Les vêtements habituels de sports d'hiver sont complétés sur place par une combinaison isotherme, des gants, des bottes et des lunettes.

Les itinéraires proposés débutent généralement à Rovaniemi (32 000 habitants), capitale de la Laponie finlandaise. Les motoneiges (une personne par skidoo)

peuvent atteindre 80 km/h et parcourir des étapes de 150 km. Compter 9 900 F Paris/Paris pour six jours, 12 700 F pour neuf jours et 16 120 F pour un raid de 800 km du cercle polaire à l'océan Arctique. On peut également consulter la brochure d'Alantours (15, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris, tél. : 42-96-59-78) et se renseigner auprès de l'Office du tourisme de Finlande, 13, rue Auber, 75009 Paris, tél. : 42-66-40-13 et par minitel au 3616 code FINLANDE.

Autre royaume du skidoo, le Canada, et plus particulièrement le Québec, où de nombreux voyageurs (Carrefour du Canada, Canadian national, Trafic Tours, Nouvelles Frontières, En route (Air Canada), Explorer, Jet America, les Voyages canadiens/Alantours, les Voyages nouveaux Mondes) proposent des randonnées en motoneige. Consulter une agence de voyages ou se reporter au Guide des acti-

vités hivernales réalisé par la division tourisme de l'ambassade du Canada (35, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : 47-23-01-01).

Bannis des domaines skiables français il y a une dizaine d'années, en raison du bruit et de la pollution provoquée par les premiers modèles et des risques qu'elles faisaient courir aux skieurs, les motoneiges réapparaissent depuis deux ou trois ans dans nos stations, où elles sont surtout utilisées pour les secours en montagne. Certaines stations comme Falaise, Tignes, Val-Thorens, Chamrousse, l'Alpe d'Huez les accueillent sur leur domaine (une fois les pistes fermées) ou sur des circuits clos. Signalons, à Val-Thorens, un raid de nuit avec bivouac (sous la tente ou en refuge) et descente à l'aube (renseignements au 79-00-08-08), et, à Valmorel (79-69-03-86), le championnat de France de scooter des neiges, les 13 et 14 janvier.

### Accueil-test au Pakistan

Suite de la page 15

Mais les régimes faibles durent parfois plus longtemps que les autres, car personne ne fournit l'effort pour battre un record sans considération de confort et de sécurité. Le profil d'un Pakistan fréquentable va donc peut-être, avec l'aide d'Allah, avoir le temps de se préciser.

De là à ce que la vallée de l'Indus devienne desormais un lieu agréable de voyage, voire de tourisme, il y a encore une étape qui ne paraît pas près d'être franchie, tant pèse lourdement sur chacun, natif ou étranger, une administration héritière de la supériorité coloniale britannique et de l'arbitraire turco-mogol, au fond tout aussi colonial.

Quelques exemples au ras des jours, insignifiants en eux-mêmes mais qui, quotidiens, et croyez-moi ils le sont, glissent à merveille un pépère : la reconnaissance de votre vol Lahore-Karachi n'ayant pas été acceptée par téléphone, vous affrontez en cyclo-poussee les étonnantes encombrements auto-matématisés du centre de Lahore pour aller de votre hôtel au siège de la compagnie aérienne, où on vous annonce inflexiblement que « toute reconnaissance doit être faite avec le passeport du passager ».

Louez-vous une voiture (incluant chauffeur obligatoire pour les étrangers) avec votre carte de crédit, au moment où vous menez dans la voiture, après avoir rempli un formidable tas de formulaires exigeant même les prénoms de vos père et mère, le louer se révèle soudain et exige immédiatement une caution en liquide comme si son usage gardien lui avait brusquement soufflé de se méfier. Et votre location capote...

A Peshawar, vous êtes donc un taxi pour franchir les 50 kilomètres séparant la capitale pathane de la fameuse passe de Khyber (au reste un lieu désolé où Alexandre le Grand n'est même pas passé, contrairement à la légende) mais, auparavant, vous devrez affronter le labyrinthe bureaucratique où s'obtiennent peu à peu, sans si on s'impatiente, les tampons et signatures nécessaires à ce qui n'est plus qu'une promenade de santé depuis que ce front afghan s'est retiré. Vous serez pourtant obligatoirement flanqué jusqu'au bout d'un soldat en armes au sourire néanmois si désarmant que, malgré votre mauvaise humeur, vous vous ferez

finement d'un bon bakchich, ce maître mot du Nil à l'Indus.

Changer de l'argent est toute une affaire : les francs ou dollars pas très frais sont refusés, mais vous devez bien entendu accepter des roupies illisibles et pantes de casse. Trouver une lettre à laquelle vous semblez attacher quelque importance suscite aussitôt un mini-concubule postier, et vous pouvez être à peu près sûr qu'elle ne parviendra jamais à son destinataire, ou alors après des mois d'attente dans le Cabinet noir d'Hyderabad ou d'Islamabad...

#### Traditions primitives

La pire déconvenue est quand même le train. Au centre El Hamra de Lahore, une jeune employée des Chemins de fer pakistanais, fondante dans son vert grenouille, se tait, souriante, à la disposition des congressistes sous une engageante pancarte : « Jouissez du Pakistan par train ».

Vous lui exprimez donc votre désir d'aller par rail à Peshawar, à moins de 500 kilomètres de là : « Mais monsieur, je ne suis pas un guichet, je ne délivre pas de billets — Pour vous me donner au moins les horaires ? — Euh ! oui, c'est-à-dire... mais au fait pourquoi ne prenez-vous pas l'avion ? C'est tellement plus simple ! — J'aime le train, madame ! — Bon, alors il vous faut une couchette de luxe. — Non, je tiens à voyager de jour pour voir les paysages vantés par vos affiches. — Dans ce cas, prenez le car, cher monsieur, c'est l'idéal », etc.

Nous vous épargnerons la suite de nos tribulations ferrées, le champ de bataille d'une grande gare pakistanaise à Lahore, les voitures surchargées, les trains en retard et finalement, « Pakair » vous récupérant, résigné à voler comme tout le monde « normale ».

Ces impédiments, avançant certains, ne relèvent pas que de la routine administrative, mais également une certaine et finalement appréciable frilosité d'Inde. Ce n'est pas sûr quand on voit que certains vices commerciaux-touristiques ont déjà droit de cité : ainsi cette habitude d'exhiber partout de malheureux danseurs et danseuses laïches.

Ces populations animistes aryennes des contreforts de l'Hima-

laya ont été massacrées ou converties de force à l'islam au siècle dernier en Afghanistan. Leur sol natal nommé jusque-là Kafirstan, « pays des mécréants », y est devenu le Nouristan, « terre de lumière ». Au Pakistan, alors partie de l'Empire des Indes, les Kalachas ont généralement échappé à cette issue. Quelques milliers d'entre eux vivent toujours dans de hautes vallées reculées où le gouvernement les envoie maintenant quérir pour les produire devant la moindre délégation étrangère. Une brochure en français de la Corporation pakistanaise pour le développement du tourisme vante « les tribus de Kafirs kalachas célèbres pour leurs traditions primitives, etc... ».

Ce triste cirque humain rappelle désagréablement les « cérémonies » des réserves indiennes montées aux touristes en Amérique, et il est à craindre que les voyageurs européens ne fassent rien, au contraire, pour convaincre le Pakistan de renoncer à ces pénibles exhibitions.

Un écuil d'un tout autre ordre devrait enfin être évité : les visites touristiques aux mosquées et autres édifices musulmans couverts au calfe, l'islam populaire pakistanais est étonnamment doux. Les dévotions aux innombrables saints musulmans n'en sont pas moins la chose la plus sérieuse du monde pour une large majorité de Pakistanais. Comme il n'y a pas eu de Lyantey aux Indes (ou Maros, le maréchal islamophile interdit l'entrée des non-musulmans dans les mosquées, mesure toujours appliquée à notre époque), il y a risque d'irruption de « voyageurs organisés » dans les sanctuaires du pays, eux-mêmes vecteurs d'un « tourisme religieux » local déplaçant chaque année plus d'un million de personnes (4) qui n'entendent pas être perturbées dans leurs oraisons.

Cette incursion forcément indécise dans un dialogue avec le Ciel ne pourrait qu'avoir des effets négatifs sur les rapports autochtones-étrangers. Nous l'avons nettement senti à Moultan, l'un des pèlerinages les plus connus du pays (le Monde du 9 juillet 1988). Pour être pauvres et croyants, les Pakistanais ne se contentent pas pour autant la vacation, après Bénarès, Bangkok et Bali, d'être, en Asie, les nouvelles « bêtes curieuses » des touristes occidentaux.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(4) La Tournee religieuse au Pakistan (en anglais), rapport de la division touristique, gouvernement du Pakistan, Islamabad, février 1987, 52 pages.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'azur

06400 CANNES  
HOTEL LIGURE \*\*\*NN  
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-43  
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, luminosité, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### NICE

HOTEL LA MALMAISON  
Bout Western-restaurant  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSOLVABLES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurants de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-67-82-86 - Tél. 97-418  
Tél. 93-16-17-92.

HOTEL VICTORIA \*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-85-39-60  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

#### Montagne

05800 CELLAC-EN-QUEYRAS  
HOTEL LA CASCADE\*\*  
Au pied des pistes  
charme de la vraie montagne  
Tout confort. Pension  
fortuit tout compris  
Tél. : 92-45-05-92.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HOTEL LA MAISON DE GAUDESSART  
Stage ski de fond randonnée pour de phoque (16) 92-45-83-25.

#### 05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste. Parc. Plus hte comm. d'Europe 2040 m.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08  
App. et chambres avec cuisine. Grill  
de 650 à 1 500 F/pers./sem.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62  
Au départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1 400 F/pers./sem.

#### 07510 USCLADES-RIEUTORD

RD DE FOND-ÉQUITE-AIR FUR  
SUR LE HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS  
PENSION DE LA BROSSE 975M  
USCLADES-RIEUTORD, 75-36-96-44.

#### Sud-Est

Paris/4 h par TGV (Montbéliard). Site  
excep. micro-climat, prom. musical  
UVA sauna. Cuis. à votre goût.  
On ne fume pas à table. Châtres gd  
cité prix d'hiver. Mireille Colombo.  
Tél. : 75-26-12-89. Auberge du vieux vil-  
lage d'Arbois, 26110 Noyons  
Fax : 75-26-38-10.

## TOURISME

### SKI DE FOND HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV  
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers.  
maxi) dans ferme du XVII<sup>e</sup> s. confort-  
blement rénovée, chaub. av. 2 de bois,  
w.-c., table d'hôte, crêpe, mijotée et légère,  
pain maison cuit au feu de bois.  
Ambiance sympathique.  
De 2 200 F à 2 700 F par pers. et sem.  
tt compris, pension complète + vin,  
minibar et matériel de ski.  
Tél. (16) 81-36-12-51 ou écrire :  
LE CRET LAGNEAU  
25600 MONTBÉLIARD

#### Dîner de Noël à l'Hôtel Meurice \*

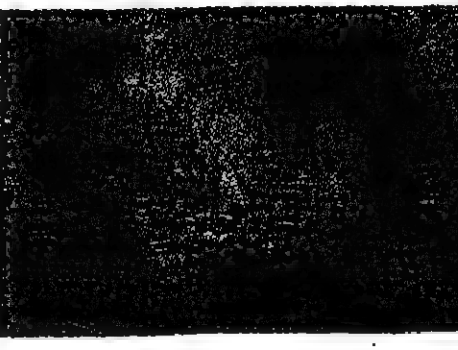
Huitres de Belon  
Duo de foie gras à la gelée de Santernes  
Mariage de boudins et leurs Mousselines  
Dindonneau fermier aux Châtaignes  
Bûche de Noël  
Café  
Mignardises



600 F prix net \*  
vins et champagne en sup.

### HOTEL MEURICE

Paris



228, rue de Rivoli - 75001 Paris  
Tél. : 42-60-38-60

#### Dîner de gala de l'an à l'Hôtel Meurice \*

Coupe de caviar à la gelée de homard et  
mousseline de chort-fleur  
Blanc de turbot au Sabayon de Champagne  
Granité à l'Aquavit  
Noisette de chevreuil au genièvre  
Purée de céleri-racée  
de champignons  
Salade de mâche aux noix  
Gâteau de l'An Neuf  
Café  
Truffes  
Champagne Mumm de Mumm

1300 F prix net \*









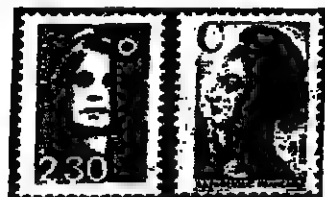


## AGENDA

## PHILATÉLIE

## La « Marianne » du Bicentenaire

La Poste mettra en vente générale, le mardi 2 janvier, à l'occasion du changement de tarifs, le nouveau timbre de série courante à 230 F rouge « Marianne » dite du « Bicentenaire », dessinée par Louis Briat et gravée par Claude Jumelet. La mise en vente anticipée de ce timbre se déroulera le dimanche 31 décembre à travers toute la France.



La Marianne de Briat remplacera progressivement le timbre actuel, Liberté, créé par Pierre Gandon, dont les deux dernières valeurs, alphabétiques (un « C » rouge vend 230 F et un « C » vert vend 210 F), seront émises à partir du 2 janvier pour compléter l'approvisionnement des bureaux de poste en timbres aux nouveaux tarifs et éviter les ruptures de stock et les affranchissements « composés » fastidieux qui en découlent.

La Marianne de Briat, au format vertical 15 x 23 mm, est imprimée en taille-douce en feuilles de cent. Carnets et rondelles seront commercialisés progressivement.

► Vente anticipée le 31 décembre 1989, au bureau de poste temporaire ouvert dans chaque chef-lieu de département, doté d'un cachet grand format illustré sans mention « premier jour », à Paris, au bureau de poste temporaire « premier jour » ; ouvert au Musée de la Poste, de 8 heures à 18 heures, 34, boulevard de Vaugirard, 15<sup>e</sup>.

Les Liberté « C », au format vertical 15 x 23 mm, sont imprimées en taille-douce en feuilles de cent.

► Vente anticipée le même jour que la vente générale, le 2 janvier 1990, à Paris, de 8 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ; ouvert au Musée de la Poste, de 8 heures à 18 heures, 34, boulevard de Vaugirard, 15<sup>e</sup> ; à Paris Louvre RP, 52, rue du Louvre, 1<sup>er</sup>, et Paris Ségur, 5, avenue de Saxe, 7<sup>e</sup> (boîtes aux lettres spéciales).

► Emission le 2 janvier 1990 également d'une Marianne de Briat à 230 F rouge à Saint-Pierre-et-Miquelon, surchargée « Saint-Pierre-et-Miquelon » (vente générale le 8 janvier). Souvenir philatélique : enveloppes, cartes (12 F pièce + port 4 F) auprès de l'Association philatélique champenoise, 3, allée Arthur-Rimbaud, 51470 Mami.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes, 24, rue Chevalier, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

## En filigrane

● La Hongrie et le rideau de fer. — La poste de Hongrie a émis un timbre de 5 forints.



le 30 octobre, pour célébrer le démantèlement du rideau de fer entre la Hongrie et l'Autriche dédicé le 2 mai 1989. Autre émission hongroise, le centenaire de la naissance de Nehru (3 forints), qui rejoint ainsi la cohorte de timbres émis sur ce sujet par l'Allemagne, l'URSS, la Turquie, l'Inde...

● Marigny, sa quinzaine commerciale de Noël. — Le marché aux timbres parisiens, le Carré Marigny, donne rendez-vous aux collectionneurs du 21 décembre au 1<sup>er</sup> janvier inclus pour clore une année fertile en événements philatéliques. Le Monde des philatélistes, pour sa part, tient un stand jusqu'au dimanche 24 décembre (Carré Marigny, avenue Gabriel, métro Franklin-Roosevelt ou Champs-Élysées-Clémenceau). Le Carré Marigny est ouvert, habituellement, les jeudis, samedis, dimanches et jours fériés, de 10 heures à 18 heures.

● Le courrier dans les camps de concentration, 1933-1945. — Julien Lajouane vient de signer un ouvrage original intitulé le Courrier dans les camps de concentration, 1933-1945, doté d'une riche iconographie. L'auteur est parti de l'étude de milliers de lettres et documents pour retracer, reconstituer les conditions de fonction-

nement de l'univers concentrationnaire. Remarquable preuve que la plupart des événements de l'histoire moderne trouvent une traduction explicite dans l'histoire postale. Le Courrier dans les camps de concentration, 1933-1945, 190 pages, 195 francs, auprès de l'éditeur Image-Document, 9, rue Jean-François Garbillion, 75006 Paris.

● Ventes. — Rivoili-Philatélie (Paris, tél. : (1) 42-60-15-12) organise sa vingt-huitième vente à prix nets comprenant plus de six cents lots avec de nombreux classiques, une feuille du Pont du Gard, le célèbre timbre Peynet sans valeur faciale (95 000 F) ou le Thermalisme valeur faciale rouge au lieu de bleu (1 600 F).

Vente à prix nets pour Collections du passé (Jean Raux, Saint-Germain-en-Laye, tél. : (1) 34-51-96-12) composée de plus de trois mille lots de marques postales et oblitérations. Classement par département. A noter une intéressante sélection de ballons montés (de 500 F à 26 000 F, prix sur demande pour un rare plan de Paris en couleurs ayant volé).

Monte-Carlo Philatélie propose son prix courant 1989-1990 (Monaco, tél. : 93-30-69-08). Spécialité de variétés en tous genres de timbres de toutes époques. Numismatique et dédications.

Pierre Mayer (Paris, tél. : (1) 42-46-86-44) organise une vente sur offres (ordres reçus jusqu'au lundi 15 janvier) de plus de mille lots. Sélection de classiques (un 1-F vermillon vif cachet « Paris central » rouge, grand fragment de lettre, départ 95 000 F), France modernes et semi-modernes, Pétales, colonies et divers.

## EN BREF

□ Un colloque sur l'étude des cycles et des fluctuations économiques. — Le centre de recherche macroéconomique de l'université Paris-I et les professeurs Pierre-Yves Hénin et Hubert Kempf organisent les 4, 5 et 6 janvier 1990 au palais du Luxembourg, à Paris, un colloque sur l'étude des cycles et des fluctuations économiques intitulé « Instabilité et persistance ». Ce colloque auquel participeront de nombreux spécialistes français et étrangers (notamment américains) sera introduit le 4 janvier par M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale.

► Pour tous renseignements,

contacter M. Pierre-Yves Hénin, MAD, université Paris I, bureau C.20.09, 90, rue de Tolbiac, 75634 Paris Cedex 13. Fax : 45 84 78 89.

□ L'agenda 1990 des petits frères. — Sur le thème du chien, les plus grands photographes ont apporté leur concours bénévole à la réalisation de l'agenda 1990 des Petits Frères des pauvres. Le produit de cette vente suffira à soutenir l'action des Petits Frères au service des personnes âgées démunies et isolées. L'agenda est vendu 120 F (140 F par correspondance). Les Petits Frères des pauvres, 64, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél. : 43-38-10-10.

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Marie-Thérèse RICHARD et Dominique MILLOT ont la joie d'annoncer la naissance de Clara, le 18 décembre 1989, 2, rue Berlioz, 67000 Strasbourg.

## Fiançailles

— Valérie LEVIN et Pierrick BERNET se fiancent le 1<sup>er</sup> janvier 1990, à Saint-Alban-de-Montbel (Savoie).

« Voici des fruits, des fleurs, des feuilles et des branches Et peut-être mon cœur qui ne bat que pour vous. » Verlainne.

## Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean ALLAIS, le 17 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

De la part de M. et M<sup>me</sup> François Leroy, M. et M<sup>me</sup> Yvonne Le Quellec, Myriam et Nathalie Allais, ses petits-enfants, De ses arrière-petits-enfants, Et de toute sa famille.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

23, rue Paul-Valéry, 75116 Paris.

33, rue François-Bonvin, 75015 Paris.

— M<sup>me</sup> Jeanine Armand, M. et M<sup>me</sup> Richard Armand et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Bertrand Armand et leur enfant, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice ARMAND, survenu le 15 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu à Orange, le 18 décembre, dans l'intimité familiale.

5, villa Beausséjour, 75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Jeanne-Marie Bouillon, née Pignol, M. Jean-Marie Bouillon et sa famille, M. Claude Bouillon et sa famille, M. Dominique Bouillon et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice BOUILLON, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé de la jeunesse et des sports, vice-président de la Fédération des APP de l'Aisne, leur époux, père et grand-père, survenu dans sa soixante-seizième année, le 8 décembre 1989, à Nice.

Les obsèques ont eu lieu à Escommes-sur-Marne, le 11 décembre, dans la plus stricte intimité familiale.

N<sup>o</sup> 29 à Aubois, 02400 Escommes-sur-Marne, Villa Campo-Verde, chemin de la Groupe, Cap d'Antibes, 06600 Antibes.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 22 décembre 1989 :

DES ARRÊTÉS

— Du 6 novembre 1989 relatif à la taxe de stockage et à la taxe destinée au budget annexé des prestations sociales agricoles en matière d'importation et d'exportation de céréales et produits dérivés.

— Du 27 novembre 1989 modifiant l'arrêté du 4 avril 1984 relatif au règlement sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général.

## CENTRE CULTUREL SUÉDOIS

Hôtel de Marie, 11, rue Payenne (3<sup>e</sup>) - M<sup>re</sup> St-Paul - Tél. : 42-71-82-20

## « L'ESPRIT GUSTAVIEN »

La création d'un art de vivre

Photographies par INGALILL SNITT

LARS LERIN aquarelles

DAN LEKBERG dessins

du mardi au dimanche, de 12 h à 18 h - Entrée libre

## Vannes, Paris.

Jacqueline et Emile Helaine, Arnette et Charles Brisset, R.P. Jean Carof (S.J.), Anik et Louis Glotin, Sœur Maryvonne Carof, Yves et Marie-Noëlle Carof, Et ses enfants, Et tous ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Paul CAROF, née Marguerite Flandrois, Les obsèques ont eu lieu le 13 décembre 1989.

— Le directeur général de la santé, Ses amis, Et collègues de la direction générale de la santé, font part avec une grande tristesse du décès de

M. René COCHER, officier de la Légion d'honneur, ancien chef du bureau des secours d'urgence, le 15 décembre 1989.

— M<sup>me</sup> Jacques Compoint, née Bonnichon, M<sup>me</sup> Michel Compoint, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> François Compoint, leurs enfants et leur petite-fille, M. et M<sup>me</sup> André Compoint et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Dominique Compoint et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Bruno Compoint, leurs enfants et leur petite-fille, M. et M<sup>me</sup> Philippe Compoint et leurs enfants, M<sup>me</sup> Henri Saillant, Le Père Louis Bonnichon (S.J.), son épouse, ses enfants, sa sœur et son beau-frère, ont la douleur de faire part du décès de

commandant Jacques COMPOINT, chevalier de la Légion d'honneur, le 13 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu en l'église d'Henry (Cher), le vendredi 22 décembre, à 14 h 30, suivies de l'inhumation à Vouziers (Cher).

— Le doyen Patrice Gelard, président de l'Association internationale de droit constitutionnel, Et les membres du comité exécutif de l'AIJC, Le doyen Louis Favoreu, président de l'Association française des constitutionnalistes, Et le comité exécutif de l'AFJC, ont la grande peine de faire part du décès de

professeur Jean DJORDJEVIC, membre de l'Académie des sciences de Yougoslavie, président fondateur et d'honneur de l'Association internationale de droit constitutionnel, survenu à Belgrade, le 9 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— M. Georges Heymann, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Pierre Giboulot et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Gabriel Ronde, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 15 décembre 1989, de

M<sup>me</sup> Suzanne HEYMAN, née Giboulot, chevalier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1945, croix du combattant volontaire de la Résistance.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M<sup>me</sup> Marcelle Latty, sa mère, Marie-Françoise Latty, son épouse, Anne et Marc, ses enfants, Sa famille, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Paul LATTY, survenu accidentellement, le 12 décembre 1989, à l'âge de quarante-neuf ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, au temple de Males (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue Raynaud, 75016 Paris.

5, rue François-Sarcey, 75116 Paris.

— M<sup>me</sup> Camille d'Ornano, ses enfants et petits-enfants, M. Marc Leonetti et ses fils, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Leonetti et leurs filles, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean LEONETTI, Les obsèques religieuses auront lieu à Propriano (Corse), le samedi 23 décembre 1989, à 15 heures.

13, cours du Général-Leclerc, 20000 Ajaccio.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Guy Mallet, Les docteurs Thierry et Laure Mallet et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian MALLET, directeur d'agence de la Société générale, leur fils, frère et oncle, décédé à Paris, le 12 décembre 1989.

Les obsèques ont été célébrées, à Goussier, le 15 décembre.

Mendier, 64210 Goussier.

— Dominique Mariotti, son épouse, Marie-Cécile, Pascal et Elisabeth, ses enfants, Charles et Yvonne Petit, son frère et sa belle-sœur, Et toute la famille, font part du décès de

Anne-Marie MARIOTTI, née Petit, survenu le 18 décembre 1989.

Les obsèques auront lieu le 23 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Nicolas, place d'Armes, Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

— M<sup>me</sup> René Roux, avocat à la Cour, son épouse, M<sup>me</sup> Michèle Roux, M. et M<sup>me</sup> Pierre Roux et leurs enfants, M<sup>me</sup> François Roux, avocat à la Cour, son épouse et leurs enfants, M. Laurent Roux, Les familles Julien, Cheuriet, Morpeth, Sanderson, ont le regret de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, tante,

M<sup>me</sup> veuve André ROUX, née Mayet, qui s'est éteinte paisiblement dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

« Ne me retenez pas puisque l'Eternel a fait réussir mon voyage. » Genèse XXIV, 56.

4, rue Polveine, 34000 Montpellier.

14, rue du Chevalier-de-la-Barre, 34400 Lézignan.

— La vie s'est retirée de

Jacques SALON, le 2 décembre 1989.

Ses enfants, Michèle, Olivier, Perrette, Emmanuel, Sa famille, Ses amis, qui l'aiment et n'oublient pas son rire.

P. Salon, 9, rue Barbès, 93100 Montreuil-sous-Bois.

## LA SEMAINE DE LA BONTÉ

Ces n<sup>os</sup> 43. Patricia âgée de vingt-sept ans, élève seule deux enfants en bas âge. Elle vit provisoirement avec l'allocation de parent isolé mais veut suivre une formation de laborantine — dont elle a réussi l'examen d'entrée — pour trouver un emploi stable et des ressources définitives. Elle doit déménager pour se rapprocher du Centre hospitalier universitaire où elle recevra sa formation.

Pour pouvoir supporter les frais de ce déménagement, elle aurait besoin d'une aide de 2 500 F qui lui permettra de réaliser son projet de réinsertion.

► Prière d'adresser les dons à LA SEMAINE DE LA BONTÉ, 4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 Paris - CCP Paris 4-52, X ou chèques bancaires - Tél. : (1) 45-44-18-81.

## Paris.

Marie-Cristine Theurkauff, Parcels, Et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Christiane THEURKAUFF, née Stenfort, survenu à Fréjus, le 19 décembre 1989, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques seront célébrées à Fréjus, le samedi 23 décembre, dans l'intimité.

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

— Le président, La communauté universitaire de l'université de Toulouse-Le Mirail, ont le regret de faire part du décès, survenu le 15 décembre 1989, de

Joseph VERGUIN, président honoraire de l'université Toulouse-Le Mirail, professeur émérite de linguistique générale.

— La supérieure générale des sœurs de Sainte-Clotilde, Les sœurs de la communauté d'Accueil, à Paris-12, Les sœurs de la Congrégation, M<sup>me</sup> Genevieve Villette, sa sœur, recommandent à vos prières,

sœur Marie-Antoinette VILLETTE, accueillie dans la paix du Seigneur, le 18 décembre 1989.

La célébration eucharistique aura lieu en l'église Sainte-Croix de Quincy-sous-Sénart (Seine-et-Marne), le samedi 23 décembre, à 10 h 30.

101, rue de Reilly, 75012 Paris.

129, avenue de Wagram, 75017 Paris.

## Anniversaires

— En souvenir de la mort du professeur Raymond LEBOVICI, 20 novembre 1982.

— Reims. Taisy.

Tous ceux qui les ont connus et aimés se souviennent avec émotion de

Jean VISSEUX, 23-12-1925, 23-12-1978, et de

François BAZELAIRE, 8-7-1947, 30-12-1969.

## Communications diverses

— L'Amicale des anciens chantiers de jeunesse (ANACJF), délégation Ile-de-France, signale qu'une messe de souvenir sera célébrée jeudi 4 janvier 1990, à 15 heures, à la chapelle du Foyer Maurice-Maignen, 29, rue de Loarnet, Paris-15<sup>e</sup> (entrée 6, rue Fondary).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-06-03.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 8 h du soir de la veille.

7, r. de la Vallée, 75027 Paris Cedex 08. Tél. 01 47 00 57 27. Télécopie : 45-23-06-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F Abonnés et occasionnels : 77 F Communications diverses : 90 F Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Super Cagnotte du Nouvel An 37 MILLIONS Samedi 24 décembre 1989

## TELEVISION

## Vendredi

Heure	Programme
17.00	Grand jeu
17.30	Grand jeu
18.00	Grand jeu
18.30	Grand jeu
19.00	Grand jeu
19.30	Grand jeu
20.00	Grand jeu
20.30	Grand jeu
21.00	Grand jeu
21.30	Grand jeu
22.00	Grand jeu
22.30	Grand jeu
23.00	Grand jeu
23.30	Grand jeu
24.00	Grand jeu

## Samedi

Heure	Programme
17.00	Grand jeu
17.30	Grand jeu
18.00	Grand jeu
18.30	Grand jeu
19.00	Grand jeu
19.30	Grand jeu
20.00	Grand jeu
20.30	Grand jeu
21.00	Grand jeu
21.30	Grand jeu
22.00	Grand jeu
22.30	Grand jeu
23.00	Grand jeu
23.30	Grand jeu
24.00	Grand jeu

## FR 3

Heure	Programme
17.00	Grand jeu
17.30	Grand jeu
18.00	Grand jeu
18.30	Grand jeu
19.00	Grand jeu
19.30	Grand jeu
20.00	Grand jeu
20.30	Grand jeu
21.00	Grand jeu
21.30	Grand jeu
22.00	Grand jeu
22.30	Grand jeu
23.00	Grand jeu
23.30	Grand jeu
24.00	Grand jeu



AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi. Les programmes de radio sont publiés dans le supplément du samedi. Les programmes de télévision sont publiés dans le supplément du samedi. Les programmes de radio sont publiés dans le supplément du samedi. Les programmes de télévision sont publiés dans le supplément du samedi.

Vendredi 22 décembre

**TF 1**  
20.35 Variétés : Avec Sylvie Joly, Guy Bedos, Jean-Marie Bigard, Didier Gustin, Pierre Palmade, Seymour Brussel, Anne Roumanoff, Laurent Schlegel, Annie Grégorio, Guy Lachaux, l'École internationale de rock, l'École de comédie musicale de la Bastille. Des sketches de grande comédie.  
21.25 Jeu : C'était quand ?  
21.30 Apeirophores.  
Grand sondage. Avec Bernard Lamy, la Grande Histoire de l'opéra, Séverine Susskind (Championnat), André Gruyère (Soleil), Léo Malet (Les Labyrinthes de la ville), Une histoire culturelle du monde et du bien, Eustache Kometz (Lumière de Chénier), Pierre Huby (Francis).  
22.47 Quand je serai grand.  
22.50 Journal et Météo.  
23.07 Séances secondaires.  
23.10 Cinéma : Diva. Film français de Jean-Jacques Beineix (1989). Avec Willemine Wagner, Willemine Wagner, Frédéric André, Richard Bohringer.

**A 2**  
20.35 Variétés : Eclats de rires. Avec Sylvie Joly, Guy Bedos, Jean-Marie Bigard, Didier Gustin, Pierre Palmade, Seymour Brussel, Anne Roumanoff, Laurent Schlegel, Annie Grégorio, Guy Lachaux, l'École internationale de rock, l'École de comédie musicale de la Bastille. Des sketches de grande comédie.  
21.25 Jeu : C'était quand ?  
21.30 Apeirophores.  
Grand sondage. Avec Bernard Lamy, la Grande Histoire de l'opéra, Séverine Susskind (Championnat), André Gruyère (Soleil), Léo Malet (Les Labyrinthes de la ville), Une histoire culturelle du monde et du bien, Eustache Kometz (Lumière de Chénier), Pierre Huby (Francis).  
22.47 Quand je serai grand.  
22.50 Journal et Météo.  
23.07 Séances secondaires.  
23.10 Cinéma : Diva. Film français de Jean-Jacques Beineix (1989). Avec Willemine Wagner, Willemine Wagner, Frédéric André, Richard Bohringer.

**FR 3**  
20.35 Magazine : Thalassa.  
21.30 Le retour d'Arsène Lupin.  
22.30 Journal et Météo.

**LA SEPT**  
20.35 Documentaire : Hégel s'en va-t-en rêve.  
21.30 Documentaire : Loxin Shamen.  
22.30 Documentaire : Loxin Shamen.  
23.30 Cinéma : Playtime. Film français de Jacques Tati (1970).

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Radio-archives.  
21.30 Musique : Black and blue.  
22.40 Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Codes, Africa.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (donné le 24 novembre au Grand Auditorium) : Orchestre, ouverture, de Weber ; Concerto pour cor et orchestre n° 3 en mi bémol majeur K 447 de Mozart ; Symphonie n° 4 en ut mineur op. 43 de Chostakovitch par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Mark Jancowski ; sol : Paul Mirak, cor.  
22.20 Musique légère.  
23.07 Le livre des mélanges.  
0.30 Poèmes d'or.

**LA SEPT**  
20.35 Documentaire : Hégel s'en va-t-en rêve.  
21.30 Documentaire : Loxin Shamen.  
22.30 Documentaire : Loxin Shamen.  
23.30 Cinéma : Playtime. Film français de Jacques Tati (1970).

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Radio-archives.  
21.30 Musique : Black and blue.  
22.40 Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Codes, Africa.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (donné le 24 novembre au Grand Auditorium) : Orchestre, ouverture, de Weber ; Concerto pour cor et orchestre n° 3 en mi bémol majeur K 447 de Mozart ; Symphonie n° 4 en ut mineur op. 43 de Chostakovitch par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Mark Jancowski ; sol : Paul Mirak, cor.  
22.20 Musique légère.  
23.07 Le livre des mélanges.  
0.30 Poèmes d'or.

Samedi 23 décembre

**TF 1**  
13.55 Feuilletton : Les bons amis.  
14.25 La Une est à vous (suite).  
14.45 Tiers à Vincennes.  
15.55 La Une est à vous (suite).  
17.35 Trente millions d'amis Noël.  
18.05 Série : Les professionnels.  
19.00 Série : Mars et Sophie.  
19.30 Jeu : La roue de la fortune.  
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.  
20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou ! Les meilleurs moments de l'année.  
22.10 Théâtre : le Jupon de Nemours. Place de Bernard Granger.  
23.50 Formule sport.  
0.40 Journal et Météo.  
1.00 Comédie musicale : Anna. De Pierre Koralkin, musique de Serge Gainsbourg.  
2.25 Série : Mannix.

**A 2**  
14.25 Série : Un duo explosif.  
14.50 Sports passion.  
15.00 Série : Le magazine du week-end.  
17.05 Magazine : Aventures-voyages. Les bonnes pages de l'aventure (rétrospective 1989). Présentation des sujets 1990.  
17.55 INC.  
18.00 Magazine : Les chevaux du week-end.  
18.10 Série : Les folles Offenbach.  
18.05 Jeu : C'était quand ? (et à 19.55).  
19.10 Jeu : Dessinez, c'est gagné !  
19.40 Jeu : Rira, rira pas ?  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Drucker. Spécial Moulin-Rouge. Jeu : C'était quand ?  
22.30 Journal et Météo.  
23.40 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche. Séances secondaires.

**FR 3**  
14.00 Magazine : C'est pas juste.  
15.00 Magazine : Astronome spécial Noël.  
16.20 Magazine : Spécial Drevet voir la machine.  
17.05 Sandymann. Spécial Noël.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
19.55 Les contes de Noël.  
20.05 Jeu : La classe.  
20.35 Sandymann. Spécial Noël.

**LA SEPT**  
13.55 Feuilletton : Les bons amis.  
14.25 La Une est à vous (suite).  
14.45 Tiers à Vincennes.  
15.55 La Une est à vous (suite).  
17.35 Trente millions d'amis Noël.  
18.05 Série : Les professionnels.  
19.00 Série : Mars et Sophie.  
19.30 Jeu : La roue de la fortune.  
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.  
20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou ! Les meilleurs moments de l'année.  
22.10 Théâtre : le Jupon de Nemours. Place de Bernard Granger.  
23.50 Formule sport.  
0.40 Journal et Météo.  
1.00 Comédie musicale : Anna. De Pierre Koralkin, musique de Serge Gainsbourg.  
2.25 Série : Mannix.

**A 2**  
14.25 Série : Un duo explosif.  
14.50 Sports passion.  
15.00 Série : Le magazine du week-end.  
17.05 Magazine : Aventures-voyages. Les bonnes pages de l'aventure (rétrospective 1989). Présentation des sujets 1990.  
17.55 INC.  
18.00 Magazine : Les chevaux du week-end.  
18.10 Série : Les folles Offenbach.  
18.05 Jeu : C'était quand ? (et à 19.55).  
19.10 Jeu : Dessinez, c'est gagné !  
19.40 Jeu : Rira, rira pas ?  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Drucker. Spécial Moulin-Rouge. Jeu : C'était quand ?  
22.30 Journal et Météo.  
23.40 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche. Séances secondaires.

**FR 3**  
14.00 Magazine : C'est pas juste.  
15.00 Magazine : Astronome spécial Noël.  
16.20 Magazine : Spécial Drevet voir la machine.  
17.05 Sandymann. Spécial Noël.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
19.55 Les contes de Noël.  
20.05 Jeu : La classe.  
20.35 Sandymann. Spécial Noël.

**LA SEPT**  
13.55 Feuilletton : Les bons amis.  
14.25 La Une est à vous (suite).  
14.45 Tiers à Vincennes.  
15.55 La Une est à vous (suite).  
17.35 Trente millions d'amis Noël.  
18.05 Série : Les professionnels.  
19.00 Série : Mars et Sophie.  
19.30 Jeu : La roue de la fortune.  
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.  
20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou ! Les meilleurs moments de l'année.  
22.10 Théâtre : le Jupon de Nemours. Place de Bernard Granger.  
23.50 Formule sport.  
0.40 Journal et Météo.  
1.00 Comédie musicale : Anna. De Pierre Koralkin, musique de Serge Gainsbourg.  
2.25 Série : Mannix.

**A 2**  
14.25 Série : Un duo explosif.  
14.50 Sports passion.  
15.00 Série : Le magazine du week-end.  
17.05 Magazine : Aventures-voyages. Les bonnes pages de l'aventure (rétrospective 1989). Présentation des sujets 1990.  
17.55 INC.  
18.00 Magazine : Les chevaux du week-end.  
18.10 Série : Les folles Offenbach.  
18.05 Jeu : C'était quand ? (et à 19.55).  
19.10 Jeu : Dessinez, c'est gagné !  
19.40 Jeu : Rira, rira pas ?  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Drucker. Spécial Moulin-Rouge. Jeu : C'était quand ?  
22.30 Journal et Météo.  
23.40 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche. Séances secondaires.

**FR 3**  
14.00 Magazine : C'est pas juste.  
15.00 Magazine : Astronome spécial Noël.  
16.20 Magazine : Spécial Drevet voir la machine.  
17.05 Sandymann. Spécial Noël.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
19.55 Les contes de Noël.  
20.05 Jeu : La classe.  
20.35 Sandymann. Spécial Noël.

Dimanche 24 décembre

**TF 1**  
12.00 Jeu : Tournesol... manège.  
12.30 Jeu : La juste prix.  
12.55 Météo et Journal.  
13.20 Série : Un fic dans la Meria.  
14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.05 Variétés : Mondo Dingo.  
15.30 Tiers à Vincennes.  
15.40 Série : Vivement lundi.  
16.10 Dessins animés : Disney parade.  
17.30 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?  
18.00 Magazine : Téléfoot.  
19.00 Les animaux de mon cœur.  
20.00 Journal, Météo, et Tapis vert.  
20.30 Euro Disney Noël. Émission présentée par Fanny et Annie Pujol.  
22.20 Les meilleurs moments de l'émission.  
22.25 Cinéma : Le Chasseur chez Max. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.  
23.50 Cinéma : Les fêtes de la Nativité.  
0.00 Messe de minuit.  
0.15 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.  
1.15 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.

**A 2**  
12.05 Dimanche Martin.  
12.55 Jeu : C'était quand ?  
13.00 Journal et Météo.  
13.20 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.  
14.55 Série : Man Gyer.  
15.50 L'école des fans.  
16.35 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.  
18.15 Les folles Offenbach.  
18.20 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.

**FR 3**  
12.57 Flash d'informations.  
13.00 Magazine : D'un sol à l'autre.  
13.30 Magazine : D'un sol à l'autre.  
14.00 Jeu : La preuve par 3.  
14.10 Journal et Météo.  
15.00 Magazine : Sports loisirs.  
15.10 Journal et Météo.  
16.30 Magazine : Montagne.  
17.00 Flash d'informations.  
17.03 Annuaire 3.  
19.55 Flash d'informations.  
20.00 Tux Avery.  
20.35 Les bons moments.

**LA SEPT**  
12.00 Jeu : Tournesol... manège.  
12.30 Jeu : La juste prix.  
12.55 Météo et Journal.  
13.20 Série : Un fic dans la Meria.  
14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.05 Variétés : Mondo Dingo.  
15.30 Tiers à Vincennes.  
15.40 Série : Vivement lundi.  
16.10 Dessins animés : Disney parade.  
17.30 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?  
18.00 Magazine : Téléfoot.  
19.00 Les animaux de mon cœur.  
20.00 Journal, Météo, et Tapis vert.  
20.30 Euro Disney Noël. Émission présentée par Fanny et Annie Pujol.  
22.20 Les meilleurs moments de l'émission.  
22.25 Cinéma : Le Chasseur chez Max. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.  
23.50 Cinéma : Les fêtes de la Nativité.  
0.00 Messe de minuit.  
0.15 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.  
1.15 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.

**A 2**  
12.05 Dimanche Martin.  
12.55 Jeu : C'était quand ?  
13.00 Journal et Météo.  
13.20 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.  
14.55 Série : Man Gyer.  
15.50 L'école des fans.  
16.35 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.  
18.15 Les folles Offenbach.  
18.20 Cinéma : Les fêtes de la Nativité. Film français de Claude Vital (1976). Avec Michel Galabru, Jean Lefebvre, Daniel Cojard.

**FR 3**  
12.57 Flash d'informations.  
13.00 Magazine : D'un sol à l'autre.  
13.30 Magazine : D'un sol à l'autre.  
14.00 Jeu : La preuve par 3.  
14.10 Journal et Météo.  
15.00 Magazine : Sports loisirs.  
15.10 Journal et Météo.  
16.30 Magazine : Montagne.  
17.00 Flash d'informations.  
17.03 Annuaire 3.  
19.55 Flash d'informations.  
20.00 Tux Avery.  
20.35 Les bons moments.

**CANAL PLUS**  
En clair jusqu'à 14.00.  
12.30 Les superstars du catch.  
13.00 Flash d'informations.  
13.05 Magazine : Mon zénith à moi.  
14.00 Téléfilm : Une compagne pour Noël. De David Jones, avec Jason Roberts, Julia Harris.  
15.20 Documentaire : Wodehouse, les bergers du soleil.  
16.10 Magazine : 24 heures.  
17.15 Sport : Dimanche aux courses.  
17.30 Documentaire : Et si nous étions des animaux...  
18.00 Cinéma : Astérix chez les Bretons. Film franco-italien de René Goscinny (1969). Avec Roger Carel, Pierre Tornade, Pierre Mondy (dessin animé).

**LA SEPT**  
12.05 Musique : 80-90 les années clip.  
12.30 Série : La petite maison dans la prairie.  
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).  
13.50 Série : Commando du désert.  
14.15 Téléfilm : Sans famille. De Jacques Ertaud, d'après Hector Malot (1<sup>er</sup> partie).  
15.50 Série : Poigne de fer et séduction.  
16.20 Série : Brigade de nuit.  
17.10 Série : Vegas.  
18.00 Informations : M 6 express.  
18.05 Série : Père et impaire.  
18.30 Série : Les années coup de cœur.  
19.00 Magazine : Culture pub.  
19.30 Série : Roseanne.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Cinéma : Le Petit Baigneur. Film français de Bernard Michel (1959). Avec Claude Auzan.  
22.10 Téléfilm : Un chien de saison. De Roland Benard, avec Bernard Lecoq, Evelyn Dandry.  
23.40 Six minutes d'informations.  
2.00 Documentaire : Boulevard des clips. Trilogie, Jean-Claude Svalia.

**FRANCE-CULTURE**  
12.05 Musique : 80-90 les années clip.  
12.30 Série : La petite maison dans la prairie.  
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).  
13.50 Série : Commando du désert.  
14.15 Téléfilm : Sans famille. De Jacques Ertaud, d'après Hector Malot (1<sup>er</sup> partie).  
15.50 Série : Poigne de fer et séduction.  
16.20 Série : Brigade de nuit.  
17.10 Série : Vegas.  
18.00 Informations : M 6 express.  
18.05 Série : Père et impaire.  
18.30 Série : Les années coup de cœur.  
19.00 Magazine : Culture pub.  
19.30 Série : Roseanne.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Cinéma : Le Petit Baigneur. Film français de Bernard Michel (1959). Avec Claude Auzan.  
22.10 Téléfilm : Un chien de saison. De Roland Benard, avec Bernard Lecoq, Evelyn Dandry.  
23.40 Six minutes d'informations.  
2.00 Documentaire : Boulevard des clips. Trilogie, Jean-Claude Svalia.

**FRANCE-MUSIQUE**  
12.05 Musique : 80-90 les années clip.  
12.30 Série : La petite maison dans la prairie.  
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).  
13.50 Série : Commando du désert.  
14.15 Téléfilm : Sans famille. De Jacques Ertaud, d'après Hector Malot (1<sup>er</sup> partie).  
15.50 Série : Poigne de fer et séduction.  
16.20 Série : Brigade de nuit.  
17.10 Série : Vegas.  
18.00 Informations : M 6 express.  
18.05 Série : Père et impaire.  
18.30 Série : Les années coup de cœur.  
19.00 Magazine : Culture pub.  
19.30 Série : Roseanne.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Cinéma : Le Petit Baigneur. Film français de Bernard Michel (1959). Avec Claude Auzan.  
22.10 Téléfilm : Un chien de saison. De Roland Benard, avec Bernard Lecoq, Evelyn Dandry.  
23.40 Six minutes d'informations.  
2.00 Documentaire : Boulevard des clips. Trilogie, Jean-Claude Svalia.

Audience TV du 21 décembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (%)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	55,4	22,6	2,9	18,3	2,5	6,4	2,8
19 h 45	55,7	24,0	13,6	9,5	3,3	3,3	4,6
20 h 15	55,4	27,0	15,3	12,2	2,2	6,1	5,6
20 h 55	71,9	24,0	7,3	16,4	2,8	11,8	9,4
22 h 08	60,7	21,1	7,0	13,5	1,3	9,1	8,8
22 h 44	40,5	21,1	4,5	7,5	0,5	5,0	2,0



## SPORTS

TENNIS : l'avenir de Monika Selès

## La fille qui valait 100 millions de dollars

Le tennis féminin est actuellement dominé par l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf. Alors que sa rivale supposée, l'Argentine Gabriela Sabatini, semble stagner, la Yougoslave Monika Selès, âgée de seize ans, se présente comme l'adversaire la plus dangereuse de la championne du monde dans les années à venir. A ce titre, elle est un objet de convoitise pour agents.

Des rires rigolos sur le court, des rires staccato en salle de presse, des ongles lino observant les raquettes : cela était déjà suffisant pour attirer l'attention des milieux tennis. Mais, en plus, Monika Selès se sert de sa raquette à grand bras, se présente comme l'adversaire la plus dangereuse de la championne du monde dans les années à venir. A ce titre, elle est un objet de convoitise pour agents.

D'origine hongroise, citoyenne yougoslave vivant entre son domicile de Novi-Sad et sa base d'entraînement en Floride, encore étudiante et déjà vedette, Monika Selès s'est hissée au sixième rang mondial en 1989. Sa victoire à Houston (Texas) en avril, aux dépens de l'Américaine Chris Evert, reste pour l'instant le seul titre de son palmarès. Pourtant, personne ne s'y trompe ! Elle compte des victoires sur les meilleures, l'Espagnole Arantxa Sanchez, numéro cinq, l'Américaine Zina Garrison, numéro quatre, et l'Argentine Gabriela Sabatini, numéro trois. Et surtout elle a poussé dans leurs derniers retranchements l'avant-dernière et la dernière championnes du monde, l'Américaine Martina Navratilova

et l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf. « Personne ne peut dire jusqu'où elle pourra aller si elle évite les blessures », a déclaré le mois dernier Martina Navratilova. Chris Evert a reconnu en elle « une jeune de la trempe de Graf ». L'Allemande de l'Ouest l'a elle-même qualifiée de « remarquable et différente des autres », en faisant cependant une réserve sur l'avenir si la Yougoslave était victime d'un traumatisme physique comme en ont connu naguère Andrea Jaeger et Tracy Austin.

Par crainte d'un arrêt prolongé ou d'une interruption brutale de la carrière de la jeune prodige, son père, Karoly, ex-destinateur humoristique, qui veille, exubérant et matos, sur les intérêts de sa fille, a refusé de signer des contrats commerciaux à long terme : « Une fille peut tomber amoureuse ou tomber tout bêtement et se casser une jambe », nous disait-il récemment. « Elle est trop jeune pour penser à tout cela ». Et Monika d'acquiescer : elle va passer des examens médicaux approfondis à Tampa (Floride) pour savoir si sa croissance se prolongera risquant de perturber son jeu.

D'autres pensent donc à l'avenir pour elle. Si les projections financières sur les gains d'une championne sont plus hasardeuses que pour un champion, la valeur marchande minimale d'une carrière complète la jeune Yougoslave peut être évaluée à 100 millions de dollars.

A l'époque où Monika Selès, fillette maladroite de dix ans, devenait à Blois championne d'Europe des benjamins sans concéder un set, les agents s'étaient aussitôt mis en état d'alerte : future vedette à saisir ! Ainsi, pendant plusieurs années, le groupe Advantage International, qui prolonge outre-Atlantique le travail de Peter Graf pour la promotion de sa fille Steffi, aida et suivit de près les progrès de Selès, avec un contrat ne pouvant être signé en raison du jeune âge de

la Yougoslave. Ces relations officielles furent rompues en raison, selon un porte-parole du groupe, « d'une certaine incompatibilité entre nous-mêmes et Karoly Selès sur la direction de la carrière de Monika. Depuis, elle nous a proposé une forme de contrat que nous avons trouvé inacceptable car léonin ».

## Discussions avec Ion Tiriac

En octobre 1986, le père, Karoly, la mère, Esther, et le frère, Zoltan, se sont installés avec Monika à Bradenton, en Floride, près du camp d'entraînement de Nick Bollettieri, le coach américain d'André Agassi, qui avait su leur offrir des conditions avantageuses. Toute la famille y est logée et nourrie. Monika peut partager son temps entre le tennis et les études. La société de management sportif IMG de Mark McCormack, qui a racheté depuis le centre de Nick Bollettieri, paraît ainsi la mieux placée pour embaucher cette étoile montante au moment où les deux vedettes féminines de son écurie, Chris Evert et Martina Navratilova, sont l'une à la retraite, et l'autre à la veille de la prendre.

« Il est vrai que l'IMG pourrait m'aider, nous déclarait récemment Monika. Mais je n'ai rien signé et je ne veux pas y penser avant deux ans ». L'ancienne championne roumaine de Roland-Garros, Virginia Ruzici, qui fait partie du personnel d'IMG, nous l'a confirmée : « Nous traitons Monika comme une cliente-membre si aucun contrat n'existe ». Le marché n'est pas conclut pour autant.

L'ancien joueur roumain, devenu promoteur, Ion Tiriac, l'homme d'affaires de Boris Becker (le Monde du 16 décembre), aurait fortement envie d'adopter à son équipe composée de quatre joueurs, une championne. « Monika attaque la balle si tôt qu'elle joue déjà le tennis de la prochaine décennie. Elle est une

grande championne en puissance et elle possède une telle personnalité qu'elle deviendra une super-vedette si elle trouve le meilleur conseil sur le marché », nous disait-il récemment. Chercherait-il à la prendre sous contrat ? « Je sais que beaucoup d'agents tournent autour d'elle mais moi, Tiriac, je n'ai jamais couru après une vedette. » Reste que Karoly Selès nous a confié : « Mon contrat avec Bollettieri expire en juin 1990. Je discuterai ensuite avec mon ami Ion Tiriac ».

MARC BALLADE

## LES HEURES DU STADE

## ATHLÉTISME

Cross. — Corrida d'Issy-les-Moulineaux, samedi 23.

## HOCKEY SUR GLACE

Championnat de France. — Vingt-quatrième journée, samedi 23.

Tournoi de Noël. — Megève, du mardi 26 au samedi 30.

## RAID-MARATHON

Rallye Paris-Tripoli-Dakar. — Demi-prologue à Chevilly-Larue, dimanche 24, départ de la Défense, lundi 25 à partir de 6 heures, deuxième demi-prologue à Marseille, mardi 26. (La 5, les prologues en direct à 11 h 30, puis chaque soir le film de l'étape vers 22 h 15).

## RUGBY

Coupe des provinces. — Demi-finale Côte basque-Limousin à Agen et Pyrénées-Côte d'azur à Nîmes, samedi 23.

## VOILE

Course autour du monde en équipage. — Départ de la troisième étape (Fremantle-Auckland), samedi 23.

VOILE : le tour du monde en équipages

## L'envolée des allures portantes

Les vingt-trois voiliers de la course autour du monde en équipages, devraient prendre, samedi 23 décembre, le départ de la troisième et plus courte des six étapes disputées sur quelques 3 500 milles entre Fremantle (Australie) et Auckland (Nouvelle-Zélande). Après les deux succès d'étapes de Steinelager, la supériorité du ketch néo-zélandais aux allures portantes n'est guère contestée.

L'avance de treize heures prise par les Néo-Zélandais de Peter Blake sur les Suisses de Pierre Felman (Méri) ne devrait pas, sans incident, être remise en cause dans la troisième étape où ils arriveront chez eux, surtout si on se réfère aux enseignements de la deuxième. Au terme de cette étape de 7 650 milles disputés sur un rythme d'enfer dans les cinquante heures hurlantes de l'Océan Indien, Steinelager précéderait de moins de deux heures ses poursuivants immédiats et Méri s'élancerait à la recherche de la deuxième place pour... 25 secondes par Rothmans, au prix d'un superbe match-racing digne de ceux disputés en 1987 par les voiliers de la Coupe de l'America sur ce même plan d'eau de Fremantle.

Cette deuxième étape course sous des tempêtes de neige et de grêle, où le mexicain espagnol Fortuna avec 405 milles, avait battu le record de distance parcourue en

un jour par un monocoque, aurait pu être grandiose si elle n'avait pas été aussi marquée par un nouveau drame avec la mort d'Anthony Phillips, un cousin du capitaine Mark Phillips tombé à la mer (le Monde du 6 novembre) : la troisième victime depuis le départ de Southampton, le 2 septembre.

L'équipage d'Alain Gabbay (Charles-Jourdan) cinquième à l'arrivée à Fremantle aura l'occasion de confirmer, dès la troisième étape, l'excellent comportement de son ULD8 (Ultra Light Displacement Boat) aux allures portantes. Quant aux huit postiers français, arrivés treize jours après les premiers, ils poursuivront leur grande aventure sur leur First-31 de série, baptisé La Poste.

## EN BREF

■ AUTOMOBILISME : Le Mans absent du calendrier des championnats du monde. — La Fédération internationale du sport automobile (FISA) a fait connaître, jeudi 21 décembre, le programme officiel des championnats des sports prototypes de 1990. La célèbre épreuve des Vingt-Quatre Heures du Mans ne figure pas sur la liste des onze courses retenues pour la prochaine saison. C'est la deuxième année consécutive que l'épreuve de la Sarthe n'est pas inscrite au programme officiel (le Monde du 13 décembre).

■ FOOTBALL : une nouvelle affaire Maradona. — Le joueur argentin de Naples, Diego Maradona, pourrait être sanctionné par la fédération italienne de football et par la fédération internationale (FIFA) pour avoir dit que le tirage au sort de la prochaine coupe du monde (le Monde du 12 décembre) était truqué. Mardi 19 décembre, Maradona avait déclaré à des journalistes : « Tout était truqué, tout était déjà décidé auparavant, on a juste voulu faire un beau spectacle à la télévision. » L'Argentine aura pour adversaires l'URSS, la Roumanie et le Cameroun lors de ce « Mondiale » de juin 1990.

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 22 décembre à 0 heure et le dimanche 24 décembre à 24 heures.

Samedi, une perturbation finit d'évacuer les nuages et le ciel se dégage. Les précipitations sont en hausse, une perturbation peu active s'abaisse sur la Bretagne en matinée.

Dimanche, une nouvelle perturbation abaisse les côtes bretonnes.

Samedi : pluie faible sur la Bretagne. Beau temps ailleurs.

Une perturbation finit d'évacuer les nuages et le ciel se dégage. Les précipitations sont en hausse, une perturbation peu active s'abaisse sur la Bretagne en matinée.

A part les Pyrénées, qui seront accablées le matin, le reste du pays sera sous un ciel peu nuageux avec du soleil après la dissipation des brumes et brouillards ; des gelées blanches pourront se former.

Toutefois, les nuages feront leur apparition en Bretagne en matinée.

En cours de journée, des pluies faibles tomberont en Bretagne et des nuages élevés envahiront un grand quart nord-ouest du pays. Ailleurs, le soleil continuera de briller.

Dimanche : pluies sur l'Ouest, soleil ailleurs.

La journée de dimanche sera assez semblable à celle de samedi.

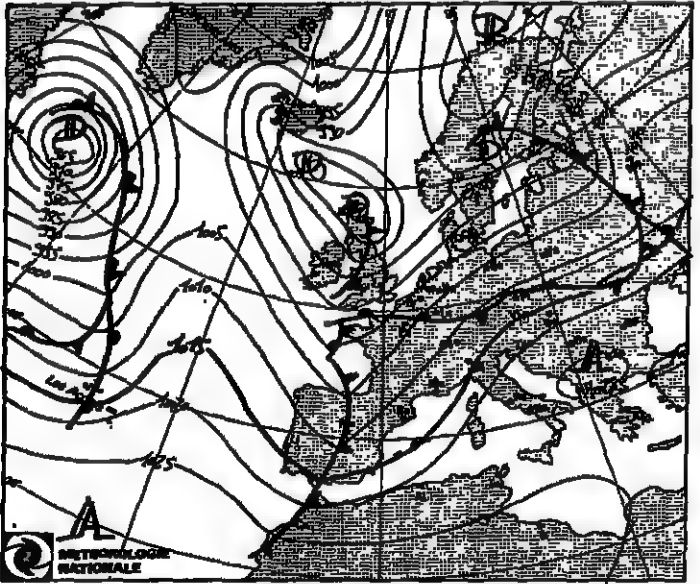
Une perturbation abaisse l'ouest du pays en donnant des pluies sur Bretagne et Normandie et des nuages des Pays de Loire au Nord-Pas-de-Calais.

Sur le reste du pays, après la dissipation des brumes et brouillards matinaux, le soleil brille.

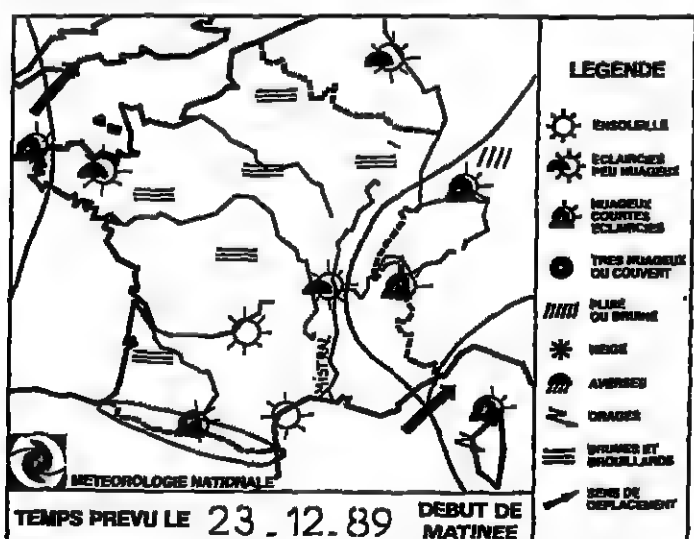
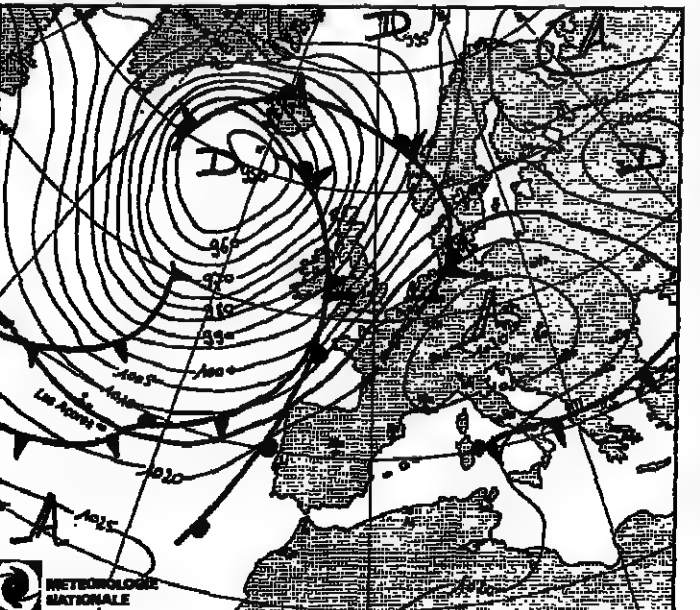
Les températures maximales seront fraîches, - 2 à 2 degrés dans le Nord-Est et le Centre, 2 à 4 degrés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, 4 à 5 degrés près de la Méditerranée et 5 à 7 degrés dans le Sud-Ouest.

Les maximales iront de 8 à 10 degrés dans le Nord-Est, 10 à 12 degrés dans le Centre, 12 à 13 degrés dans le Nord-Ouest, 13 à 15 degrés dans le Sud-Ouest et 15 à 17 degrés près de la Méditerranée.

## SITUATION LE 22 DÉCEMBRE 1989 À 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 24 DÉCEMBRE 1989 À 12 HEURES TU



## TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 21-12-1989

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES
AMARCO 20 12 D	TOULOUSE 14 10 P	LUXEMBOURG 13 9 P
BARCELONE 17 12 D	POINTE-A-PITRE 30 21 D	MADRID 13 10 D
BREIT 17 12 D	ALGER 27 9 D	MARSEILLE 25 9 D
BREST 13 9 P	AMSTERDAM 14 9 N	MEXICO 23 10 S
CAEN 15 10 C	ATHENS 18 10 D	MONTREAL -6 -2 D
CHERBOURG 15 9 P	BANGKOK 31 21 D	MOSCOW 4 -3 D
CLEMONTE-FE 12 9 P	BARCELONE 16 13 N	NAGANO 28 17 C
DJON 12 9 P	BERLIN 14 10 C	NEW-YORK -4 -1 C
GRANDE-EM 17 12 D	BRAZILIA 14 10 C	OSLO 0 -4 C
HAÏ 15 10 P	BUEENOS 14 10 C	PALMA-DE-MAJ 18 15 C
LYON 15 14 N	CAIRO 29 19 D	PEKIN -1 -4 C
MARSEILLE-MAR 14 10 N	COCHABAMBA 19 7 D	RIO-DE-JANEIRO 26 21 D
NANCY 14 10 N	DAKAR 29 19 D	ROTHSCHILD 17 8 N
NANTES 15 11 D	DELHI 20 12 D	SINGAPOUR 31 25 C
NICE 16 10 N	DENVER 20 10 D	STOCKHOLM 3 10 C
PARMANS 15 11 D	GENEVE 17 12 D	TOKYO 12 14 C
PAU 18 10 D	HONGKONG 21 18 C	TUNIS 20 10 D
PERPIGNAN 15 10 P	ISTANBUL 17 14 C	VARSOVIE 12 9 C
RENNES 15 10 P	JERUSALEM 17 14 C	VENISE 10 9 C
ST-ETIENNE 15 10 P	LONDON 16 12 A	VIENNE 10 9 C
STRASBOURG 15 10 P	LONDON 16 12 A	

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléfax MONDIPAR 650672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les Rédacteurs du Monde »
- Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, président, et Hubert Beauvois-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

**ABONNEMENTS**  
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	706 F
6 mois	720 F	762 F	973 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 980 F	2 630 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVUEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre à ce dernier bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



24 Conjoncture : les prévisions de l'OCDE  
Prévisions : appels à la reprise du travail

25 Les entreprises : l'impact de l'IVA de 7 %  
27 à 30 Le Monde Affaires

32 Marchés financiers  
33 Bourses de Paris

Dans « le Monde Affaires »

## BILLET

## La vision Tata

Les conglomérats ne sont plus à la mode. Les immenses constructions qui dans les années 60 étendaient leur territoire dans les domaines les plus divers (Bastille Corp. vendait des soutiens-gorge, des jus de fruits et louait des voitures...) apparaissent comme des archaïsmes managériaux. La mode est aux « synergies », à l'effet de taille dans « un métier de base » et au recentrage. Pourtant il existe encore de beaux et forts conglomérats. Les Britanniques, s'appuyant sur un marché financier dynamique, le prouvent : de Hanson (les assurances de 50 milliards de francs) à Poly Peck qui s'offre la lune d'acheter le japonais Samui.

Ailleurs, quelques conglomérats étonnants subsistent : l'IRI en Italie et la Land de Bavière (88 000 employés dans quinze sociétés) en Allemagne de l'Ouest.

Et puis il y a le cas de l'entreprise gigantesque fondée en 1968 par Jamsil Tata en Inde. Les bons esprits pourront toujours prétendre qu'il s'agit là aussi d'un archaïsme digne de pays en voie de développement. Pourtant le groupe Tata, qui fait travailler directement et indirectement plus d'un million de personnes, est autre chose que la collection impressionnante de diversifications allant de la sidérurgie à l'ordinateur. Ce qui fait tenir ensemble ces dizaines de sociétés n'est pas uniquement la simple recherche du profit (comme dans le cas des conglomérats britanniques). Tata a une vision. Paternaliste certes, mais aussi nationaliste (« Ce qui est bon pour Tata est bon pour l'Inde »). La sagesse de ses dirigeants, leur éthique affichée, leur volonté de « valoriser la ressource humaine », comme disent les gestionnaires occidentaux, sont autant d'éléments du ciment, pour l'instant sans faille, qui soude les pierres de l'empire Tata.

D. Py.

● Lire pages 27 et 28 « Les splendeurs de l'empire Tata » et l'entretien avec JDR Tata.

## INSOLITE

## Vœux

On savait M. Jean-Pierre Soisson prudent. On le découvre prudemment quand il s'agit de prévoir dans l'avenir. Par deux fois, à Nantes le 18 décembre, puis le 21 décembre devant les responsables de l'UNIM (Union des industries métallurgiques et minières), le ministre du travail a promis qu'il déposerait un projet de loi en... 1991.

Il faut voir là le goût pour le symbole. Le texte en question devrait reprendre la loi instituant la formation professionnelle permanente qui aura alors tout juste vingt ans. On peut aussi en déduire que la réforme n'est pas si urgente, bien que le ministre ait déclaré que la loi en vigueur « n'était pas très efficace », ou comprendre que M. Soisson s'accorde un délai de réflexion en correspondance avec l'importance qu'il reconnaît au sujet.

Mais ce serait aussi une façon de faire savoir que le ministre du travail est assuré de conserver son poste jusqu'à cette échéance - à défaut - qu'il commence à y croire ; ou encore qu'il voudrait bien que l'on entende son souhait de rester pour deux ans. Un vœu, en quelque sorte, exprimé à une époque de l'année où l'on en prononce beaucoup.

## Trois importantes décisions communautaires dans la perspectives du Grand Marché

Mme Edith Cresson n'était pas peu fière jeudi soir 21 décembre après avoir empêché tout à tour l'accord des Douze sur le contrôle des fusions d'entreprises, la libre prestation de service en matière d'assurance vie et le droit de séjour des « non-actifs ». Le ministre français des affaires européennes, président en exercice du conseil « marché intérieur », a souligné devant la presse l'importance des décisions prises pour la réalisation du marché unique de 1993.

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 1990, les concentrations

## La concurrence pourra jouer librement dans le domaine de l'assurance-vie

BRUXELLES  
Communauté européenne  
de notre correspondant

Depuis 1979, la liberté d'établissement est acquise dans le domaine de l'assurance sur la vie. Après la libre prestation pour la couverture des dommages industriels décidée en juin 1985, il s'agissait de prendre une mesure comparable dans une branche qui représente un chiffre d'affaires de 130 milliards d'euros et concerne deux mille compagnies. Plus justement encore, les sommes garanties : 3 000 milliards d'euros (53 % du PIB de la CEE), soit l'équivalent des dépôts bancaires déposés dans les établissements des Douze. La directive communautaire, qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1993, autorise non seulement la libre prestation de service, mais garantit une protection particulière des assurés, justifiée par la complexité des données sur l'assurance-vie et par la durée généralement très longue des engagements souscrits. En outre, la législation européenne couvre, l'assurance de groupe, un domaine en pleine expansion.

Une compagnie pourra effectuer du démarchage sur tout le territoire de la CEE. L'assuré devra toutefois obtenir l'agrément de l'Etat de résidence du souscripteur. Si l'assuré prend l'initiative de contacter une police après d'une société établie à l'étranger, il pourra choisir le bénéfice de la protection que lui assure la réglementation de l'Etat où il est domicilié.

Le délai de ratification (de quinze jours à un mois), déjà appliqué en France et en Grande-Bretagne, sera étendu à toute la Communauté.

MARCEL SCOTTO

## La Commission disposera de pouvoirs importants en matière de concentration d'entreprises

BRUXELLES  
Communauté européenne  
de notre correspondant

Mme Edith Cresson, qui avait fait de cette affaire une des priorités de la présidence française, a estimé que le nouveau règlement « donnerait à nos entreprises la sécurité et la clarté en ce qui concerne le droit de la concurrence ». Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission européenne, a qualifié l'accord de « percée historique ». « Au moment où les concentrations se multiplient d'un pays de la Communauté à l'autre, alors que les entreprises se positionnent dans la perspective du marché unique, il convenait que la politique de concurrence puisse jouer au profit de l'industrie européenne, et pour ce faire, qu'il était essentiel qu'il revienne à une autorité unique de décider », a-t-il ajouté.

Conformément à ce que souhaitaient la France, le Royaume-Uni et la RFA, le seul à partir d'après l'assimilation d'opérations de concentration d'un pays de la Communauté à la Commission a été fixé à 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires mondial (1). A l'issue d'une période de transaction de quatre ans, le seuil pourra être réduit et les Britanniques ont finalement accepté que la décision soit alors prise à la majorité qualifiée et non à l'unanimité. L'acte de la Commission est de le ramener de 5 à 2 milliards d'euros.

Tant que le seuil n'aura pas été baissé, le règlement ne concernera que le rapprochement de grands groupes internationaux ou bien des rachats très importants. Selon les services de Mme Cresson, sur les soixante-dix rapprochements d'entreprises qui, en 1988, ont été examinés en France par le ministère des finances, quatre seulement auraient relevé de la compétence communautaire si le règlement communautaire avait été en vigueur (2).

Les Allemands entendaient que leur organisme de contrôle, le Bundeskartellamt, puisse continuer à intervenir dans les cas sensibles.

## Un concept flou

Finalement, Bonn a largement obtenu satisfaction : un Etat membre pourra demander à la commission de statuer lui-même sur une fusion ou un rachat d'entreprise à condition de démontrer qu'il s'agit là d'un « marché distinct » soulevant des problèmes locaux spécifiques.

Ce concept de « marché distinct » est passablement flou. En fait, dans les cas sensibles où les autorités allemandes voudraient superviser elles-mêmes la concentration projetée, une négociation s'engagera entre Bonn et Bruxelles. Mais M. Cresson et M. Brittan ont souligné que dans une telle hypothèse la décision finale (à savoir le renvoi aux autorités compétentes de l'Etat membre ou bien au contraire l'instruction par

bien armée sur le plan national, auraient préféré étendre le pouvoir de la commission.

Dans le domaine de l'assurance-vie, l'avalanche des Douze est significative. Les consommateurs européens pourront faire jouer pleinement la concurrence dans tous les pays membres pour souscrire de tels contrats. Quant à la question des non-actifs, il s'agit d'un accord politique pour donner à toutes les personnes concernées (étudiants, retraités, rentiers...) le droit de s'installer dans un pays de la CEE autre que le leur.

## Les inactifs pourront s'installer partout dans la CEE

BRUXELLES  
Communauté européenne  
de notre correspondant

Les ministres des Douze chargés de la réalisation du marché unique ont abouti le jeudi 21 décembre à un accord sur le droit de séjour des étudiants, retraités et autres « non-actifs » dans un autre Etat membre de la CEE que le leur. Le projet ministériel doit être maintenant examiné en dernière lecture par le Parlement européen. L'objectif est d'appliquer la nouvelle législation communautaire au 30 juin 1992.

Malgré les amendements votés par l'Assemblée, lors de la session de décembre, les Douze ont recommandé à quelques détails près leur projet initial. Ainsi, ils ne retiennent pas la modification sur le droit à un congé sabbatique à la charge de la personne ayant obtenu le permis de séjour dans le pays d'accueil. La compagnie ou le compagnon devra remplir les mêmes conditions que le partenaire.

Actuellement, le droit de séjour relève du pouvoir discrétionnaire des autorités nationales. Celles-ci devront à l'avenir accorder l'autorisation si le demandeur peut justifier de ses ressources et de la couverture d'une assurance-maladie.

Les étudiants auront toutefois pas à apporter la preuve de leurs ressources, mais ils seront tenus de s'inscrire dans un établissement agréé pour y suivre une formation professionnelle. Le droit de séjour sera limité à la durée du cycle d'études.

M. S.

## La nouvelle convention de l'Unediv

## Un accord va être signé pour l'assurance-chômage

Négociés au cours de la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 décembre, la nouvelle convention de l'assurance-chômage devrait être signée par tous les syndicats. A l'exception de la CGT. Seule la CFTC a parachevé immédiatement le protocole d'accord.

Il aura fallu aux partenaires sociaux plus de neuf heures de négociation pour que soit arrêté le contenu de la nouvelle convention d'assurance-chômage qui entrera en application le 1<sup>er</sup> janvier prochain pour une durée de trois ans. Pour la première fois depuis longtemps, la CGT considère que le texte final du protocole d'accord comprend plusieurs « avancées », mais la déléguation conseilera malgré tout à la direction confédérale de ne pas le signer.

Seule la CFTC a aussitôt paraphé le document que les autres organisations jugent « équilibré » et qu'elles devraient donc accepter. Les instances nationales de la CFTD et de la FO devaient se prononcer dans la journée. Plus réservée, parce qu'une baisse de 0,12 % des cotisations a été décidée avant que le coût de mesures encore à venir ait été évalué, la CGC donnera sa réponse avant le 2 janvier. « C'est la première fois depuis la crise », selon M. Jean-Marie Spaeth (CFTD), que des améliorations « sensibles » sont apportées au régime d'assurance-chômage, tandis que M. Jean-Louis Girat (CNPF) résume pour sa part à 1962 pour trouver tout à la fois une augmentation de certaines indemnités et une réduction des cotisations.

Globalement, les aménagements envisagés coûteront 3,524 milliards de francs sur trois ans, y compris le financement pour 900 millions de l'indemnisation des contrats emplois-solidarité acceptés le

14 décembre dans le protocole signé avec le ministère du travail (le Monde du 19 décembre). La plupart des mesures concernent les bénéficiaires de longue durée. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, ceux-ci verront l'allocation de fin de droits relevée de 3 %. S'ils sont âgés de plus de cinquante-deux ans, ils ne pourront plus être indemnisés au taux de 72,59 F par jour, mais à celui, majoré, de 101,17 F, dont ils ne pourront jusqu'à présent bénéficier qu'à partir de cinquante-cinq ans.

En outre, expérimental, une disposition originale va être testée du 1<sup>er</sup> juillet 1990 au 31 décembre 1991, avant d'être confirmée, qui permettra d'accorder des sages de formation d'une durée maximale de trois mois aux chômeurs qui, devant quitter l'allocation de base, bécotaient dans l'allocation de fin de droits. Cette mesure sera particulièrement incitative et devrait offrir « une deuxième chance de réinsertion professionnelle », puis que les quarante mille bénéficiaires envisagés seront rémunérés 3 600 F par mois pendant cette période suivie de 2 200 F, et qu'il conserveront l'intégralité de leurs droits à l'indemnisation.

## Dossier en suspens

Parmi les autres améliorations figurent l'alignement du traitement réservé aux chômeurs des départements d'outre-mer sur celui de la métropole, promis depuis 1984 ; un mode de calcul plus favorable au maintien d'une allocation aux chômeurs et rendus encore plus attractive dans le cas des chômeurs plus âgés qui acceptent d'occuper des activités réduites pour progressivement se réinsérer ; la réévaluation annuelle des indemnités ramenée d'octobre à juillet, avec la promesse d'en revenir à une correction semestrielle.

En contrepartie, le CNPF obtient la baisse des cotisations qui

interviendra au 1<sup>er</sup> janvier 1991, au moment où seront relevés d'autant les cotisations en régime ARRCO de retraite complémentaire. Cela réduira les recettes de l'UNEDIV de 3 590 milliards de francs, correspondant à une économie égale pour les employeurs et les salariés actifs (le taux sera de 4,78 %, réparti entre les 3,17 % de cotisation patronale et les 1,61 % de cotisation salariale). Dans ces conditions, et sur les 19 milliards de francs d'excédents que le régime d'assurance-chômage pouvait espérer dégager d'ici à 1992, il ne restera plus que 2,5 milliards de francs de disponibilités pour assaillir partiellement la trésorerie de l'UNEDIV, souvent à découvert au cours de mois, et de 1 à 1,5 milliard de francs pour éventuellement financer l'amélioration du système d'indemnisation des précaires.

La négociation qu'est devenue la mise, en effet, plusieurs difficultés en suspens qui devront être traitées prochainement, ainsi que le précise le document rédigé par les partenaires sociaux. Il s'agit d'une part du relèvement du minimum fixé pour l'allocation de formation-reclassement (AFR), soulevé à 10 %. Cela suppose une négociation avec le ministère du travail, impliqué dans ce dossier qui établit la répartition de certains stagiaires. Une lettre a été adressée à M. Jean-Pierre Soisson en ce sens. D'autre part, et comme cela était prévisible, l'examen du sort des précaires liés, dans le texte à la négociation sur le travail temporaire que M. Jean-Louis Girat entend mener pour se substituer au projet de loi arrêté le 6 décembre par le gouvernement. Les premières discussions devraient avoir lieu à la mi-janvier et le CNPF voudrait conclure avant l'ouverture de la session parlementaire de printemps.

ALAIN LEBEAUBE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Les Sicav de L'Européenne de Banque

## Une capacité d'innovation démontrée :

- JULIET 1969 Création de LAFFITTE-EXPANSION, 1<sup>er</sup> Sicav de L'EUROPÉENNE DE BANQUE
- AVRIL 1973 Création de LAFFITTE-TOKYO L'EUROPÉENNE DE BANQUE est le premier établissement français à s'investir de façon dynamique au développement des marchés japonais.
- MARS 1988 DEFI L'Europe... avec la Sicav LAFFITTE-EUROPE
- OCTOBRE 1989 Transformation en Sicav de capitalisation de VALOBLIG, LAFFITTE COURT TERME LAFFITTE-PLACEMENTS et MONELAFFITTE

## Une gamme complète de 14 SICAV parmi les meilleures.

7 SICAV ACTIONS	7 SICAV OBLIGATIONS ET COURT TERME
LAFFITTE-EXPANSION Valeurs françaises et étrangères Répartition équilibrée	LAFFITTE-RENDIMENT Revenus obligataires - valeurs françaises Répartition équilibrée
LAFFITTE-FRANCE Valeurs françaises Répartition équilibrée	VALOBLIG Obligations obligataires valeurs françaises - 2 ans Répartition équilibrée
LAFFITTE-IMMOBILIÈRE Valeurs immobilières françaises PFR Répartition équilibrée	LAFFITTE-OBLIGATIONS Revenus obligataires PFR Répartition équilibrée
LAFFITTE-JAPON Valeurs japonaises et étrangères spécifiquement sélectionnées Répartition équilibrée	LAFFITTE-PREMIÈRE Obligations de "premier catégorie" PFR Répartition équilibrée
LAFFITTE-TOKYO Valeurs étrangères spécifiques Répartition équilibrée	LAFFITTE COURT TERME Court terme 2 à 3 mois
LAFFITTE-AMÉRIQUE Valeurs étrangères spécifiques Répartition équilibrée	LAFFITTE-PLACEMENTS Court terme PFR 2 ans
LAFFITTE-EUROPE Valeurs étrangères spécifiques Répartition équilibrée	MONELAFFITTE Court terme 1 an

## GÉRER UN PATRIMOINE NE S'IMPROVISE PAS

L'Européenne de Banque

21, rue Laffitte - 75009 Paris (1) 42.42.41



## ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

Les prévisions de l'OCDE pour 1990

## Léger ralentissement de la croissance et stabilisation de l'inflation

Après les résultats qu'elle juge « très positifs » enregistrés depuis trois ans en matière d'activité, d'emploi, d'inflation, l'OCDE prévoit dans ses Perspectives publiées jeudi 21 décembre un léger ralentissement de l'expansion dans les pays industrialisés. L'OCDE écrit que « la croissance semble s'être ralentie » et qu'en 1990-1991 elle pourrait se situer « juste au-dessous » de 3%. Le taux d'inflation resterait aux environs de 4,5% comme en 1989, c'est-à-dire un point au-dessus de 1988.

Après avoir souligné que, grâce probablement à des politiques monétaires « prudentes », la situation économique avait « évolué favorablement » avec un taux de croissance annuel qui a atteint 4% en volume depuis le début de 1987, l'OCDE s'interroge sur le point de savoir si son évaluation de la situation « n'est pas trop prudente ». Il se pourrait en effet, écrit l'organisation, que « les facteurs qui sont à l'origine des bons résultats enregistrés depuis 1987 entraînent l'existence de mutations structurelles plus importantes et plus profondes que ne le supposent les prévisions ». Dans ce cas, « la

croissance économique tendrait à se ralentir ».

Mais l'OCDE souligne immédiatement que l'inflation est « encore suffisamment forte pour rester préoccupante », que la politique monétaire pourrait peser plus que prévu sur le rythme d'expansion, que les déficits extérieurs vont rester importants dans plusieurs pays, que l'insuffisance d'épargne révélée par le niveau élevé des taux d'intérêt réels s'explique par les déficits publics, que la situation des pays endettés reste préoccupante, qu'enfin l'avenir du système commercial multilatéral « reste incertain ».

Ayant ainsi énuméré tous les motifs qui peuvent inciter au pessimisme, l'OCDE souligne tout de même « les changements positifs que les perspectives indiquent en Europe de l'Est », dont les bénéfices pourraient être « considérables » tant pour les pays concernés que pour l'économie mondiale.

Tous comptes faits, le chômage, après avoir baissé continuellement depuis deux ans et être revenu à 6,6% de la population active, se stabiliserait à ce niveau jusqu'en

1991 après 7% en 1988 et 7,8% en 1987.

Parallèlement au léger ralentissement de la croissance économique, le développement des échanges commerciaux se ferait un peu moins rapide : + 7,6% en volume, après + 9% en 1988. L'OCDE ne prévoit « guère de progrès » dans l'atténuation des déséquilibres extérieurs des trois principaux pays concernés (Etats-Unis, Japon, RFA) tandis que, au sein des pays européens, le solde des échanges risque de devenir de plus en plus « déséquilibré », ce qui signifie des excédents croissants en RFA et des déficits croissants en Grande-Bretagne.

L'OCDE manifeste pourtant un certain optimisme à l'égard du déficit extérieur courant des Etats-Unis, qui, après être revenu de 127 milliards de dollars en 1988 à 122 milliards de dollars en 1989, pourrait se stabiliser ou à peu près. A plus long terme, l'organisation du château de la Moette s'interroge sur le fait de savoir si les gains de compétitivité engrangés par les Etats-Unis entre 1983 et 1987 ne résulteraient pas de bonnes surprises à ce pays pour ses paiements extérieurs.

## Résumé des prévisions

PNB en volume	1989	1990	1991
	(variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)		
Etats-Unis	3,0	2,3	2,5
Japon	4,8	4,5	4,3
RFA	4,3	3,2	3,1
France	3,4	3,1	2,8
Italie	3,3	3,2	3,0
Grande-Bretagne	2,3	1,3	1,2
Canada	2,9	2,8	2,7
OCDE Europe	3,5	2,8	2,7
Total OCDE	3,6	2,9	2,9
Inflation :			
Etats-Unis	4,3	4,4	4,5
Japon	1,3	2,6	2,5
RFA	2,6	3,0	2,8
France	3,4	3,1	2,7
Italie	5,7	5,6	5,4
Grande-Bretagne	7,3	6,5	5,7
Canada	5,3	5,0	5,6
OCDE Europe	5,6	5,4	4,8
Total OCDE	4,3	4,5	4,3
Balances des opérations courantes (en milliards de dollars)			
Etats-Unis	- 121,5	- 118,1	- 123,8
Japon	60,8	61,1	68,6
RFA	60,9	70,8	75,7
France	- 4,0	- 4,0	- 4,0
Italie	- 12,0	- 13,0	- 14,0
Grande-Bretagne	- 32,0	- 30,0	- 26,0
Canada	- 14,0	- 14,0	- 15,0
OCDE Europe	6,1	10,9	10,4
Total OCDE	- 83,3	- 72,3	- 71,4
OPEP	- 1,8	- 0,7	- 0,1
PVD hors OPEP	- 8,6	- 12,1	- 12,6
Chômage (en pourcentage de la population active)			
Etats-Unis	5,2	5,4	5,5
Japon	2,3	2,3	2,3
RFA	7,3	7,1	7,2
France	9,5	9,3	9,2
Italie	12,0	12,2	12,3
Grande-Bretagne	6,5	6,6	6,9
Canada	7,5	7,6	8,0
OCDE Europe	9,0	8,9	8,9
Total OCDE	6,6	6,6	6,6
Commerce mondial (taux de croissance du volume par rapport à l'année précédente)			
Moyenne annuelle	7,6	6,4	6,8

(Publié)

## AVIS D'INSERTION

## Construction du centre de secours de Sucy-en-Brie

Par délibération du 26 juin 1989, le Conseil de Paris a déclaré d'intérêt général la construction d'un nouveau centre de secours à Sucy-en-Brie.

Cette décision et le dossier, qui lui sont annexés, comportant une fiche de présentation et d'opportunité, un devis estimatif, une évaluation des besoins d'un centre de secours et des plans, sont tenus à la disposition du public du 18 décembre 1989 au 19 janvier 1990 inclus, entre 9 h-12 h et 14 h-17 h, les jours ouvrables (du lundi au vendredi) :

- à la Préfecture de police. Sous-direction des affaires immobilières et mobilières (pièce n° 4021), escalier C, 4<sup>e</sup> étage, 116 de la Cité (entrée rue de Lutèce) 75195 PARIS RP
- à la Ville de Paris. Direction de la construction et du logement. Bureau des mutations immobilières pièces n° 5136 et 5138 (5<sup>e</sup> étage) 17, boulevard Morland 75004 PARIS.

Selon le département du commerce

## Les entreprises américaines investiront moins en 1990

La progression des investissements des entreprises américaines devrait se ralentir très nettement en 1990 pour tomber à 4,9% contre 8,5% cette année, a annoncé jeudi 21 décembre le département du commerce.

La hausse des investissements prévue pour 1990, calculée à partir d'une enquête réalisée en novembre, est la plus faible depuis 1987 (+ 4,2%). Les dépenses d'investissements avaient représenté ces dernières années un des principaux moteurs de la croissance américaine. Leur déclin constitue un nouveau signe de ralentissement de l'activité économique, soulignent les experts.

Les investissements devraient totaliser 490,1 milliards de dollars (3 000 milliards de francs) en 1990 contre 467,2 milliards cette année et 430,7 milliards en 1988. Ces chiffres ont été corrigés pour tenir compte de l'inflation.

Le ralentissement devrait toucher surtout l'industrie manufacturière où les investissements devraient croître seulement de 1,4% en 1990 contre une hausse de 7,3% attendue cette année.

## Pas de ralentissement important de l'activité estime la direction de la prévision

« La croissance mondiale est restée soutenue malgré le ralentissement aux Etats-Unis et au Royaume-Uni », écrit la direction de la prévision (DP) du ministère de l'économie et des finances dans sa dernière note de conjoncture internationale. « L'activité devrait rester faible dans ces deux pays au cours des prochains mois, en raison d'une conjoncture déprimée dans l'industrie manufacturière. Cependant, grâce au dynamisme de la demande intérieure au Japon et en Allemagne, le risque d'un ralentissement trop marqué de l'économie mondiale semble devoir être écarté ».

Le risque existe, écrit encore la DP, que « l'explosion des derniers mois ne provoque un relâchement de la discipline salariale et une nouvelle accélération des coûts salariaux unitaires ». Concernant les investissements, moteur essentiel de la croissance ces dernières années dans les pays industrialisés, la DP souligne qu'ils n'ont commencé à se ralentir qu'aux Etats-Unis, alors qu'en RFA les commandes de biens d'équipement restent très favorables.

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

## INDUSTRIE

Un investissement de 23 milliards de francs

## La SNCF propose une ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux-Toulouse

BORDEAUX

de notre correspondant

La SNCF va proposer au gouvernement d'inscrire une ligne Tours-Bordeaux-Toulouse au schéma directeur national des TGV, dont la publication est prévue pour le premier semestre 1990. Longue de 540 kilomètres, cette ligne coûterait 23 milliards de francs dont 16 milliards pour relier Tours à Bordeaux, et 7 milliards entre Bordeaux et Toulouse. Elle mettrait Angoulême à 1 h 43 de Paris, Bordeaux à 2 h 06 et Toulouse à 2 h 48. M. Michel Walrave, directeur général adjoint de la SNCF, a présenté le 19 décembre aux élus régionaux aquitains à Bordeaux les esquisses de tracé issues des études préliminaires de la SNCF. Deux variantes sont envisagées : l'une entre Tours et Poitiers, passant tantôt à l'est, tantôt à l'ouest de cette ville, l'autre à l'approche de Bordeaux. Dans ce secteur de vignobles réputés, la SNCF devra, en effet, jouer serré pour épargner les vignes et ne pas susciter l'opposition des viticulteurs.

Cette ligne nouvelle Tours-Bordeaux-Toulouse devrait être connectée au réseau TGV-Méditerranée grâce à des aménagements entre Toulouse et Carcassonne et grâce à la construction d'une ligne nouvelle allant de Carcassonne au nord de Narbonne. Ce TGV « grand sud » mettrait ainsi Bordeaux à trois heures de Barcelone et à quatre heures de Nice. La SNCF n'entre pas, pour l'instant, dans le détail du financement. Elle indique simplement qu'elle envisage de solliciter la participation des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées pour le maillon Bordeaux-Toulouse jugé moins rentable.

GINETTE DE MATHA

■ Inauguration de la section autoroutière Manosque-Aubignosc. — M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, a inauguré, le jeudi 21 décembre, le tronçon Manosque-Aubignosc (Alpes-de-Haute-Provence) de l'autoroute A 51 « val de Durance ». L'entrée en service de cette section de 40,5 km met Aix-en-Provence à moins d'une heure de piémont alpin. M. Delebarre a confirmé que l'enquête d'utilité publique serait lancée à la fin de l'année 1990 pour le prolongement de l'autoroute A 51 vers Gap et Grenoble.

## SOCIAL

Revalorisation de primes et transformations d'emplois

## FO et la CFDT appellent à la reprise du travail dans les préfectures

Tout aussi inintermittable mais moins spectaculaire que la grève des fonctionnaires des finances, le conflit qui oppose depuis le mois de juin les agents des préfectures au ministère de l'intérieur est en voie de règlement. Jeudi 21 décembre, les syndicats FO et CFDT ont officiellement appelé à la reprise du travail après avoir obtenu des améliorations du régime des primes ainsi que des assurances en matière d'effectifs et de déroulement de carrière. Selon Force-Ouvrière, 38 départements ont déjà décidé de reprendre le travail mais 24 attendent, pour l'instant, poursuivre l'action.

## Une enveloppe de 23 millions de francs

Le conflit, qui a débuté à l'appel de FO et de la CFDT, s'est étendu depuis septembre à une soixantaine de préfectures dont l'activité a été notablement perturbée : « grève du téléphone » et des recettes, blocage de la délivrance des cartes grises, des passeports ou des cartes d'identité. Cependant, à l'issue de trois réunions avec les représentants du ministère de l'intérieur, les syndicats ont décidé de mettre un terme au conflit après avoir obtenu que l'indemnité spécifique — quelque 4 000 F par an en moyenne — accordée aux 23 000 agents des préfectures soit revalorisée de 23% en 1990.

Le coût de cette mesure est évalué à 23 millions de francs alors que les syndicats demandaient une enveloppe supplémentaire de 70 millions de francs. « Cela devrait néanmoins permettre de corriger les inégalités entre les dif-

## La grève se durcit à la BNP

Le conflit s'est durci, jeudi 21 décembre, à la BNP. Le comité de grève du centre de Paris-Barbès, indépendant des syndicats, a décidé de bloquer l'entrée et la sortie des véhicules de transport de fonds. Néanmoins, la situation était redevenue normale vendredi matin. Par ailleurs, un appel à un arrêt de travail renouvelable de deux heures par jour à compter du 8 janvier a été lancé par la CFDT, la CFTC, FO et le SNB (cadres) pour l'ensemble des salariés de la banque. Les syndicats, qui revendiquent des augmentations de salaires (de 750 francs à 1 500 francs) et une amélioration des conditions de travail, n'ont pu trouver un accord jeudi avec la direction, qui avait accepté de les recevoir afin d'étudier la situation du personnel des centres parisiens. Selon la direction, des négociations ne pourront s'ouvrir au sein de la BNP qu'après le 4 janvier, date à laquelle les signataires de l'accord salarial 1989 (CFDT, FO, CFTC) doivent rencontrer l'Association française des banques (AFB).

férentes situations puisque l'écart va actuellement de 1 à 144 », estime M<sup>me</sup> Jacqueline Bret, secrétaire générale adjointe de la fédération FO des préfectures. D'ici à 1992, cette indemnité devrait s'aligner « sur le taux moyen des dix meilleures préfectures ».

Le relevé de conclusions rédigé par les pouvoirs publics prévoit, d'autre part, un certain nombre de transformations d'emplois. Trois cent vingt-neuf concerneront la catégorie A, soixante-dix-sept promotions de catégorie C en catégorie B interviendront, de même que trente-deux promotions de D en C. Enfin, les suppressions d'emplois seront ramenées de 1,5% à 1% des effectifs l'année prochaine et certains postes de travail « gelés » seront pourvus. Ainsi, soulignent les syndicats, deux cent soixante-cinq emplois ont pu être « sauvés ».

JEAN-MICHEL NORMAND

■ Un nouveau mode de rémunération pour les pharmaciens. — Les pharmaciens vont changer de mode de rémunération le 15 février prochain, a annoncé jeudi 21 décembre le ministère de la santé. Le nouveau dispositif consiste à appliquer une marge dégressive en fonction du prix et non plus une marge uniforme de 30,44% du prix de gros hors taxes, trop inflationniste. Les représentants de la profession ont plutôt bien accueilli cette nouvelle formule en faveur de laquelle le premier ministre a tranché alors que le ministère des finances proposait un mécanisme moins favorable.

■ Plan emploi : la loi est publiée au Journal officiel. — Les textes nécessaires à la mise en œuvre du plan emploi du 15 septembre, et qui avaient ensuite fait l'objet d'une discussion parlementaire autour des thèmes de l'exclusion professionnelle ont désormais force de loi puisque les dispositions législatives ont été publiées au Journal officiel du 20 décembre. Sont ainsi précisés les contrats de retour à l'emploi (CRE), utilisables par les employeurs privés, et créés les contrats emploi-solidarité, à usage des collectivités locales et des établissements publics, qui viennent remplacer les anciens TUC (travaux d'utilité collective) et les PIL (programmes d'insertion locale).

Concentration dans la micro-informatique

Goupil

rachète Normerel

Le club des constructeurs français en micro-informatique se réunit... mais se concentre. Le groupe SMT-Goupil a annoncé jeudi 21 décembre qu'il avait acquis 69% du capital de la société de micro-informatique Normerel pour 14 millions de francs. Goupil devient ainsi le seul fabricant hexagonal indépendant aux côtés de Bull.

La transaction s'est effectuée par le biais d'Archives SA. C'est cette filiale de Goupil qui est entrée dans le capital de Normerel, la société holding qui contrôle Normerel. SMT-Goupil y rejoint le talvanais Arche Technologies, qui avait acquis 19% de Normerel à la faveur d'une restructuration du capital en octobre dernier. L'objectif de SMT-Goupil est de se doter, avec le rachat de Normerel, d'un pôle équipementier. La PME de Grandville conçoit en effet systèmes et cartes mémoires pour les grands du monde de l'informatique. Une activité que Goupil espère développer et dont les perspectives sont suffisamment attrayantes pour compenser le coût de la remise à flot de Normerel. Cette société de 170 salariés a en effet essuyé des pertes de 24 millions de francs en 1988 pour un chiffre d'affaires de 330 millions de francs. SMT-Goupil, pour sa part, entend, grâce à cette acquisition, se hisser au-dessus des 2 milliards de francs de chiffres d'affaires l'an prochain (contre 1,3 milliard en 1989).

## Textile — Habillement

## Une légère amélioration

Les responsables de l'UIT (Union des industries textiles) et de l'UIH (Union des industries de l'habillement) ont présenté le jeudi 21 décembre le bilan de ces secteurs en 1989. Avec une légère pointe d'optimisme : en effet, cette activité est en progression de 1% par rapport à 1988. Quant au taux de couverture de la balance commerciale, toujours déficitaire, il est aussi en amélioration, passant de 70% en 1988 à 72%. Au cours des neuf premiers mois de 1989, les exportations ont augmenté de 16% en valeur, notamment vers la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Maroc pour le textile; vers les Etats-Unis, le Canada et le Moyen-Orient pour l'habillement. Ce poste a bénéficié de la hausse du yen, qui a valorisé les importantes ventes réalisées au Japon. Les industriels de ces secteurs ont investi 6,4 milliards de francs dans la modernisation de leurs usines, dépassant ainsi la moyenne française. Avec pour conséquence une baisse des effectifs qui devrait se poursuivre en 1990.

Les responsables des deux organisations professionnelles ont par ailleurs commenté le rapport Jolite-Boumme, rendu public il y a quelques semaines (Le Monde du 6 décembre). Une fois passés les premiers agacements provoqués par la place accordée dans ce rapport au phénomène du Sentier, les industriels du textile-habillement vont organiser réunions régionales et tables rondes en présence des deux auteurs.

F. Ch.

■ RECTIFICATIF. — Petrofina rachète Novemail et Gauthier : dans l'article paru sous ce intitulé dans le Monde de jeudi daté du 22 décembre, un « mastic » a rendu inintelligible le début du troisième paragraphe : « Pour la firme belge, il s'agit d'un véritable renouveau... ». Il fallait lire : « il s'agit d'un véritable come-back ». Les lecteurs voudront bien nous excuser.

■ RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « La commission européenne propose le gel des prix », paru le vendredi 22 décembre, il fallait lire que « l'objectif de production fixé par les Douze a été légèrement dépassé », et non pas, comme une malencontreuse erreur typographique l'indiquait.











# Le Monde

## AFFAIRES

### Les splendeurs de l'empire Tata

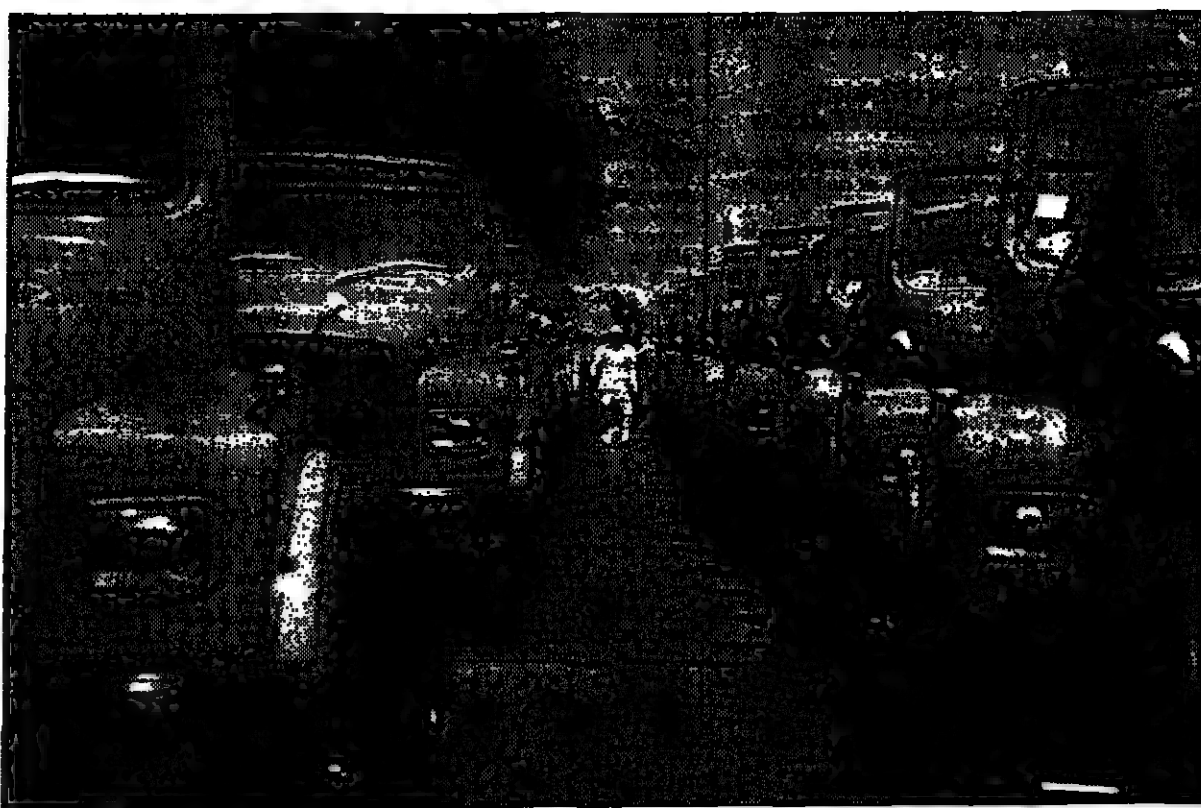
Un conglomérat au chiffre d'affaires énorme et flou prospère depuis 1868 au cœur de l'économie indienne. De la sidérurgie à l'électronique, il sait tout fabriquer...

BOMBAY  
de notre envoyé spécial

**A**u cœur de l'infatigable circulation de la ville moite, au milieu de Homi Mody Street : Bombay House, le centre nerveux de l'empire Tata. L'immeuble est vénérable et bourgeois ; les Indiens en uniformes sont nombreux, et les bureaux des principaux directeurs, où le thé est servi dans de la porcelaine blanche, sont parfois bien exigus. L'étage noble, celui du « chairman », est au quatrième. L'ensemble est respectable, discret, presque « protestant ». La puissance des Tata n'est jamais ostentatoire. Rien à voir avec les nouveaux requins de l'industrie indienne, les groupes Ambani ou Chabbria, grands spécialistes des raids boursiers ou des rachats d'entreprises à la hussarde. A Bombay House, on a une réputation à tenir et l'on est bien convaincu que la force industrielle de Tata repose, en partie, sur celle-ci.

Le président, JRD Tata, souligne que si dans le passé le groupe avait choisi d'« acheter » des politiciens, il serait aujourd'hui encore plus puissant. Quelques affaires mineures de corruption ont bien été évoquées, mais, au total, le nom reste sans tâche. Dans les bureaux directeurs, on s'efforce de convaincre le visiteur que la différence entre Tata et les autres est une question d'« éthique », de « philosophie ». Cet « esprit Tata » repose aussi sur une certaine idée d'une croissance industrielle nationale ; ce qui est bon pour les Tata doit l'être aussi pour l'Inde. La vertu n'empêche pas, bien au contraire, les bénéfices de suivre une courbe ascendante. L'autre credo, c'est la libre entreprise. Le socialisme des Nehru-Gandhi a toujours été la bête noire, et les Tata, farouches partisans d'une libéralisation de l'économie indienne, ont entretenu d'assez mauvais rapports avec le Parti du Congrès.

Environ 250 000 personnes sont employées par les compagnies du groupe, mais le nombre des salariés dont la situation dépend de décisions prises par Bombay House est probablement trois ou quatre fois supérieur. Le personnel Tata est fidèle par une succession d'avantages sociaux. Entrer chez Tata, c'est être assuré d'y rester jusqu'à la retraite, sauf accident. Cette gestion très paternaliste pourrait amener une certaine sclérose, agissant du renouvellement des compétences, or il n'en est rien. Grâce notamment au Tata Management Center situé à Pune, et au Tata Administrative Service de Bombay, le groupe dispose de véritables « business schools » ; les futurs cadres sont recrutés à la sor-



Les camions Tata, un secteur traditionnel du premier groupe industriel indien.

tie des meilleures universités et leur cursus comprend une succession de stages dans les entreprises Tata, en Inde et à l'étranger. La formation permanente, d'autre part, est la règle.

C'est ce souci de s'entourer des meilleures compétences qui contribue aussi au succès du groupe : à Bombay House, on a toujours fait plus confiance aux « professionnels » qu'aux « cousins de province », fussent-ils, justement, membres de la famille. Le nombre des sociétés contrôlées directement ou indirectement par le groupe reste incertain, probablement quatre-vingt-dix. La puissance et la forme des Tata sont donc difficiles à évaluer. En Inde comme ailleurs, personne ne souhaite — notamment pour des raisons fiscales — indiquer l'état exact de son patrimoine. Selon une estimation indépendante, le chiffre d'affaires du groupe se situe à environ 84 milliards de roupies (1), mais les chiffres officiels sont nettement inférieurs : les actifs combinés des trente-trois premières sociétés du groupe s'élevaient à 45,9 milliards de roupies et le chiffre d'affaires à 68 milliards.

Beaucoup de chemin a été parcouru depuis que Jamsetji Tata, le fondateur, réalisa avec succès sa première opération financière en 1868 : il racheta une huilerie qu'il convertit en filature et revendit avec un fort bénéfice. Le buste de

Jamsetji, pionnier et visionnaire du devenir de l'industrie indienne, orne toujours la hall d'entrée du siège. Tata est de loin le premier groupe industriel indien, suivi par le groupe Birla. La notion de « groupe », il est vrai, est largement artificielle et il est plus exact de parler, dans le cas de Tata ou de Birla, d'un conglomérat industriel. Les Birla, les Mahata, les Goenka, les Singhanias sont autant d'anciennes familles qui ont éclaté, et les liens directs, et parfois aussi la logique industrielle, qui unissent les différentes sociétés de ces empires sont difficiles à discerner.

#### Une unité fragile

Chez les Tata, une certaine unité demeure, mais elle apparaît de plus en plus fragile. Le groupe est engagé dans une multitude de secteurs, à la fois traditionnels et de haute technologie : la sidérurgie, les transports (camions, automobiles, avions), les produits chimiques et pharmaceutiques, les machines-outils, les hôtels, les mines, le ciment, l'énergie hydroélectrique, la réfrigération, la fabrication de différents produits de consommation, comme le savon et les cosmétiques, les parfums, le thé, mais aussi l'électronique, l'agroalimentaire, les ordinateurs et les téléphones, l'horlogerie et le textile, l'imprimerie et l'édition,

l'assurance. Avec ses filiales Industries et Exports, Tata est également présent dans l'innovation et le marketing. Enfin, grâce à ses « trusts » et fondations, le groupe occupe un rôle de tout premier plan dans les arts, la recherche et la formation.

L'empire Tata est associé à des sociétés établies en Asie, en Europe et au Moyen-Orient et possède des intérêts dans de nombreux pays, notamment les États-Unis, l'Angleterre, la Suisse, Singapour, la Malaisie. Cette diversification, ou cette « bulimie industrielle », n'est pas toujours un gage de cohérence : plusieurs grandes sociétés interviennent dans des secteurs identiques, voire se concurrencent. Lorsque JRD ne sera plus là pour gouverner — grâce essentiellement à son autorité morale — le risque est réel de voir le conglomérat se désintégrer en plusieurs entités autonomes.

Les analystes de Bombay House prédisent que si JRD conserve ses fonctions pendant encore trois ou quatre ans, son successeur désigné et nommé, Ratan Tata (46 ans, cinquante-deux ans), qui préside de nombreuses sociétés, aura postérieurement le temps de s'imposer, ce qui n'est pas encore le cas. JRD comme il le dit lui-même, a dirigé son empire par consensus. Depuis dix ans, il a abandonné la plupart de ses présidences, confiant celles-ci à des hommes d'expérience,

élevés dans le sésail et qui, si l'occasion se présente, pourraient souhaiter voler de leurs propres ailes, ce que personne, vu leur âge personnel, ne leur reprocherait. Mais Ratan Tata, président de TISCO, la toute-puissante compagnie sidérurgique, le fleuron du groupe avec TELCO (l'automobile), et Darbari Seth, président de Tata Chemicals et Tata Thee, pour ne citer que les plus fameux des « barons », savent aussi que la « solidarité de groupe », dans une société industrielle où la concurrence devient de plus en plus âpre, n'est pas un mince avantage.

Si le souhait, l'indépendance est possible : Tata Sons, la société holding, ne possède la majorité dans aucune compagnie du groupe (8 % de TISCO et 14 % de TELCO) et son capital est détenu à 75 % par les trusts, c'est-à-dire les fondations philanthropiques.

L'Etat indien, par ses diverses participations financières, contrôle de facto les principales sociétés qui composent l'empire Tata. Pour l'instant, il est resté neutre, mais, la statue du commandeur déboulonnée, JRD disparaîtrait-il à la tentation d'imposer sa loi au premier groupe industriel de l'Inde ?

L. Z.

(1) 1 franc français vaut environ 2,50 roupies.

### Un bonheur de haute précision

BANGALORE  
de notre envoyé spécial

L'impression de pénétrer dans une usine japonaise ou suisse : jusqu'à l'herbe des plates-bandes qui se refuse à pousser en dehors de l'espace qui lui est strictement imparti. On a peine à croire que l'usine Titan Watches, l'un des plus récents fleurons du groupe Tata, est située dans le sud de l'Inde. L'objectif — deux millions de montres chaque année — devrait être atteint en 1990.

Tout est « clean » : allées parfaitement goudronnées, compositions florales, bâtiments propres et fonctionnels, ouvriers et ouvrières vêtus de la blouse Titan réglementaire. Enfin carrelages et mosaïques, plantes vertes, moquette, silence. Chaussures enlevées, blouse antistatique enfilée, on entre dans le « laboratoire ».

Le choc : sur plusieurs rangées, assises derrière des pupitres innombrables, une centaine de jeunes filles vêtues de la même blouse et la tête recouverte d'un bét de toile. Travail à la chaîne. Lampes à faisceaux braquées sur leur ouvrage minutieux, doigts de caoutchouc, montre Titan au poignet (un cadeau) et pas un nez en l'air. Au mur des diagrammes sont affichés : objectif, production du jour, différence. Pas question de se laisser aller. Là, dans cet atelier de haute précision, ailleurs dans les salles où fonctionnent des machines-outils ripolinées, des ordinateurs silencieux et des machines à commande numérique, partout le travail bien fait est sanctifié par des panneaux : « La qualité paie toujours » ou « Faites de votre lieu de travail un endroit de bonheur ». On s'étonne presque de ne pas entendre une musique de chambre ! « C'est tellement sain », résume sans sourcil un responsable.

#### « Une famille »

Le « bonheur » Titan régit en maître : ouvriers et ouvrières à 85 % célibataires sont sélectionnés à seize ans parmi les jeunes de la région, formés et mariés. Les apprentis commencent par transcrire des éléments presque microscopiques de mouvements de montres d'un bec à un autre, avec l'équivalent d'une pince à épiler. Au bout de huit jours, la pince est devenue une prolongation de leurs doigts. Après, Titan s'occupe de tout : assurances, maladie, retraite, crèches, prêts pour louer une maison ou acheter un scooter, cantine, facilités médicales, activités sportives, salaires très convenables et coopérative où l'on peut se procurer, à des tarifs maison, tous les produits Tata fabriqués par les usines du groupe, promotion interne... Titan c'est aussi les fouilles à corps à la sortie et pas de syndicat. Pourquoi ? « Nous sommes une famille ».

L'aventure Titan est le fruit d'une collaboration entre Tata, TISCO (société de promotion de l'industrialisation du Tamil Nadu) et Franco-Ebauches, numéro un européen de la fabrication de mouvements de montres dont elle produit quinze millions par an. L'investissement initial est de un milliard de roupies et soixante techniciens ont été formés en France. Aujourd'hui, un seul conseiller technique français est présent : « La qualité des produits fabriqués ici est meilleure qu'en France ». Titan produit quelque trois cents modèles différents et dispose de près de deux mille points de vente en Inde.

Environ 1 450 personnes travaillent à l'usine : l'administration regroupe deux cents cadres. La plupart de ceux-ci ont été débouchés de HMT, le numéro un indien de la montre, une entreprise vieillissante qui produit six millions de montres par an. La moitié de ce chiffre constitue le prochain objectif de Titan.

L. Z.

### La sagesse de « JRD »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le président du groupe indien explique les vertus du dialogue social et... de la télévision.

**L**y a deux choses qui décollent Jehangir Ratanji Dadabhai (JRD) Tata : que personne ne soit plus capable d'écrire de la belle poésie, et que l'on ne sache plus sourire. « Lorsque je conduis, aime-t-il à raconter, je regarde les gens, je leur souris et je les laisse passer. Vous n'avez pas idée de l'effet que cela fait ! » JRD a arrêté il y a cinq ans (il avait alors quatre-vingt ans) de piloter avions et voitures rapides et de descendre les pistes de ski. En 1962 et 1982, il a répété — à bord du même avion — le vol historique en solitaire Karachi-Bombay qui l'avait rendu célèbre en 1932. Cette passion lui vient lors de la rencontre, lors de vacances d'été en France, avec Louis Blériot. JRD est devenu le père de l'aviation indienne, créant les compagnies Air India et Indian Airlines. Depuis son entrée, il y a soixante ans, au sein du groupe familial, JRD n'a pas cessé de créer des entreprises. Cet homme si vil, qui confesse un sale caractère et un « irrésistible besoin de corriger non seulement ses propres fautes d'écriture, mais aussi celles des

autres », préside d'une main ferme le plus puissant groupe industriel de l'Inde. Il aime à raconter son service militaire dans les spahis à Vienne (Isère) et son adolescence à Jamnol-Sailey. De micro française et de père indien, JRD est un homme de double culture, amoureux des langues anglaise et française. Par là (1), il est très francophile et parfaitement francophone.

« Il y a une philosophie sociale, une recette industrielle propre au groupe Tata ? »

« Dans une grande industrie, pour obtenir une ambiance sans hostilité entre patron et ouvrier, il faut fournir de bonnes conditions de travail, mais ce n'est pas tout. Il faut parler, parler sans arrêt. A Jamnol, il y a tout autant un dialogue entre la direction, les syndicats et les ouvriers. On arrive ainsi à créer un état d'esprit, à se comprendre, et même à garder un sens de l'humour. C'est nous qui les premiers nous sommes préoccupés des questions de santé, qui avons créé des hôpitaux, des écoles pour les

enfants des employés, etc. Le résultat est qu'il n'y a pas eu d'arrêt de travail depuis plusieurs dizaines d'années à Tata Steel, qui emploie environ soixante-dix mille salariés.

#### « Aimer les gens »

« C'est Jamsetji Tata qui est à l'origine de cela. Lorsqu'il a fallu créer Jamnol, il a dit à ses fils : « Destinez une ville. Soyez sûrs qu'il y ait de larges avenues, des endroits pour la détente, pour des églises, des temples et des mosquées ». A l'époque, c'était en 1875 environ, personne ne pensait à ces questions. C'est la Tata Steel qui la première au monde a introduit la journée de huit heures, de nombreux avantages sociaux qui suivront sont devenus ensuite la règle dans les industries du monde entier. Ce sont « Tata » qui ont commencé.

« Partout ailleurs ce système social serait considéré comme du paternalisme insupportable. Pourquoi cela fonctionne-t-il chez vous ? »

« Au fond, c'est une question que je me pose moi-même. Il est vrai que ce n'est pas facile, qu'il faut avoir beaucoup de patience et de compréhension. Il faut veiller à ne pas imposer par la force. C'est un peu une question de rapports humains. Il faut aimer le monde, aimer les gens, se dire que l'on peut les aider et le faire. C'est l'état d'esprit des Tata, qui est unique.

« L'avenir du groupe Tata, c'est davantage l'industrie lourde et semi-lourde, l'automobile par exemple, ou la haute technologie ? »

« Les deux, bien sûr. A part le gouvernement, qui fait cela comme d'habitude assez mal, nous sommes les premiers, et les plus performants, dans l'acier et les dérivés. L'automobile et les camions, les transports notamment, nous sommes de beaucoup les plus capables parce que nous sommes autonomes. Nous sommes parvenus à acquérir plus de 70 % du marché des camions, et je ne doute pas que nous arriverons à faire au moins la même chose dans l'automobile.

L'acier et les autos — qui font de plus en plus appel à la haute technologie — sont nos deux plus grandes affaires, et elles le resteront. Mais nous développons bien d'autres activités. Aujourd'hui nous ne sommes pas encore très importants dans la conception des ordinateurs, mais nous le sommes devenus dans le logiciel et dans ce domaine nous travaillons dans le monde entier. Nous avons une compagnie qui s'appelle Tata-Unix, qui fabrique des ordinateurs. Une autre qui ne s'occupe que de mettre au point des innovations en se basant sur les sciences très modernes, nous sommes présents dans le pétrole, etc. Nous nous efforçons d'être toujours les premiers dans un certain nombre d'industries.

Propos recueillis par LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 28

(1) Les parcs sont d'anciens émigrés de Perse, de religion mazdéenne. Leur communauté (environ 100 000 personnes), très prospère et occidentale, est surtout établie à Bombay.



## AFFAIRES



## La sagesse de « JRD » Tata

Suite de la page 27

Pensez-vous que les changements politiques qui viennent d'intervenir en Inde soient de nature à remettre en cause la libéralisation de l'économie ?

— Non, je ne crois pas. Quand il était au gouvernement M. V.P. Singh (le nouveau premier ministre, NDLR) a été l'un des promoteurs de l'idée selon laquelle il fallait déléguer l'économie. Il y a aujourd'hui une situation politico-économique qui fait que même les socialistes — il en reste encore ! — ont compris que l'Inde ne peut pas progresser, notamment en raison de son problème de population, sans une libéralisation de l'économie. D'ailleurs les gens du gouvernement et des partis politiques voient bien ce qui se passe dans le reste du monde : partout le socialisme est en régression. Bien sûr, il y aura encore des résistances. Mais il faudra que le gouvernement aille beaucoup plus loin que ce qu'a fait M. Rajiv Gandhi, qui a commencé à libéraliser l'Inde. Il y a dans ce pays un profond besoin de libéraliser, de démanteler cette énorme machine bureaucratique qui a été créée du temps de M. Nehru.

## Le système socialiste a été désastreux

— Ce qui se passe en Europe de l'Est, agissant de l'ouverture de nouveaux marchés pour les économies occidentales, ne constitue-t-il pas un danger pour l'Inde ?

— Non. J'y vois un avantage au contraire : cela achève de convaincre les politiciens que l'Inde qui fait que le gouvernement pourvoie à tous était fautive. On disait que le gouvernement c'était « Ma-Ba » (papa-maman en hindi) : « Ma-Ba » c'est ce qu'il y a de mieux. « Ma-Ba » décide, d'où le socialisme. Je n'étais pas d'accord avec M. Nehru parce que je savais que, qu'il allait corrompre le pays. Or les hommes politiques et les bureaucrates rêvaient du socialisme comme d'une façon de vivre et de gouverner qui amènerait la pureté, et non le profit. On disait que le socialisme de Jawaharlal Nehru était l'unique système pour l'Inde, la seule façon de soulager la population, qui est très pauvre. Je crois que l'Inde a compris que le système socialiste a été désastreux, qu'à la suite de ce qui s'est passé en Europe, en Chine, une nouvelle génération a compris que les idées-là n'étaient plus valables.

— Vous êtes partisan d'une ouverture totale de l'économie, d'une liberté d'importation sans restriction, d'une liberté d'association avec les compagnies étrangères sans conditions ?

— Écoutez, le fait est que cela ne va pas se faire. Dans son avance

riches, et les pauvres resteront pauvres, c'est-à-dire de plus en plus pauvres ?

— Oui et non. Il y a toujours eu de grands écarts de richesse en Inde. Il y a une partie très importante de la population qui est pauvre non seulement en termes financiers, mais surtout s'agissant de l'éducation. Sur les onze millions de gens qui vivent à Bombay, plus de 5 % habitent dans des *slums* (bidonvilles). C'est hélas presque inévitable, et cela va continuer. Mais, au total, je pense qu'il y a aujourd'hui moins de pauvreté. Quand j'étais jeune, beaucoup de gens mouraient de faim. Aujourd'hui, l'Inde se nourrit.

## La télévision comme outil d'éducation

— C'est aussi le problème de la surpopulation et de l'analphabétisme.

— J'ai été le premier en Inde à tenir un discours à ce sujet. C'était en 1951, le premier à tirer la sonnette d'alarme. Et puis, bêtement, je suis allé voir M. Nehru, l'un des plus grands hommes sans aucun doute de l'époque. Je lui ai dit que j'avais fait un discours sur le problème de la surpopulation. J'étais assez fier. Eh bien, il était furieux ! Il m'a dit : « C'est une blague. » Et il a ajouté : « Une population nombreuse est la plus grande source de richesses et de puissance d'une nation. »

— A cette époque nous avions 350 millions d'habitants, et maintenant, quarante ans plus tard, nous en avons 450 millions de plus.

— Aujourd'hui ce n'est apparemment pas une question jugée prioritaire.

— Non, Sanjay Gandhi (2) en croyant que l'on pouvait forcer les gens à avoir moins d'enfants a fait beaucoup de mal. C'est un problème d'une grande complexité. La raison essentielle qui retient l'avance de ce pays, c'est le manque d'éducation. En Inde vous avez au moins 30 % de la population qui ne sait ni lire ni écrire, et ce chiffre est en hausse ; surtout parmi les femmes. Or le taux de croissance est directement influencé par l'analphabétisme. Par exemple, au Rajasthan, le taux d'analphabétisme est le plus bas de l'Inde, et le taux de naissance le plus haut. Vous allez à l'autre bout du pays, au Kerala, et vous trouvez que le taux d'analphabétisme est de beaucoup le plus important, et le taux de naissance le plus bas. Dans des Etats très arriérés, on laisse parfois mourir les filles, et peut-être même pis ! L'obsession est qu'il faut au moins deux fils.

— Si elle n'exporte pas assez, c'est notamment en raison de la concurrence étrangère, et du fait que les produits indiens n'ont pas la qualité qu'il faut ?

— En partie oui. Dans le passé, les produits indiens étaient généralement moins bien finis. Mais cela a changé. Et puis, graduellement, l'Inde est devenue moins bon marché. Lorsque vous achetez une chemise aujourd'hui, vous vous apercevez qu'elle a été fabriquée à Taiwan, et l'une des raisons qui explique cela c'est une contrebande massive. Un exemple : on savait qu'il y avait un marché très important de montres en Inde. Nous avons voulu nous lancer dans cette industrie. Avec qui fait-on des montres ? Avec les Suisses. Les Suisses disent : oui, oui, c'est très intéressant. Mais on n'arrive pas à les convaincre de s'associer avec nous. Nous n'avons pas mis longtemps à comprendre pourquoi. Parce que chaque année, les Suisses exportent en contrebande deux millions de montres en Inde !

— Vous ne croyez pas au risque de voir les « riches », c'est-à-dire une partie de la middle-class, devenir de plus en plus

Propos recueillis par LAURENT ZECCHINI

(2) Sanjay Gandhi, fils d'Indira Gandhi et frère de l'actuel premier ministre, décédé accidentellement en juin 1989.

## L'île mystérieuse d'Osaka

Pour faire un aéroport, il suffit de déplacer 150 millions de mètres cubes de terre et de disposer d'un budget de 46 milliards de francs. Mais le moindre dérapage coûte cher.

OSAKA

de notre envoyé spécial

A 5 kilomètres de la côte, au beau milieu des flots, 11 kilomètres de remblais blancs de 7 mètres de hauteur au-dessus du niveau de l'eau délimitent un espace de mer rectangulaire de quelque 550 hectares. Chaque jour, des barges apportent 150 000 mètres cubes de terre. Dans un an, lorsque l'île artificielle aura émergé, des collines entières de la province voisine de Wakayama auront été rasées et quelque 150 millions de mètres cubes de terre auront été déversés dans la mer, profonde de cet endroit de 18 mètres. Les fondations descendant jusqu'à une vingtaine de mètres dans le sous-sol marin, c'est un peu comme si le futur et ultra-moderne aéroport d'Osaka allait être construit au sommet d'un gigantesque bâtiment de neuf étages.

Actuellement, un tiers des travaux de remblaiement ont été effectués, et une trentaine d'hectares de terre sont apparus. Depuis la côte s'élèvent les piliers colossaux du pont d'accès à deux niveaux sur lequel passent une autoroute à quatre voies et deux lignes de chemin de fer. Théoriquement, l'île et le pont peuvent résister à des séismes d'une magnitude égale à celui qui ravagea Tokyo en 1923.

Projet titanesque, d'un coût de quelque 1 000 milliards de yens (soit 46 milliards de francs), la construction du nouvel aéroport d'Osaka est le grand événement du début de la prochaine décennie pour la région du Kansai. Contraint à 18 % du PNB nippon (et par conséquent à 3 % du PNB mondial...), celle-ci a l'ambition de reconquérir sa place vis-à-vis de Tokyo, congestionnée par une concentration excessive des activités.

## De graves défauts

Lorsque, en 1993, l'aéroport d'Osaka sera ouvert, le Kansai devrait être mieux desservi que la capitale en ce qui concerne les transports aériens. L'aéroport de Tokyo-Narita étant l'un des plus encombrés du monde par son éloignement, sa conception et sa congestion. Aux heures de pointe, il faut environ cinq heures pour parvenir au centre de Tokyo, à 66 kilomètres. L'aéroport du futur aéroport d'Osaka a été conçu par Aéroports de Paris (ADP) et dessiné par l'architecte Renzo Piano (1).

Il aura fallu quinze ans aux dirigeants du Kansai pour parvenir à un accord sur ce projet avec les autorités préfectorales et nationales concernées. La Société de l'aéroport international du Kansai (Kansai International Airport Corporation, KIAC) chargée de la construction et de sa gestion a la particularité de dépendre en grande partie de financements privés alors que les autres aéroports nippons sont gérés par des entreprises publiques.

Terminer la construction dans les délais, désormais courts (trois ans et demi), est la préoccupation majeure de la KIAC : ayant largement emprunté (880 milliards de

yens) pour financer les travaux, la KIAC aura à payer environ 300 milliards de yens par jour à ses créanciers si l'ouverture doit être retardée. « Respecter les délais sera difficile, mais nous devrions y arriver », estime M. Yoshio Takenuchi, président de la KIAC.

C'est cette obsession des délais, liée aux impératifs budgétaires qui a été en grande partie à l'origine d'une sévère crispation dans les rapports entre les quatre associés formant le consortium chargé de la conception et de la mise en œuvre du projet (ADP, l'architecte Renzo Piano, l'agence d'architecture et d'ingénierie Nippon Seikei et Japan Airport Consultants, une société de conseil, émanation du ministère des transports) et la KIAC. Une confrontation qui a failli conduire à la rupture.

Avant constaté un dérapage budgétaire d'environ 20 %, la KIAC avait demandé une révision du projet initial et notamment une réduction de la surface du terminal (de 350 000 à 300 000 mètres carrés). Les coupes effectuées par les quatre partenaires, travaillant sans grande coordination, revenant à une remise en cause de la conception même du terminal telle qu'elle avait été définie au départ par ADP. M. Paul Andres, vice-président d'Aéroports de Paris, évoque un délai pour repenser l'ensemble du projet. « Les japonais réduisent les délais plus facilement, et bien que le projet présentait de graves défauts et n'était plus à la hauteur de l'enjeu, il fallait prendre le temps de refaire une synthèse pour conserver le caractère fondamental d'un terminal qui, compte tenu des contraintes du site, est tout en longueur (1,7 kilomètre), dit-il. Ce n'est que de haute lutte que nous sommes parvenus à obtenir ce délai d'un mois pour mettre sur pied un nouveau projet qui donne satisfaction sur le plan des réductions de coûts, du fonctionnement et de l'architecture. »

Le nouveau projet a été accepté par la KIAC fin novembre. En fait, aux impératifs de délai et aux rigidités des positions des architectes japonais, qui tendent à obéir au client partie jusqu'à l'erreur, se sont ajoutés les tiraillements entre ADP et Nippon Seikei. Leurs rapports sont délicats. Au départ, la KIAC avait en effet retenu parmi trois projets de terminal celui de Nippon Seikei. Consulté, ainsi que d'autres experts étrangers, par la KIAC, ADP présentait un quatrième projet, qui finalement se révéla le meilleur. Rivaux pour la conception, ADP et Nippon Seikei se sont retrouvés associés forcés dans le consortium de construction.

Cette crise surmontée, la KIAC n'en est pas pour autant au bout de ses peines. Elle a déjà dû renoncer à achever plus de 70 % des travaux d'installation du nouvel aéroport pour l'ouverture et a encore le reste jusqu'en 1999. Le nombre des vols, prévu initialement à 120 000, sera ramené à 100 000, soit 20 millions de voyageurs. Ultérieurement, il sera porté à 160 000, soit 30 millions de passagers. Pour l'instant, la KIAC n'a pas encore l'autorisation du ministère des transports de construire une deuxième et une troisième piste. Un an ou deux après son ouverture, le nouvel aéroport risque donc d'être saturé, comme l'est aujourd'hui Narita.

## Spéculation foncière

Dans sa course contre la montre, la KIAC a demandé aux autorités préfectorales l'autorisation d'augmenter les heures de travail. Ce qui oblige aussi à de nouvelles tractations avec les pêcheurs de la région pour qu'ils acceptent le principe de travaux et de transport de remblai nocturnes.

En raison de sa situation en pleine mer, le nouvel aéroport d'Osaka, une fois ouvert, devrait éviter les problèmes d'environnement habituels (bruit notamment) ; et il pourra fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Mais sa construction, en revanche, est à l'origine de sérieux dommages écologiques marins. Le site de construction est entouré d'un immense filet de 24 kilomètres de long (et d'un coût de 1,4 milliards de yens) destiné à empêcher la terre de se répandre dans la baie. La KIAC a d'autre part versé 48,4 milliards de yens (soit 2,2 milliards de francs) d'indemnités aux pêcheurs.

A supposer que les travaux soient achevés à temps (l'île artificielle devrait être terminée fin 1991), il reste à résoudre la question épineuse de l'accès à l'aéroport. Selon M. Takenuchi, « ce problème se règle progressivement ».

En réalité, la construction tant de l'autoroute côtière que de l'autoroute intérieure se heurte à de sérieuses résistances des riverains.

A Izumisano, petite localité tranquille en bord de mer aujourd'hui proie des chantiers, où doit aboutir l'autoroute d'accès et où commencent le pont de 3,7 kilomètres menant à l'aéroport, la spéculation foncière va bon train. Un millier de propriétaires de terrains situés sur le tracé des 6 kilomètres d'un tronçon de l'autoroute ont formé une association et refusent de vendre à moins de 10 millions de yens le *tsubo* (soit 3,3 mètres carrés), alors que la KIAC n'offre que 3,3 millions. Izumisano est la localité de la côte où les prix du terrain ont le plus augmenté.

D'une manière générale, au cours de l'année écoulée, la hausse des prix du terrain dans le Kansai a été la plus élevée du Japon, alors qu'à Tokyo, où ils avaient connu une flambée ces trois dernières années, ils ont commencé à se stabiliser (tout en restant astronomiques). Partis d'un niveau plus bas dans la région d'Osaka, les prix du terrain ont augmenté de 40 % en moyenne, la construction du nouvel aéroport ayant été l'un des facteurs à l'origine de la hausse. Lorsque l'on connaît la pugnacité des associations d'habitants au Japon, dont certaines dans la banlieue de Tokyo ont contraint le train à grande vitesse desservant le nord de l'archipel à s'arrêter à 40 kilomètres du centre de la capitale, sans parler de la dizaine de paysans qui bloquent à Narita la construction d'une seconde piste, on peut s'attendre que la KIAC ait dû à retarder avec les habitants des villes côtières. Accablant la spéculation, toute cette région fait partie d'un immense projet de développement d'une « aéroport » : ville futuriste de bureaux, de centres de conférence et d'industries de pointe bénéficiant de la proximité de l'aéroport.

## Appels d'offres internationaux

La construction de l'aéroport sera à l'origine de travaux annexes se chiffrant au total à 2 400 milliards de yens. En ce qui concerne les travaux de l'aéroport lui-même (1 000 milliards de yens), la majeure partie (construction de l'île et du pont d'accès, soit 60 % du coût total) est revenue à des entreprises japonaises. Pour le reste, « nous estimons que le processus de désignation pour l'appel d'offres se déroulera sans aucune discrimination à l'égard des sociétés étrangères », affirme M. Takenuchi. Jusqu'à présent, sur les 5,4 milliards de yens en contrats déjà passés pour la construction de l'aéroport lui-même, 1,4 milliard est revenu à des sociétés étrangères (il s'agit essentiellement du contrat passé avec le consortium pour la construction de l'aéroport).

Depuis 1987, année où les frictions commerciales entre le Japon et les Etats-Unis ont pris de l'ampleur, la KIAC s'est employée à organiser des appels d'offres internationaux lorsqu'elle passait des commandes de construction ou de fourniture de matériel. Le total des commandes effectuées jusqu'à novembre dernier s'élève à 700 millions de yens. Bien que le maître d'œuvre dans ce projet d'aéroport soit ADP, les équipementiers français ne se sont jusqu'à présent guère manifestés pour participer aux appels d'offres. En ce qui concerne la construction du terminal lui-même (100 milliards de yens), des entreprises américaines et sud-coréennes sont intéressées. Etant donné qu'il s'agit pour les Japonais d'un projet-symbole et qu'ils cherchent au maximum à éviter un concert de protestations internationales, il est vraisemblable que les appels d'offres seront ouverts et que la pratique, fréquente, des accords préférentiels sera limitée, sinon bannie (un récent scandale de cartel des prix des fournisseurs de terre de remblai témoigne néanmoins de la persistance de ces pratiques). Reste à savoir sous quelle forme seront présentés les appels d'offres. Ils seront publiés au plus tard en août prochain et les commandes seront passées avant décembre.

PHILIPPE PONS

(1) Voir l'article de Michèle Champenois, *Le Monde* du 20 janvier 1989.

## TABLES D'AFFAIRES

## DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16° 47-20-98-15 Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huitres et Gibiers en saison. Fois gras frais, confits de canard. Carte 250/300 F. Dîner 150 F. Ouvert DIM.

ELORA DANICA 43-59-20-41 121 à VUE AGREEABLE SUR JARDIN. Spéc. DANOISES et SCANDINAVES, SAUMON marié à l'aust. CANARD SALÉ, MIGNONS DE KENNE au vinaigre de pin.

## RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-59-31-31 Dans un cadre champêtre, venez déguster fois gras de canard, saumon marié, poissons du jour ou viande, desserts. Menu 135 FSC. Sèzon 40 personnes.

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 à 30-14 à 30, 20 à 24 h. Ouvert la semaine. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 135 F. Poissons, fruits de mer et crudités toute l'année. Parking Lagrange.

YUGAIAI 43-26-44-91 14, rue Dauphine (6°) F. lundi SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les Indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gault-Millau).

LE GERS TOQUE NOIRE 42-27-77-33 73, av. Nial (17°) Fax 48-67-89-87 Les spécialités des produits du Gers à vendre en cuisine d'entreprise : Fois gras, confits, Vins, Champagnes, alcools. Commandes par téléphone, lettre ou Fax. Ouvert les 24 et 31/12.

## La course

Reebok et...  
aux Etats-Unis

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »

« La course... »  
« Reebok... »  
« aux Etats-Unis... »



AFFAIRES

# La course de fond des « baskets » américaines

Nike, Reebok et L.A. Gear se disputent âprement les places sur le podium du marché des chaussures de sport aux Etats-Unis. Après le sprint des débuts, les concurrents entament maintenant un long marathon.

SAN-FRANCISCO  
correspondance

**A** Beaverton, l'air frais de l'Oregon souffle par rafales tandis que des nuages peaufinent la construction du siège de Nike (prononcer naïk). Au moment où le leader américain des articles de sport (chaussures et habits) dépense 2 milliards de dollars, il se dote d'un ensemble architectural composé d'un lac de 5 hectares encadré d'immeubles futuristes et « noblesse oblige » agrémenté d'une salle de gymnastique dernier cri. Cette confiance dans l'avenir reflète un sentiment général : la prééminence des entreprises américaines dans le secteur qui fut d'abord le domaine des chaussures de sport et qui est maintenant devenu le domaine des vêtements de sport.

Ce renouveau s'est opéré par vagues successives. En 1962, un jeune étudiant de la Stanford Business School, Philip Knight, rend un projet de fin d'études consacré au marché des chaussures de sport aux Etats-Unis. Le diagnostic : Adidas se désolidarise du sort des sportifs de compétition qui terminent leurs épreuves avec les pieds endoloris. Knight, un ancien athlète de demi-fond, parle d'expérience. Son entraîneur et lui s'en sont plaints mais la firme allemande a fait la sourde oreille. A l'issue de ses études, Knight visite le Japon et apprend de l'existence d'un jeune MBA, se présente aux dirigeants du numéro un japonais Asics (marque Tiger). Il les convainc de lui confier la distribution de leur gamme dans l'ouest des Etats-Unis. Avec son ancien entraîneur, Bill Bowerman, et 300 dollars d'investissement chacun, ils fondent leur entreprise, concevant des modèles qui deviennent des chefs-d'œuvre pour le fabricant nippon. Mais au bout de huit ans les liens se distendent et Knight en prend acte.

## Champions

La nouvelle ligne de produits mis sur pied s'appelle Nike, du nom de la déesse grecque de la victoire. Les sportifs tels Jimmy Connors et Ilie Nastase à l'aise dans leurs Nike accumulent des lauriers, sans avoir pour autant signé de contrat de sponsoring avec la marque de la firme de l'Oregon. Sur la piste et le podium des Jeux olympiques de Montréal, les champions chaussés de Nike amassent des médailles sous les caméras de télévision. Nike double son chiffre d'affaires à chaque exercice et passe de 14 millions de dollars en 1976 à 287 millions de dollars en 1988. Quand l'entreprise entre en Bourse, elle est le leader incontesté dans son domaine.

Cette année-là, un autodidacte de Boston, de trente-neuf ans, Phil Fireman, vient de racheter la licence américaine de Reebok, un fabricant anglais dont la marque, établie en 1895, tombe en désuétude. Son objectif : diversifier l'entreprise familiale d'articles de pêche. Mais les premiers Reebok ne plaisent guère. « Nous en étions à nous réjouir de placer cinq ou six paires à la fois », raconte Jim Barclay, son associé. Fireman envisage même de se débarrasser de son fardeau, lorsque Barclay ramène, de Californie, une idée neuve. La clientèle féminine y presse les détaillants de fournir les chaussures pour un sport qui débute : l'aérobic. Fireman saisit la balle au bond. Il offre un produit stylisé, coloré, aux motifs de cette activité nouvelle. Les commandes affluent. Surfant sur la vague de l'aérobic, et un design conforme au goût des sportifs, Reebok croît de 3,5 millions de dollars en 1983 à 14 millions de dollars en 1987. Ce faisant, la firme du Massachusetts devance Nike en termes de chiffre d'affaires. Deux entreprises américaines se hissent parmi les dix premiers groupes mondiaux du secteur.

Jamais deux sans trois. Venu de mille part, Robert Grindberg, qui fabriquait des planches à roulettes, entrevoit un créneau pour la clientèle féminine : « 80 % des utilisatrices de chaussures de sport les portent par souci de confort, durant leurs loisirs », explique-t-il. Pourquoi ne pas en faire un produit de mode ? Aussitôt dit, aussitôt fait. L'entrepreneur californien lance la marque L.A. Gear. Avec des rebords fluorescents, des couleurs pastel, des laces multico-

lores, « les chaussures de sport naissent à la fantasia », explique avec lyrisme Killick Datta, le responsable international de l'entreprise. Des millions d'adolescentes mordent à Phantopon, et l'entreprise passe de 10 millions de dollars en 1985 à 600 millions de dollars en 1989. Et de trois.

## Coup de pied

Malgré les « success stories » qui se ressemblent, les trois entreprises ne s'épargnent aucun coup. Les défaillances des uns ont servi de marchepied au développement des autres. De l'aveu de Heidi Steinberg, une analyste de Salomon Brothers, Nike avait perdu le sens du marché en 1983. Propos confirmés par John Horan, président de Sporting Goods Intelligence, un des consultants spécialisés du secteur : « Nike n'a pas anticipé la mode de l'aérobic ». En fait, le fondateur de la firme de Beaverton avait commencé à se retirer des affaires et la transition se déroulait médiocrement. Il reprend le témoin. « J'ai essayé de passer la main trop tôt », confie Knight, avec pour résultat une dégradation des ventes au cours de l'exercice 1987, une crise de confiance et le licenciement de 10 % de son personnel. La part de marché de Nike s'effondre à 19 % alors que celle de Reebok culmine à 40 %. L'histoire retiendra aussi que la firme de Beaverton joue de malchance. En 1986, elle sponsorise Michael Jordan, un basketteur professionnel et introduit une chaussure Air-Jordan, qui connaît un succès instantané (un million de paires). En 1987, alors que Reebok leur taille des crouilles, Michael Jordan trébuche... et se casse le pied. Le cours de l'action Nike plonge de 50 dollars à 18 dollars en moins d'un an.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Reebok traverse peu après une crise de croissance aussi douloureuse. Fireman dont la rémunération atteint 16 millions de dollars en 1987, fait la une de *Business Week* et devient la coqueluche du secteur. Mais ses produits vieillissent, et un conflit avec les soustraitants coréens bloque la production provoquant l'irritation des distributeurs. Le bureau de la firme s'installe chez Reebok pousse au départ son associé John Barclay. L'action pique du nez de 25 à 7 dollars en 1988.

Donnis Rosenberg, un analyste d'Openheimer, observe : « L.A. Gear capote la clientèle féminine tandis que Nike rattrape du terrain ». Andrew Mooney, un des

vice-présidents de Nike, analyse leur situation sans complaisance : « L.A. Gear s'adresse aux femmes à la mode et Nike s'adresse aux athlètes de compétition. Reebok est pris en tenaille et doit s'affranchir d'un positionnement hybride ». D'ailleurs, la clientèle féminine (50 % pour Reebok, 60 % pour L.A. Gear, 15 % pour Nike), manifeste un « taux de fidélité inférieur vis-à-vis des marques », selon John Horan. Pour compléter le tout, les chaussures masculines offrent de meilleures marges, avec un prix moyen au détail de 80 dollars (avec des maxi-

La conjonction de plusieurs facteurs explique la percée de Nike, Reebok et L.A. Gear. Le mouvement est porté par l'évolution sociodémographique américaine avec, à la corde, les enfants du baby-boom. La tranche d'âge 14-40 ans (38 % de la population en 1989) « pratique plus de sport qu'autrefois », affirme John Bischoff, directeur du National Sporting Goods Association, le groupement professionnel du secteur basé à Chicago. Selon ses statistiques, 25 millions d'Américains s'adonnent à un sport deux fois par semaine soit un doublement en dix ans. C'est donc sans



moins à 160 dollars) malgré un coût similaire aux autres. « Reebok était à bout de souffle en 1988 », constate Fireman qui poursuit : « Nous sommes sur le rebond. »

Pourquoi pas ? Avec 50 millions de chaussures vendues, 1,9 milliard de dollars de chiffre d'affaires et une progression de 10 % par rapport à 1988, Wall Street semble lui donner raison. Rosenberg a remis Reebok en selle en prédisant une remontée du cours de l'action qui a pris 31 % depuis le 15 octobre dernier (29 dollars au 14 décembre).

« Nul n'est à l'abri de ces incidents de parcours », estime, philosophe, Philip Knight, le vétérane de la profession. Tout change si vite et comment éviter une mauvaise saison ? Nous devons gérer avec un horizon stratégique de deux ans, savoir que les concurrents sont inévitables et surtout continuer à affiner les recettes de notre succès. »

surprise que la demande pour ces articles à franchi la barre des 20 milliards de dollars, réputés chimériques (23 milliards aux grossistes en 1989 contre 10 en 1980). Les chaussures de sport se taillent la part belle avec une progression de 200 %.

## L'air à la mode

Ce segment profite aussi du libéralisme vestimentaire : « Il est désormais admis de porter des baskets pour rendre visite à ses beaux-parents », raconte Bischoff, en plaisantant. Les chaussures de sport ont conquis du terrain en gagnant dix points de part de marché par rapport au nombre total de paires de chaussures vendues aux Etats-Unis (de 25 % à 35 %). John Horan conclut : « Il y avait les jeans et les tee-shirts. Cet article ne fait que compléter l'uniforme made in USA. »

Ironie du sort, aucune des trois firmes ne fabrique aux Etats-Unis, pour leur plus grand bénéfice. 98 % des deux cents millions de paires de chaussures de sport, commercialisées en 1988, proviennent soit de la Corée (60 %), de Taiwan, de Thaïlande ou de la Malaisie. Nike, limité par les autres, a mis en place un système de commandes à cinq mois par les distributeurs qui garantit une livraison en temps et en heure mais permet de réduire les stocks à six semaines et enfin d'éviter les invendus. Cette source d'approvisionnement décourage Eric Kuchovsky, le porte-parole de l'industrie américaine qui confie en catimini : « Le rapport qualité-prix de la production asiatique n'a pas de rival. Faut-il en dire, avec une main-d'œuvre expérimentée, nous devons nous incliner ». Les cinq cents usines coréennes peuvent produire cinquante mille paires par mois d'après Heidi Steinberg. Et selon Knight, « Il suffit d'envoyer nos ingénieurs et de contrôler le produit étape par étape pour maîtriser nos coûts et notre qualité. »

La stratégie « produits » associée mode et technologie. « Il faut sans cesse renouveler notre gamme afin de satisfaire nos distributeurs », explique Andrew Mooney de Nike. « Les chaussures de sport deviennent les produits d'appel pour les grands magasins ; cela fait venir le consommateur », ajoute Grindberg de L.A. Gear. Nike assure la rotation annuelle de cinq cents modèles (Reebok : quatre cent cinquante) segments en disciplines : basket-ball, jogging, et tout dernièrement cross-training, la dernière mode. En effet, la vague du jogging et celle de l'aérobic influencent car les tempes grises aspirent à des sports moins violents et pluridisciplinaires. « A cinquante et un ans, dit Knight, je dois faire un peu de tout en petite quantité et jouer des synergies. Voilà comment j'ai découvert le cross-training. »

« Un parfum de technologie plane sur le sport. Nike, là encore, réinvente le métier en concevant (en 1979) un procédé de compression des chaussures avec un coussin d'air qui élimine l'impact des chocs violents qui se répercutent sur la colonne vertébrale. Les Nike, elles, ont révolutionné le secteur, avec Killick Datta, le vice-président de L.A. Gear et un ancien de Nike. Découverte scientifique ou placebo ? Fireman, le patron de Reebok n'affirme-il pas, en 1987, que l'air de Nike c'est du vent. Toutefois deux ans plus tard, il lui emboîta le pas en introduisant une chaussure munie d'un coussinet d'air protégeant les chevilles appelées the pump. »

Le marketing fait le reste. Les trois firmes américaines dépensent 250 millions de dollars en budget publicitaire cette année, un chiffre en progression exponentielle. « Cela a pour effet de protéger la marque », confie Fireman de Reebok, qui estime que « l'émission guide la marque et lui fait créer un lien affectif avec le consommateur ». Les contrats de sponsor s'accumulent. L.A. Gear vient de signer un accord de 20 millions de dollars avec le chanteur Michael Jackson, tandis que Nike avec André Agassi et John McEnroe poursuit sa politique de recrutement de vedettes « de premier plan peu conventionnelles et irrévérencieuses », selon l'expression d'Andrew Mooney. D'ailleurs, tout le monde s'accorde à penser que la nouvelle barrière à l'entrée est constituée par l'énorme investissement publicitaire nécessaire pour se faire reconnaître. « Le nerf de la guerre c'est le pub », conclut-il. Autrefois, il suffisait d'un peu de colle et d'une paire de ciseaux pour monter une entreprise. Désormais, munissez-vous de 50 millions de dollars pour réussir votre percée. »

## Menace asiatique

Pourtant, malgré leur taille, Nike, Reebok, font face à des défis tous azimuts. Le coût à la production (6 dollars en 1987) n'a pas résisté aux conflits sociaux de Corée (10 dollars en 1988). La croissance du marché américain se ralentit autour de 15 % par an. Les distributeurs spécialisés en chaussures de sport deviennent une force montante. Ils contrôlent près de 25 % des unités vendues et font jouer leur muscles. Par ailleurs, les trois sociétés américaines brillent par leur absence dans le domaine du football, le sport le plus populaire à l'échelle mondiale. Nike a signé des contrats avec l'AS Monaco et Amoros en Europe, mais en dépit de ces récents efforts, cette activité demeure mineure dans leur gamme. Reebok a commencé en 1989 et s'inscrit dans le sillage de la firme de Beaverton. Cependant Knight reconnaît ses déficiences : « Adidas dispose d'un atout majeur dans son jeu, le football, nous ne pourrions aspirer à un rôle mondial sans prouver notre maturité dans cette discipline. »

La plus grande menace vient de l'Orient. Au Japon, Asics contrôle encore 60 % du marché (1,3 milliard de dollars). Deux entreprises nipponnes appartiennent au groupe des dix leaders mondiaux. En la raison pour laquelle Knight clame « que la priorité essentielle est la conquête du marché européen », bien que sa firme n'exporte encore que 20 % de son chiffre d'affaires ? Les Européens, au mode de vie similaire à celui des Etats-Unis, avec des revenus par capitaux identiques constituent cible privilégiée pour Nike. Heidi Steinberg confie : « Philip Knight craint plus les Japonais, qu'il connaît bien, que Reebok. »

La guerre des sneakers (chaussures de sport) aura-t-elle lieu aux Etats-Unis ? Ce serait une bataille fratricide, mais quasi inévitable selon les responsables de la profession. Avec respectivement 25 % et 24 % du marché américain, en 1989, pour Nike et Reebok, la victoire pourrait sourire à un troisième larron. « A nous », prévient Grindberg de L.A. Gear qui sans modestie ajoute : « Dans deux ans, vous verrez nous les aurons dépassés. »

Nike part favori dans la course. Les pionniers ont beaucoup innové ces derniers temps et leur structure de management, qui a essuyé plus de platras que d'autres, « sait affronter le mauvais temps », selon le diagnostic unanime des analystes. Même leur message publicitaire témoigne d'une densité et d'un enthousiasme plus recherchés. Alors que L.A. Gear propose la vue d'adolescentes blondes couchant sur Venice Beach avec des déhanchements prononcés et des chaussures chatoyantes, tandis que Reebok oscille entre des sportifs professionnels et des parures de mode, Nike annonce des lende-mains qui chassent sous les talons et sur l'air de Revolution des Beatles ou encore soumet le spectateur à un slogan entrecoupé d'exploits de McEnroe ou de Michael Jordan : « Just do it. » Foncé.

ALAIN FAUJAS

ALEX SERGE VIEUX

# Le loueur Thrifty débarque en Europe

Il n'est très connu ni en France ni en Europe. Aussi le loueur de voitures américain lance-t-il une offensive commerciale pour séduire les jeunes et tous ceux qui pensent que la location est hors de prix.

**N**É en 1962, dans l'Oklahoma, l'agence Thrifty se voulait - timidement - à vocation nationale. Elle vivait lorsque deux cadres des agences concurrentes National et American International, James Philbin et William Lobeck Junior, décidèrent un certain nombre de leurs amis à les aider à la racheter. La chose est faite en 1981 et les deux complices appliquent les recettes qui leur trottaient dans la tête depuis longtemps : d'abord décentraliser en jouant la carte de la franchise ; maintenir un siège social léger à Tulsa n'excédant pas deux cents personnes très motivées ; homogénéiser un réseau de trois cent cinquante agences locales et de vingt mille véhicules en rachetant, en relevant et en revendant des bureaux locaux aux franchisés ; aider ceux-ci à offrir des prestations de qualité grâce à un cahier des charges rigoureux.

Thrifty réalise quelques « coups » pour profiter de l'explosion du marché des loisirs sous l'effet de la déréglementation aérienne, qui a fait croître le chiffre d'affaires de la location de voitures outre-Atlantique de 20 % par an depuis 1981. Il propose, en 1983, une limousine de Chrysler, la Fifth Avenue, au prix journalier de 29,95 dollars (250 francs environ) et s'offre un spot télévisé sur le thème « Vous ne pourriez pas vous

facheter, mais vous pouvez louer de chez nous ».

Il rachète Snappy, le loueur de la voiture de remplacement. Il entre en Bourse en 1987. Surtout, il s'associe avec Chrysler, qui avait mal à vendre ses voitures, et lui propose d'acheter exclusivement ses véhicules... mais à un bon prix. Il acquiert, bon an mal an, 30 000 Chrysler. Le constructeur automobile est tellement satisfait de cette coopération qu'il lance, le 16 mai 1989, une OPA amicale sur Thrifty. L'action de ce « bébé » bondit de 9 dollars à 27,7 dollars, et Chrysler débourse 263 millions de dollars (1,8 milliard de francs) pour cette acquisition qui le met à l'égal de Ford, propriétaire à 55 % de Hertz, et de General Motors, actionnaire minoritaire chez National Car Rental.

## La franchise d'abord

A la cinquième place des loueurs américains, avec 5 % du marché, derrière Hertz, Avis, National et Budget et juste devant Alamo, le loueur de l'Oklahoma prend conscience qu'il lui manque une dimension internationale s'il veut réussir à s'imposer sur le marché des loisirs. Il saisit des opportunités au Canada, en Australie, en Grande-Bretagne et en RFA. Il ambitionne de s'installer dans toute

l'Europe et dans les Emirats arabes d'ici à la fin de 1992.

En France même, il signe, en 1988, pour dix ans avec ATEL SA France, appartenant à la famille Boyer, un accord de franchise.

« Notre premier objectif est d'être reconnu sur le marché français comme sur le marché européen », explique Jean-Michel Boyer, directeur général de Thrifty France. Pour cela, nous adoptons la stratégie de notre maison-mère. A la différence des grands loueurs, nous croyons au système de la franchise, qui est pour nous un dogme et non pas le moyen de remédier à un manque de capitaux. Nous comptons une quarantaine d'agences et mille véhicules, qui nous vaudront un chiffre d'affaires de 40 millions de francs en 1989 et quelques pertes. Nous voulons, en trois ans, porter le nombre de nos agences à 140, celui des véhicules à 5 000, le chiffre d'affaires à 200 millions de francs, et dégager des bénéfices. »

Autrement dit, prendre à Mattéi la sixième place des loueurs français et essayer de se rapprocher du peloton de tête où caracolent Avis, Hertz et Europcar.

Le contrat avec le franchisé est clair. Contre une mise initiale de 350 000 francs et le versement de 5 % de ses revenus mensuels, celui-ci reçoit une assistance pour l'agencement de ses locaux, pour la for-

mation de son personnel et pour la planification de ses activités. Thrifty France lui loue même la cinquantaine de véhicules dont il a besoin pour lui éviter de déboursier les 2,5 millions de francs nécessaires à la constitution de ce parc. C'est aussi Thrifty France qui gère la publicité, le marketing et la centrale de réservations, équipée d'un numéro de téléphone « vert ».

Du côté de la clientèle : « Nous ne cherchons pas à être les moins chers », explique M. Boyer, mais les plus compétitifs. « A noter, cependant, que la campagne commerciale d'automne de l'agence a porté sur le succès d'un forfait de 299 F par jour pour une Fiat Tipo, kilométrage illimité, et que le minivan Chrysler Le Voyager était proposé, l'été dernier, au prix de 499 F par jour, avec air conditionné et 150 kilomètres gratuits. Voilà que l'agence lance un produit destiné aux jeunes et aux désargentés : pour 150 F par jour, la Marbella de Seat avec kilométrage illimité et autoradio. » Nous voulons, conclut le directeur général de Thrifty France, que cette voiture soit pour nous ce qu'a été la Fifth Avenue pour notre maison-mère américaine : l'occasion de nous faire connaître tout en gagnant de l'argent, sans les conditions d'achat de cette voiture sont bonnes ! »



[illegible]



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild  
Banque

SICAV ACTIONS DE  
LA COMPAGNIE FINANCIÈRE  
EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE  
INVESTIES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL

	ACTIF NET AU 18/12/89	PROGRESSION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE (Coupes incluses)
<b>SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE</b> Santé et agro-alimentaire France et étranger	159,0 MF	DU 01/01/1989 AU 18/12/1989 + 22,17 %
<b>SAINT-HONORÉ P.M.E.</b> Petites et moyennes entreprises France et étranger	274,0 MF	+ 20,22 %
<b>SAINT-HONORÉ TECHNOLOGIES</b> Technologie France et étranger	189,0 MF	+ 10,66 %
<b>CROISSANCE PRESTIGE</b> Luxe et prestige France et étranger	150,0 MF	+ 18,89 %

Ce présent avis est publié à titre d'information

INTRODUCTION  
AU SECOND MARCHÉ  
DE LA BOURSE DE  
PARIS



La plus belle radio

Banque chef de file

**CIC**  
PARIS

JAMAIS UNE BANQUE  
N'AVAIT AUTANT PAYÉ  
DE SA PERSONNE

**Ecucic**  
La Sicav en Ecus

Comptes de l'exercice 1988-1989  
clos le 29.09.1989 approuvés par le Conseil  
d'Administration du 21 novembre 1989.

Actif net au 29.09.1989 : F 55.827.206,80

Performance entre le 31.12.1988 et le 20.11.1989 :  
+ 2,11 %

Valeur liquidative au 20.11.1989 : F 1.131,19

Dividende proposé : F 76,82 + F 2,42 d'avoir fiscal  
qui sera mis en paiement le 9 janvier 1990

Consultez les valeurs liquidatives  
de nos Sicav et FCP  
sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

**Oblicic Mondial**  
La Sicav Obligataire Internationale

Comptes de l'exercice 1988-1989  
clos le 29.09.1989 approuvés par le Conseil  
d'Administration du 27 novembre 1989  
présidé par M. Jean-Pierre Ravise.

Valeur liquidative au 29.09.1989 : F 9.236,81

Actif net au 29.09.1989 : F 144.221.954

Performance entre le 30.09.1988 et le 29.09.1989 :  
+ 7,03 %

Oblicic Mondial capitalise les dividendes  
de cet exercice et ne distribue pas de coupon.

(Conseil d'Administration du 11.10.1989).

Consultez les valeurs liquidatives  
de nos Sicav et FCP  
sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

**Le Monde**

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

Jacques Daranges

**Contre  
les fausses valeurs  
de la modernité**

Je vous félicite pour cet ouvrage  
à une époque où il n'y a  
le goût de la vérité.

Jean-Paul ARON

DISTRIBUTION DISTIQUE

(1) 46-55-42-14  
17, rue Hoche, 92240 MALAKOFF



**BIMP Banque Industrielle  
& Immobilière Privée**

**PRIV'ASSOCIATIONS**

Société d'investissement à Capital Variable  
25, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

Lors de la réunion du 29 novembre 1989, le Conseil d'Administration a examiné les  
comptes de la société pour l'exercice clos le 29 septembre 1989.

Entre le début et la fin de l'exercice, l'actif net est passé de 3.736 à 4.279 millions de  
Francs, la valeur liquidative de l'action étant passée quant à elle de F. 22.626,26 à  
F. 23.083,71 après distribution d'un dividende de F. 1.229,53.

Les actionnaires sont convoqués pour la première fois à l'assemblée générale extraor-  
dinaire qui se tiendra le 12 janvier 1990 afin de décider la transformation de PRIV'AS-  
SOCIATIONS en SICAV de capitalisation et le 25 janvier 1990 en assemblée générale  
ordinaire qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 1988/1989.

Les souscriptions et les rachats sont reçus auprès de :

BANQUE INDUSTRIELLE ET IMMOBILIÈRE PRIVÉE :  
22, rue Pasquier, 75008 Paris, Tél. : 40 06 60 00 ;  
BANQUE MARTIN MARIÉL :  
43, rue Crillon, 13006 Marseille, Tél. : 91 54 91 33 ;  
BANQUE DE SAVOIE :  
6, bd du Théâtre, 73001 Chambéry, Tél. : 79 33 99 10 ;  
BANQUE DE BASCONE BEAD :  
9, rue Rougemont, 73009 Paris, Tél. : 43 46 40 30 ;  
BANQUE PARISIENNE INTERNATIONALE :  
42, avenue Montaigne, 75008 Paris, Tél. : 47 23 54 50 ;  
REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW-YORK (FRANCE) :  
20, place Vendôme, 75001 Paris, Tél. : 42 60 36 64 ;  
BANQUE LEONI FRANCE S.A. :  
30, bd des Halles, 75009 Paris, Tél. : 48 00 53 53 ;

CYRIL FINANCE GESTION :  
20, rue de la Ville l'Évêque, 75008 Paris, Tél. : 42 66 66 88 ;  
DYNABORSE S.A. SOCIÉTÉ DE BOURSE :  
3, rue Rossini, 75009 Paris, Tél. : 42 46 32 20 ;  
ARDELE :  
4, place des Bernardins, 75008 Paris ;  
MORNAV MULTIOPTIONS :  
5-8, rue Van Gogh, 75012 Paris ;  
PALAIS MARIONNETTE BANQUE :  
26, rue Maréchal, 75008 Paris, Tél. : 42 67 01 00 ;  
SOPROFINANCE :  
50, rue Castagnary, 75008 Paris ;  
LCL BANQUE :  
33, rue de Naples, 75008 Paris, Tél. : 45 22 15 85 ;

\* Etablissement dépositaire

Absorption d'Ecucic  
et du FCP Euro-Obligations par  
**Oblicic Mondial**

A l'écoute des souhaits de leurs clients  
et pour saisir les opportunités offertes par  
les nouveaux marchés européens, les Ban-  
ques du Groupe CIC, organismes pro-  
moteurs des Sicav OBLICIC MONDIAL,  
ECUCIC et du Fonds Commun de Place-  
ment "Le Portefeuille EURO-OBLIGA-  
TIONS" adaptent leur gamme de produits.

Pour apporter aux souscripteurs :  
- un portefeuille plus large  
- une meilleure diversification de leurs pla-  
cements  
- une gestion encore plus efficace

OBLICIC MONDIAL absorbera ECUCIC  
et le "Portefeuille EURO-OBLIGATIONS" le  
16 mars 1990.

OBLICIC MONDIAL capitalise ses  
revenus. Les détenteurs évitent ainsi toute  
imposition pendant la durée de détention.

Nous offrons la possibilité aux déten-  
teurs de souscrire à des actions de la Sicav  
OBLICIC MONDIAL en franchise de droits  
d'entrée du 19 mars 1990 au 20 avril 1990.

\* Sous réserve des Assemblées  
Générales Extraordinaires prévues par la loi.



Banques CIC. En intelligence avec vous.







# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 21 DECEMBRE

Cours relevés à 17 h 30

Réglement mensuel									
Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent
1270	C.N.E. 5%	3790	3790	3800	+ 0,26	1270	C.N.E. 5%	3790	3790
1280	B.N.P. T.P.	1037	1037	1038	+ 0,10	1280	B.N.P. T.P.	1037	1037
1290	C.C.F. T.P.	1228	1228	1230	+ 0,16	1290	C.C.F. T.P.	1228	1228
1300	C.N.E. 5%	1028	1028	1030	+ 0,19	1300	C.N.E. 5%	1028	1028
1310	Renault T.P.	1821	1821	1830	+ 0,49	1310	Renault T.P.	1821	1821
1320	St-Gobain T.P.	1238	1238	1240	+ 0,16	1320	St-Gobain T.P.	1238	1238
1330	Thomson T.P.	1248	1248	1250	+ 0,16	1330	Thomson T.P.	1248	1248
1340	Alcatel T.P.	1258	1258	1260	+ 0,16	1340	Alcatel T.P.	1258	1258
1350	Elf T.P.	1268	1268	1270	+ 0,16	1350	Elf T.P.	1268	1268
1360	Sanofi T.P.	1278	1278	1280	+ 0,16	1360	Sanofi T.P.	1278	1278
1370	Bois T.P.	1288	1288	1290	+ 0,16	1370	Bois T.P.	1288	1288
1380	Alstom T.P.	1298	1298	1300	+ 0,16	1380	Alstom T.P.	1298	1298
1390	Matra T.P.	1308	1308	1310	+ 0,16	1390	Matra T.P.	1308	1308
1400	Renault T.P.	1318	1318	1320	+ 0,16	1400	Renault T.P.	1318	1318
1410	St-Gobain T.P.	1328	1328	1330	+ 0,16	1410	St-Gobain T.P.	1328	1328
1420	Thomson T.P.	1338	1338	1340	+ 0,16	1420	Thomson T.P.	1338	1338
1430	Alcatel T.P.	1348	1348	1350	+ 0,16	1430	Alcatel T.P.	1348	1348
1440	Elf T.P.	1358	1358	1360	+ 0,16	1440	Elf T.P.	1358	1358
1450	Sanofi T.P.	1368	1368	1370	+ 0,16	1450	Sanofi T.P.	1368	1368
1460	Bois T.P.	1378	1378	1380	+ 0,16	1460	Bois T.P.	1378	1378
1470	Alstom T.P.	1388	1388	1390	+ 0,16	1470	Alstom T.P.	1388	1388
1480	Matra T.P.	1398	1398	1400	+ 0,16	1480	Matra T.P.	1398	1398
1490	Renault T.P.	1408	1408	1410	+ 0,16	1490	Renault T.P.	1408	1408
1500	St-Gobain T.P.	1418	1418	1420	+ 0,16	1500	St-Gobain T.P.	1418	1418
1510	Thomson T.P.	1428	1428	1430	+ 0,16	1510	Thomson T.P.	1428	1428
1520	Alcatel T.P.	1438	1438	1440	+ 0,16	1520	Alcatel T.P.	1438	1438
1530	Elf T.P.	1448	1448	1450	+ 0,16	1530	Elf T.P.	1448	1448
1540	Sanofi T.P.	1458	1458	1460	+ 0,16	1540	Sanofi T.P.	1458	1458
1550	Bois T.P.	1468	1468	1470	+ 0,16	1550	Bois T.P.	1468	1468
1560	Alstom T.P.	1478	1478	1480	+ 0,16	1560	Alstom T.P.	1478	1478
1570	Matra T.P.	1488	1488	1490	+ 0,16	1570	Matra T.P.	1488	1488
1580	Renault T.P.	1498	1498	1500	+ 0,16	1580	Renault T.P.	1498	1498
1590	St-Gobain T.P.	1508	1508	1510	+ 0,16	1590	St-Gobain T.P.	1508	1508
1600	Thomson T.P.	1518	1518	1520	+ 0,16	1600	Thomson T.P.	1518	1518
1610	Alcatel T.P.	1528	1528	1530	+ 0,16	1610	Alcatel T.P.	1528	1528
1620	Elf T.P.	1538	1538	1540	+ 0,16	1620	Elf T.P.	1538	1538
1630	Sanofi T.P.	1548	1548	1550	+ 0,16	1630	Sanofi T.P.	1548	1548
1640	Bois T.P.	1558	1558	1560	+ 0,16	1640	Bois T.P.	1558	1558
1650	Alstom T.P.	1568	1568	1570	+ 0,16	1650	Alstom T.P.	1568	1568
1660	Matra T.P.	1578	1578	1580	+ 0,16	1660	Matra T.P.	1578	1578
1670	Renault T.P.	1588	1588	1590	+ 0,16	1670	Renault T.P.	1588	1588
1680	St-Gobain T.P.	1598	1598	1600	+ 0,16	1680	St-Gobain T.P.	1598	1598
1690	Thomson T.P.	1608	1608	1610	+ 0,16	1690	Thomson T.P.	1608	1608
1700	Alcatel T.P.	1618	1618	1620	+ 0,16	1700	Alcatel T.P.	1618	1618
1710	Elf T.P.	1628	1628	1630	+ 0,16	1710	Elf T.P.	1628	1628
1720	Sanofi T.P.	1638	1638	1640	+ 0,16	1720	Sanofi T.P.	1638	1638
1730	Bois T.P.	1648	1648	1650	+ 0,16	1730	Bois T.P.	1648	1648
1740	Alstom T.P.	1658	1658	1660	+ 0,16	1740	Alstom T.P.	1658	1658
1750	Matra T.P.	1668	1668	1670	+ 0,16	1750	Matra T.P.	1668	1668
1760	Renault T.P.	1678	1678	1680	+ 0,16	1760	Renault T.P.	1678	1678
1770	St-Gobain T.P.	1688	1688	1690	+ 0,16	1770	St-Gobain T.P.	1688	1688
1780	Thomson T.P.	1698	1698	1700	+ 0,16	1780	Thomson T.P.	1698	1698
1790	Alcatel T.P.	1708	1708	1710	+ 0,16	1790	Alcatel T.P.	1708	1708
1800	Elf T.P.	1718	1718	1720	+ 0,16	1800	Elf T.P.	1718	1718
1810	Sanofi T.P.	1728	1728	1730	+ 0,16	1810	Sanofi T.P.	1728	1728
1820	Bois T.P.	1738	1738	1740	+ 0,16	1820	Bois T.P.	1738	1738
1830	Alstom T.P.	1748	1748	1750	+ 0,16	1830	Alstom T.P.	1748	1748
1840	Matra T.P.	1758	1758	1760	+ 0,16	1840	Matra T.P.	1758	1758
1850	Renault T.P.	1768	1768	1770	+ 0,16	1850	Renault T.P.	1768	1768
1860	St-Gobain T.P.	1778	1778	1780	+ 0,16	1860	St-Gobain T.P.	1778	1778
1870	Thomson T.P.	1788	1788	1790	+ 0,16	1870	Thomson T.P.	1788	1788
1880	Alcatel T.P.	1798	1798	1800	+ 0,16	1880	Alcatel T.P.	1798	1798
1890	Elf T.P.	1808	1808	1810	+ 0,16	1890	Elf T.P.	1808	1808
1900	Sanofi T.P.	1818	1818	1820	+ 0,16	1900	Sanofi T.P.	1818	1818
1910	Bois T.P.	1828	1828	1830	+ 0,16	1910	Bois T.P.	1828	1828
1920	Alstom T.P.	1838	1838	1840	+ 0,16	1920	Alstom T.P.	1838	1838
1930	Matra T.P.	1848	1848	1850	+ 0,16	1930	Matra T.P.	1848	1848
1940	Renault T.P.	1858	1858	1860	+ 0,16	1940	Renault T.P.	1858	1858
1950	St-Gobain T.P.	1868	1868	1870	+ 0,16	1950	St-Gobain T.P.	1868	1868
1960	Thomson T.P.	1878	1878	1880	+ 0,16	1960	Thomson T.P.	1878	1878
1970	Alcatel T.P.	1888	1888	1890	+ 0,16	1970	Alcatel T.P.	1888	1888
1980	Elf T.P.	1898	1898	1900	+ 0,16	1980	Elf T.P.	1898	1898
1990	Sanofi T.P.	1908	1908	1910	+ 0,16	1990	Sanofi T.P.	1908	1908
2000	Bois T.P.	1918	1918	1920	+ 0,16	2000	Bois T.P.	1918	1918
2010	Alstom T.P.	1928	1928	1930	+ 0,16	2010	Alstom T.P.	1928	1928
2020	Matra T.P.	1938	1938	1940	+ 0,16	2020	Matra T.P.	1938	1938
2030	Renault T.P.	1948	1948	1950	+ 0,16	2030	Renault T.P.	1948	1948
2040	St-Gobain T.P.	1958	1958	1960	+ 0,16	2040	St-Gobain T.P.	1958	1958
2050	Thomson T.P.	1968	1968	1970	+ 0,16	2050	Thomson T.P.	1968	1968
2060	Alcatel T.P.	1978	1978	1980	+ 0,16	2060	Alcatel T.P.	1978	1978
2070	Elf T.P.	1988	1988	1990	+ 0,16	2070	Elf T.P.	1988	1988
2080	Sanofi T.P.	1998	1998	2000	+ 0,16	2080	Sanofi T.P.	1998	1998
2090	Bois T.P.	2008	2008	2010	+ 0,16	2090	Bois T.P.	2008	2008
2100	Alstom T.P.	2018	2018	2020	+ 0,16	2100	Alstom T.P.	2018	2018
2110	Matra T.P.	2028	2028	2030	+ 0,16	2110	Matra T.P.	2028	2028
2120	Renault T.P.	2038	2038	2040	+ 0,16	2120	Renault T.P.	2038	2038
2130	St-Gobain T.P.	2048	2048	2050	+ 0,16	2130	St-Gobain T.P.	2048	2048
2140	Thomson T.P.	2058	2058	2060	+ 0,16	2140	Thomson T.P.	2058	2058
2150	Alcatel T.P.	2068	2068	2070	+ 0,16	2150	Alcatel T.P.	2068	2068
2160	Elf T.P.	2078	2078	2080	+ 0,16	2160	Elf T.P.	2078	2078
2170	Sanofi T.P.	2088	2088	2090	+ 0,16	2170	Sanofi T.P.	2088	2088
2180	Bois T.P.	2098	2098	2100	+ 0,16	2180	Bois T.P.	2098	2098
2190	Alstom T.P.	2108	2108	2110	+ 0,16	2190	Alstom T.P.	2108	2108
2200	Matra T.P.	2118	2118	2120	+ 0,16	2200	Matra T.P.	2118	2118
2210	Renault T.P.	2128	2128	2130	+ 0,16	2210	Renault T.P.	2128	2128
2220	St-Gobain T.P.	2138	2138	2140	+ 0,16	2220	St-Gobain T.P.	2138	2138
2230	Thomson T.P.	2148	2148	2150	+ 0,16	2230	Thomson T.P.	2148	2148
2240	Alcatel T.P.	2158	2158	2160	+ 0,16	2240	Alcatel T.P.	2158	2158
2250	Elf T.P.	2168	2168	2170	+ 0,16	2250	Elf T.P.	2168	2168
2260	Sanofi T.P.	2178	2178	2180	+ 0,16	2260	Sanofi T.P.	2178	2178
2270	Bois T.P.	2188	2188	2190	+ 0,16	2270	Bois T.P.	2188	2188
2280	Alstom T.P.	2198	2198	2200	+ 0,16	2280	Alstom T.P.	2198	2198
2290	Matra T.P.	2208	2208	2210	+ 0,16	2290	Matra T.P.	2208	2208
2300	Renault T.P.	2218	2218	2220	+ 0,16	2300	Renault T.P.	2218	2218
2310	St-Gobain T.P.	2228	2228	2230	+ 0,16	2310	St-Gobain T.P.	2228	2228
2320	Thomson T.P.	2238	2238	2240	+ 0,16	2320	Thomson T.P.	2238	2238
2330	Alcatel T.P.	2248	2248	2250	+ 0,16	2330	Alcatel T.P.	2248	2248
2340	Elf T.P.	2258	2258	2260	+ 0,16	2340	Elf T.P.	2258	2258
2350	Sanofi T.P.	2268	2268	2270	+ 0,16	2350	Sanofi T.P.	2268	2268
2360	Bois T.P.	2278	2278	2280	+ 0,16	2360	Bois T.P.	2278	2278
2370	Alstom T.P.	2288	2288	2290	+ 0,16	2370	Alstom T.P.	2288	2288
2380	Matra T.P.	2298	2298	2300	+ 0,16	2380	Matra T.P.	2298	2298
2390	Renault T.P.	2308	2308	2310	+ 0,16	2390	Renault T.P.	2308	2308
2400	St-Gobain T.P.	2318	2318	2320	+ 0,16	2400	St-Gobain T.P.	2318	2318
2410	Thomson T.P.	2328	2328	2330	+ 0,16	2410	Thomson T.P.	2328	2328
2420	Alcatel T.P.	2338	2338	2340	+ 0,16	2420	Alcatel T.P.	2338	2338
2430	Elf T.P.	2348	2348	2350	+ 0,16	2430	Elf T.P.	2348	2348
2440	Sanofi T.P.	2358	2358	2360	+ 0,16	2440	Sanofi T.P.	2358	2358
2450	Bois T.P.	2368	2368	2370	+ 0,16	2450	Bois T.P.	2368	2368
2460	Alstom T.P.	2378	2378	2380	+ 0,16	2460	Alstom T.P.	2378	2378
2470	Matra T.P.	2388	2388	2390	+ 0,16	2470	Matra T.P.	2388	2388
2480	Renault T.P.	2398	2398	2400	+ 0,16	2480	Renault T.P.	2398	239



## ALGÉRIE : la montée de l'intégrisme

Plus de cent mille femmes dénoncent  
« la recrudescence des agressions contre l'islam »

Le Parlement a adopté mercredi soir 20 décembre un projet de loi soumettant toute réunion ou manifestation publique à une déclaration préalable engageant la responsabilité de leurs organisateurs. La loi interdit les réunions publiques dans les lieux de culte. A la suite d'une recrudescence des manifestations dans lesquelles des intégristes étaient impliqués, le gouvernement avait décidé une série de mesures destinées à « préserver l'ordre public ».

ALGER

de notre correspondant

Plus de cent mille femmes en hijab et khimmar (foulard islamique) ont convergé jeudi 21 décembre, vers l'Assemblée populaire nationale (APN). Elles répondaient à l'appel de la Ligue de la da'wa islamique, qui groupe plusieurs organisations et partis religieux, pour dénoncer « la recrudescence des agressions contre l'islam et les musulmans ».

Dès dix heures du matin, les rues d'Alger s'emplit d'une foule qui débordait d'autocars, de trains et de voitures particulières, en provenance de toutes les régions du pays. A quatorze heures, les boulevards du front de mer qui surplombent le port continental se remplissent. Parfaitement disciplinées, en rangs par quatre, les yeux baissés vers le sol, canalisées par deux cordons de « barbus » costauds, les femmes combinent ces vastes artères.

De temps à autre, une main levée, brandissant un Coran, crevait la surface de cette mer de voiles blanches, grises et noires. A l'approche de l'APN, des banderoles portées à bout de bras claquaient : « Nous sommes les filles de Lalla Fatma N'Soumer, pas les filles de Jeanne d'Arc », « Pas de laïcité chez nous », « Non à la dépravation », « Halte à la guerre contre l'islam ». Et pour les polyglottes : « Not East, Not West ! Islam is the best ! Islam is a way of life ! ».

Le service d'ordre des intégristes, parfaitement organisé, bouclait tout le quartier, de la Grande Poste à Bab-el-Oued, appliquant à la lettre le précepte affiché un peu partout : « Non à la mixité ». Les femmes occupaient le boulevard,

les hommes, les rues adjacentes. Au pied des arcades de l'Assemblée nationale, une dizaine de cheikhs trônaient sur une tribune dominant la marée des « femmes algériennes musulmanes ». Cheikh Ahmed Salimane, le fondateur de la Ligue, entouré de MM. Abassi Madani, le président du Front islamique du salut (FIS), Mohamed Bouslimane, vice-président de l'association El Iracha ou el Islah, affirmait que « l'islam honore la femme et lui attribue les mêmes droits qu'à l'homme », mettant toutefois en garde « la femme algérienne » contre « les tentatives de déshumanisation et d'agression culturelle ».

## Une épreuve de force

Un jeune cheikh lisait ensuite un long « communiqué officiel » de la Ligue exigeant que « les lois soient expurgées de tout ce qui est contraire à l'islam ». Après une diatribe contre la mixité et le sport, il comparait les rassemblements d'associations féministes à celui « des femmes de parachutistes françaises à la fin des années 50 ».

Sept femmes succédaient aux « barbus », tous de blanc vêtus. Le foulard ne laissant apparaître que la face, elles prenaient tour à tour la parole pour réclamer : une stricte application de l'article 2 de la Constitution stipulant que l'islam est religion d'Etat ; la fin de la campagne anti-islamique ; la condamnation des parcs et associations se réclamant de la laïcité ; l'abrogation de toute mixité ; la possibilité pour la femme musulmane d'utiliser des photos d'identité prises avec le voile, pour les documents officiels ; le maintien du code de la famille ; un contrôle de l'Etat sur l'information, dans l'esprit de l'islam.

Une jeune femme s'exprimait en kabyle, une autre en français, qui demandait « aux associations de féministes de ne pas parler en notre nom », avant de lui transmettre ce message : « Apprenez-nous nos devoirs envers Dieu et gardez vos droits ».

La manifestation devait durer une heure et demie. Puis des « barbus » étaient autorisés à péné-

trer dans le camp des femmes et commençaient à enrôler les banderoles. Peu après, l'ordre de dispersion fut donné par un jeune cheikh. Et dans un même ordre rigoureux, les femmes rebroussaient chemin, toujours protégées par deux cordons d'hommes vigiliants.

Dans l'épreuve de force qui est en train de s'engager avec les autorités, les islamistes ont ainsi montré leur capacité à organiser, dans le plus grand calme, une immense manifestation populaire groupant près de cinq cent mille personnes. Une semaine auparavant, le Rassemblement des artistes, intellectuels et scientifiques (RAIS) avait réuni au même endroit quelque cinq mille personnes pour dénoncer la montée de l'intolérance, et plus particulièrement les agressions de plus en plus nombreuses dont sont victimes les femmes algériennes.

Un imam avait commenté, dans son sermon du vendredi 15 décembre, la manifestation organisée par le RAIS, estimant qu'elle n'était rien d'autre qu'une « rencontre entre femmes qui exigent le droit d'épouser quatre hommes ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Selon les experts israéliens  
L'Irak disposera  
de l'arme atomique  
« dans un délai  
de cinq à dix ans »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

A s'en tenir à des estimations « prudentes », l'Irak disposera de l'arme atomique « dans un délai de cinq à dix ans », écrivent les experts de l'Institut d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv (1) dans la dernière édition de leur publication annuelle sur « l'équilibre des forces au Proche-Orient ».

« Un tel succès irakien dans ce domaine, ajouté aux performances réalisées par ce pays en matière de missiles sol-sol, représenterait un palier nouveau dans les menaces militaires pesant sur la région », indique le document. Il ne fournit cependant aucune précision quant aux progrès irakiens vers la maîtrise de l'arme atomique. Il se borne à réitérer les capacités de plus en plus grandes de l'Irak dans la technique des missiles, comme en a témoigné le récent tir d'un engin capable de placer un satellite sur orbite spatiale.

Le jour même de la représentation de ce document par le général de réserve Aharon Yariv, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, intervenait sur le même thème devant la Knesset, et lançait le même avertissement. Il faisait état des progrès irakiens dans le double domaine des missiles et de l'arme atomique. M. Rabin a expliqué qu'Israël avait en vain fait pression auprès de certains « pays amis » pour qu'ils cessent d'appuyer le programme d'armement irakien dans le domaine des missiles. Le ministre n'a nommé aucun pays, mais le *Jerusalem Post* croyait pouvoir désigner — à la « une » — la France, la RFA et l'Autriche.

Il est difficile de ne pas se demander si la coïncidence de cette double mise en garde — celle du ministre et des experts de l'Institut — ne participe pas de cette même volonté de faire pression sur ces mêmes « pays amis ».

ALAIN FRACHON

(1) *The Middle East Military Balance, 1988-1989*, 390 pp., publié par le Jaffa Center for Strategic Studies.

## Pure...

Fine, fraîche,  
et particulièrement pure,  
VOLVIC accompagne  
les meilleurs  
plats de Paris.

AU  
BEAUVILLIERS  
Paris 18<sup>e</sup>

VOLVIC

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Une femme modèle

J'E suis indignée. Avouez que c'est phénoménal ! Ça va faire un quart de siècle qu'ils règnent sur le Roumanie, les Ceausescu. Nous, ici, nos politiciens connaissent très bien, ils les fréquentaient même parfois, pas de problème. Ils n'ignoraient rien de leur vie de famille, une famille très unie, très responsable. Et à ne leur serait jamais venu à l'idée de les débaucher. C'est ça la France, sa largeur d'esprit, sa tolérance, son respect d'autrui et son culte — pas à droite d'accord, à gauche — pour Marx, Lénine et leurs brillants héritiers, fussent-ils un peu dévoyés. Et puis, maintenant qu'ils sont dans la merde, on leur tombe dessus à bras raccourcis !

Il aura fallu qu'une populace ignare et ingrate tente de renverser le régime dans un grand bain déboussé de larmes et de sang pour que mon Mimi, pourtant si discret, si prudent, se permette de la juger et de le condamner. C'est pas chic, avouez ! A quoi ressemble cet hallei sur ce pauvre Nicolas, brusquement rebaptisé Néron, et se tondre, sa douce moitié, cette mère de huit enfants qui n'a pas hésité à crever le ventre de femmes enceintes venues manifester leur désespoir, pour maintenir l'ordre en l'absence de son cher petit mari. Un voyage d'affaires. Un marché d'armes à Téhéran.

Elle doit l'avoir amère, Elena, une ancienne ouvrière, inscrite au parti à dix-huit ans, qui a rencontré l'homme de sa vie au cours d'une parade militaire. Quelle carrière ! Vous savez jusqu'où elle a accédé ? Jusqu'au bureau du comité exécutif du comité central du PC, constitué de sept membres, ses beaux-frères, ses gosses, ses belles-sœurs, chargés de conseiller en permanence « Danube de la pensée ».

C'est elle qui a eu l'idée géniale de cet énorme complexe pétrochimique construit sur le pour et la mière d'un cheptel humain en perpétuelle transhumance. Non, c'est une fille remarquable. Et remarquée. Elle a été nommée docteur honoris causa, je sais pas combien de fois. Y compris par l'académie d'Athènes. Là, elle se réveille, l'académie, ça doit être le bruit du canon, et elle lui retire, son titre. Pas moi. Moi, je lui décerne celui d'épouse modèle, bienfaitrice de la patrie. A partager avec mesdames Marcos et Mao.

A la veille de Noël  
Regain de violence  
dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Nouvelles journées de tormente dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, à la veille des fêtes de Noël, qui doivent être notamment marquées par une spectaculaire visite de l'évêque noir Desmond Tutu, le chef de l'église anglicane sud-africaine. Mgr Tutu était attendu vendredi 22 décembre à Jérusalem pour un « pèlerinage privé » organisé à l'invitation de l'église anglicane locale — mais à la signification politique déjà marquée du fait des nombreuses déclarations de l'intensité de l'occupation israélienne.

La journée de jeudi a connu de nouveaux affrontements dans les territoires occupés, ce qui a été le cas depuis le début d'une semaine qui s'est déjà soldée par de nombreux blessés par balles — plus d'une quarantaine, dit-on de sources palestiniennes. A Beit-Zarik, près de Naplouse, l'armée s'est heurtée à la population du village alors qu'elle tentait de procéder à des arrestations. Les soldats ont répliqué aux jets de pierres en tirant des balles en plastique : deux Palestiniens ont été tués (dix-sept ans et vingt et un ans) par les tirs, cependant qu'un officier était blessé par une pierre au visage.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 décembre

Calme

Le calme a régné vendredi matin rue Vivienne où, après s'être effrité (-0,07 %), le marché a lentement repris sa progression (+0,28 %) vers 11 heures.

Avance : SCOA, Beghin, Fiches, SGE, Saint-Louis, Labinal. Recul de Skis Rossignol, SER, Sextant, Saules, Segon.

## Plantes rares. Cadeaux précieux.

Signés

despailles

A Paris : 76, bd St-Germain (5<sup>e</sup>), 5, rue d'Alésia (14<sup>e</sup>).

En tous styles, toutes dimensions. Laques et patines anciennes : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy  
Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-58.

Etonnante collection  
de lits de repos...

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Religions : « L'Enfant-Jésus de Prague », par Henri Madelin ; « Le mur et les autres », par Jean-François Six ; « Un prêtre au Panthéon », par Pierre Pénard ..... 2

L'intervention américaine  
au Panama

Les forces américaines font face à une résistance inattendue ..... 3

La relance du dialogue  
euro-arabe

La conférence de Paris a surtout une portée symbolique ..... 6

Rejet de la motion  
de censure  
sur les conventions  
médicales

L'opposition a fait pour la première fois le plein de ses voix à l'Assemblée nationale ..... 7

## SECTION B

## Les opéras en Italie

De Milan à Palerme, la situation des opéras en Italie ..... 9

## Shakespeare et Molière

Louis Pasqual monte *Comme il vous plaira* à la Comédie-Française, et Jacques Weber la *Misanthropie* dans son nouveau théâtre, à Nice. Deux mises en scène spectaculaires, et surtout de grands acteurs ..... 10

## Journal d'un amateur

« Etrangers », par Philippe Boucher ..... 12

La marine devra  
renover ses Crusader

Le gouvernement a demandé à la marine française de renouer à l'achat du F-18 américain pour remplacer ses avions Crusader embarqués, qui seront renoués par le groupe Dassault ..... 13

Nouvelle polémique  
autour des juges  
antiterroristes

En application de la nouvelle loi sur l'instruction, les magistrats instructeurs de la quatorzième section, dite antiterroriste, devront, comme leurs collègues, assurer des permanences de week-end, ce qu'ils faisaient déjà, mais aussi suivre les affaires qui leur seront confiées durant ces gardes. Cette mesure administrative ravive la polémique

à propos de cette quatorzième section

## SANS VISA

## Accueil-test au Pakistan

Pour améliorer l'image de leur pays, les Pakistanais jouent une carte nouvelle : l'islam amical de Benazir Bhutto ..... 16

## Tennis

Agée de seize ans, la Yougoslave Monika Selic, qui passe pour la future rivale de Steffi Graf, excite la convoitise des agents : ils estiment la valeur de sa carrière à 100 millions de dollars ..... 22

## SECTION C

Trois décisions  
européennes

Le conseil des ministres européen donne à la Commission des pouvoirs de contrôle sur les concentrations d'entreprises, libéralise le marché de l'assurance-vie et favorise la libre installation des inactifs ..... 23

Nouvelle convention  
de l'UNEDIC

L'accord sur l'assurance-chômage va être signé ..... 23

## AFFAIRES

Les splendeurs  
de l'empire Tata

Un entretien avec le président d'un conglomérat indien au chiffre d'affaires énorme ..... 27

La course de fond  
des « baskets »  
américaines

Nike, Reebok et L. A. Gear se disputent à outrance le marché des chaussures de sport ..... 29

## Services

Abonnements ..... 2  
Campus ..... 14  
Carnet ..... 20  
Jeux ..... 18  
Loto ..... 20  
Marchés financiers ..... 32-33  
Messes de Noël ..... 14  
Météorologie ..... 22  
Philatélie ..... 20  
Radio-télévision ..... 21  
Spectacles ..... 19

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 22 décembre 1989  
a été tiré à 535 860 exemplaires.

## POLOGNE : la visite de M. Mauroy

« Nous avons besoin  
de cartes de navigation »  
déclare M. Walesa

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

« La Pologne doit se réformer et prouver que ce système ou, plutôt, ce pays est réformable. C'est l'intérêt de tout le monde pour échapper au danger de la désintégration en Europe ». M. Lech Walesa a, une fois de plus, en recevant Pierre Mauroy et une délégation du PS jeudi 21 décembre à Gdansk, appelé les Occidentaux à aider la Pologne. Cependant, à la différence des responsables gouvernementaux que les socialistes avaient rencontrés la veille à Varsovie, le chef de Solidarité a moins évoqué le problème de la dette que celui de l'expertise.

M. Walesa a usé, pour se faire comprendre, d'une image. « De quel Christophe Colomb avait-il le plus besoin ? a-t-il demandé. D'or dans les soutes de ses vaisseaux ou bien de cartes de navigation ? Pour nous, les cartes, ce sont les solutions. Aidez-nous à les trouver ! » M. Mauroy a répondu qu'une mission socialiste venait travailler en Pologne avec Solidarité et il a invité M. Walesa à participer, l'année prochaine, à l'université d'été du PS, ce que son hôte a accepté.

Jouant de sa double « casquette » de premier secrétaire du PS et de président de la Fédération mondiale des villes jumelées, M. Mauroy a fait avancer, au cours de son séjour en Pologne, le projet d'accueillir dans des ministères français des stagiaires polonais venant se former en vue des élections municipales de juin 1990. En revanche, la demande d'adhésion à l'Internationale socialiste, que le premier secrétaire du POUF, M. Rakowski, a présentée de nouveau à la délégation du PS avant son départ, a toutes chances de rester longtemps encore lettre morte.

PATRICK JARREAU